

Université de Montréal

Souplesse et méfiance dans la coopération policière transnationale

Par
Chantal Perras

École de criminologie
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Philosophia doctor (Ph.D.)
en criminologie

Juin, 2011

© Chantal Perras, 2011

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Souplesse et méfiance dans la coopération policière transnationale

Présenté(e) par :

Chantal Perras

a été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes :

Benoît Dupont

(président-rapporteur)

Carlo Morselli

(directeur de recherche)

Frédéric Lemieux

(codirecteur)

Samuel Tanner

(membre du jury)

Monica Den Boer

(examineur externe)

André Savoie

(représentant du doyen)

Remerciements

Tout d'abord, j'ai bénéficié d'un important soutien financier du conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). De plus, le Centre International de Criminologie Comparée (CICC) et l'École de criminologie m'ont octroyé diverses bourses afin de me permettre de participer à des congrès internationaux et de me consacrer à plein temps à ma recherche de doctorat. Je tiens à les remercier de m'avoir ainsi permis d'étudier dans ces conditions privilégiées.

Plusieurs policiers et procureurs m'ont permis de réaliser la thèse, en m'expliquant les éléments essentiels de leur travail et en me fournissant des indications précieuses ainsi que des documents appropriés, parfois confidentiels. Merci tout particulier à mon informateur principal, qui m'a permis d'avoir accès au terrain, à ses collègues. Il m'a fait confiance et a cru en moi. Plusieurs échanges par téléphone ou encore par courriel m'ont encouragée autant à comprendre qu'à persévérer.

Frédéric Lemieux, sans qui ce projet n'aurait pu être mené à terme, pour m'avoir permis de participer à la recherche et m'avoir fait confiance dans la partie canadienne. Sans lui, les intervenants clés n'auraient pu m'être accessibles et la plupart des entrevues obtenues n'auraient pas pu être menées.

Carlo Morselli, qui m'a soutenue constamment et qui m'a amenée à approfondir mes connaissances et mes réflexions. Pour sa confiance en mes capacités et pour avoir accepté de suivre mon parcours de façon plus soutenu après deux années déjà bien entamées dans le parcours de la thèse.

À mes collègues avec qui j'ai pu discuter et approfondir mes réflexions, plus particulièrement à Fernanda Prates, qui a relu certains chapitres, particulièrement celui sur la jurisprudence, et m'a fourni des conseils inestimables sur le droit. Tinneke Van Camp et Brigitte Demers, qui ont été de fidèles copines et collègues durant ce parcours.

À ma famille et amis, qui ont donné leurs impressions sur mon texte et mes réflexions et qui m'ont encouragée à me dépasser constamment tout en me fournissant la confiance et le support dont j'ai eu besoin. Vous m'avez parfois ramenée à la réalité, quand je tendais à perdre le contact avec elle.

À certains étudiants du cours que j'ai donné dans les dernières années sur les drogues et la criminalité, et qui se reconnaîtront ici, pour m'avoir permis de réfléchir à l'ensemble de la problématique et qui m'ont posé des questions parfois anodines, souvent salutaires pour ma compréhension générale.

Je dédie finalement cette thèse à Jean-Paul Brodeur, malheureusement décédé avant la complétude du manuscrit, et qui a été sans contredit un grand mentor. Il m'a tout particulièrement initiée aux fondamentaux des études sur la police et m'a intéressée non seulement aux liens à faire non seulement entre les études sur la police mais également aux intérêts des écrits non scientifiques pour mieux comprendre ce qui se passe actuellement au niveau de la gouvernance.

Résumé et mots-clés

Même si la coopération policière transnationale est l'objet ces dernières années d'un engouement souvent attribué à des vertus d'efficacité, il reste que relativement peu d'informations sont disponibles sur le processus en lui-même. L'objectif général de la thèse était de fournir une analyse englobant à la fois les préoccupations des autorités politiques et celles des acteurs judiciaires et policiers. Ces acteurs occupent tous des rôles nécessaires dans le système de la coopération policière transnationale, mais outre cette constatation, les études à leur sujet ne se recoupent pas véritablement. C'est donc dire que, d'une part, les études sur les acteurs politiques se concentrent sur les décisions prises par ceux-ci, sur l'élaboration de concepts et sur la signature de conventions. D'autre part, les études sur les acteurs policiers et judiciaires mettent l'accent sur le déroulement quotidien des activités policières transnationales et sur ce qui s'ensuit, c'est-à-dire les procédures judiciaires. À l'aide de concepts tels que la discrétion et la souplesse, la familiarité, la confiance, la méfiance, le scepticisme et l'évitement, nous tentons de rallier les récents concepts de reconnaissance mutuelle et de confiance mutuelle avec ce qui se passe effectivement dans le monde opérationnel.

La thèse, qui s'intéresse principalement à la coopération policière transnationale en matière de trafic de drogues, s'appuie sur deux types de données. Tout d'abord, des entrevues qualitatives semi-dirigées ont été menées auprès de 21 policiers et procureurs. Ensuite, une analyse documentaire a été effectuée sur des documents canadiens, soit les sept jurisprudences sur l'extranéité et un guide rédigé par un procureur à l'intention des enquêteurs œuvrant dans les enquêtes.

Nous allons présenter rapidement les résultats les plus importants de la thèse. Dans le premier chapitre, il a été question de deux niveaux de structures de pouvoir, qui n'évoluent pas en vases clos, mais qui s'influencent mutuellement. C'est dire que le levier d'influence des acteurs étatiques sur les acteurs du *policing* transnational peut être relativement puissant, mais que des parades peuvent toujours être utilisées par les policiers dans des cas spécifiques. Nadelmann (1993) avait raison lorsqu'il a soutenu qu'une norme adoptée au niveau transnational n'est pas nécessairement utile à la réalisation des objectifs communs des États, c'est-à-dire l'immobilisation des criminels. La norme est le produit d'une négociation politique et d'un jeu de pouvoir. Au final, elle n'influe pas énormément sur les décisions prises par les policiers dans les enquêtes à composantes transnationales. Au mieux, elle est un guide de règles à ne pas violer ouvertement et impunément. De plus, alors que les pays et les organisations utilisent un système

de récompense, d'incitatifs ou de menace de sanctions pour favoriser la coopération policière transnationale en vue d'une participation à une enquête à composantes transnationales, les individus qui travaillent dans les enquêtes à composantes transnationales utilisent la familiarité et valorisent la confiance comme moyen pour établir et maintenir des liens. Ces individus ne peuvent pas s'obliger entre eux, alors qu'il existe la possibilité d'imposer des sanctions réelles entre acteurs étatiques. Il s'agit donc de deux niveaux d'analyse, dans lesquelles la configuration des relations est différente.

Dans le deuxième chapitre d'analyse, nous avons examiné les jurisprudences canadiennes et le guide d'un procureur à l'intention des policiers, ce qui nous a amené à constater la discrétion laissée par les agents judiciaires aux policiers travaillant au sein d'enquêtes à composantes transnationales. En fait, nous avons trouvé que les agents judiciaires sont conscients des difficultés des enquêtes à composantes transnationales et qu'ils sont plus flexibles dans ces cas que dans les enquêtes nationales.

Le troisième chapitre d'analyse a montré que de nombreux moyens sont à la disposition des agents de l'enquête, et qu'une certaine logique sous-tendait les choix des policiers. Plus particulièrement, c'est la gestion des incertitudes, la nature de l'information et son utilisation envisagée qui importe pour les agents de l'enquête à composantes transnationale.

Finalement, le dernier chapitre d'analyse illustre les différents types de relations entretenues entre agents de l'enquête. Nous avons trouvé que le scepticisme est prépondérant mais que la coopération demeure le plus souvent possible, lorsque les acteurs ont des intérêts en commun. Une certaine familiarité entre les acteurs est nécessaire, mais la confiance n'est pas toujours essentielle à la mise en œuvre des activités policières transnationales. En fait, cela dépend du niveau d'échanges nécessaires et du contexte. Gambetta (1988) avait d'ailleurs montré qu'une structure sociale relativement stable puisse se maintenir dans un contexte généralisé de méfiance.

MOTS CLÉS : Répression, discrétion policière, activités policières transnationales, coopération, collaboration, trafic de drogue transnational, gestion des incertitudes, confiance mutuelle.

Summary and key words

In recent years, transnational police cooperation has been the subject of much attention, often with a prioritization on efficiency. However, relatively little information is available on the process itself. The main objective of the thesis is to formulate an analytical framework that integrates the concerns of political authorities and those of judicial and law-enforcement actors. Past research has illustrated that such actors are all pivotal in the transnational police cooperation system. Yet, in spite of such findings, researchers have generally approached this setting without placing the consistent overlap and interactions between such actors at the forefront. This has left us with a separate set of studies on political actors and the decisions taken by them in regard to the development of concepts and the signing of agreements and studies on police and judicial actors that are more concerned with the daily conduct of transnational policing and what follows (i.e., court proceedings). Using concepts and terms such as discretion, flexibility, familiarity, (dis)trust, scepticism, and avoidance, this thesis proposes an integrative framework designed to rally more recent concepts of mutual recognition and mutual trust with what actually happens in real life police operations.

The study focuses primarily on transnational drug trafficking cases within the Canadian context and is based on two types of data. First, qualitative interviews were conducted with 21 police investigators and prosecutors. Next, a content analysis was performed on seven jurisprudences on transnational cases and a guide written by an attorney for investigators.

The most important results of the thesis are presented here. In the first chapter, two power structures that are in constant interaction are revealed. Such interaction illustrates that the lever of influence of state actors on transnational policing actors can be quite powerful, but facades can still be used by police officers in specific cases. This supports Nadelmann (1993), who argued that a standard adopted at the transnational level is not necessarily helpful to achieve the common goal of states, which is to contain and immobilize offenders. The norm is the product of political negotiations and an ongoing power struggle, which, in the end, does not have a strong influence on the decisions taken by the police in transnational investigations. At best, formal agreements between states serve as an impunity guide for police actors on what not to violate openly. Furthermore, as countries and organizations use a system of rewards, incentives or threats of sanctions to promote cooperation in transnational policing, individuals working in transnational investigations uses familiarity and trust as a means to establish and maintain relationships. These individuals cannot bind themselves. On the contrary, there is the possibility to impose real

sanctions between state actors. This problem is approached with two levels of analysis that reveal different relational patterns.

In the second chapter of analysis, Canadian jurisprudence and a prosecutorial guide that was written for investigators are examined. These documents demonstrate the discretion left by judicial actors on those working in transnational police investigations. In fact, we found that judicial actors are well aware of the difficulties related to transnational investigations. They are more flexible in those cases than in national investigations.

The third chapter pursues such discretion and highlights the many paths available to police actors involved in transnational cooperation. In particular, it is the management of uncertainty, the nature of information and its intended use that are important to them.

Finally, the last chapter of analysis assesses the different types of relationships maintained between actors in transnational investigations. We found that, while scepticism overrides most relationships, cooperation continues as often as possible, at least when actors have interests in common. A level of familiarity between actors is necessary, but trust is not always essential to achieve transnational policing. In fact, it depends on the requested level of exchanges and in the context and is consistent with previous work by Gambetta (1988), who shows that even in a generalized context of distrust, a relatively stable social structure can maintain itself.

KEY WORDS : Repression, police discretion, transnational policing, cooperation, collaboration, transnational drug trafficking, risk management, mutual trust.

Liste des graphiques et tableaux

Graphique 1 : Les composantes de la coopération policière transnationale.....	p.13
Graphique 2 : La coopération policière transnationale et ses mondes sociaux.....	p.65
Graphique 3 : Liens obtenus par le biais du promoteur.....	p.84
Graphique 4 : Les moyens disponibles pour la poursuite d'enquêtes à composantes transnationales	p.193
Tableau 1 : Information sur les participants.....	p. 282

Liste des abréviations

A.S.F.C. : Agence des services frontaliers du Canada
C.P.I.C. : Canadian Police Information Center
D.A.S.: Departamento Administrativo de Seguridad
D.E.A. : Drug Enforcement Agency
E.A.W.: European Arrest Warrant
E.R.M. : Escouades Régionales Mixte
E.S.C. : European Society of Criminology
EUROPOL : European Police Office
F.A.R.C. : Forces armées révolutionnaires de Colombie
F.B.I. : Federal Bureau of Investigation
G.R.C. : Gendarmerie Royale du Canada
I.C.E. : Immigration, Customs and Excise
INTERPOL : International Criminal Police
I.P.E.S. : International Police Executive Symposium
J.I.T. : Joint Investigation Teams
L.E.G.A.T. : attaché légal
L.O. : agent de liaison et/ou officier de liaison
M.A.E.C.I. : Ministère des affaires extérieures
M.L.A.T. : Mutual Legal Assistance Treaty
M.O.U. : Memorandum of Understanding
N.O.R.A.D. : North American Aerospace Defense
O.C.D.E.: Organisation de Coopération et de Développement Économiques
O.C.T.R.I.S. : Office Central pour la Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants
O.P.P. : Police Provinciale de l'Ontario

R.I.C.O.: Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act

S.A.A.Q. : Société de l'assurance automobile du Québec

S.P.V.M. : Service de police de la Ville de Montréal

S.Q. : Sûreté du Québec

T.E.C: Treaty of European Community

T.E.J.: traité d'entraide judiciaire

T.U.E. : Traité sur l'Union Européenne

U.E. : Union Européenne

U.M.E.C.O. : Unité Mixte d'enquête sur le Crime Organisé

Table des matières

Remerciements.....	I
Résumé et mots-clés.....	II
Abstract and keywords.....	IV
Liste des graphiques et des tableaux.....	VI
Liste des abréviations utilisées.....	VII
Préface.....	XII
Introduction.....	p.1

Chapitre 1 : Des perspectives divergentes dans la recherche sur la coopération

policière transnationale.....	p.10
1.1-La coopération policière transnationale et le <i>policing</i> transnational.....	p.12
1.2-Confronter les approches émanant de deux mondes.....	p.16
1.2.1-L'approche européenne et la perspective des professionnels de la politique.....	p.17
1.2.2-L'approche nord-américaine et la perspective des professionnels du <i>policing</i> transnational.....	p.23
1.3- Une approche englobante	p.29
1.3.1-Le pouvoir discrétionnaire, l'expertise et les incertitudes des agents du <i>policing</i> transnational	p.36
1.3.2-Les <i>investigative consortium</i> et le développement de la familiarité et de la confiance	p.43
1.3.3-La méfiance, les contraintes et les sanctions dans le système de la coopération policière transnationale.....	p.53
1.3.4-Au-delà de la qualité des relations: intérêts et <i>habitus</i> communs	p.56
1.3.5-Le manque de redevabilité dans les activités policières transnationales.....	p.59
1.4-Les mondes sociaux de la coopération policière transnationale.....	p.62
1.5-Propositions.....	p.65

Chapitre 2 : Méthodologie de recherche.....

2.1-Question, objectifs de recherche et méthodes considérées.....	p.69
2.1.1- Pourquoi ne pas utiliser les dossiers d'enquête ou de preuve?.....	p.72
2.1.2- La méthode qualitative : mais laquelle?.....	p.73
2.1.3- L'étude de cas comme méthode pour accéder aux agents.....	p.74
2.1.3.1-Le détail des enquêtes.....	p.75
2.2-Le déroulement du terrain.....	p.81
2.2.1-Les entrevues semi-directives comme source d'information principale...p.82	
2.2.2-Les documents comme source d'information secondaire.....	p.96
2.2.3-L'analyse des données.....	p.100
2.3-Limites de la recherche.....	p.102

Chapitre 3 : Les impacts des perceptions des professionnels du *policing* transnational en ce qui a trait au champ politique et à son système de sanction.p.108

3.1-Les souverainetés nationales et les alliances.....	p.111
--	-------

3.2-La main mise des États-Unis sur le fonctionnement de la coopération policière transnationale	p.116
3.3- Le type de coopération et le continuum conflit/bonne entente entre les pays.....	p.119
3.3.1- Les conflits et tensions politiques qui bloquent la coopération	p.119
3.3.2- La coopération contre toute attente.....	p.120
3.3.3- La coopération malgré des priorités politiques divergentes.....	p.123
3.3.4- L'absence de coopération malgré de bonnes relations politiques.....	p.125
3.3.5- L'absence d'un problème commun.....	p.125
3.4- Les relations de pouvoir : le continuum symétrie/asymétrie.....	p.126
3.4.1- Les asymétries flagrantes et la coopération sous contraintes.....	p.126
3.4.2- Relative symétrie entre les pays consommateurs de drogues.....	p.131
3.5- Conclusion : les paradoxes de Ker Muir et la coopération policière transnationale.....	p.135

Chapitre 4 : Des normes flexibles qui permettent aux policiers de faire leur

travail.....	p.138
4.1- La jurisprudence canadienne en matière d'extranéité.....	p.140
4.1.1- L'égalité souveraine et la territorialité.....	p.141
4.1.2- La courtoisie internationale.....	p.142
4.1.3- Les éléments particuliers des jurisprudences canadiennes.....	p.143
4.2- La souplesse dans l'utilisation de techniques d'enquête	p.155
4.2.1- Les interrogatoires.....	p.156
4.2.2- Les mandats.....	p.157
4.2.3- Les écoutes électroniques.....	p.158
4.2.4- Les opérations <i>undercover</i>	p.159
4.2.5- La loi C-24 et la flexibilité dans les enquêtes à composantes transnationales	p.160
4.3- Conséquences sur la pratique des enquêtes policières transnationales.....	p.161

Chapitre 5 : Le système « D » dans le champ des enquêtes transnationales.....

5.1- La restriction de la diffusion de l'information et le besoin de savoir.....	p.164
5.2- Les différents moyens.....	p.167
5.2.1- Les échanges directs	p.168
5.2.1.1- Les échanges directs entre policiers de pays différents	p.168
5.2.2- L'agent de liaison.....	p.169
5.2.3- Les agents judiciaires.....	p.174
5.2.4- Les relations entre les procureurs et les policiers.....	p.179
5.2.5- Le traité d'entraide judiciaire, les MOU (et les commissions rogatoires).....	p.183
5.2.6- Interpol et Europol.....	p.189
5.3- La nature de l'information influence le moyen employé.....	p.193
5.3.1- Les demandes de nature documentaire.....	p.195
5.3.2- Les demandes de nature « physique ».....	p.196
5.4- L'utilisation projetée de l'information influence le moyen employé	p.200
5.5- Conclusion.....	p.203

Chapitre 6 : Les stratégies de gestion des incertitudes : confiance, scepticisme et évitement	p.205
6.1- Les incertitudes dans le champ des enquêtes à composante transnationale	p.206
6.2- L'évaluation et les moyens employés pour gérer les incertitudes	p.212
6.2.1-La familiarité avec le partenaire.....	p.213
6.2.2-L'expérience des enquêteurs dans les enquêtes à composantes transnationales.....	p.218
6.2.3- La réputation dans le <i>policing</i> transnational.....	p.224
6.3- Les éléments qui optimisent la coopération.....	p.228
6.4- Conclusion.....	p.232
Conclusion	p.235
7.1-Retour sur les thèmes d'analyse.....	p.235
7.2- Réflexion sur l'ensemble de la thèse.....	p.239
7.2.1- Le pouvoir discrétionnaire et la redevabilité dans la coopération policière transnationale.....	p.240
7.2.2-Quelle solution et quel futur?	p.244
7.2.3-Les implications pour les politiques publiques	p.250
Bibliographie.....	p.255
Annexe 1 : Lettre de support de la GRC.....	p.276
Annexe 2 : Lettre de support de la France.....	p.277
Annexe 3 : Lettre de support de la Hollande.....	p.278
Annexe 4 : Courriel type envoyé par notre promoteur à des interviewés potentiels....	p.279
Annexe 5 : Questions-cadre pour les entrevues.....	p.280
Annexe 6 : Informations sur les participants.....	p.282

Préface

Suez à Londres.

-Rowan, directeur police, administration centrale, Scotland place.
-Je file voleur de Banque, Phileas Fogg. Envoyez sans retard mandat d'arrestation à Bombay (Inde anglaise).

Fix, détective.

Fix était un de ces agents anglais, qui avaient été envoyés dans les divers ports, après le vol commis à la Banque d'Angleterre. Il devait surveiller tous les voyageurs prenant la route de Suez, et si l'un d'eux lui semblait suspect, le « filer » en attendant un mandat d'arrestation. (...)

L'inspecteur Fix descendit sur le quai et se dirigea rapidement vers les bureaux du consul.

-Monsieur, j'ai des présomptions de croire que notre homme a pris passage à bord du *Mongolia*.

-Bien, monsieur Fix. Mais peut-être ne se présentera-t-il pas à mon bureau. D'ailleurs la formalité des passeports n'est plus obligatoire.

-Je vous affirme que celui-ci sera en règle, mais j'espère bien que vous ne le viserez pas...

-Et pourquoi pas ? Si ce passeport est régulier, je n'ai pas le droit de refuser mon visa.

-Monsieur le consul, il faut bien que je retienne ici cet homme jusqu'à ce que j'aie reçu de Londres un mandat d'arrestation.

-Ah ! cela, monsieur Fix, c'est votre affaire, répondit le consul, mais moi, je ne puis

-Lancez une dépêche à Londres avec demande instante de m'adresser un mandat d'arrestation à Bombay, m'embarquer sur le *Mongolia*, filer mon voleur jusqu'aux Indes, et là, sur cette terre anglaise, l'accoster poliment, mon mandat à la main et la main sur l'épaule. (...)

Quelques instants après Mr. Fogg, l'agent Fix avait débarqué et couru chez le directeur de la police de Bombay. Il fit reconnaître la mission dont il était chargé. Avait-on reçu de Londres un mandat d'arrêt ? Non. Le mandat, parti après Fogg, ne pouvait être encore arrivé. Fix voulut obtenir du directeur un ordre d'arrestation. Il refusa. L'affaire regardait l'administration métropolitaine, et celle-ci seule pouvait légalement délivrer un mandat. Fix n'insista pas et comprit qu'il devait se résigner à attendre son mandat. (...)

Fix allait monter, quand une pensée le retint. Un délit commis sur le territoire indien. Je tiens mon homme. (...) Phileas Fogg comptait se rendre directement au paquebot de Hong-Kong. Au moment où il allait sortir de la gare, un policeman s'approcha de lui et dit :

-Monsieur Phileas Fogg ? Veuillez me suivre tous les deux.

Cet agent était un représentant de la loi, et, pour tout Anglais, la loi est sacrée. À 8h30, le policeman introduisit les prisonniers dans la salle voisine. Sur l'ordre du juge, 3 prêtres indous furent introduits. Le greffier lut à haute voix une plainte en sacrilège, formulée contre le sieur Phileas Fogg et son domestique, accusés d'avoir violé un lieu consacré par la religion brahmanique. (...) Cet incident de la pagode de Bombay, ils l'avaient oublié, et c'était celui-là qui les amenait devant le magistrat de Calcutta. L'agent Fix avait compris tout le parti qu'il pouvait tirer de cette affaire. Retardant son départ, il s'était fait le conseil des prêtres; il leur avait promis des dommages-intérêts considérables, sachant bien que le gouvernement anglais se montrait très sévère pour ce genre de délit. (...) Phileas Fogg retenu 8 jours à Calcutta, c'était plus qu'il n'en fallait pour donner au mandat le temps de lui arriver. C'était 2000 livres qu'il en coûterait à Mr. Fogg, s'il ne purgeait pas sa condamnation. (...) Le gueux ! s'écria Fix, il part ! 2000 livres sacrifiées ! Ah ! je le filerai jusqu'au bout du monde s'il le faut; mais du train dont il va, tout l'argent du vol y aura passé! (...)

Toutes les espérances de l'inspecteur étaient maintenant concentrées sur un unique point du monde. C'était à Hong-Kong que l'arrestation du voleur devait se faire, ou le voleur lui échappait

sans retour. En effet, c'était encore une terre anglaise, mais la dernière qui se rencontrât sur le parcours. Au-delà, la Chine, le Japon, l'Amérique offraient un refuge à peu près assuré. À Hong-Kong, s'il y trouvait enfin le mandat d'arrestation, Fix arrêterait Fogg et le remettrait entre les mains de la police locale. Nulle difficulté. Après Hong-Kong, un simple mandat d'arrestation ne suffirait plus. Il faudrait un acte d'extradition. De là retards, lenteurs, obstacles de toute nature, dont le coquin profiterait pour échapper définitivement. Si l'opération manquait à Hong-Kong, il serait presque impossible de la reprendre avec quelque chance de succès. (...)

Arrivant à Yokohama, Fix s'était immédiatement rendu chez le consul anglais. Là, il avait enfin trouvé le mandat, qui, courant après lui depuis Bombay, et avait déjà 40 jours de date. Qu'on juge du désappointement du détective ! Le mandat devenait inutile ! Le sieur Fogg avait quitté les possessions anglaises ! Un acte d'extradition était maintenant nécessaire pour l'arrêter !

(Jules Verne : Le tour du monde en quatre-vingts jours, paru en 1873)

INTRODUCTION

L'histoire se déroule en 1872. Bien que ce soit un ouvrage de fiction, le récit est basé sur des faits scientifiques dans lequel un inspecteur de police poursuit un prétendu criminel parti faire le tour du monde. Il s'agit d'un cas qui aurait bien pu faire l'objet d'une coopération policière transnationale, et cela dans un contexte actuel. Dans ce cas toutefois, les moyens à la disposition de l'inspecteur lui manquaient pour qu'il puisse accomplir sa mission. La souplesse nécessaire des agents qui l'entourent n'est pas au rendez-vous. Les contraintes qu'on lui oppose sont intimement liées au pouvoir des États, et se font trop lourdes, ce qui l'empêche d'obtenir ce qu'il désire, soit un mandat de façon à arrêter légalement le suspect qu'il croit coupable. Le suspect effectue plus de la moitié de son voyage autour de la terre avant que le mandat n'arrive en temps opportun dans le même pays que lui. L'inspecteur, qui suit pas à pas le suspect, obtient finalement son mandat, mais cela se fait malheureusement à l'extérieur des colonies anglaises. L'inspecteur est alors au désespoir, car le document ne lui est plus d'aucune utilité. Par le biais des réflexions que se fait l'inspecteur, Jules Verne explique très justement pour cette époque le choix devant lequel est l'inspecteur: soit procéder à une demande d'extradition, soit espérer que le suspect retourne de lui-même sur les terres anglaises. Il opte finalement pour la deuxième option, qui lui apparaît la seule réalisable. Essentiellement, Jules Verne montre que l'enquêteur n'a aucuns pouvoirs policiers lorsqu'il se trouve à l'extérieur de son territoire de compétence¹. C'est une problématique fondamentale pour ceux qui s'intéressent à la coopération policière transnationale. Toutefois, sa vision de l'État comme élément omniprésent et comme figure incontournable empêche Verne d'explorer le thème du pouvoir discrétionnaire de l'inspecteur. Il semble qu'il était impossible pour l'inspecteur d'envisager intercepter le suspect malgré l'absence de mandat, sauf par le biais de parades.

Paradoxalement, plusieurs passages de l'ouvrage illustrent les moyens parfois discutables employés par le policier pour tenter de stopper le prétendu criminel. Par exemple, il tente de le faire accuser pour un événement malencontreux, dans le but de le ralentir dans son tour du monde et dans l'objectif ultime de pouvoir enfin avoir une chance d'utiliser le mandat

¹ Nous avons évité d'utiliser le terme juridiction, puisqu'il ne signifie pas la même chose en français qu'en anglais.

demandé en temps opportun. La liberté que se donne l'inspecteur s'arrête à ralentir le suspect, et ne s'étend pas au mandat, ce qui le rend dépendant du bon vouloir et de la vitesse de réaction de l'État. D'ailleurs, le policier est vu comme un représentant de l'État bien plus qu'un membre de l'organisation policière anglaise. La position développée dans cette thèse est que la situation est assez différente aujourd'hui car la police s'est davantage autonomisée, à tout le moins en ce qui concerne les cas de trafic de drogue.

L'ouvrage de Jule Verne est l'un des premiers livres qui aborde les obstacles que pose ce que plusieurs ont appelé la globalisation. Depuis ce temps, les technologies ont bien évolué. En effet, tout se fait plus vite, mais les enquêteurs ont aussi beaucoup plus de pouvoir d'action, notamment sur la question des mandats. Nous y reviendront quand nous aborderons les travaux de Brodeur (2010).

Ce récit nous permet également d'introduire de nombreuses notions encore d'actualité et qui sont abordées dans cette thèse. Tout d'abord, les moyens techniques et technologiques à la disposition des enquêteurs ont évolué et, pour reprendre l'expression des personnages de Verne, «la terre semble avoir diminué». Par cette expression, il faut comprendre que les moyens de communication se sont améliorés et permettent désormais un contact beaucoup plus rapide et étendu, et cela est encore plus vrai aujourd'hui que lorsque le récit a été écrit. Il faudra donc attendre ces dernières années pour que la possibilité d'un échange plus efficace se mette en place. Aujourd'hui, il faut non plus s'en tenir à envoyer un télégraphe et espérer que la réponse nous parvienne assez rapidement. En effet, cela pouvait prendre des semaines à arriver à destination. Il est désormais possible d'utiliser le fax, le téléphone, ou même d'envoyer des courriels. Cela permet d'agir beaucoup plus rapidement, d'autant plus que le temps est une variable importante dans les enquêtes à composantes transnationales. La technologie a donc relativisé les distances, et cela a transformé autant le travail policier que la façon de commettre des crimes. On a donc assisté ces dernières décennies à une véritable transnationalisation, certains diraient globalisation ou mondialisation, des activités policières et criminelles².

² Nous revenons dans le premier chapitre sur cette question de vocabulaire et d'épistémologie. Nous aborderons la différence entre le transnational et l'international, pour ensuite expliquer ce que nous entendons par

Les moyens à la disposition des enquêteurs ont évolué d'une autre manière. Ils semblent avoir pris une expansion considérable. Nous le verrons dans cette thèse, le type de crime dont une enquête est l'objet joue un rôle important dans l'ampleur des moyens accordés aux enquêteurs. Entre autres, le pouvoir discrétionnaire est bien plus grand dans les enquêtes en matière de drogue ou encore de terrorisme que dans les enquêtes en matière d'homicide, par exemple (Brodeur, 2010). Si on ajoute une dimension transnationale, cela est encore plus évident car l'État est alors moins à même de savoir ce que font les agents policiers. Ce contexte est en effet propice à une logique selon laquelle la fin justifie le plus souvent les moyens (Brodeur, 2010).

Le récit illustre également le dur travail de poursuite constante des policiers à l'égard des criminels transnationaux. Ces derniers ont bien sûr toujours une longueur d'avance. D'ailleurs, il nous permet aussi de comprendre que les criminels un tant soit peu sophistiqués ont toujours été capables de contourner les frontières (Passas, 1999). Les policiers ont de plus en plus accès à des moyens divers pour contrer l'action de ces criminels. Toutefois, plusieurs propositions ou initiatives pour contrer le crime transnational sont controversées ou risquées et menacent la légitimité de l'État. Est-ce que la menace du crime transnational évolue si rapidement que des mesures draconiennes sont indispensables? Est-ce que les solutions proposées sont plus dangereuses que les problèmes qu'elles essaient de résoudre? Quelles sont les justifications qui ont entraîné une plus grande utilisation et un tel raffinement de la coopération policière transnationale? Ces questions sont de l'ordre de la morale et ne sont pas l'objet central de cette thèse. Bien avant de pouvoir répondre à ces questions, il faut être en mesure de comprendre la coopération policière transnationale telle qu'elle se fait aujourd'hui. C'est un des objectifs importants de cette thèse. En effet, les études empiriques sur le sujet sont encore relativement rares.

Il est possible de dire que la coopération policière transnationale est plus apparente aujourd'hui. À la lecture des publications annuelles d'Interpol, qui se veut et est dans une certaine mesure une plateforme dans laquelle s'observent des échanges d'informations

policières, on apprend que le nombre de pays qui s'impliquent officiellement ne fait qu'augmenter. De plus, il ne semble pas y en avoir qui annulent leur *membership*. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'une coopération effective s'est établie entre tous les membres. Par exemple, Anderson (1989) explique que malgré le fait que la Corée du Nord et les États-Unis font partie d'Interpol, il apparaît clairement que ces pays ne coopèrent pas au moins sur un plan diplomatique. De plus, suivant la thèse bureaucratique de Deflem (2002) selon laquelle la police s'est suffisamment autonomisée, expertisée et distanciée de l'État pour s'affranchir quelque peu du pouvoir de celui-ci, il n'est pas clair en quoi l'apparence de coopération tel que démontré par Interpol se traduit réellement au niveau opérationnel.

Alors, pourquoi utiliser le terme transnational ? Ce terme assume que l'État a toujours une certaine force tout en reconnaissant que le monde change. Bien qu'affaiblié par ce que certains ont appelé la globalisation, l'État n'est pas (encore) disparu. Toutefois, la légitimité de l'État serait menacée par le fait qu'elle n'est plus en mesure autant qu'elle l'était de protéger les libertés individuelles tout en protégeant des risques perçus par la collectivité. Quoiqu'il en soit, ce sont les relations entre les États et entre les différents agents du champ du *policing* transnational qui sont étudiés, et non pas le champ global constitué par l'ensemble des territoires. Parler d'international apparaît surréaliste lorsque l'on examine la situation actuelle. Ce serait dire que notre monde est globalisé au point où les États n'ont plus de voix. Hors, l'existence même de négociations politiques entre États prouve le contraire.

Nous distinguons également la coopération policière transnationale du *policing* transnational³. Cette distinction est importante, car elle met en lumière 2 types d'agents et des mondes sociaux fondamentalement différents, qui ne se comprennent pas bien. Divers auteurs tels que Benyon et Sabatier ont mis en lumière les différences entre ces deux mondes sociaux, mais il existe aussi des similitudes entre eux. Nous avons choisi de nous pencher sur les actions policières, car la plupart des recherches ont jusqu'à maintenant mis l'accent sur les diverses organisations qui ont été créées dans le cadre de la coopération policière transnationale. Étudier le champ des actions policières transnationales nous permet de comprendre le

³ Nous utiliserons les termes *policing* transnational et activités policières transnationales comme des expressions équivalentes.

processus général à l'œuvre. De plus, Kratcoski et Das (2001) soulignent que la coopération policière transnationale pourrait être renforcée si on prêtait plus attention aux activités policières. Toutefois, nous n'excluons pas les concepts tels que la reconnaissance et la confiance mutuelle, issus du champ des professionnels de la politique.

Le cadre théorique directeur est celui des champs bourdieusiens. Nous nous appuyons plus particulièrement sur la perspective de Bigo (2005) sur la notion des champs de la sécurité. Cette approche permet de surpasser les notions d'interne et d'externe, qui se réfèrent aux limites territoriales imposées par les États. Il permet d'introduire l'existence de convergences entre les champs nationaux et transnationaux de la pratique opérationnelle relativement aux enquêtes. Il permet donc de reconnaître l'existence d'un « club » transnational d'agents opérationnels et d'un champ des professionnels de la politique, en centrant moins l'analyse sur les divisions territoriales (Bigo, 2011).

L'approche adoptée en complément est celle de l'analyse des comportements policiers. Notre étude suit ainsi celles d'Ericson, de Manning et de Ker Muir, en ce qu'elles cherchent à comprendre le déroulement quotidien des activités policières par le biais des perceptions qu'en ont les agents du *policing*. Toutefois, nous élargissons aussi cette analyse des perceptions des agents du *policing* transnational au contexte dans lequel ils évoluent, soit le monde politique d'une part, et le monde juridique, d'autre part.

Alors qu'Ericson, Ker Muir et Manning ont étudié des activités policières qui se déroulaient dans des environnements locaux et nationaux, nous l'avons fait dans le cadre des enquêtes à composantes transnationales. Il s'agit d'une approche qui a été peu utilisée jusqu'à maintenant pour comprendre le phénomène de la coopération policière transnationale (Bigo, 1996). Le glissement que nous effectuons par rapport aux études sur la coopération policière transnationale n'est pas radical, et l'on continue de s'inscrire dans certaines conceptualisations classiques des études sur le *policing*, mais nous le faisons dans un contexte transnational. Sans exclure la place de l'État et de son influence sur les agents du *policing* transnational, nous donnons une plus grande place aux agents individuels comme preneurs de décision, qui s'octroient par la même occasion un pouvoir de changement sur les pratiques. Ces décisions

ne sont pas analysées avec l'approche du choix rationnel, entre autres parce que l'analyse montre que la logique n'est pas le seul ni le principal moyen de prendre des décisions en contexte. Tout comme Bigo le fait dans ses écrits, nous nous inspirons en quelque sorte de l'approche bourdieusienne pour comprendre le *policing* transnational. Cela signifie donc que dans le cadre de nos travaux, nous tentons de faire coexister structuralisme et constructivisme. Du même coup, nous adoptons également l'idée selon laquelle la rationalité des agents n'est pas l'unique élément, ni même le plus important pour comprendre ce qui amènent ces derniers à prendre des décisions.

Cette thèse s'intéresse à la coopération policière transnationale en matière de drogue, et plus précisément aux activités d'enquêtes à composantes transnationales. Ce choix s'explique par le fait que jusqu'à tout récemment, c'est ce crime qui pouvait être vu comme le plus important lorsqu'il était question de collaboration entre États. De plus, une agence policière pan-européenne a été créée (Europol) en 1996 en réaction à ce seul crime. Elle avait un potentiel opérationnel et le droit de l'utiliser (Sheptycki, 1996, p.66). Depuis, on sait que le terrorisme a été ajouté aux prérogatives d'Europol, suite aux événements du 11 septembre 2001 (Fortmann et al., 2003).

En ce qui concerne l'approche méthodologique, nous avons combiné les entrevues et les analyses de documents, nous nous distinguons donc de cette façon des autres recherches qui ont été faites dans le domaine. La thèse est formulée ainsi :

Le fonctionnement du système de la coopération policière transnationale oblige les agents du policing transnational à s'adapter pour réduire et gérer les différents types d'incertitudes qui se présentent. Pour se faire, ils s'appuient sur leur expertise d'une part, et sur le pouvoir discrétionnaire et la souplesse qui les caractérise. De plus, la familiarité développée entre ces agents contribue à produire de la confiance mutuelle, et ce tant au niveau des professionnels de la politique qu'au niveau opérationnel.

Division de la thèse

Cette thèse se divise en 7 chapitres. Le premier fait un bilan des études sur la coopération policière transnationale, autant en Amérique du Nord qu'en Europe. Il nous a permis de faire ressortir qu'au moins deux mondes sociaux malgré tout réconciliables étaient présents. Certains pensent qu'il faut tout harmoniser alors que d'autres prônent pour accorder plus de

marge de manœuvre aux agents du *policing* transnational. Nous défendons l'approche intermédiaire⁴, et pensons qu'un certain équilibre entre l'harmonisation et le maintien des différences est déjà en place. La deuxième partie du chapitre vise à pousser plus loin la réflexion commencée au début du chapitre, tout en mettant de côté les analyses qui se centrent uniquement sur les documents officiels puisque ceux-ci mettent de côté la nature même du *policing* transnational. Ils mettent en effet l'emphasis sur ce qui devrait être fait plutôt que sur la manière dont la coopération policière transnationale fonctionne réellement. Nous détaillons donc les concepts utilisés dans cette thèse. Tout d'abord, le pouvoir discrétionnaire des policiers s'avère être un élément fondamental pour la coopération policière transnationale. Il faut voir les policiers comme des experts. Ensuite, les concepts de familiarité et de confiance/méfiance doivent être utilisés à tous les niveaux de la coopération policière transnationale, pour recentrer l'analyse vers les éléments essentiels. Il est finalement question d'un problème important qui subsiste malgré l'adoption d'une approche intermédiaire, soit le manque de redevabilité dans la coopération policière transnationale.

Le deuxième chapitre décrit la méthodologie employée dans cette thèse pour établir comment la coopération policière transnationale se déploie, particulièrement au niveau des activités policières transnationales. Une méthodologie qualitative a été employée. Nous avons combiné les entrevues semi-dirigées auprès des agents du *policing* transnational, plus précisément les policiers et les procureurs, avec l'analyse des jurisprudences canadiennes en matière d'extranéité et celle d'un guide canadien à propos de techniques utilisables provenant d'un procureur et rédigé à l'attention des policiers impliqués dans les enquêtes à composantes transnationales.

Le troisième chapitre se penche sur la nature des relations perçues entre les pays et sur ce que cela signifie et implique pour les agents du *policing* transnational. Les premières structurent jusqu'à un certain point les activités policières, mais il s'avère que des coopérations entre enquêteurs de pays qui sont récalcitrants à coopérer officiellement sont tout de même possibles dans plusieurs cas. Les analyses de Deflem (2001) annonçaient une autonomisation relativement totale des agents du *policing* transnational par rapport aux États. Nous trouvons

⁴ Nous nous appuyons sur la perception des acteurs interviewés et sur l'analyse des documents.

que les agents du *policing* transnational n'ignorent pas les règles et ne les rejettent pas d'emblée. Ils les réinterprètent plutôt à leur manière et choisissent ou pas de suivre les directives des États lorsqu'ils les considèrent appropriés.

Le quatrième chapitre repose sur l'analyse de documents juridiques et organisationnels pour établir que les normes canadiennes à l'égard des enquêtes transnationales sont suffisamment souples pour permettre aux enquêteurs d'utiliser leur pouvoir discrétionnaire dans le choix des méthodes utilisées et recevables au tribunal. En effet, par les réflexions qu'ils proposent dans les jurisprudences, les juges démontrent une bonne compréhension des contingences présentées par les agents des enquêtes à composantes transnationales. De plus, par les réflexions et conseils énoncés par le procureur qui a rédigé le guide Sheriff, il apparaît que des techniques beaucoup plus souples qu'ils ne le croient sont accessibles aux enquêteurs qui participent aux enquêtes à composantes transnationales. C'est la souplesse et la compréhension des procureurs à l'égard des activités policières transnationales ainsi que les diverses possibilités, qui sont mises de l'avant dans ces documents normatifs relativement au *policing* transnational, au moins dans le contexte canadien. Le monde social juridique qui se penche sur l'extranéité et les enquêtes à composantes transnationales, semble être en phase avec le monde social des enquêteurs impliqués dans les enquêtes à composantes transnationales.

Le cinquième chapitre explique et détaille l'utilisation que font les enquêteurs des divers moyens disponibles pour réaliser une coopération policière transnationale. Ce chapitre montre que des moyens formels et informels sont utilisés pour atteindre les objectifs et besoins de chacune des enquêtes. Bien plus, il démontre que ce sont les agents du *policing* transnational qui décident, selon des facteurs explicités, des moyens les plus appropriés à utiliser. Ils favorisent les moyens informels, mais ont recours aux moyens formels aussitôt que cela s'avère nécessaire.

Le sixième chapitre porte sur la qualité des relations entre les agents du *policing* transnational, tant au niveau des relations entre les policiers des différents pays qu'entre les procureurs et les enquêteurs qui participent à une même enquête à composante transnationale. Trois types de relations ont été observés, soit les relations évitantes, sceptiques ou confiantes. Les relations confiantes seraient relativement rares, tandis que les sceptiques et les évitantes seraient

prépondérantes, et ce malgré le désir des agents. Nous trouvons donc que la méfiance est la règle dans le *policing* transnational, et ce au moins dans les enquêtes portant sur le trafic de drogue et sur le blanchiment d'argent y étant relié.

La conclusion permet de regrouper l'ensemble des résultats pour en tirer une perspective générale. Elle discute aussi des implications des résultats, en particulier en ce qui a trait aux principes de pouvoir discrétionnaire et de redevabilité, d'une part, et d'harmonisation et de structures, d'autre part. Elle parle également du cycle de la méfiance, du futur de la coopération policière transnationale ainsi que des implications pour les politiques publiques, pour ce qui est de l'approche adoptée et en relation avec les différents types de crimes qui pourraient être touchés par les changements constatés dans la coopération policière transnationale.

En plus de tous les éléments énumérés dans cette introduction, l'intérêt de la recherche réside dans le fait d'avoir cherché à identifier les conditions de succès de la coopération policière transnationale. La confiance et la familiarité, la réciprocité, ainsi que l'innovation et la créativité sont des facteurs cruciaux pour ceux qui veulent comprendre le *policing* transnational et/ou pour ceux qui veulent l'améliorer. Lorsque l'on admet que le *policing* transnational demeurera une stratégie importante des États pour rassurer les citoyens et pour les protéger, force est d'examiner ce qui se fait pour en délimiter les conséquences ou limiter les dégâts, selon la perspective adoptée.

CHAPITRE 1

Des perspectives divergentes dans la recherche sur la coopération policière transnationale

Les dimensions transnationales du trafic de drogue et celles du *policing* correspondant sont de plus en plus prises en compte par les agents du milieu et par les chercheurs (Martin et Romano, 1992). Alors que le trafic de drogue se fait dans un contexte contraignant (Reuter, 1983) où les agents doivent faire preuve de flexibilité et d'adaptation, le *policing* transnational est contraint par ses contextes politiques, juridictionnels, légaux et organisationnels. Ces derniers sont connus comme étant rigides. Toutefois, alors que la mondialisation est vue comme une opportunité pour les criminels, on l'analyse plutôt comme un obstacle pour les policiers. Par exemple, l'abolition des frontières européennes permettrait aux criminels d'entrer avec facilité dans les pays voisins, et ce sans être détecté. Le travail pour les policiers est alors de coopérer avec les autorités policières d'autres pays (Hufnagel, 2009b), mais des conflits liés à des procédures et à des histoires organisationnelles différentes (Storbeck, 1995) rendent cela difficile. Bowling (2009) a souligné que ce qu'il appelle la mondialisation ouvre également de nouvelles possibilités de communication horizontale et de collaboration entre enquêteurs. Pour lui, cette mondialisation réduirait la bureaucratie et le contrôle politique.

La coopération policière transnationale est plus souple qu'elle ne paraît, et cela même si *a priori* la police est toujours perdante dans la lutte trafiquants/policiers. Brady (2008) souligne que la coopération policière européenne n'a pas encore réussi à obtenir le degré de coopération atteint par les criminels, parce que les souverainetés nationales et les différences culturelles et légales restent des contraintes importantes pour les enquêtes à composantes transnationales. On oublie que les criminels aussi sont contraints par des différences culturelles et structurelles. De surcroît, ils font face à la possibilité d'arrestation et de saisie de leurs avoirs (Reuter, 1983). Lorsqu'ils traversent les frontières pour aller dans un pays moins réglementé, ils perdent les droits qui leurs étaient reconnus dans le pays qu'ils ont quitté. Toutefois, l'activité criminelle est toujours initiée avant l'intervention des policiers. Les criminels ont donc toujours une longueur d'avance. Dans ce contexte, les policiers peuvent tout de même gagner des batailles importantes (Kenney, 2007).

Ce concept demeure flou malgré une extension considérable et la création de plusieurs

typologies pour comprendre la coopération policière transnationale, ce concept demeure flou. Pour Nadelmann (1993a), Anderson et al. (1995) ainsi que pour Sheptycki (1996), les évolutions de la coopération policière transnationale doivent être envisagées dans une perspective plus large que celle de l'impératif de répondre à la menace causée par le développement de la criminalité transnationale. Sheptycki (1996) met de l'avant les intérêts des agents, la coopération policière transnationale étant plutôt le résultat d'une combinaison de stratégies individuelles, de priorités organisationnelles et d'intérêts particuliers qui se produisent à des moments spécifiques (Sabatier, 2001). Elle n'est pas menée par une volonté unique ou un projet spécifique (Bigo, 1996). Bigo (1996) décrit des cercles qui s'imbriquent les uns dans les autres et qui représentent les différents individus impliqués, représentant des mondes sociaux différents. Benyon et al. (1993) ont également catégorisé les différents arrangements d'agents impliqués. La première catégorie est celle de la sphère politique. En d'autres termes, il est question des professionnels de la politique (Bigo, 2011). Ces agents ont pour but premier de protéger la souveraineté de leur territoire. Ils ont fait l'objet de nombreuses études. La multiplicité des conventions élaborées est également étudiée. Cette catégorie constitue le cadre et les contextes qui entourent l'action sur le terrain, et il n'est pas démontré que les agents opérationnels agissent strictement en fonction des conventions et directives qui leur sont adressées.

Le niveau intermédiaire concerne les structures, les pratiques et les procédures visant à aider les agences d'application de la loi à remplir leur mission. Il s'agit essentiellement des agents de liaison, qui sont un petit groupe professionnel de superpoliciers, qui servent d'amortisseur entre le groupe des professionnels de la politique et ceux qui font le travail opérationnel quotidien⁵. Viennent ensuite les policiers qui travaillent au sein d'enquêtes spécifiques, et qui se consacrent au contrôle de formes particulières de crimes. Ils doivent travailler unilatéralement ou conjointement avec des organisations policières étrangères. Ces deux types d'agents travailleraient à élargir les possibilités d'échange d'information entre collègues policiers étrangers⁶.

⁵Ils occupent un rôle semblable à celui des *brokers*, qui sont des intermédiaires obligés entre différents groupes criminels. Ce serait un champ social en construction.

⁶Le niveau intermédiaire demeure confus et nous suggérons de le fusionner avec le niveau policier, car leurs fonctions sont plus opérationnelles que politiques.

La typologie de Benyon et al. (1993) permet de comprendre la diversité des agents et des mondes sociaux impliqués, mais laisse de côté la recherche de solutions (Sabatier, 2001)⁷. De plus, elle porte à croire que le champ politique est la dimension la plus importante, et que celle-ci a le contrôle sur les autres niveaux ou champs, ce qui apparaît erroné. La conception de Monet (1993) constate un enchevêtrement entre les catégories d'agents impliqués, plus particulièrement au niveau intermédiaire. Le niveau opérationnel ressort comme étant d'une grande importance même s'il demeure majoritairement officieux.

Finalement, pour Den Boer (2002) les initiatives de coopération policière transnationales sont soit formelles et constituées des décisions prises par les professionnels du champ politique, soit informelles, et se matérialisent dans les actions prises par les policiers transnationaux, et ce souvent sans l'aval des autorités politiques. Cette perspective permet de percevoir plus aisément l'opposition entre les deux types d'agents de la coopération policière transnationale. Mais cela n'élimine pas complètement la confusion relativement au niveau intermédiaire. Il subsiste en effet un flou entre ces deux groupes. Par exemple, des policiers possédant beaucoup d'expérience peuvent être impliqués dans des actions de nature politiques tels la participation à des forums. Plusieurs mondes sociaux n'ont donc pas encore été suffisamment explorés et il semble que certains soient en plein développement. Il suffit ici d'évoquer l'exemple des agents de liaison, dont nous avons déjà parlé.

1.1-La coopération policière transnationale et le *policing* transnational

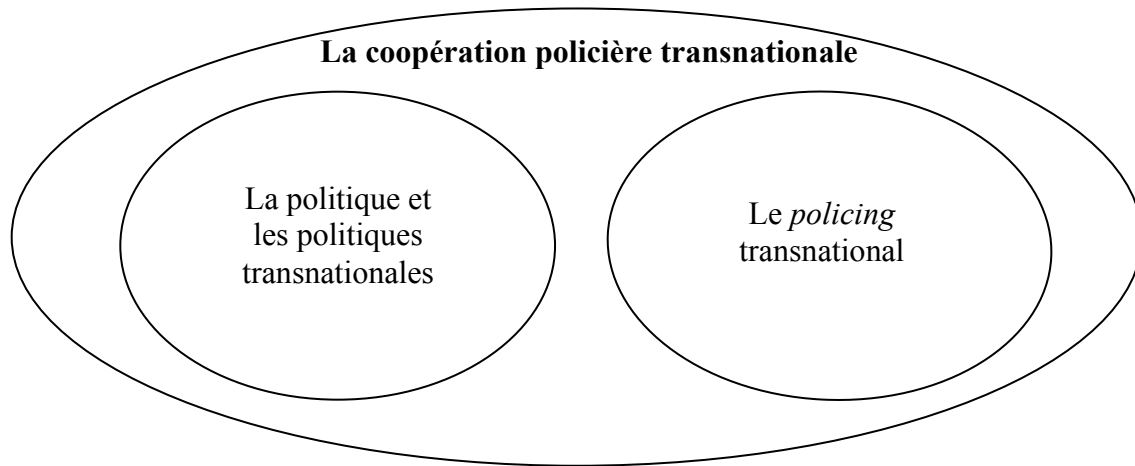
La *transnationalisation* aurait fondamentalement altéré les conditions dans lesquelles évolue le système-état (Wallerstein, 2002). Dans cette thèse, et suivant Sheptycki (2000), nous privilégions le terme *transnationalisation* à celui de mondialisation (*globalisation*). Le premier fait toujours référence à l'action de l'État pour tenter de comprendre l'action au niveau global. Le dernier dépasse la réalité actuelle, en tenant pour acquis que le nouvel ordre «mondial» aurait enlevé tout pouvoir aux États qui seraient dès lors subordonnés à l'international⁸.

⁷ Elle est un modèle *a posteriori*, qui se contente de constater.

⁸ D'ailleurs, Wallerstein (2002) remet en question l'existence même de la mondialisation. Pour lui, la situation actuelle n'est pas très différente de celle qui a soi-disant précédé la mondialisation.

La coopération policière transnationale est composée d'au moins deux champs, qui ont des intérêts et habitus différents. D'une part, les professionnels de la politique et les politiques publiques transnationales et d'autre part, des actes posés par des agents du *policing* au niveau opérationnel, dans le champ transnational. Le *policing* transnational n'est donc qu'une partie de ce qui est appelé « coopération policière transnationale ». Le graphique 1 illustre ces différents concepts :

Graphique 1 : Les composantes de la coopération policière transnationale



Trop souvent, des définitions limitatives de la coopération policière transnationale sont utilisées, faisant oublier le champ important des actions policières opérationnelles et concrètes. La définition de Leboeuf (2004) en est un exemple. Pour lui, la coopération policière transnationale est « un concept très large, généralement associé à la signature de traités et de protocoles d'entente entre des gouvernements nationaux et internationaux ou des institutions publiques ». Cette définition est incomplète, car elle associe simplement le concept à des règles formelles, et aux activités des autorités politiques. Il n'est pas vrai que la coopération policière transnationale se restreint à des principes qui restent dans les ouvrages, jamais pleinement mis en place. Beaucoup d'auteurs oublient que la coopération policière transnationale est d'abord une question policière, avant d'être un enjeu politique.

Quelle est donc l'utilité du mot « policier » dans l'expression « coopération policière transnationale »? Elle nous semble incluse dans l'expression pour rappeler l'importance des mesures opérationnelles. Mais ce terme est lourd de signification, porte à confusion et reste au demeurant flou. Dans cette thèse, nous préférons utiliser le concept de *policing* transnational

pour parler du travail policier opérationnel au sein de la coopération policière transnationale.

Le terme *policing* transnational est préféré à celui de *policing* international, pour la même raison explicité entre les termes transnationalisation et mondialisation. En effet, le *policing* transnational est ainsi défini :

Le fait pour les agents de l'enquête à composantes transnationales et/ou des différents systèmes de justice, de collaborer opérationnellement avec au moins un agent d'un autre pays, souvent temporairement, dans le but de contrer une activité criminelle spécifique à caractère transnational, comme le trafic de stupéfiants et le terrorisme. Cela inclut les activités des agents de liaison, en excluant leur rôle diplomatique.

Une culture opérationnelle⁹ est partagée par les différents agents du *policing* transnational. Ce n'est pas le cas entre les deux types d'agents principaux qui composent la coopération policière transnationale. Anderson et al. (1995) montrent que les préoccupations des professionnels de la politique sont très différentes des préoccupations des policiers, qui sont axés sur la dimension opérationnelle. Ils proviennent d'environnements professionnels et politiques dissemblables et parlent des langues différentes, au sens figuré comme au sens propre. Les meneurs politiques réfléchissent en termes d'objectifs généraux. Ils ont par exemple le désir de voir se mettre en place un F.B.I. européen (Occhipinti, 2003)¹⁰. Les policiers se concentrent plutôt sur la nécessité de simplifier, et même d'abolir certaines procédures. Les organismes policiers n'apprécient guère l'augmentation de la bureaucratisation qui est l'apanage des politiques. Pour les agents opérationnels, l'ensemble des conférences, réunions, séminaires et rapports ne pourra jamais être aussi utile que la mise en commun de capacités opérationnelles et d'installations communes que permet l'existence d'équipes antidrogue multinationales (Renault et al., 1996).

Sabatier (2001) explique que les policiers trouvent que les politiciens ne sont pas assez efficaces pour mettre en place les mesures qu'ils considèrent comme essentielles. Ils ont donc développé un système parallèle informel qui leur permet de passer à l'action rapidement, lorsque les impératifs de temps sont fondamentaux pour obtenir un élément jugé nécessaire dans la poursuite d'une enquête. Bien qu'elle résiste à l'idée que certaines actions policières

⁹ Nous pourrions également la désigner comme un champ opérationnel, c'est-à-dire un monde social.

¹⁰ D'ailleurs, Den Boer et Bruggeman (2007) prétendent qu'Europol en est l'incarnation.

transnationales ont été accomplies avant la mise en place de lois à cet effet, elle reconnaît la place importante des agents du *policing* dans la coopération policière transnationale. Elle mentionne d'ailleurs les conséquences des mésententes entre les policiers et les autorités politiques. Ces dernières considèrent la coopération policière transnationale comme « un mal nécessaire, une donnée qu'ils ont subie et envers laquelle ils n'ont commencé à manifester de l'intérêt que lorsqu'elle empiétait sur leurs prérogatives » (p.251). Cette attitude aurait laissé une importante marge de manœuvre aux policiers, et permis l'émergence d'une coopération policière informelle, qui évolue en fonction des besoins. Elle a également conduit la coopération à souffrir d'un manque de légitimité que seules les autorités politiques pouvaient lui apporter en corroborant les revendications policières. De l'avis de Sabatier (2001), pour éviter que cette coopération soit majoritairement informelle et secrète, il aurait fallu qu'elle bénéficie du soutien des professionnels de la politique. Mais pour cela, il aurait fallu que ceux-ci ne se concentrent pas exclusivement sur leur lutte contre les atteintes à leurs prérogatives¹¹.

Alors que les réseaux de trafiquants de drogues transnationaux ont déjà fait l'objet de nombreuses études, portant par exemple sur la manière dont chaque individu prend sa place au sein d'un groupe criminel (Morselli, 2009), une approche à la fois détaillée et complète est encore sous-développée dans les études sur la coopération policière transnationale. Notre approche est de type *bottom up*, en réaction aux études qui semblent oublier que la coopération policière transnationale est d'abord une question policière, avant d'être un enjeu politique. En effet, les interactions policières se produisent dans une logique propre à tout système de type *street-level* (Lipsky, 1980) ou *bottom up* (Muller, 1994), où les décisions et le pouvoir réel se concentrent non pas dans le haut d'une hiérarchie, mais plutôt chez les membres qui sont à la base de celle-ci (Ericson, 1982).

Les politiciens ont beau négocier, ce sera toujours les agents de l'enquête transnationale qui auront le dernier mot sur les actions posées sur le terrain. D'ailleurs, les solutions proposées par les autorités politiques ne correspondent pas toujours à la réalité vécue sur le terrain, et elles sont de surcroît mises en place par le biais de mécanismes bureaucratiques lourds qui comportent de longs processus. Pour cette raison, les agents des enquêtes à composantes

¹¹ D'ailleurs, les policiers se disent inquiets que certaines initiatives de l'U.E. soient davantage motivées politiquement qu'ajustées à leurs besoins opérationnels (Brady, 2008).

transnationales évitent d'utiliser ces structures formelles et préfèrent s'appuyer sur leurs réseaux professionnels informels qu'ils ont créés pour échanger de l'information avec leurs homologues à l'étranger (Lemieux, 2010).

Une étude complète de la coopération policière transnationale nécessite de s'attarder à la fois aux mécanismes institutionnels établis par les autorités politiques, ainsi qu'aux aspects procéduraux et opérationnels qui sont l'apanage des agents de *policing* transnational. En d'autres termes, une approche se penchant sur l'importance de l'influence des structures et des normes des gouvernements sur les agents opérationnelles doit être jumelée à l'idée que les individus impliqués au sein du *policing* transnational, bien que situés dans un contexte dit contraignant, se révèlent être des agents capables de poser des gestes correspondant à leurs propres vision des choses, vision qui est bien souvent différente de celle provenant de l'environnement sensé les structurer fortement. Cela implique de s'affranchir des approches classiques divisant le champ des relations internationales, comme l'ont fait Andreas et Nadelmann (2006). Une approche s'inspirant des idées de Bigo, qui lui se fonde sur l'approche bourdieusienne, s'avère utile pour le faire. Avant d'approfondir cette question, nous verrons en détail les deux champs majoritaires des études sur la coopération policière transnationale, puis nous énoncerons les concepts importants à considérer pour comprendre le phénomène de manière plus globale.

1.2-Confronter les approches émanant de deux mondes

De l'ensemble des écrits sur la coopération policière transnationale, nous avons décelé deux courants de recherche, calqués sur les approches émanant d'une part des professionnels de la politique, et d'autre part des praticiens du *policing* transnational. Le premier courant se concentre sur le processus et les formes politiques de la coopération policière transnationale. Le champ des professionnels de la politique prône pour un renforcement des normes et pour une uniformisation des législations et des pratiques. Dans sa forme plus récente, l'accent a été mis sur le concept de reconnaissance et de confiance mutuelle. Le deuxième courant de recherche se préoccupe des formes policières de la coopération policière transnationale, ou *policing* transnational, et plaide en faveur d'une augmentation des marges de manœuvre permises, de la flexibilité ainsi que pour un certain maintien des différences. Il faut alors favoriser l'innovation et la créativité dans les enquêtes spécifiques, mais cela semble se faire

au détriment des libertés individuelles¹². Voyons en détail en quoi consistent chacune des approches et les critiques générales qui leur ont été adressées. Cela nous amènera à formuler l'approche que nous allons utiliser dans cette thèse pour comprendre la coopération policière transnationale, plus particulièrement du point de vue des agents du *policing* transnational.

1.2.1-L'approche européenne et la perspective des professionnels de la politique

Cette approche étudie la sphère politique et l'univers normatif de la coopération policière transnationale. Elle est principalement le produit de recherches européennes. Les agents étudiés formulent les politiques et négocient les ententes en mettant l'emphasis sur la protection de la souveraineté de leur pays¹³. L'approche étudie les concepts d'harmonisation et d'approximation des législations et des lois nationales. Nous nous contenterons de faire un survol de ces questions, car elles sont nécessaires pour comprendre l'ensemble de la problématique de la coopération policière transnationale, même si elles ne sont pas au centre de notre démarche. Plus récemment, le concept de reconnaissance mutuelle a émergé. Bien plus qu'un indice de la volonté des États de demeurer souverains, ce concept s'avère important pour notre travail. Nous y reviendrons lorsque nous expliquerons l'approche adoptée dans cette thèse.

Calderoni (2008) constate l'existence de nombreuses différences entre les législations nationales dans l'U.E.. Il évalue les différences entre les pays ainsi que les dissimilitudes de chacun relativement au cadre de décision de l'U.E.. Les différences qu'il trouve expliquent pourquoi beaucoup d'auteurs considèrent l'application uniforme de plus de règles comme étant la solution ultime aux divers problèmes rencontrés dans l'application de la coopération policière transnationale. Les règles assureraient la démocratie, et donc la protection des libertés individuelles, ce qui assurerait plus ou moins la survie des États.

¹² Ce champ est sujet à adopter la logique de la fin justifie les moyens (Brodeur, 2010).

¹³ Paradoxalement, c'est dans un contexte de construction d'une Europe qui se veut unie et une que les États défendent le plus leur existence propre. Également, ce sont ces pays qui nous semblent les plus prompts à clamer haut et fort l'importance de protéger les libertés individuelles.

Le concept central sur lequel repose cette approche est l'harmonisation. Elle est reliée à la conception européenne du succès de la coopération, qui est très différente de celle des nord-américains, selon laquelle la réussite se traduirait par l'immobilisation des criminels. Le succès de la coopération européenne dépendrait plutôt de la robustesse des cadres légaux et politiques (Anderson et al., 1995). Ainsi, selon cette logique, pour que la coopération européenne réussisse, les États membres seraient d'avis qu'il doit exister une obligation de réciprocité. Celle-ci ne doit pas uniquement reposer sur l'échange volontaire d'informations policières et de renseignements. Pour eux, le succès est intimement lié à l'établissement de traités légaux et à l'harmonisation des lois criminelles. Les contraintes et sanctions réelles sont des outils à utiliser en dernier recours.

Cette conception est à l'image de l'intégration politique et économique européenne. En effet, la coopération policière européenne se construit suivant le même processus que celui de la coopération politique et économique. Sabatier (2001) considère avec Isaac (1989) qu'en construisant l'Europe économique, les nations se sont engagées dans le processus d'unification et sont entraînées dans la voie de la construction politique. La coopération politique européenne vise à harmoniser les points de vue et attitudes, avec pour objectif des actions communes. Il semble donc naturel que la coopération policière européenne s'appuie sur la même rhétorique.

Suite au constat d'un manque dans la recherche, Calderoni (2008) a défini le concept d'harmonisation et d'approximation en ce qui a trait à l'évaluation des législations. Ces concepts ont été interprétés de différentes façons tant par les autorités politiques que par les chercheurs, mais il n'en existe pas de définition légale (Tadic, 2002)¹⁴. Les définitions de Tadic (2002) et Joutsen (2002) ont la qualité d'être suffisamment larges et claires pour inclure la plupart des idées sur l'harmonisation. Selon eux, l'harmonisation vise l'élimination des disparités entre les systèmes de justice criminelle des différents États. Elle consiste à réordonner différents éléments selon un standard fixé d'avance, pour éviter ou éliminer les frictions (Tadic, 2002).

¹⁴ De plus, le terme n'apparaît jamais dans le Traité sur l'Union Européenne (T.E.U.). Il apparaît seulement dans le traité qui crée la communauté européenne (T.E.C.), mais il n'est pas relié à la loi criminelle.

Le concept d'approximation, selon lequel il faut établir des standards minimaux en ce qui a trait aux éléments constitutifs d'un crime ainsi que concernant les sanctions qui doivent y être associées, est souvent confondu avec le concept d'harmonisation. Contrairement à ce dernier, le concept d'approximation permet aux États d'établir les règles comme elles l'entendent, dans la mesure où elles sont conformes avec les standards minimaux de l'U.E. (Vermeulen 2002b). L'esprit de ce mécanisme est la réduction des différences entre les systèmes légaux, en lien avec les standards minimaux établis. Il permet plus de flexibilité dans le processus que ce qu'admet celui d'harmonisation.

Dans l'esprit de ceux qui adoptent l'approche européenne, ces deux concepts sont nécessaires pour réduire les inégalités dans la façon de traiter les criminels. En effet, un certain comportement pourrait être criminalisé dans un pays et pas dans un autre, ou bien les criminels pourraient recevoir des sanctions très différentes. Ces concepts jouent un rôle symbolique important dans l'implantation de normes communes à tous les citoyens de l'U.E. (Joutsen, 2006; Weyembergh, 2005; Spencer, 2002; Vogel 2002).

Les concepts d'harmonisation et d'approximation assureraient également un rôle de support au fonctionnement de la coopération policière transnationale en matière criminelle. Cette fonction serait nécessaire pour assurer une implantation efficace du principe de reconnaissance mutuelle, qui a récemment été promu en tant qu'élément fondamental de la politique du troisième pilier de l'U.E. (Joutsen, 2006; Weyembergh, 2005; Vogel, 2002)¹⁵.

Cette approche avait jusqu'à tout récemment des problèmes théoriques de taille, qui semblent s'amenuiser avec l'avènement des principes de reconnaissance et de confiance mutuelle. La définition classique s'oppose à l'idée selon laquelle l'harmonisation serait le processus qui a pour but de créer l'harmonie entre ses éléments. L'harmonie est exempte de conflits et de frictions. Les différences sont maintenues, puisqu'elles sont essentielles à l'harmonie (Calderoni, 2008; Manacorda, 2005; Tadic, 2002). En effet, l'harmonisation ne devrait pas chercher à éliminer les différences entre les systèmes légaux *per se*, mais bien à éliminer les

¹⁵Ce sont les événements terroristes du 11 septembre 2001 qui ont conduit les États membres à adopter ce principe rapidement (Occhipinti, 2003), la négociation ayant déjà commencé en 1998, mais elle piétinait à cause de la méfiance des États membres à son endroit (Nilsson, 2005).

frictions entre ceux-ci (Nelles, 2002). D'ailleurs, la confiance mutuelle entre les États doit pouvoir se penser et se construire en respectant la différence (Flore, 2005).

De plus, l'évaluation du niveau d'harmonisation est indépendante de la qualité de la législation. Des législations nationales harmonisées peuvent être inefficaces. Il en va de même pour le concept d'approximation, où la qualité du standard et des législations nationales est indépendante de la mise en œuvre de l'approximation. Même si les pays se conforment à la norme européenne, rien n'en garantit l'efficacité (Calderoni, 2008). Ces éléments aident à comprendre pourquoi les recherches dans cette approche traitent surtout des normes à adopter pour maximiser l'atteinte des objectifs, et qu'elle s'attarde peu aux raisons qui font qu'elles ne sont pas implantées dans la réalité.

Alors, à quoi servent les concepts d'harmonisation et d'approximation des lois criminelles? Dans le cadre de l'U.E., les concepts d'harmonisation et d'approximation seraient importants pour établir l'utilité d'institutions européennes comme Europol, Eurojust et l'éventuel *European Public Prosecutor*¹⁶. Toutefois, Calderoni (2008) souligne avec Bernardi (2007), que l'effet du cadre de décision serait plus formel qu'efficace. En effet, l'implantation des mesures découlant des concepts d'harmonisation et d'approximation dépend toujours ultimement de la volonté des États membres.

Ces concepts seraient également nécessaires pour une lutte efficace contre le crime transnational (Weyembergh, 2005). Dans cette perspective, des systèmes légaux différents créeraient des opportunités pour les criminels. Un certain niveau d'uniformité entre les législations criminelles pourrait prévenir la création de *safe havens*. De plus, le *magasinage* par les criminels, de la juridiction la moins sévère vis-à-vis de la commission d'un crime particulier, ne pourrait avoir lieu (Anderson et al., 1995, p.23). Van der Wilt (2002) remet toutefois en question l'idée selon laquelle les criminels font véritablement des choix rationnels en ce qui concerne la juridiction où ils « choisissent » de commettre leurs crimes.

Finalement, les instruments légaux utilisés par l'U.E. auraient pour objectif une

¹⁶ Ces derniers sont des instruments légaux populaires, car ils permettraient d'alléger les procédures liées à la négociation, à la signature et à la ratification de conventions internationales. (Bernardi, 2007; Weyembergh, 2006; Peers, 2004; Vermeulen, 2002b; Vogel, 2002).

harmonisation/approximation en trompe l'œil (Calderoni, 2008, p.30; Fontanaud, 2007; Weyembergh, 2006; Manacorda, 2005b). En effet, les crimes seraient sélectionnés pour des raisons politiques davantage que suite à une réelle problématique (Weyembergh, 2005, 1585; Vermeulen, 2002b, 71). Anderson et al. (1995) soulignent d'ailleurs que des facteurs politiques et idéologiques interviennent dans ce processus de sélection. Selon eux, la coopération policière transnationale est le résultat d'une séquence d'initiatives dans lesquelles des décisions ont été prises après de difficiles négociations, mais n'ont pas nécessairement pour objectif, ou à tout le moins ne visent pas directement à rendre le *policing* transnational plus efficient.

Le concept de reconnaissance mutuelle est prometteur car, contrairement aux concepts d'harmonisation et d'approximation, il se penche sur les procédures de la loi criminelle. Celles-ci sont plus faciles à modifier que la substance de la loi, parce que cette dernière est intimement reliée aux valeurs culturelles et aux décisions prises par chacun des pays. Alors que l'harmonisation et l'approximation requièrent une loi supranationale unique, le principe de reconnaissance mutuelle adopte une approche intergouvernementale, qui permet à chaque État de conserver ses spécificités. La logique est ainsi inversée, car le rapprochement des dispositions ou procédures pénales par le biais d'une harmonisation, d'une uniformisation et d'une standardisation est désormais considéré comme une conséquence de la reconnaissance mutuelle, parce qu'elle favorise la confiance mutuelle. En d'autres termes, la reconnaissance mutuelle entraîne la confiance mutuelle, ce qui favoriserait une certaine uniformisation. Cette dernière est désormais conçue comme une conséquence et non pas comme un préalable de la coopération entre États. Ce concept permet plus de souplesse et a donc plus de chance de faire consensus¹⁷.

En effet, la reconnaissance mutuelle est un concept qui respecte la diversité. C'est un élément important pour que tout ne soit pas harmonisé. Il n'en demeure pas moins qu'une certaine mesure d'harmonisation et de rapprochement des législations pénales reste essentielle pour établir et maintenir la coopération. De plus, poser l'objectif d'un code pénal européen ne

¹⁷Toutefois, les mesures de reconnaissance mutuelle font encore l'objet de négociations (Manacorda, 2007), mais le conseil européen de Tampere a déjà décidé que la reconnaissance mutuelle est désormais la « pierre angulaire » de l'espace pénal européen (De Kerchove et Weyemberg, 2005).

revient pas à nécessairement à exiger une harmonisation complète et totale de la législation pénale dans l'U.E., mais plutôt à envisager l'élaboration d'un socle commun de règles pour consacrer et protéger les valeurs partagées (Frieden, 2005). En effet, l'implantation effective du principe de reconnaissance mutuelle entre les États membres de l'U.E. repose sur le développement de la confiance mutuelle. Cette confiance doit venir en parti de valeurs communes, comme la démocratie et le respect des droits de la personne (Pitto, 2005, 51; *Programme of Measures to Implement the Principle of Mutual Recognition of Decisions in Criminal Matters*, 2001). Cette condition ne doit pas être prise pour acquise (Weyembergh, 2005, 1574-75; Alegre, 2005, 43; Pitto 2005, 67) car le niveau actuel de confiance mutuelle est bas. Csonka (2006) est d'avis que des initiatives doivent être entreprises pour l'augmenter. Seul un véritable accompagnement des praticiens de la justice dans l'acquisition du sentiment de véritablement partager une culture judiciaire commune pourrait y contribuer (Frattoni, 2005).

Cette approche demeure partielle, car elle porte surtout son attention sur les processus politiques entourant la coopération policière transnationale. De plus, à ses débuts, cette approche découlait de constats questionnables, énoncés par Anderson et al. (1995). Premièrement, il y avait l'idée selon laquelle les initiatives individuelles seraient devenues moins centrales. Par exemple, la coopération policière transnationale aurait été promue par des individus enthousiastes qui ont créé des réseaux, dont Interpol. La structure flexible de la coopération policière européenne aurait graduellement été remplacée par des structures institutionnalisées et bureaucratisées (Renault et al., 1996). L'impact des praticiens dans la formulation des politiques aurait alors diminué. Cette situation est déplorée par plusieurs policiers, mais il n'est pas certain que cela soit aussi marqué.

L'institutionnalisation aurait découlé d'un désir d'efficacité au sein du troisième pilier de l'U.E.. Toutefois, il est peu probable que la bureaucratisation entraîne l'efficacité, même si les européens définissent celle-ci comme le fait de pouvoir s'accorder sur le processus de coopération. Les récents développements montrent d'ailleurs que cette tendance a été amoindrie suite aux événements du 11 septembre 2001. Une mise en lumière de l'informel et de l'opérationnel semble se dessiner.

Certains croient que la souveraineté des États par rapport aux activités policières s'éroderait graduellement. Ils soulignent toutefois qu'il est peu probable qu'une force policière transnationale puisse être mise en place, malgré le fait que plusieurs chercheurs semblent penser le contraire (Den Boer et Walker, 1993; Benyon et al., 1993, 1990; Walker, 1993b, 1992, 1991; Van Reenen, 1989). Une telle possibilité demeure en effet limitée, car trop d'intérêts divergents s'affrontent¹⁸. D'ailleurs, les interviewés britanniques d'Anderson et al. (1995) étaient enthousiastes à l'égard de l'avenir de la coopération policière transnationale. Ils percevaient une intention des agents politiques de favoriser le développement de ce qu'ils appellent un réseau informel.

Nous avons abordé les différents concepts utilisés par l'approche européenne et avons retenu que les récents concepts de reconnaissance et de confiance mutuelle sont intéressants pour le développement de l'approche adoptée dans cette thèse. Dans la prochaine section, nous expliquons en quoi consiste essentiellement l'approche nord-américaine.

1.2.2-L'approche nord-américaine et la perspective des professionnels du *policing* transnational

La deuxième approche est moins développée, et se retrouve de façon prépondérante dans des écrits nord-américains. Cela s'expliquerait en parti par le fait que ces chercheurs ne sont pas aussi préoccupés que leurs collègues européens par l'érosion des contrôles aux frontières, qui créent de nouvelles opportunités criminelles (Sheptycki, 1997, p.131). Le contexte ainsi que les objectifs différents de la coopération policière transnationale dans chacun des continents ne sont pas étrangers à l'angle adopté par les chercheurs.

Cette approche va à première vue à l'encontre de la précédente, car elle sous-entend que les règles et organisations internationales existantes¹⁹ sont suffisamment nombreuses et rigides. Cette approche est axée sur le point de vue et les perceptions des agents opérationnels. Par exemple, selon eux, les règles de protection des données dans certains États membres de l'U.E. rendent la coopération difficile. Ces règles strictes font donc l'objet de critiques de la

¹⁸ Anderson et al. (1995) expliquent que: prospects are not good and there are potential pitfalls, even dangers, along the road to more integrated law enforcement arrangements. It is therefore possible to take a sceptical view and regard improved police co-operation as a low priority and even an undesirable objective. (p.279).

¹⁹ surtout européennes.

part des enquêteurs. D'ailleurs, il nous semble possible qu'une tentative de formaliser davantage donnerait une raison de plus aux agents de l'enquête de dévier des règles et entraînerait plus de conflits, de suspicion et de méfiance entre les différents agents de la coopération policière transnationale.

Cette approche se penche sur les pratiques et les points de vue des agents individuels du *policing* transnational, plutôt que sur les manières de penser des politiques et les normes établies par les agents étatiques. L'étude de Block (2008) sur l'efficacité de certains dispositifs mis en place l'a amené à porter une attention particulière à la manière dont se conduit concrètement une enquête transnationale en matière de trafic de drogue. Pour lui, les contacts directs bilatéraux entre les policiers constituent la colonne vertébrale de la coopération policière opérationnelle. Il a également exploré les pratiques quotidiennes des agents de liaison. Pour lui, ce sont des piliers fondamentaux de la coopération policière opérationnelle.

L'approche nord-américaine considère que les comportements des individus qui prennent directement part au *policing* transnational sont flexibles. On étudie le pouvoir discrétionnaire en le considérant comme fondamental pour la réussite de la coopération policière transnationale. Les études sous-entendent qu'il faut s'opposer à une plus grande formalisation parce qu'il y a déjà suffisamment d'organisations internationales de soutien comme Interpol, et de moyens légaux, comme les traités et les directives particulières. Proposer des moyens supplémentaires ne ferait qu'augmenter la confusion qui règne. D'ailleurs, les policiers doivent déjà démêler lesquelles sont les meilleures, et à quel escient. Dans cette littérature, les auteurs se demandent non plus où il faut centraliser et uniformiser, mais plutôt s'il est intéressant de voir le problème de cette façon. Ils sont d'avis qu'il faut plutôt miser sur l'informalité des rapports entre policiers²⁰, puisque c'est ce qui fonctionne.

Les études qui s'inscrivent dans cette approche ne misent pas sur les notions de standardisation et d'harmonisation des pratiques, mais ne sont pas pour autant contre un certain nombre de règles et un niveau d'uniformisation qui sont déjà présent. Toutefois, ils sont très critiques à l'égard de l'utilité de ces règles. Jusqu'à tout récemment, l'auteur le plus

²⁰Rappelons que plusieurs auteurs opposent formalité et informalité (Shepticky, 2005; Den Boer, 2002; Deighton, 2003; Nadelmann, 1993).

significatif dans cette perspective a été Nadelmann (1993). Il a tout d'abord étudié comment les normes transnationales s'établissent et se maintiennent. Il soutient qu'une norme adoptée au niveau transnational n'est pas nécessairement utile à la réalisation des objectifs communs des États, qu'il conçoit comme étant l'« immobilisation » des criminels. Pour lui, elle est plutôt le produit d'une négociation politique et devient un enjeu de pouvoir. En fait, la caractéristique typique de ce qu'il (1990) appelle les régimes de prohibition globaux, est que les normes qui en découlent ne reflètent pas seulement les intérêts sécuritaires et économiques des pays dominants, mais surtout leurs intérêts moraux et leurs dispositions émotives²¹. La composante morale étant prépondérante, la direction que prend le développement des politiques est préoccupante. Les considérations relatives aux coûts ainsi qu'aux conséquences deviennent moins importantes. En conséquence, les alternatives qui sont moins coûteuses et plus efficaces sont souvent ignorées. Cela amène parfois des pays comme les États-Unis à poser des actions unilatérales. Nadelmann (1990) compare ces actions à des croisades. Il prend d'ailleurs pour exemple la manière dont la D.E.A. impose ses façons de faire aux autres pays (Nadelmann, 1993). Il s'est particulièrement intéressé aux relations entre les pays producteurs de drogue de l'Amérique latine et les États-Unis, pour montrer comment les États-Unis imposent leurs pratiques et pour quelles raisons ces pays acceptent dans une large mesure de collaborer avec eux. Il a aussi montré comment les États-Unis ont réussi à faire exporter certaines pratiques vers l'Europe (Nadelmann, 1995), mais également comment certaines façons de faire de pays européens ont été intégrées aux États-Unis, lorsque celles-ci permettent une plus grande marge de manœuvre dans l'enquête policière (Nadelmann, 1993).

Lemieux (2008) a évalué les diverses méthodes employées par la D.E.A. pour lutter contre le trafic de drogue transnational. Il trouve que les résultats statistiques²² sont peu dépendants du type de coopération policière internationale utilisée. En effet, il importe peu que l'enquête ait été unilatérale, bilatérale ou multilatérale. Les résultats ne montrent pas qu'une coopération à plusieurs a eu un impact majeur sur l'aboutissement de l'enquête, et ce peu importe les pays

²¹ Les discussions à propos du trafic international de drogue sont en général très émotives (Sheptycki, 2001). Par exemple, la peur du crime organisé transnational a fourni la justification à partir de laquelle les pratiques transnationales des agences policières se sont largement développées. Ces normes ne seraient pas seulement internationalisées, elles sont également internalisées par les différents pays du monde.

²² Il utilise des variables comme le nombre d'arrestations, de saisies et de condamnations obtenus des suites des enquêtes à composantes transnationales.

impliqués. Cette étude aide à comprendre pourquoi une organisation policière étatsunienne telle que la D.E.A. ne met pas l'accent sur le processus d'enquête, mais bien sur le résultat de celle-ci. Les résultats obtenus par Lemieux (2008) montrent que les agents de l'enquête ont simplement choisi la meilleure approche en fonction des circonstances qui leur ont été imposées au cours de l'enquête. D'ailleurs, ce résultat va dans le même sens que l'étude de Ribaux et Birrer (2010). Selon eux, les policiers transnationaux font l'apprentissage *in situ* de ce qui fonctionne dans une situation particulière, par la méthode d'essais et erreurs. Cela s'applique malgré les différences nationales, car une culture policière serait partagée entre les enquêteurs transnationaux et serait issue des impératifs pratiques.

Il existe plusieurs avantages à utiliser le réseautage informel. Par exemple, des séjours d'échanges et de formation permettent aux policiers de développer une connaissance plus détaillée du système juridictionnel de l'autre et des méthodes qui en découlent. Ils rendent également possible la création de liens amicaux. Cela contribue grandement à la construction de la confiance²³. Celle-ci est essentielle pour l'échange de renseignements entre des individus de pays différents. Ces éléments sont fondamentaux pour expliquer le succès des activités de police transnationale. Toutefois, un problème de l'approche nord-américaine est justement de trop mettre l'accent sur l'utilisation de réseaux informels. Ceux-ci comportent beaucoup d'avantages, mais également des désavantages majeurs, surtout s'ils sont utilisés seuls. Par exemple :

A senior British police officer active with the International Association of Police Officers (IAPC) says that "If I'd drop dead now, the chain would break". The same point was made by informants from the Kent County Constabulary in relation to the maintenance of a European liaison unit, where all contacts have been secured by a single person. According to our informants, other disadvantages of informal networking included "ad hocery", a lack of proper coordination, lack of a legal basis and of accountability and transparency. (Anderson et al., 1995, p.79).

Pour remédier à ces problèmes, il est intéressant d'étudier les autres moyens utilisés dans le *policing* transnational, pour en comprendre les utilités. Par exemple, les moyens légaux comme les commissions rogatoires et l'assistance mutuelle doivent être examinés. Nadelmann (1993) les a introduits dans son analyse, mais rares sont les auteurs qui s'y sont suffisamment

²³ Concernant les difficultés à générer la confiance entre les forces de police nationales, voir Robertson (1994) et Walker (1992, 1993b).

attardés.

Par ailleurs, Anderson et al. (1995) ainsi que Nadelmann (1993) expliquent qu'il existe plusieurs conflits et rivalités entre les diverses agences dans les enquêtes à composantes transnationales, et ce tant à l'interne qu'entre les nations. Ces problèmes apparaissent parce que les différentes polices nationales ainsi que les systèmes de justice criminelle ont des intérêts divergents. De plus, certaines agences nationales puissantes tendent à influencer de manière disproportionnée les décisions opérationnelles, sans égard pour la souveraineté des autres États. Bien sûr, les préoccupations politiques des nations influencent les activités policières transnationales en ce qui a trait aux modèles de gestion et aux structures adoptées. Inévitablement, les normes culturelles et sociales, de même que les expériences individuelles, ont un impact sur les relations entre les individus travaillant dans ces diverses organisations policières. D'ailleurs, une coopération policière effective doit tenir compte de cette compétition entre les organisations, mais également du manque de ressources et du fait que le partage d'information se fait sur une base discrétionnaire, selon la décision des États (Lemieux, 2010).

Pour Nadelmann (1993), des frictions apparaissent quand des États demandent de l'assistance et se la font refuser, ou encore quand des États emploient des mesures unilatérales qui enfreignent les prérogatives d'autres États. Cela arrive également quand des États puissants font pression sur des États plus faibles pour que ceux-ci se conforment. Plus largement, les asymétries entre les systèmes de différents États sont une cause importante de frustrations. D'ailleurs, les asymétries de nature procédurales, légales, culturelles et institutionnelles perturbent la coopération policière transnationale et cela même entre des gouvernements qui partagent des lois semblables et veulent sincèrement s'épauler. Nadelmann (1993) donne l'exemple des policiers étatsuniens qui travaillent à l'étranger, et qui sont constamment perturbés par des méthodes d'enquêtes criminelles différentes, des bureaucraties dissemblables ainsi que par des normes culturelles avec lesquelles ils ne sont pas familiers. (Nadelmann, 1993, p.7).

En général, l'illégalité dissuade les États d'agir unilatéralement à l'extérieur de leurs frontières. Il arrive malgré tout que des mesures unilatérales soient entreprises. Nadelmann

(1993) explique que celles-ci sont souvent utilisées lorsqu'un État étranger refuse de fournir l'assistance demandée ou est simplement incapable de répondre à une demande. Il s'agit d'un moyen utilisé par des États suffisamment puissants pour mettre la pression sur les États étrangers qui ne coopèrent pas, pour que ceux-ci soient plus réceptifs dans le futur. Somme toute, les États vont généralement respecter les intérêts et les façons de faire différentes des autres États, mais cela entraîne des complications relativement importantes. Cette problématique demeure importante malgré le fait que le problème de trafic de drogue transnational est reconnu par la plupart des pays.

L'approche tient donc compte de l'importance des négociations politiques dans le *policing* transnational. En effet, le respect de la souveraineté est une condition essentielle au maintien des liens entre États. Ces liens sont nécessaires pour mener à bien l'objectif de la coopération policière transnationale, qui est de contrer un problème commun, ici le trafic de drogue transnational. Nadelmann (1993) explique ce que cela signifie pour la pratique quotidienne du *policing* transnational.

Although US law may authorize American police to arrest and question people abroad, foreign laws do not bolster this authority; indeed, they often forbid any law enforcement activities by foreign agents. The same hold true of the American prosecutors whose subpoenas and other demands, if delivered abroad, are not backed by the police power of the state in which they are delivered. (...) The sovereign power of states generally forecloses unilateral police action by one state in the territory of another. It requires that most international law enforcement efforts be in some sense bilateral, cooperative ventures. And it means that the popular image of the Interpol agent as a police officer with international arrest powers is entirely fictional. (p.5)

Pour lui, un trop grand pouvoir des États empêche l'élaboration de principes légaux consistants et partagés, en plus de ne pouvoir restreindre l'impact des intérêts nationaux. De plus, l'inexistence d'une autorité internationale de justice criminelle en matière policière contribue à l'incapacité de contrôler efficacement le crime multinational (Martin et Romano, 1992). Toutefois, il est certainement vrai que le pouvoir des États s'érode quelque peu en conséquence de la transnationalisation des activités policières (Sheptycki, 1995a). Fijnaut (1993a) met d'ailleurs l'accent sur les nombreux compromis concédés par les représentants des États membres de l'U.E. à propos de la coopération policière en Europe.

En ce qui a trait au trafic de drogues spécifiquement, la stratégie de la coopération policière

transnationale, et plus particulièrement celle du *policing* transnational, pourrait et devrait en théorie être employée dans tous les cas où une même chaîne de trafic couvre plus d'un pays. Si la réalité est conforme à la théorie, on ne devrait pas trouver de non-coopération dans les cas où il faut contrer des cercles transnationaux de trafiquants de drogue. Toutefois, il existe au moins une raison pour un travailleur de l'enquête de ne pas s'allier avec un ou des travailleurs de l'enquête provenant d'un autre pays. En fait, il arrive que certains choisissent volontairement de faire cavalier seul, même s'ils sont tout à fait au courant que cette manière de faire peut être moins efficace et plus risquée. Lorsqu'ils se sentent capables d'assumer les « coûts » et ont les moyens nécessaires pour régler le problème par eux-mêmes, ils vont préférer le faire, car cela leur semble plus simple. Ils peuvent aussi décider qu'il vaut mieux rester seul et essuyer éventuellement un échec, que de devoir travailler avec des collègues qu'ils ne connaissent pas et en qui ils n'ont pas confiance. Toutefois, cela est de plus en plus rare.

Dans la section qui suivra, nous expliquerons comment chacun des éléments retenus des deux approches présentées s'articulent ensemble dans une approche plus englobante, que nous utiliserons dans les chapitres suivants, pour comprendre et interpréter les données recueillies dans le cadre de cette thèse.

1.3-Une approche englobante

Les deux approches présentées, soit l'approche européenne et nord-américaine, ont des avantages et des inconvénients propres. Alors que l'approche européenne s'attarde aux éléments mis de l'avant et considérés comme importants pour les agents du champ politique, tels que la conception de conventions et de règles formelles, et ce au détriment de l'action policière, l'approche nord-américaine tend à faire connaître les conceptions propres au champ des enquêtes à composantes transnationales. Ce faisant, elle met plus ou moins de côté la question de la redevabilité. Pour avoir une vision plus équilibrée et englobante de l'ensemble des éléments composant la coopération policière transnationale, nous tentons de concilier les deux approches. Pour le faire, nous nous appuyons d'abord sur Nadelmann (1993), car il est le premier, à notre connaissance, à avoir tenté de le faire.

Il examine trois modèles pour découvrir la nature véritable de la coopération policière transnationale. Selon lui, le meilleur modèle est celui de l'organisation transnationale. Il utilise la définition de Huntington (1973) : « a relatively large, hierarchically organized, centrally directed bureaucracy that performs a set of relatively limited, specialized, and, in some sense, technical functions, across one or more international boundaries, and, insofar as it is possible, in relative disregard of those boundaries. » (p.333)²⁴. Un élément fondamental pour lui est de mettre l'accent sur le développement de relations de qualité entre les différents agents de la coopération policière, au niveau opérationnel plus particulièrement. Pour Block (2008), comme pour Nadelmann (1993), il est clair que le premier impératif du succès d'une enquête transnationale est que les enquêteurs trouvent des homologues en qui ils peuvent avoir confiance pour travailler²⁵. Les relations entre les enquêteurs transnationaux se caractérisent donc par une substantielle dépendance mutuelle. Par exemple, si un enquêteur ferme sa porte à un enquêteur d'un autre pays, ce dernier voit ses chances de réussite diminuer radicalement. C'est pourquoi Nadelmann (1993) est d'avis que la plupart des activités policières transnationales doivent être conçues dans le cadre de relations intergouvernementales²⁶. Cette approche a pour avantage de tenir à la fois compte des actions des agents politiques et policiers.

Il présente ensuite le modèle du détective privé, qui permet de mettre l'emphasis sur l'aspect extraterritorial de l'activité policière transnationale. Le contexte de travail dans lequel évoluent les détectives privés ressemble à celui des agents de l'enquête à composantes transnationales. Par exemple, les détectives privés sont forcés de faire leur travail sans détenir

²⁴ D'ailleurs, Nadelmann (1993) explique que les obstacles rencontrés par la D.E.A. sont atypiques de ceux rencontrés dans la plupart des agences gouvernementales. Ils se rapprochent davantage de ceux qu'on retrouve dans les multinationales : Like multinational corporations, the D.E.A.'s offices abroad become to some extent a part of the society they enter and must adapt their operations to local laws and customs. But as powerfully connected outsiders with substantial resources of their own, they are occasionally able to effect changes in local laws and oblige adaptations in local customs to suit their needs. And like businessmen everywhere, D.E.A. agents and their foreign counterparts are part of a transnational subculture based on common functions and objectives. What making a profit is to businessmen regardless of their nationality, so catching the criminal is to cops all over the world. (p.101).

²⁵ Cultiver des relations personnelles et de travail basés sur la confiance est d'autant plus important dans les cas où les individus et les organisations sont corrompus, faute de quoi le retrait serait la seule solution envisageable.

²⁶ Keohane et Nye (1974) les définissent ainsi: sets of direct interactions among sub-units of different governments that are not controlled or closely guided by the policies of the cabinets or chief executives of those governments (p.43).

les pouvoirs conférés à la police, plus particulièrement le pouvoir d'arrestation²⁷. Contrairement aux détectives privés, les policiers transnationaux représentent un État, ce qui complique leur travail quand ils vont à l'étranger. Ils ont alors à conjuguer avec les lois locales qui les empêchent parfois de mener à bien certains types d'activités. Ils vont aussi faire face à des sensibilités nationales, de même qu'à des guerres de clocher entre les différentes organisations policières, autant locales qu'étrangères. Par contre, leur travail est facilité par l'esprit international qui accompagne souvent les efforts bilatéraux et multilatéraux, de même que par les pressions diplomatiques que leur gouvernement pourrait faire à l'État receveur de la demande. On attend des agents de l'enquête à composantes transnationales qu'ils assument les fonctions d'enquêteur, sans leur accorder les pouvoirs qui y sont normalement reliés. Ils doivent demeurer intègres, tout en maximisant leur capacité de mettre à profit les possibilités qui surviennent. Les bons policiers vont faire tout ce qu'il est nécessaire et possible de faire dans les limites effectives de leur pouvoir²⁸. Pour y parvenir, ils vont s'appuyer sur leurs propres habiletés à développer et à maintenir des relations interpersonnelles avec des membres d'organisations policières étrangères. Ils vont également développer leurs réseaux d'informateurs et mettre en œuvre des opérations sous couvert, en utilisant la force de levier diplomatique de leur gouvernement.

Nadelmann (1993) s'est contenté de nommer un troisième modèle, qui est celui de la liaison. Bigo (2000; 1996) le considère comme étant essentiel, et met l'accent sur le travail des agents de liaison. Il s'attarde toutefois à leur rôle diplomatique plutôt qu'à ce qu'ils font du point de vu opérationnel²⁹. Ils occupent pourtant un rôle prépondérant, car leur fonction d'intermédiaire est essentielle pour la coopération policière transnationale. En effet, la fonction première de l'activité coopérative transnationale est l'échange d'informations, et dépend en grande partie des contributions de la «strate intermédiaire» (Block, 2008)³⁰. La contribution des agents de

²⁷ D'ailleurs, Bowling (2009) explique que « the idea of a contingent of globally mobile officers with a universal power of arrest has featured in fiction and mooted as an option by some commentators. » (p.156).

²⁸ En s'appuyant sur Davis (1971), Nadelmann (1993) distingue les limites effectives des limites légales, ces dernières étant plus restreintes (p.108).

²⁹ Les officiers de liaison occupent souvent un double rôle car ils représentent formellement leurs gouvernements tout en assurant la fonction essentielle d'intermédiaire informel. Ils doivent gérer les impératifs très différents de ces occupations. Ils y arrivent en priorisant leur rôle opérationnel, car ils sont avant tout des policiers envoyés dans une autre juridiction pour maintenir les contacts et agir comme intermédiaire entre leur agence et les organisations policières du pays d'accueil (Block, 2008).

³⁰ La participation à des forums internationaux pour faciliter la coopération, plus particulièrement Europol, qui

liaison dans la lutte contre le crime organisé transnational est particulièrement visible dans les cas complexes, délicats, urgents, ou qui ont besoin d'un soutien plus actif que le simple échange d'information qui pourrait être réalisé en passant par les canaux d'Interpol. Ils peuvent également faire la liaison entre les agents opérationnels, et ce en temps réel. Les officiers de liaison sont une interface humaine entre les différentes organisations policières. Bigo (2000; 1996) découvre leur rôle crucial dans le *policing* transnational, car ce sont eux qui gèrent le flux d'informations entre les agences³¹.

Une approche plus complète de la coopération policière transnationale doit donc tenir compte de l'ensemble des enjeux soulevés et des points de vue des divers mondes sociaux impliqués. Un pont doit être fait entre les deux perspectives présentées dans ce chapitre, de manière à fournir une analyse plus complète du phénomène à l'étude. Dans ce contexte, la flexibilité est un élément essentiel pour le *policing* transnational. Cela n'empêche pas de maintenir le degré de formalisme actuel des relations entre les États, pour s'assurer qu'un minimum de règles jugées essentielles soit respecté. Les grandes directives actuelles ne semblent pas mettre en jeu la poursuite du *policing* transnational, et il semble préférable qu'il en demeure ainsi. Il faut donc trouver un équilibre entre harmonisation et maintien des différences. La plupart des chercheurs qui se sont attardés à trouver la meilleure manière de réaliser la coopération policière transnationale mettent rapidement de côté le travail policier. Plutôt que de discuter de l'établissement d'une fédération³² mondiale de police³³ (Sabatier, 2001), nous nous penchons sur la vision minimaliste de l'approche européenne, qui est davantage tournée vers une uniformisation des pratiques policières et des systèmes légaux, et donc vers le maintien des

serait devenu un *knowledge broker*, est la tendance qu'ont prise les Européens (Lemieux, 2010). Les nord-américains misent davantage sur le déploiement d'officiers de liaison, dans un contexte moins réglementé.

³¹D'ailleurs, les agences policières européennes font une utilisation extensive des officiers de liaison. De plus, environ 200 sont présents dans un autre état membre, et environ 250 sont dans un autre pays (Nadelmann, 1993), et cela seulement en provenance des États-Unis.

³²L'idée d'avoir une seule police au niveau mondial ou un seul ensemble de directives peut sembler intéressante, mais cela aura au final peu d'impact sur les problèmes créés par la distance géographique, qui a initialement entraîné les dissimilitudes entre les différentes parties du monde.

³³La création d'une force mondiale de police cause un dilemme important. En effet, cela amènerait la disparition officielle de la coopération policière transnationale, car celle-ci serait dès lors considérée comme inutile, parce que les groupes seraient alors considérés comme un seul et même groupe policier. Par contre, la plupart des problèmes associés à cette coopération transnationale continueraient d'exister. En effet, les différences culturelles, de traditions, de religions et de langues ne disparaîtront pas. L'U.E. en est un bon exemple. Elle est relativement proche de la Fédération continentale, mais des pays différents sont maintenus avec leurs caractéristiques propres, dont des organisations policières indépendantes.

États et de leurs intérêts propres. Bien que cette approche ne puisse à elle seule résoudre les problèmes auxquels les autorités policières sont confrontées en ce qui a trait à la lutte contre les criminels transnationaux, elle semble plus réaliste car elle permet d'être plus conscient de la résistance qu'opposent les agents du *policing* transnational aux décideurs politiques. En effet, ces derniers ont avantage à convaincre les agents du *policing* transnational.

Certains constatent simplement que certaines pratiques considérées comme « illégitimes » doivent être entérinées par les autorités, de manière à ce que celles-ci soient reconnues comme acceptables, et puissent ainsi être considérées par une plus grande quantité d'agents (Gerspacher et Lemieux, 2005). Cela aurait pour avantage de permettre que les meilleures pratiques soient adoptées et utilisées dans les contextes appropriés. Par exemple, les États membres se sont montrés réticents à donner plus de pouvoirs opérationnels à Europol³⁴. En général, lorsqu'il est question de coopération policière européenne, les États membres préfèrent coopérer sur une base bilatérale, peu importe que ce soit avec ou sans l'aide du *Old Boy's Network* des policiers transnationaux qui se retrouvent sur l'ensemble de la planète (Bruggeman, 2006).

Rappelons que l'idéal d'harmonisation des pratiques demeure un élément fondamental sur lequel les européens se basent, mais que des changements ont récemment été apportés pour tenir compte des demandes des policiers (Den Boer et Bruggeman, 2007). En effet, les concepts de reconnaissance et de confiance mutuelle sont récemment apparus, et cela est de bon augure pour ceux qui espèrent atteindre un équilibre entre une harmonisation trop féroce et des différends trop grands pour espérer pouvoir coopérer.

Andreas et Nadelmann (2006) ont souligné la nécessité, pour avoir un portrait plus complet du phénomène, de dépasser les divisions traditionnelles imposées par la discipline des relations internationales. Il explique:

International relations scholars typically ask what theoretical perspective—such as liberalism, realism, or constructivism—best explains a particular phenomenon. The

³⁴ Lorsqu'Europol réussira à se libérer de la sclérose européenne et du pessimisme des policiers à son égard, elle pourra devenir un important élément de promotion de l'excellence professionnelle dans la coopération policière transnationale (Den Boer et Bruggeman, 2007). Cela devrait se faire en s'appuyant sur une base légale permettant aux policiers de développer leur créativité. Peu importe ce qui adviendra au niveau politique, ceux-ci vont poursuivre la plupart de leurs enquêtes dans un format le plus souple et simple possible.

answer in our case is that only an analytically eclectic approach, selectively combining elements of different perspectives, can effectively make sense of the internationalization of crime control. Thus, we tell a liberal story emphasizing the growth of international police cooperation propelled by mutual interests between increasingly interdependent states in a context of more intensive and expansive transnational interactions; we tell a realist story stressing the enduring importance of power, conflict, and the priorities and influences of dominant states in shaping the agenda, reach and intensity of international crime control; and we tell a constructivist story highlighting how and why certain cross-border activities once considered «normal» are redefined and condemned as «deviant»--often through the proselytizing activities of transnational moral entrepreneur—and become the subject of prohibition norms possessed of powerful symbolic appeal regardless of their effectiveness. Weaving together these story lines gives us greater analytical leverage in understanding the interaction among power, interests and norms. (p.7).

Cette réflexion suit celle de Nadelmann (1993), qui a produit une analyse très détaillée, centrée sur les relations entre les individus directement impliqués dans le *policing* transnational, qui tient également compte des enjeux politiques entourant le *policing* transnational. Toutefois, cette analyse portait sur la *Drug Enforcement Agency* (D.E.A.), qui est un organisme policier possédant des ressources financières, humaines et politiques particulièrement importantes. Elle se trouve dans une classe à part lorsqu'on la compare à l'ensemble des autres organisations policières impliquées dans la lutte au trafic de drogue transnational³⁵. Il est temps d'aller plus loin, en détaillant comment se déroule le *policing* transnational dans un contexte moins atypique que dans l'étude de Nadelmann (1993). Cette thèse met l'emphasis sur l'importance des relations entre les agents de l'enquête dans le contexte de la lutte à la drogue transnationale, plus particulièrement en ce qui a trait aux contacts bilatéraux directs entre enquêteurs transnationaux et à la place des agents de liaison dans le processus (Block, 2008). Nous visons également à relativiser et à remettre en contexte les démarches qui ont déjà fait l'objet d'une quantité importante d'écrits, en montrant plutôt non seulement que les policiers transnationaux partagent une sous-culture, mais également

³⁵Bowling (2009) a synthétisé les spécificités de la DEA : «Nadelmann (1993) noted that the USA was uniquely aggressive in promoting its own criminal justice norms in the transnational arena, expanding the scope of criminal law, methods of enforcement (e.g. electronic surveillance, informers, undercover policing and controlled deliveries), the scope of criminal procedure (e.g. asset forfeiture, extradition and maritime law enforcement) and leading the way in extra-territorial policing practices. (...) He points out that this three-fold process of regularization, accommodation and homogenization has been neither reciprocal nor equal in its application. Essentially, foreign governments have accommodated US models of international law enforcement » (p.150).

qu'ils finissent par mener leurs activités policières d'une manière somme toute assez semblable, quel que soit le contexte dans lequel ils se retrouvent. Il est vrai qu'une certaine standardisation de plusieurs pratiques a déjà été menée à bien, et il est possible que le maximum de formalisme dans un objectif d'efficacité ait déjà été atteint ou même dépassé. D'ailleurs, Europol tente de plus en plus d'introduire de la flexibilité dans ses pratiques (Brady, 2008; Den Boer et Bruggeman, 2007). Notre étude du *policing* transnational vise à favoriser une meilleure compréhension du phénomène plus large qu'est la coopération policière transnationale ainsi que de ses enjeux actuels.

Notre approche se rapproche également de celle de Sheptycki (1995a), qui s'oppose au *billiard-ball model* (Burton, 1972), qui reconnaît seulement l'interaction intergouvernementale, comme si les négociations entre les États souverains étaient la seule chose qui comptait dans la sphère transnationale. En fait, et bien que les points de vue des élites politiques nationales restent importants, il y a beaucoup plus dans cette sphère que des négociations intergouvernementales. Sheptycki (1995a) donne pour exemple l'existence d'Interpol, une organisation unique qui n'a pas été créée par le biais des traités internationaux, ni par aucune convention ou instrument légal (Fooner, 1989). En effet, Interpol a été fondé à partir d'un document écrit par un groupe de policiers qui n'ont pas soumis leur travail à leurs gouvernements respectifs pour approbation ou autorisation. Nous allons plus loin que Sheptycki en soulignant qu'il est impératif de s'attarder aux relations entre les policiers transnationaux, qui sont fondamentales pour la réussite des enquêtes transnationales. Tout comme Nadelmann (1993), nous avons choisi d'étudier les agents de l'enquête et du système judiciaire dans le contexte de la transnationalisation des activités policières. Nadelmann (1993) s'est attardé à la situation aux États-Unis, qui est plutôt exceptionnelle du point de vue de la lutte à la drogue. Nous examinons comment la situation au Canada et ailleurs se compare ou diffère de celle des États-Unis.

La thèse tente de réconcilier les deux approches présentées et porte un regard plus englobant sur la coopération policière transnationale. Elle est formulée ainsi :

Le fonctionnement perçu du système de la coopération policière transnationale oblige les agents du policing transnational à s'adapter pour réduire et gérer les différents types d'incertitudes qui se présentent. Pour se faire, ils s'appuient sur leur expertise d'une part, et sur le pouvoir discrétionnaire et la souplesse qui les caractérise, d'autre

part. De plus, la familiarité développée entre les agents vise à produire de la confiance mutuelle, et ce autant dans le champ des professionnels de la politique que dans celui de la pratique opérationnelle.

Dans le reste de cette section, nous allons montrer comment nous tentons de faire état des aspects essentiels de la coopération policière transnationale³⁶, en nous inspirant de la logique utilisée par Andreas et Nadelmann (2006). Nous soulignons d'abord l'importance de reconnaître leur pouvoir discrétionnaire aux agents de l'enquête à composantes transnationales, car ils sont des experts. Nous abordons ensuite l'idée selon laquelle la familiarité et la confiance sont des éléments essentiels à tous les niveaux de la coopération policière transnationale. Nous parlerons également des autres facteurs importants, tels que le partage d'intérêts en commun, les gains et l'absence de coûts. Nous nous attardons ensuite sur la méfiance, les contraintes et les sanctions dans le système de la coopération policière transnationale. Nous soulignons également un problème de taille qui subsiste, soit le manque de redevabilité.

1.3.1-Le pouvoir discrétionnaire, l'expertise et les incertitudes des agents du *policing* transnational

Le pouvoir discrétionnaire est la capacité de décider quelles règles appliquer ou pas dans une situation donnée (Ericson, 1982). Pour Pound (1960), il s'agit de l'autonomie qu'ont certains agents, de porter des jugements sur des conditions spécifiques, et de décider quelles actions sont appropriées, tout en respectant le cadre de la loi et les règles applicables dans le contexte. Les agents du *policing* transnational sont avant tout des individus qui utilisent leur pouvoir discrétionnaire pour appliquer ou non des règles dans le but d'atteindre les objectifs qui leur ont été confiés, c'est-à-dire d'immobiliser les criminels visés.

Brodeur (2010) a examiné en détail le travail d'enquête et le pouvoir discrétionnaire qui y est associé. Il a introduit le concept de «lawful lawlessness» et a défini la police par sa capacité à utiliser des pouvoirs qui violent la loi lorsqu'ils sont utilisés par les autres citoyens. Par exemple :

The powers exercised by detectives under the warrant system provide what is probably

³⁶ Cela sera un peu différent de Andreas et Nadelmann (2006), puisqu'ils étudiaient non pas la coopération policière transnationale, mais bien l'internationalisation du contrôle du crime.

the best formalized illustration of this assertion. A warrant is a written authorization to exercise a particular form of power, which is granted to public investigators. This authorization is generally issued by a judge to an investigator, pursuant to a formal application explaining the reasons for soliciting such an authorization. (p.194).

Il est ainsi d'avis que les pouvoir discrétionnaires des policiers prennent de l'expansion dans plusieurs directions différentes. Plus de personnes occupant des rôles différents peuvent désormais octroyer des permissions, comme les magistrats et les ministres d'États. Ensuite, il est plus facile d'octroyer des mandats par le biais de moyens technologiques et les exigences en sont diminuées. Il existe ensuite une expansion des pratiques permises sans mandats. Le Canada aurait par exemple un système d'octroi de mandat relativement élargi, les refus suite à une demande de mandats étant très rares³⁷. Brodeur (2010) aborde également la question du processus de criminalisation-légalisation, qui consiste, après avoir rendu un acte illégal, à immédiatement ajouter des exceptions pour les policiers. Il n'est donc pas surprenant que les policiers tendent à considérer les demandes de mandats comme une pure formalité. Une des conséquences de ce système serait un cadre exempt de certaines valeurs, où un glissement peut très rapidement amener vers une logique où la fin tend à justifier les moyens employés.

En plus d'aller à l'encontre du *billard-ball model* de Burton (1972) pour mettre l'accent sur les actions opérationnelles, notre recherche s'inscrit donc dans le prolongement d'études classiques sur le *policing*, plus particulièrement celle d'Ericson (1981), pour qui le rôle du policier est de re-produire l'ordre social, en adaptant subtilement les règles auxquelles il est soumis aux besoins opérationnels immédiats, et de celle de Ker Muir (1977), pour qui le pouvoir discrétionnaire des policiers est fondamental. Celui-ci démontre d'ailleurs que le travail policier peut être réalisé de différentes manières, et qu'il existe plusieurs types de réactions possibles à un événement. Un policier peut par exemple éviter les situations qu'il considère comme risqué, il peut également agir professionnellement³⁸. Ker Muir (1977) étudie le travail des patrouilleurs et non pas les enquêteurs du *policing* transnational. Toutefois, il montre comment les premiers manipulent et utilisent les règles pour accomplir leur travail.

³⁷ Brodeur (2010) explique ses résultats: from 1974—the year when the law on interception of private communication was passed—to 1994, the Canadian judiciary received 14,505 applications for authorizations. It refused to grant an authorization in only 19 instances. After 1994, the number of refusals became even lower, the official statistics showing no refusals for most years. (p.196).

³⁸ Ker Muir (1977) appelle paradoxes ces différentes façons de travailler.

Ericson (1981; 1982) montre la même chose autant pour les patrouilleurs que pour les enquêteurs. Manning (1993; 2004) en a fait de même avec les enquêteurs d'une escouade anti-drogue.

Tout indique que les agents du *policing* transnational utilisent le même procédé. Ils contribuent à modeler la nature de leur travail. Nous examinons comment ils utilisent leur pouvoir discrétionnaire pour atteindre leurs objectifs dans diverses enquêtes menées dans le cadre de la guerre à la drogue. Nous étudions également les interactions entre ces professionnels.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les enquêteurs sont confrontés à des cadres normatifs relativement rigides (Ericson, 1981). Hors, ils ne peuvent prendre en compte toutes les lois et règles administratives qui s'appliquent dans le cadre de leurs fonctions, sinon leur prise de décision serait impossible. Ils vont donc utiliser leur pouvoir discrétionnaire pour prendre une décision qui leur semble rationnelle dans les circonstances, et ainsi réduire les incertitudes. Des adaptations sont donc fréquentes, ce qui implique une évolution subtile des règles. Les policiers produisent et réagissent à la fois à leur environnement (Manning, 1979: 29; Weick, 1969: 63-4). Mouhanna (2001) a trouvé que malgré le cadre institutionnel dans lequel l'homme de terrain se trouve placé, il est bien plus souvent en situation de prise de décision que dans le rôle de simple exécutant³⁹. Pour lui, les contraintes ne réduisent pas les capacités d'initiatives. Au contraire, la préservation de la marge d'autonomie est fondamentale pour l'atteinte des objectifs. L'ordre se perpétue lorsque les policiers font une utilisation sélective de la loi (Ericson, 1982, p.19).

Ker Muir (1977) présente les différentes manières dont les policiers utilisent leur pouvoir discrétionnaire. Ses paradoxes peuvent être compris comme les diverses attitudes typiquement adoptées par les patrouilleurs dans le cadre de leur travail. Il met de l'avant l'importance de l'utilisation potentielle de la force dans les relations policières et contraste cela avec ce que les policiers peuvent choisir de faire dans des cas précis. Sheptycki (2010) a repris les idées de

³⁹ Il s'est intéressé à la souplesse policière dans le contexte particulièrement rigide de la gendarmerie française. Il est arrivé aux mêmes conclusions qu'Ericson (1982). Il montre comment le policier a su s'affranchir de pesanteurs formelles, c'est-à-dire du fonctionnement très hiérarchisé qui se double d'un cadre juridique lourd pour le quotidien opérationnel, en faisant une utilisation discrétionnaire de la loi.

Ker Muir et a tenté de les appliquer théoriquement au cadre des activités policières transnationales. Pour lui, le *paradox of coercion and face* consiste à coopérer pour sauver les apparences malgré un désaccord fondamental. Le *paradox of coercion and dispossession* est utilisé pour s'assurer la coopération des moins bien nantis en leur créant un besoin au préalable. Le *paradox of coercion and detachment*, est quant à lui associé aux relations d'évitement de certaines situations. Dans le travail policier à composantes transnationales, cela peut être associé au travail unilatéral.

Les travaux anglo-saxons sur la police insistent donc sur l'autonomie du professionnel policier dans son environnement (Monjardet, 1996; Skolnick, 1975). Ce pouvoir discrétionnaire, ou faculté de ne pas appliquer intégralement la loi, est fondamentale, car une application stricte et systématique de toutes les règles constituerait à coup sûr un moyen de bloquer le fonctionnement du système. Même si celle-ci n'est pas totale, on observe une forte autonomie du policier par rapport à l'organisation interne du corps auquel il appartient. Mouhanna (2001) suggère l'existence d'une suprématie de la logique professionnelle sur la logique bureaucratique. Ericson (1982) supporte cette affirmation, et explique que la professionnalisation des policiers a pour effet de débureaucratiser, c'est-à-dire de remettre le pouvoir dans les mains des policiers sur le terrain (Clark et Sykes, 1974: 473). D'ailleurs, plusieurs moyens reliés à la maîtrise de certaines ressources sont à la disposition des policiers, pour créer et perpétuer leur pouvoir. Par exemple, ils peuvent choisir de communiquer seulement certaines informations qu'ils jugent essentielles (Bittner, 1970: 65).

Les policiers participent à des enquêtes à composantes transnationales, qui sont multi-organisationnelles⁴⁰. En général, celles-ci se caractérisent par des rapports qui se créent entre les agents, se traduisant par des échanges et une communication soutenus, de même qu'une structure parfois permanente (Jefferis et al., 1998). La confiance est un élément essentiel pour la réussite de l'enquête. Cela affecte positivement la coordination des ressources et la collecte de renseignement nécessaire (Reaves, 1992). La structure des rapports entre les agents découle

⁴⁰Ce type d'enquête s'est répandu dans les dernières décennies, plus particulièrement aux États-Unis (Jefferis et al., 1998; Coldren et Sabath, 1992). Ce sont des changements significatifs dans l'environnement social et politique qui ont favorisé l'émergence d'unités policières conjointes nationales afin de répondre à l'insécurité vécue par la population face à des problèmes sociaux complexes comme le trafic de drogue et le terrorisme (Perras et Lemieux, 2010).

d'une interdépendance qui repose sur la stabilité des relations (Jefferis et al., 1998).

Les enquêtes à composantes transnationales sont plus complexes que leur équivalent national⁴¹, parce que plusieurs policiers d'organisations et de pays différents travaillent ensemble sur une enquête. Des problèmes juridictionnels surviennent lorsque plus d'un corps policier est amené à intervenir. Il y a souvent des luttes de pouvoir et des frictions entre les différentes organisations policières d'un même pays, et cela est encore plus vrai dans un contexte transnational, car il se rajoute le besoin de maintenir les interactions entre les États.

Les enquêtes à composantes transnationales ont plusieurs points en commun avec les enquêtes unilatérales, bien que ces dernières impliquent un nombre plus limité d'agents et qu'elles sont plus restreintes dans le temps. Les 4 caractéristiques fondamentales des enquêtes se retrouvent dans les enquêtes transnationales. Toutefois, quelques nuances doivent être apportées. Les études qui portent sur la réponse policière à des crimes graves tels que le trafic de drogue mettent généralement l'accent sur le niveau auquel les enquêteurs sont engagés dans les tâches liées à la production d'information (Tilley et al., 2007; Hobbs, 1988; Manning, 1980; Willmer, 1970). Ces enquêtes sont par essence un travail de regroupement d'informations⁴² (Innes, 2003). Cette caractéristique demeure fondamentale dans l'antidrogue transnational. Toutefois, l'établissement de liens entre les professionnels policiers contribue à faciliter l'échange d'informations recueillies au cours d'enquêtes criminelles possédant des composantes transnationales (Bigo, 1996). Cela entraîne également la construction de la confiance, se basant idéalement sur la communication et la réciprocité (Anderson, 2002). Finalement, le partage d'informations fourni aux policiers des opportunités de développer des nouvelles stratégies pour mieux s'organiser. Ils auront une connaissance plus complète du contexte et des activités du groupe criminel auquel ils s'attaquent (Lemieux, 2010).

⁴¹Tilley et al. (2007) remarquent que certaines enquêtes sont tout simplement plus difficiles à résoudre que d'autres, parce que les crimes se sont produits et/ou continuent de se produire sur une vaste étendue géographique, c'est-à-dire sur plus d'une province d'un même pays. Il est évident que pour réussir à immobiliser les criminels, les systèmes de justice doivent acquérir trois éléments : l'information, la preuve, et le criminel. Plus ces éléments sont dispersés, moins il y a de chance qu'on réussisse à les réunir. Plus d'obstacles sont à prévoir (Nadelmann, 1993).

⁴²Ce sont des informations qui sont mises ensembles sous un format pouvant être utilisé plus tard dans un processus judiciaire. Pour se faire, les policiers doivent suivre une série de règles et conventions (Maguire, 2003).

Deuxièmement, l'existence du crime est une conséquence des méthodes policières utilisées. Les enquêtes sont des entreprises de construction de sens (McConville et al., 1991)⁴³. La police ne découvre pas simplement les faits, elle les reconstitue en employant certaines méthodes et techniques d'enquêtes. Un fait est le produit de l'interprétation de l'information. D'ailleurs, les enquêteurs ont tendance à employer une logique particulière, s'appuyant sur des préconceptions par rapport à la plupart des situations auxquelles ils ont déjà été confrontés. Des cas typiques et leurs solutions leur sont également enseignés à l'école de police. En ce sens, ils sont sujets aux biais d'autoconfirmation. En effet, ils interprètent la nouvelle information de manière à ce qu'elle s'insère dans leur construction préalable du cas (Tilley et al., 2007). Cette caractéristique demeure fondamentale dans l'antidrogue transnational.

Troisièmement, les étapes du processus d'enquête visent à réduire l'incertitude. La police ne mène pas ses enquêtes de manière aléatoire ou non structurées. Celles-ci sont guidées par un nombre important de politiques formelles et informelles, par des systèmes, des lignes de conduite, des procédures et des conventions. Toutefois, les policiers disposent d'un large pouvoir discrétionnaire dans la manière d'interpréter celles-ci et de les mettre en place (Innes, 2007; 2003). Cette caractéristique demeure fondamentale dans l'antidrogue transnational, mais la flexibilité permise aux policiers prend davantage d'importance.

Finalement, le travail d'enquête à composantes transnationales est moins routinier que les autres enquêtes. Les études démontrent que la rédaction de rapports et la révision des dossiers d'enquête sont une part importante du travail effectué dans cette bureaucratie de la gestion du crime (Ericson, 1993)⁴⁴. Toutefois, les études ont majoritairement porté sur des enquêtes en matière d'homicides. Il ne faut pas généraliser ces résultats à l'ensemble des enquêtes, car elles sont structurées en fonction du type de crimes sur lesquels elles portent. Dans les enquêtes à caractère transnational concernant le trafic de drogue, les enquêteurs doivent adopter une perspective plus proactive et ont rarement affaire au public. Ils ont davantage à faire avec leurs homologues étrangers, avec lesquels ils tentent de développer des liens de confiance, pour ainsi faire diminuer les incertitudes liées à leur travail. Celui-ci est moins

⁴³ et de re-production de l'ordre social (Ericson, 1982).

⁴⁴ Pour Scott (1998), cela n'est pas surprenant car la fonction première des organisations formelles est la rationalisation et la « routinisation » des actions de ses membres.

routinier et c'est pourquoi ils ont plus d'autonomie dans leur travail. Cette flexibilité est essentielle, car le *policing* transnational fait face à des criminels qui ne sont pas contraints par les frontières. C'est pourquoi les policiers doivent bénéficier d'un relâchement de l'application du concept de juridiction nationale pour pouvoir utiliser pleinement leur pouvoir discrétionnaire.

Les lois criminelles et les règles qui existent dans l'organisation policière ne sont pas les seules, ni même les principales règles que les policiers appliquent dans leur travail quotidien. Une autre série de règles sont apprises par les policiers non pas à l'académie de police, mais plutôt sur le terrain. Leur premier moyen d'apprendre est d'expérimenter (Ericson, 1982). Ces règles aident les policiers à prendre des décisions, lorsqu'ils rencontrent une situation similaire à ce qu'ils ont déjà rencontré auparavant. Celles-ci sont plus simples et plus concrètes que les autres règles. Elles tiennent compte des autres règles, mais ces *rules of thumb* permettent d'examiner les circonstances immédiates du problème à résoudre dans l'actuel (Ericson, 1982, p.25; Manning, 1977: 162 -3). Elles sont souvent inconnues des autres agents du système. Les policiers utilisent ces moyens pour mettre en action les règles officielles et les lois (Ericson, 1982), qui ne sont pas assez précises pour les aider dans leur pratique.

Les policiers s'adaptent et sont créatifs face aux demandes de leur organisation. Ils produisent et utilisent leurs propres règles pour mettre en œuvre les actions qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs. De plus, les policiers qui œuvrent au sein d'enquêtes à composantes transnationales peuvent partager avec leurs collègues les décisions discrétionnaires qu'ils prennent, et ce sur la base d'une entente tacite visant à faciliter les pratiques. Ce partage du pouvoir discrétionnaire renouvelle les règles informelles que les policiers vont suivre dans d'autres cas similaires. Les agents du *policing* transnational utilisent leur pouvoir discrétionnaire. Selon eux, il est fort peu probable qu'un renforcement des structures actuellement mises en œuvre par les autorités politiques favorisent l'immobilisation des criminels. Une structure optimale devrait avoir pour caractéristique de permettre souplesse et flexibilité. En effet, une hiérarchie lourde et des organisations trop intensément régulées tendent à réduire l'efficacité de la coopération (Block, 2008). Les études nord-américaines sur le *policing* transnational (par exemple, Block, 2008) indiquent la nécessité pour ces agents de maintenir une marge de manœuvre, faute de quoi ils ne pourront faire leur travail

efficacement. La décentralisation rend possible le système de type « essai et erreur » et le légitimise, tant pour le *policing* en général que pour la coopération policière transnationale (Ribeaux et Birrer, 2010). Elle permet de déléguer le pouvoir discrétionnaire à ceux qui gèrent directement une situation particulière (Ker Muir, 1977). En effet, la prise de décision «rationnelle et efficace» nécessiterait un contexte précis d'évaluation de l'information disponible.

Les policiers doivent être traités comme des experts. Ils entretiennent des relations de qualité avec plusieurs agents. Nous examinerons dans la prochaine section l'utilité des concepts de familiarité et de confiance pour la coopération policière transnationale.

1.3.2-Les *investigative consortium* et le développement de la familiarité et de la confiance

Les policiers n'ont pas seulement besoin de flexibilité et de pouvoir discrétionnaire pour pouvoir atteindre les objectifs de leurs enquêtes à composantes transnationales. Ils doivent également pouvoir compter sur la collaboration d'autres individus et organisations. Ils doivent entre autres avoir le soutien des autorités politiques de leur propre pays et des autres pays qui pourraient détenir les informations et les ressources dont ils ont besoin. Les autres agents du système judiciaire doivent collaborer avec eux. Une structure souple permettrait d'intégrer les caractéristiques indispensables des champs policiers et judiciaires, tout en laissant la place nécessaire aux autorités politiques. Il faut qu'une coalition soit prête à les soutenir. Block (2008) a parlé d'*investigative consortium* pour parler des enquêtes à composantes transnationales. Il s'agit d'un regroupement d'un ou de plusieurs groupes d'individus, qui possèdent les caractéristiques évoquées par Kelley (1968). Ce sont des individus qui 1) sont d'accord pour poursuivre un objectif commun particulier; 2) mettent en commun les ressources nécessaires pour atteindre cet objectif; 3) s'engagent dans une communication consciencieuse concernant l'objectif ainsi que les moyens de l'atteindre.

Cette structure de coalition est constituée d'un potentiel élevé de relations possibles, qui donne des formes riches de structuration des relations sociales. Dans les coalitions, il existe la possibilité pour chacun de ses participants de communiquer, directement ou indirectement avec chacun des autres, alors que ce n'est pas le cas dans les appareils bureaucratiques. Il est

évident que la coopération policière transnationale a tout intérêt à maintenir une forme plus riche⁴⁵ en termes de relation, car sa réussite en dépend. Toutefois, un système social ne se réduit pas à la structure de ses relations. Selon Le Moigne (1984), la structure n'est qu'un des aspects principaux du système, un autre facteur important étant l'environnement à l'intérieur⁴⁶ duquel ce système évolue. Il existe au moins trois conséquences importantes causées par les structures sur l'environnement interne et/ou externe. Premièrement, il y a généralement moins de roulement de personnel dans les appareils bureaucratiques que dans les coalitions. Il en est généralement de même des relations avec l'environnement externe. Elles sont plus nombreuses dans les systèmes à forme de coalition. Une plus grande stabilité permettrait aux agents du *policing* transnational de développer des relations plus fortes et durables, mais finirait toutefois par en restreindre les possibilités. Ensuite, il y a généralement une moins grande spécialisation des agents dans les coalitions que dans les systèmes sociaux moins denses. Cela permettrait aux agents du *policing* transnational d'établir des relations plus diversifiées et moins focalisées sur un ou deux agents centraux, sans que les liens se brisent. Finalement, en ce qui concerne l'évolution naturelle des structures, la loi de l'entropie sociale fait en sorte que les transformations les plus probables sont celles qui vont des formes les plus variées aux formes les moins variées. Selon cette loi, les coalitions évolueraient naturellement vers la forme d'appareil bureaucratique, le contraire étant extrêmement rare. Cela nous indique par exemple, qu'il est judicieux de conserver des enquêtes parallèles plutôt que des *J.I.T.*⁴⁷, pour éviter qu'elles ne deviennent des bureaucraties et qu'elles perdent ainsi les caractéristiques

⁴⁵ Ici, il est davantage question de diversité que de constance.

⁴⁶ C'est-à-dire la politique et le système judiciaire.

⁴⁷ Les équipes d'enquête conjointes sont encore peu utilisées bien qu'elles sont prometteuses (Block, 2008). Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas ainsi que l'Australie ont établi des unités d'enquête qui ont des implications transnationales. L'U.E. a récemment reconnu l'intérêt du concept des *Joint Investigation Teams (JIT's)*, qui a été introduit dans l'article 13 de la *2000 EU Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters*. Les attentes et la volonté politique de renforcer les efforts de contrôle international (Occhipinti, 2010) par le biais de cet outil ont augmenté radicalement suite au 11 septembre 2001, en grande partie suite aux pressions des États-Unis visant à augmenter l'efficacité la coopération policière transnationale. L'implantation du concept des *JIT's* a été accélérée, et certains pays européens en testent actuellement l'efficacité pour la coopération policière. Ces changements se répercutent dans la coopération contre la drogue, en étendant les pratiques permises. Plusieurs caractéristiques font des *JIT's* un moyen innovateur de mener à bien la coopération policière opérationnelle (Block, 2008). Premièrement, les membres qui opèrent à l'extérieur de leur juridiction peuvent obtenir le droit d'être présent quand des mesures sont entreprises dans le cadre de l'enquête. L'état d'accueil peut même leur confier certaines tâches. Deuxièmement, l'information et la preuve obtenue dans le cadre de la *JIT* est en principe complètement partagée entre les pays participants. L'entente prise dans la mise en place de la *JIT* élimine le besoin d'envoyer des lettres de requêtes internationales, comme c'est le cas dans les enquêtes parallèles traditionnelles. Ce moyen permet donc d'augmenter les possibilités et de diminuer les délais et la complexité dans les enquêtes, mais seulement dans la mesure où les États donnent leur accord.

flexibles qui leur permettent justement d'atteindre leurs objectifs (Block, 2008)⁴⁸.

Dans un tel regroupement, que ce soit au niveau du champ politique, judiciaire ou policier, la familiarité entre les participants se développe et c'est là une condition de base pour qu'ils puissent travailler ensemble. La familiarité ainsi que les similitudes entre les agents sont essentielles dans un environnement tel que celui de la coopération policière transnationale (Anderson, 2002), car ils contribuent à augmenter la compréhension des façons de faire de l'autre, ce qui amène les agents à mieux gérer les incertitudes qu'ils ont les uns envers les autres. Les policiers doivent être capables d'anticiper ce qui se produira dans leur environnement de travail (Ericson, 1982), et c'est pourquoi une certaine confiance mutuelle doit être établie entre eux. En s'appuyant sur la familiarité, les policiers peuvent rendre leur travail plus simple. Lorsqu'ils réussissent à établir des relations basées sur la familiarité et la connaissance de l'autre, ils peuvent faire diminuer les risques perçus, car ils connaissent mieux les options à la disposition de l'autre ainsi que celles qu'ils sont prêts à utiliser. Cela est essentiel car la plupart des tâches remplies par les policiers peuvent être interprétées et produites de plusieurs manières (Ker Muir, 1977).

Les processus qui se produisent à l'interne d'un regroupement jouissent de plus de confiance que les processus externes (Luhmann, 2006). Par exemple, on fait davantage confiance au collègue qu'à un étranger. D'ailleurs, des mésententes entre des membres de différentes cultures sont souvent causées par des systèmes de croyances différents, et peuvent entraîner ou renforcer la méfiance. La familiarité réduit ces problèmes et augmente la (re)connaissance

⁴⁸Toutefois, malgré l'existence sur papier depuis 2002 de *JIT*, seulement quelques équipes ont réellement été mises en place (Brady, 2008). L'auteur suggère que ces équipes sont trop bureaucratiques et que leur fonctionnement est trop compliqué. Puisque des améliorations majeures sont nécessaires, la plupart des enquêteurs préfèrent utiliser les procédures traditionnelles ainsi que les ententes informelles (Lemieux, 2010). Selon Block (2008), le nombre total de *JIT* a été estimé à 21 en juillet 2007. Selon Helmberg (2007), les difficultés de mettre en place une *JIT* sont nombreuses, et n'incluent pas seulement des coûts supplémentaires associés au fait d'introduire des membres extérieurs, mais aussi le choix de la langue de travail, de même que le leadership et la localisation physique de l'équipe. De plus, un interviewé de Block (2008) a souligné que « we proved that a JIT can work and that it has some advantages, however, from my experience now I can't say that a JIT provides a bigger chance getting results than a parallel investigation ». Il rajoute que les contacts personnels, l'habileté à concilier les différences culturelles, le fait d'avoir un intérêt commun ainsi qu'une bonne connaissance du système légal du partenaire sont des éléments essentiels pour faire fonctionner une *JIT*. Toutefois, ce responsable doute que cette structure ait une valeur ajoutée par rapport aux enquêtes parallèles, qui sont moins formelles.

mutuelle, ce qui peut mener à la confiance, et possiblement à une plus grande coopération⁴⁹.

La confiance est une tentative de gérer les limites de notre capacité à prévoir (Shklar, 1984). L'incertitude à propos des comportements des autres est donc centrale dans la notion de confiance. Si les alternatives possibles sont trop larges, la confiance tend à diminuer. La confiance est de plus en plus importante à mesure que le nombre d'alternatives possibles s'élargit (Gambetta, 1988).

Alors que la familiarité est inévitable lorsque des agents sont mis en contact relativement fréquemment, la confiance est une option et une solution spécifique à un problème de risques (Luhmann, 1988). Pour que la confiance se développe entre des individus, ils doivent se rencontrer et/ou communiquer suffisamment fréquemment. Une condition préalable à l'établissement de la confiance est donc la familiarité (Luhmann, 2006; 1968⁵⁰). Cette dernière permet :

« de formuler des attentes relativement sûres et, en cela, d'absorber les risques résiduels. La familiarité est la condition de la confiance comme de la méfiance. Ce ne sont pas seulement les perspectives favorables, mais également les dangers qui nécessitent une certaine familiarité, une typique socialement constituée afin de pouvoir continuer à vivre dans l'avenir avec confiance ou méfiance » (Luhmann, 2006, p.21).

Pour Good (1988), les échanges qui requièrent de la confiance sont influencés par l'historique préalable entre les individus. Wichman (1970) a démontré que plus grand est le nombre et la qualité de la communication entre les joueurs dans une large variété de jeux, plus grande est la probabilité qu'il y ait un résultat mutuellement bénéfique. Il constate que des sujets reportent moins de coopération lorsqu'ils sont en situation où ils ne peuvent ni se voir ni s'entendre les uns les autres. De plus, si les agents croient qu'ils vont devoir interagir pour une longue

⁴⁹ Il existe bien sûr une abondante littérature sociologique sur la confiance. Plusieurs types de confiance existent, au niveau individuel comme au niveau institutionnel. Zucker (1999) a même créé une typologie des différentes confiances, dont la confiance relationnelle et la confiance institutionnelle. Pour lui, ce sont des registres différents, mais qui se complètent bien. Selon Thuderoz et al.(1999), il est également possible de considérer que la confiance n'est qu'un avatar de l'intérêt. Nous cherchions un mécanisme plus général, de manière à comprendre la globalité du phénomène de la coopération policière transnationale, et c'est pourquoi nous utilisons celle de Luhmann, qui nous semble posséder cette caractéristique.

⁵⁰ À noter que cette thèse n'est pas fondée sur la pensée globale de Luhmann. Nous avons choisi d'utiliser certains de ses propos, qui se retrouvent essentiellement dans son livre sur la confiance, paru en 1968 (en allemand) et traduit pour la première fois en français en 2006, pour mieux analyser la coopération policière transnationale. Sa théorie des systèmes sociaux a été conçue bien des années plus tard.

période, leur comportement devient considérablement plus coopératif. Dans les conditions où les intérêts à long terme des participants sont soulignés, où l'ambiguïté de la situation est réduite, et où les participants sont libres de communiquer avec facilité, alors la coopération, associée à un certain degré de confiance, peut se développer. Dasgupta (1988) a ajouté que la décision de faire confiance à une personne ou pas dépend également de la réputation de cette personne. En effet, la confiance est basée sur la réputation et celle-ci est acquise à long terme par des comportements cohérents. La confiance est donc apprise en accumulant les expériences. Elle est fragile et un événement isolé et anodin peut la détruire. Ce n'est qu'avec le temps et la familiarisation que celle-ci se consolidera. Les rapports sociaux qui se caractérisent par une relative durée dans les relations, par des dépendances variables et qui contiennent une certaine quantité d'imprévisibilité fournissent une base favorable pour l'établissement de relations de confiance.

Anderson (2002) considère que la confiance est nécessaire et se demande comment il serait possible de la promouvoir dans le *policing* transnational. Sans la confiance, il n'y aurait pas de coopération. Pour lui, plus il y a de contacts directs entre les individus, plus il y a de chances que la confiance soit présente. C'est à partir des caractéristiques objectives de la situation que le policier décide s'il doit ou non accorder sa confiance à certains égards, être méfiant ou être indifférent. Lorsqu'il y a confiance, des actions d'un genre complètement nouveau deviennent possibles. Un système confiant est un système qui apprend et gagne du temps. Le temps étant une variable critique dans la mise en place de structures systémiques plus complexes comme celles de la coopération policière transnationale, il est évident que la confiance serait un excellent atout.

Toutefois, Gambetta (1988) fait remarquer que la plupart des chercheurs posent l'hypothèse que la confiance amène à la coopération⁵¹, alors que c'est plutôt la participation dans un processus de collaboration qui pourrait contribuer à développer la confiance (Bateson, 1988). Toutefois, la confiance est également une exigence importante pour une coopération effective

⁵¹ Binmore et Dasgupta (1986) définissent ainsi la coopération : it is meant in the broad sense of agents, such as individuals, firms and governments, agreeing on any set of rules—a « contract »--which is then to be observed in the course of their interaction. Agreements need not be the result of previous communication but can emerge implicitly in the course of interaction itself, and rules need not be written but can be established as a result of habit, prior successful experience, trial and error. (p.3).

(Axelrod, 1984).

Le fait d'être mis en contact avec la nécessité de coopérer dans des cas spécifiques aiderait les enquêteurs à prendre au sérieux l'impératif de la confiance. Anderson (2002) propose de valoriser et d'utiliser les moyens déjà à la disposition des enquêteurs plutôt que d'en créer de nouveaux. Ce n'est qu'en les utilisant qu'il va être possible de promouvoir la confiance en ces moyens. De plus, l'auteur propose que les enquêteurs soient envoyés dans d'autres États pour des périodes plus longues que ce qui se fait actuellement. Cela leur permettrait de mieux comprendre les pratiques, le fonctionnement des hiérarchies ainsi que le système de justice dans le pays d'accueil. Cela favoriserait la création de relations plus solides, ce qui contribuerait à augmenter la confiance. Cela améliorerait les capacités langagières des agents ainsi que leurs connaissances en ce qui a trait aux législations et aux procédures différentes. Quoi qu'il en soit, les policiers doivent d'abord faire confiance ou à tout le moins devenir familier avec les autres policiers avec lesquels ils travaillent dans une enquête à composantes transnationales. D'autres agents avec lesquels les policiers doivent développer des liens de confiance sont les agents juridiques.

Bien que certains auteurs ont mentionné l'importance de la confiance dans les relations transnationales (Anderson et al., 1995; Nadelmann, 1993), les théories de la confiance n'ont jamais fait l'objet d'une utilisation soutenue dans les études sur la coopération policière transnationale. Bigo (2000), de même que Courtin et al. (2000) mettent l'accent sur la confiance mutuelle nécessaire entre les agents du *policing* transnational, et expliquent qu'il s'agit d'un problème souvent négligé dans les études sur la coopération policière transnationale, malgré qu'il conditionne les pratiques. Bigo (2000) montre l'importance des relations directes entre les policiers des pays de l'U.E. et des pays qui cherchent à en faire partie. Il explique que la collaboration entre les policiers fonctionne bien si un certain niveau de confiance existe entre eux dans des dossiers spécifiques. Pour Courtin et al (2000) : « Il ne peut y avoir de coopération sans confiance, et donc connaissance de l'autre. Avant d'arriver à cette confiance réciproque, il faut du temps, ne pas se décourager aux premiers incidents, aux premiers coups de canif dans un contrat qui n'existe pas encore » (p.179).

Dans un ouvrage collectif, Anderson et Apap (2002) ont réuni des analyses sur le thème de la

confiance dans le contexte de l'expansion de l'U.E.. Certains de ces auteurs ont tenté de théoriser le lien entre la coopération policière transnationale et la confiance. Par exemple, selon Anderson (2002) il faudrait que des niveaux de confiance plus élevés soient établis pour que la coopération opérationnelle fonctionne. De plus, dans le cas de l'U.E., des changements dans la constitution sont nécessaires pour établir une base solide pour construire la confiance. Le concept de reconnaissance mutuelle semble être au centre de la construction de la confiance. Pour Anderson et Apap (2002), il est clair que des niveaux plus élevés de confiance sont nécessaires pour pleinement implanter une aire de liberté, de sécurité et de justice au sein de l'U.E.⁵².

Le thème de la construction de la confiance dans la coopération policière transnationale doit faire l'objet d'un débat plus ouvert et plus large (Vitorino, 2002). Pour lui, la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires des autres pays est un élément fondamental pour la coopération. C'est la confiance créée entre les divers mondes sociaux qui permettraient cela. Il propose de favoriser la confiance et la coopération en augmentant les échanges d'experts ainsi que les actions conjointes. Pour favoriser la confiance, il faudrait aussi rendre les structures plus semblables et assurer le respect des principes fondamentaux, comme les droits de la personne et la transparence. C'est à ces conditions seulement qu'un climat de confiance mutuelle indispensable pour remplir les objectifs de la coopération policière transnationale pourrait être atteint.

Les théories de la confiance ont le potentiel de rallier les visions communes des approches de la coopération policière transnationale. Selon Luhmann (2006), la confiance a comme fonction d'être un mécanisme de réduction et d'absorption de la complexité sociale, qui permet aux individus de s'orienter parmi un grand nombre de possibilités. Le potentiel d'action croît dans la même mesure que la confiance. Cette confiance rend possible de nouveaux modes de comportement : l'humour, des initiatives non conventionnelles, l'utilisation de raccourcis dans l'expression des silences bien placés, le choix des thèmes osés, etc. Un capital de confiance s'accumule lorsque la confiance se confirme à travers ces modes (Luhmann, 2006, p.44).

⁵²D'ailleurs, ces besoins en confiance sont encore plus grands depuis que l'U.E. cumule les nouvelles adhésions, et que les événements terroristes du 11 septembre 2001 ont bouleversé le monde de la sécurité.

La coopération est souvent déclenchée non par la confiance, mais simplement par un ensemble de bonnes pratiques, fait du hasard en premier lieu, puis retenues sélectivement. L'idée selon laquelle la confiance pourrait suivre plutôt que précéder la coopération est renforcée par les travaux de la théorie de jeux, comme celui d'Axelrod (1984), qui a montré que même où la confiance est limitée et que les chances sont minces qu'elle évolue, comme entre des ennemis qui se font face dans les tranchées, la coopération peut tout de même évoluer si d'autres conditions sont réunies. D'ailleurs, la confiance, comme les autres ressources morales telles que l'altruisme et la solidarité, sont rares mais augmentent avec l'utilisation (Dasgupta, 1988). Toutefois, elles se désintègrent lorsqu'elles ne sont pas utilisées (Hirschmann, 1984).

La question de l'émergence et de la consolidation de la confiance personnelle, tout comme celle de la formation et du maintien des coalitions, nous donne la possibilité d'examiner concrètement le problème de la réduction de la complexité. Celui-ci peut être résolu graduellement par la formation de relations de confiance. Il s'agit du principe des petits pas, qui remplace des formes plus simples d'adaptation à l'environnement là où il est trop complexe de procéder à une adaptation instantanée. Dans cette situation, le système a besoin de temps pour développer la confiance.

Ensuite, pour réussir à immobiliser les criminels, les enquêteurs ont recours à différents agents du système judiciaire, ils doivent donc maintenir des relations avec eux, répondre à leurs attentes et suivre leurs règles⁵³. Toutefois, les policiers ont un avantage vis-à-vis des autres agents du processus judiciaire, car ils occupent une position privilégiée dans le système⁵⁴ (Cook, 1977). Ce sont eux qui produisent l'information. Les autres agents sont donc dépendants d'eux et doivent leur faire confiance, car ils ne sont pas en mesure de surveiller de

⁵³En plus de gérer à leur propre manière les règles administratives de leur organisation, les policiers incorporent dans leurs pratiques les règles régissant les pratiques judiciaires. Selon Ericson (1982), cette façon de procéder renforce leurs pratiques et démontre leur conformité avec les autres règles, car ils doivent justifier leurs actions aux autres acteurs du système judiciaire. Toutefois, il est rare que les autres acteurs judiciaires interfèrent avec leur pratique discrétionnaire. Au jour le jour, ce sont les policiers qui décident des actions à entreprendre dans les enquêtes.

⁵⁴Le large pouvoir discrétionnaire des policiers leur permet d'avoir un effet notable sur le processus législatif lui-même (Ericson, 1982; Taylor, 1980; Cohen, 1979; Hall et al., 1978; Chambliss et Seidman, 1971). Sheptycki (1996), dans le cadre d'une étude sur la coopération transnationale, a montré que les actions policières guident souvent l'adoption de lois, plutôt que l'inverse. Les règles légales, administratives et culturelles doivent être respectées, mais une large marge de manœuvre est permise. D'ailleurs, ce mode de fonctionnement rend possible l'évolution des normes elles-mêmes.

manière détaillée la façon dont les policiers s'acquittent de leur mission⁵⁵.

D'autres agents sont les autorités politiques, mais ils ne sont pas en contact direct avec les policiers. Toutefois, les policiers reçoivent des directives d'eux. Récemment, c'est le principe de confiance mutuelle qui est devenu l'élément clé constituant le fondement d'actions communes. Il traduirait la volonté des partenaires. Il viserait à réduire, voire à éliminer la méfiance au sein de l'espace pénal européen (Frieden, 2005). Toutefois, la confiance mutuelle entre États ne se décrète pas, mais se construit autour d'un axe législatif, qui ne saurait suffire à imprégner les pratiques judiciaires de confiance mutuelle. Le fait est que les policiers ne semblent pas au courant de ces divers concepts politiques. Malgré tout, les conclusions de La Haye préconisent désormais la mise en place d'un système d'évaluation de la mise en œuvre des politiques de l'U.E.. Il s'agit de fortifier la confiance mutuelle⁵⁶ par la certitude que les systèmes judiciaires qui produisent les décisions pouvant être exécutées sur tout le territoire de l'U.E. respectent des standards de qualité élevés (Frattini, 2005, p.11)⁵⁷. Plus près des policiers, car ces décisions les touchent directement, le principe de reconnaissance mutuelle conduit les États à exécuter sur leur territoire des décisions prises par les autorités judiciaires d'autres États. Avec l'application du principe de reconnaissance mutuelle, le mécanisme de

⁵⁵ Blumberg (1970: 281) décrit comment la police développe des relations d'échange avec les procureurs, qui sont essentielles pour produire des plaidoyers de culpabilité. En effet, les procureurs dépendent des policiers pour obtenir les preuves, et ils réagissent en acceptant les pratiques et les recommandations policières, ce qui permet aux policiers d'influencer les décisions des procureurs (Ericson, 1981: ch 6; Skolnick, 1966: 179, 191). Par exemple, les demandes de mandats sont normalement accordées, sans beaucoup de questions (Ericson, 1981: ch 6; LaFave, 1965:34). Le processus judiciaire est donc en grande partie sous l'influence de la police, parce que leurs perceptions sont normalement acceptées par les autres agents du système de justice, ces derniers n'ayant ni le temps ni les ressources pour examiner d'autres alternatives. Dans la vaste majorité des cas, la décision est prise par la police en coopération avec le procureur. Le policier reste donc libre de contraintes judiciaires directes. D'ailleurs, contrairement aux contraintes judiciaires directes, les contraintes judiciaires indirectes sont issues du processus judiciaire global. Ces dernières sont incontournables, tandis que les premières peuvent être contournées plus facilement. Malgré que les accusés plaident souvent coupable (Dalton, 1959), ce qui limite l'examen des méthodes de collecte d'informations amassées en cours d'enquête, les policiers doivent garder à l'esprit les règles du système judiciaire tout au long du processus. L'issue des procédures reste imprévisible.

⁵⁶ D'ailleurs, Flore (2005) se demande de qui on attend ou postule la confiance mutuelle. « S'agit-il d'une confiance entre les États eux-mêmes, dans la figure de leurs gouvernements et législateurs ou d'une confiance entre les autorités qui seront chargées de l'application des normes européennes, les services de police, les autorités judiciaires? » (p.23). De la même manière, le statut de la notion de la confiance mutuelle dans le raisonnement qui entoure la construction d'un espace de justice européen n'est pas clair. Est-ce le préalable de la reconnaissance mutuelle, une vérité antérieure qui se révélerait par ses effets ou une réalité qui se développerait sur la base de la reconnaissance mutuelle?

⁵⁷ D'ailleurs, renforcer la confiance mutuelle entre États, ce serait également soutenir le développement d'une justice de qualité. Cela est particulièrement important dans un monde transnationalisé.

double incrimination disparaîtrait pour laisser place au mécanisme plus flexible de la liste positive d'infractions (Frattini, 2005). Cela favoriserait la confiance mutuelle entre États (De Kerchove et Weyemberg, 2005). D'ailleurs, tous les instruments qui viseraient à concrétiser la reconnaissance mutuelle sont basés sur l'abolition du contrôle de la double incrimination, au profit d'une acceptation plus souple, mais encore difficile à comprendre pour les praticiens.

Il reste que la souveraineté des États continue de poser problème, même dans le cadre du principe de reconnaissance mutuelle. Prenons l'exemple du mandat d'arrêt européen, qui fut le premier instrument de l'U.E. à concrétiser le principe en matière pénale. Les débats parlementaires des États, à l'occasion de la traduction du mandat d'arrêt européen dans les législations nationales, ont démontré que ceux-ci ne sont pas prêts à se faire imposer le code et la procédure pénale d'un autre État, et ce faute d'une harmonisation minimale qui faciliterait le dialogue parmi les agents (Frieden, 2005, p.14). Cela indique que la confiance n'est pas encore très présente dans le système de la coopération policière transnationale. Il semble réaliste de se demander si les États le seront un jour.

En tenant compte des pratiques policières, il est possible de penser qu'il est peu vraisemblable que les policiers et les procureurs choisissent de suivre les directives reliées au principe de reconnaissance mutuelle, car l'idée même de ne pas valider les données qu'on leur envoie leur est tout simplement inimaginable. Pour renforcer la confiance mutuelle, le programme de La Haye insiste d'ailleurs sur l'importance du développement des réseaux judiciaires. Les individus impliqués dans les enquêtes à composantes transnationales doivent également développer des liens avec leurs homologues⁵⁸.

Favoriser la confiance à tous les niveaux de la coopération policière et même entre les niveaux semble être bénéfique. Les deux approches examinées en sont d'ailleurs arrivées à ce même constat, bien qu'ils soient partis d'analyses complètement différentes. Pour eux, il faudrait que les agents du *policing* transnational fassent confiance aux autres agents pour arriver à coopérer efficacement. De plus, le concept de confiance s'inscrit bien dans l'approche des coalitions, puisqu'ils mettent de l'avant la familiarité et les affinités, de même que le partage de

⁵⁸ D'ailleurs, lorsqu'Hufnagel (2009b) donne un exemple de l'utilisation du concept de reconnaissance mutuelle en Australie, elle met également l'accent sur le fait qu'il est très peu utilisé dans le *policing* transnational, particulièrement au sein de l'U.E..

ressources et de l'expertise.

1.3.3-La méfiance, les contraintes et les sanctions dans le système de la coopération policière transnationale

Le continuum confiance-méfiance permet d'établir un seuil où il est possible de devenir indifférent à l'égard des nombreux détails et de nuances subtiles de l'expérience (Gambetta, 1988). Ce ne sont pas en effet toutes les incohérences qui suscitent un doute et ce n'est pas n'importe quelle déception qui détruit la confiance. C'est précisément pour cette raison qu'il existe une frontière où cette capacité d'absorption s'arrête, où la familiarité ou encore la confiance se transforment subitement en méfiance, ce qui génère une nouvelle attitude.

Le degré de développement de la méfiance dépend du contexte et des expériences personnelles. Par manque de confiance, un système peut se rétrécir et se retrouver en dessous du seuil critique nécessaire à sa propre reproduction. La méfiance réduit la gamme des possibilités d'agir rationnellement, en diminuant les certitudes. Toutefois, Gambetta (1988) a montré qu'il arrive que même dans un contexte généralisé de méfiance, une structure sociale stable puisse se maintenir, lorsque les intérêts des agents convergent.

Celui qui ne fait pas confiance doit, pour être en mesure de donner un sens à une pratique, recourir à des stratégies de réduction de la complexité fonctionnellement équivalentes. Il doit devenir méfiant. La méfiance a la même fonction que la confiance. Elles visent à réduire la complexité (Luhmann, 2006). Toutefois, la méfiance change la perspective en assimilant le partenaire à un ennemi à combattre. La méfiance procède moins efficacement à une simplification que la confiance, et nécessite donc un plus grand nombre d'informations pour ne pas se transformer en absence de relation. La méfiance a également une tendance inhérente à se confirmer et à se renforcer dans les relations sociales (Luhmann, 2006). L'indifférence est une autre option, et n'est pas uniquement liée à la question de la confiance, mais bien à d'autres impératifs comme les priorités et intérêts.

Contrairement à la confiance, la méfiance a pour effet de créer un quasi-système de justice : la punition, la peine et le pardon. Ces dispositifs réduisent « la probabilité qu'un système social s'effondre en raison de la méfiance grandissante parmi ses participants et, pour le système,

cela peut vouloir dire gagner le temps suffisant pour assurer sa survie et pour accumuler un capital de confiance à l'aide duquel il devient moins fragile et peut traverser des situations plus difficiles » (Luhmann, 2006, p.83).

Anderson et Apap (2002) s'attardent aux sources de méfiance dans la coopération policière transnationale, mais ne se penchent pas sur les conséquences que cela entraîne pour les agents du *policing* transnational. Ils expliquent que les autorités politiques devraient connaître ces sources de méfiance et en tenir compte dans leurs décisions. Par exemple, le maintien des procédures d'extradition est une illustration de la méfiance qui existe entre les systèmes judiciaires et cela a certainement un impact sur le travail policier. De plus, des standards plus élevés pour les pays candidats de l'U.E. sont à la fois une preuve et une cause de méfiance⁵⁹.

Walker (2002) propose des solutions pour la coopération policière transnationale. Tout d'abord, des mesures douces pourraient être envisagées pour construire la confiance entre les parties, sur la base de l'apprentissage mutuel, de l'assistance technique ainsi que par des standards vérifiables. Il nous met toutefois en garde contre l'insuffisance de ces mesures pour mettre en œuvre une coopération plus que minimale. Ensuite, il est d'avis qu'il est possible de faire « confiance à la confiance » (Gambetta, 1988). Il est inévitable de prendre des risques pour établir des relations viables. Pour Gambetta (1988), il est clair que tant que cette approche ne sera pas adoptée, la coopération ne dépassera pas un certain seuil, car le cycle de la méfiance se perpétuera. Walker (2002) note que ce processus est nécessaire dans tous les aspects du système, et que si les institutions politiques ne construisent pas la confiance à leur niveau, cela aura un impact important au niveau opérationnel. Finalement, il rappelle que même l'U.E. ne dispose pas de conditions optimales pour mettre en place une communauté sécuritaire confiante.

Si la confiance est brisée, des possibilités de sanctions légales sont possibles. Le partenaire, qu'il soit le représentant d'un système, d'un État ou d'une organisation, peut au moins théoriquement calculer son avantage en fonction des sanctions, et celui qui accorde sa

⁵⁹ Anderson et Apap (2002) ne développent pas plus longuement leur pensée, mais invitent les chercheurs à réfléchir sur la nature et les fondements de la confiance, ainsi que sur les politiques qui pourraient aider à la promouvoir.

confiance peut en tenir compte. Toutefois, il semble néfaste d'empoisonner la relation par la menace de sanctions. Cela augmenterait fort probablement le risque de détruire la confiance naissante. L'ordre juridique peut contribuer à assurer un certain niveau de certitude et à éliminer une partie du risque lié au fait d'accorder sa confiance. Toutefois, dans les systèmes complexes comme ceux de la coopération policière transnationale, la construction de relations ne peut se faire uniquement sur la base du droit et sur les possibilités de sanctions y étant associés, faute de quoi la confiance sera fort difficile à établir. Elle doit également s'appuyer sur une certaine réciprocité et surtout sur des obligations morales, issues d'un système commun de normes et de valeurs.

Flore (2005) évoque les mécanismes de sanctions en cas de non-respect de la reconnaissance mutuelle. La punition peut sembler peu efficace pour renforcer la confiance entre États, d'autant plus qu'étant donné les nombreuses exceptions explicitement permises relativement au principe de la reconnaissance mutuelle, celle-ci demeure assez hypothétique. De plus, « on n'ose imaginer à quel niveau la confiance mutuelle sera tombée avant qu'on en arrive à ce stade de la procédure et on peut en conclure que c'est une protection bien imparfaite de la confiance entre les États membres. » (Flore, 2005, p.24).

Williams (1988) se penche sur les motivations qui pourraient être nécessaires ou suffisantes pour maintenir un cadre social de coopération. Il aborde d'abord les contraintes. Pour qu'un agent soit motivé à coopérer, Axelrod (1984) est d'avis qu'il faut qu'il y ait une menace de sanctions réelles. En effet, l'addition de sanctions peut annuler l'utilité pour un agent de demeurer « égoïste », en ajoutant un coût, ou encore elles peuvent fournir une assurance à un agent qui coopère déjà. La contrainte, ou au moins une menace crédible de contrainte, a été et est toujours pratiquée comme moyen d'assurer la coopération. Dans sa forme extrême, elle vise à assurer la soumission et la conformité. Mais il s'agit là d'une alternative limitée. Elle limite l'étendue des actions possibles, mais n'augmente pas la confiance. Au contraire, la contrainte sur des participants réticents, qui ne se sont pas impliqués au préalable dans certaines actions ou qui n'acceptent pas la légitimité de l'application d'un ensemble particulier de droits, peut contribuer à réduire la confiance des autres. Cela introduit une asymétrie qui dissuade la confiance mutuelle et promeut plutôt les luttes de pouvoir et le ressentiment.

La pertinence de la confiance dans la détermination de l'action ne dépend pas seulement de la contrainte. Il arrive qu'une tension émerge entre l'intensité de l'intérêt à agir et la confiance. Il est effectivement possible qu'un agent ne sache pas s'il doit avoir confiance en quelqu'un, ou s'en méfier, mais qu'il coopère tout de même avec ce dernier, car autrement les pertes s'élèveraient à un niveau inacceptable. Il est donc possible, mais pas optimal, d'utiliser les contraintes et les intérêts comme des conditions de coopération. Il est possible d'avoir pour objectif de promouvoir le plus possible la coopération en utilisant un degré raisonnable de contrainte et en soutenant les mesures qui encouragent la coopération intéressée, tout en demandant peu de la confiance. Par exemple, Europol a mis en place des dispositifs et activités qui visent à aider les services de police nationaux et locaux, mais qui sont aussi générateurs de liens. Les groupes de travail, les formations ainsi que les services d'analyses opérationnelles ont permis à Europol de mieux se faire connaître, et donc d'accroître la familiarité. Ils ont également cultivé un lien d'utilité qui a permis d'établir un lien de dépendance au sein duquel une certaine confiance semble s'être établie (Gerspacher et Lemieux, 2010).

1.3.4-Au-delà de la qualité des relations : intérêts et habitus communs

Le caractère temporaire des coalitions renforce la nécessité de s'assurer que chacun des participants occupe une position d'autorité. Les coalitions n'étant pas des alliances durables, une règle implicite de leur fonctionnement veut qu'un participant s'en retire librement s'il n'y trouve plus d'avantages. En principe, l'absence d'autorité d'un participant serait une justification suffisante de son retrait. Toutefois, d'autres facteurs ont un impact sur la décision de coopérer. Gerspacher et Pujas (2010) utilisent la théorie du choix rationnel pour comprendre le choix de coopérer ou pas dans le contexte de la coopération policière transnationale. Cette approche est cohérente avec celle adoptée par les tenants de la théorie des jeux dans l'étude des coalitions. Ils mettent l'accent sur l'appât du gain et sur l'absence de coût. Toutefois, la théorie des jeux, même si elle a permis de traiter de la dimension économique de l'action, se révèle insuffisante pour comprendre comment un regroupement se maintient. Les études sur les coalitions sont en effet le terrain d'un désaccord important qui porte sur les facteurs qui poussent le plus à la formation et au maintien de celles-ci. Par exemple, Bolduc et Lemieux (1992) sont d'avis que ce sont les compatibilités et similitudes

entre agents qui favorisent la formation des coalitions davantage que l'appât du gain, tandis que Von Neumann et Morgenstern (1944) se concentrent sur la rationalité des joueurs, qui se coalisent parce qu'ils cherchent à maximiser les gains et à limiter les pertes.

Suite aux critiques à l'égard de l'approche du choix rationnel, qui voyaient cette dernière comme étant trop déconnectée de la réalité, des calculs mathématiques simples ne pouvant pas reproduire fidèlement la réalité, Caplow (1956) a été le premier à mettre l'emphasis sur les variables dites subjectives. Le courant qui l'a suivi a montré que les affinités idéologiques ou personnelles importaient autant sinon plus que les calculs strictement économiques⁶⁰ dans la formation ou le maintien des coalitions gouvernementales. Pour Courtin et al. (2000), le fait de connaître un collègue à l'étranger est primordial pour arriver à travailler ensemble. Mazur (1968) explique que les individus préfèrent travailler avec des personnes qui ont des attitudes et des façons de faire semblables aux leurs⁶¹. Les agents choisiront de travailler avec ceux pour qui ils ont de la sympathie et avec qui ils partagent des opinions. Leiserson (1970) trouve d'ailleurs que des politiques compatibles contribuent à former les coalitions.

Komorita (1979) explique que le processus de négociation peut grandement influencer le choix de coopérer. Ce processus est modelé par l'importance des enjeux, par la familiarité et l'expérience, par l'historique du groupe et par des restrictions dans la communication et dans le nombre d'informations disponibles. Ces observations vont dans la même direction que celles de Bigo (2000) sur la formation de projets de coopération autour d'objectifs communs et d'une volonté commune. Pour Axelrod (1970), il est clair que la coalition la plus probable est celle qui regroupera les agents les plus près idéologiquement les uns des autres. Moins il y a de distance sociale, professionnelle ou géographique entre les parties, moins les négociations sont difficiles. En général, plus il y a d'harmonie au niveau de l'idéologie d'un groupe et moins les possibilités de conflit interne au monde social sont importants. Don Ward (1982) et Lalman et Neuman (1991) étudient le lien entre la formation d'alliances interétatiques et la sécurité nationale. Les nations s'impliqueraient dans des relations d'alliance pour améliorer leur sécurité. Bien que la sécurité soit une motivation essentielle, les auteurs reconnaissent que

⁶⁰ Nous ne parlons pas seulement de calculs financiers, mais aussi des calculs en termes humains et sociaux.

⁶¹ Nous pourrions parler d'habitus en commun, car ils proviennent du même monde social, ou champ. Nous y reviendrons.

l'idéologie, une culture semblable ainsi que la poursuite de buts autres que la sécurité nationale peuvent expliquer la formation des coalitions interétatiques.

De son côté, Chertkoff (1966) s'intéresse à l'effet que peut avoir la probabilité de succès sur la formation des coalitions. Il trouve que l'agent qui a le plus de ressources a plus de chances de réussir à atteindre ses objectifs, et par le fait même, de s'attirer des partenaires, avec qui il pourra améliorer l'atteinte de ses objectifs. Les motivations à coopérer sont diverses : 1) le devoir de fidélité, c'est-à-dire de considérer que c'est un devoir de coopérer et d'agir en conséquence. Par exemple, tout comme une religion, la guerre à la drogue a ses principes de base, qu'il faut absolument suivre, et qui se retrouvent dans la signature des traités et conventions à cet effet ; 2) l'existence de relations d'amitié. Cela crée une bonne volonté naturelle ainsi qu'une confiance pleine et entière. Il faut investir dans ce moyen, car il est le plus efficace; 3) l'intérêt égoïste, c'est-à-dire que les agents considèrent que c'est dans leur intérêt de coopérer. Dans tous les cas, les circonstances sont à considérer, car les comportements en découlent (Huntingford, 1984; Hinde, 1982).

Contrairement à la majorité des auteurs qui étudient les coalitions, Strom (1990) explique qu'il peut être rationnel pour un agent de ne pas adhérer à une coalition, dans le cas où l'analyse «coûts/bénéfices» n'est pas positive. Elster (1986), qui étudie la confiance, explique d'ailleurs qu'il y a des cas où on pourrait ne pas vouloir une coopération universelle parce que, dépassé un certain seuil, un plus grand nombre de coopérateurs pourrait remettre en jeu l'efficacité de la coopération. Binmore et Dasgupta (1986) considèrent que c'est une erreur de prendre pour acquis que des individus « rationnels » vont adopter un comportement coopératif parce que celui-ci va bénéficier à tous les individus d'un groupe. En effet, plusieurs autres obstacles peuvent empêcher la coopération.

Finalement, le principe de la coalition minimale est important, car plus un groupe est petit et plus il sera facile à gérer. D'ailleurs, Guille (2010; 2009) a montré que les structures moins compliquées offrent la possibilité d'obtenir davantage de résultats. Les arrangements transnationaux sont généralement bilatéraux et épisodiques, surtout lorsque deux États partagent peu de problèmes policiers (Nadelmann, 1993). Toutefois, il arrive que des interactions fréquentes soient requises. Il faut alors tenir compte des sources de conflits

récurrents entre ces nations, qui peuvent affaiblir la confiance mutuelle. Ces interactions peuvent avoir un impact positif, par exemple en entraînant l'établissement d'un bureau de liaison. Il y aurait alors une certaine routinisation des contacts.

Dans certains cas spécifiques, les arrangements multilatéraux ont plus qu'une utilité symbolique. Par exemple, ils sont particulièrement utiles dans les interactions policières entre des gouvernements qui sont hostiles, politiquement indifférents, ou qui ont peu de préoccupations policières en commun. Par exemple, les capacités communicationnelles d'Interpol se sont avérées particulièrement efficaces pour amener les agences policières des pays moins développés à communiquer entre eux de même qu'avec les agences policières d'Europe et des États-Unis.

1.3.5-Le manque de redevabilité dans les activités policières transnationales

Peu importe l'approche adoptée pour étudier la coopération policière transnationale, un problème important subsiste et nous en dirons quelques mots avant d'aborder le cadre théorique directeur de la thèse. Il s'agit du manque de redevabilité, communément appelé *accountability*, du *policing* transnational.

L'adoption de méthodes informelles est associée à une expansion des pouvoirs policiers. D'ailleurs, la convergence des méthodes et pratiques dont parle Nadelmann (1993) élargit les pouvoirs policiers tant en Europe qu'en Amérique du Nord, et certains trouvent que le développement de la coopération policière transnationale comporte trop de risques en ce qui a trait tout particulièrement à la redevabilité. Pour eux, les agents de l'enquête transnationale ont tout simplement trop de latitude.

Selon Brodeur (2005), la redevabilité est l'obligation de rendre des comptes, et se divise en obligation de moyens et de résultats. Il déplore que la recherche mette l'emphasis sur l'obligation de moyens au détriment de l'obligation de résultats. Pour lui, il faut miser sur le contrôle de la qualité du travail, qui est étroitement lié à l'obligation de résultats. Celle-ci peut se révéler un instrument puissant de protection des libertés civiles (p.40).

La question de la redevabilité est un sujet particulièrement difficile dans le champ de la

gouvernance des activités policières transnationales (Sheptycky, 2002)⁶². Par exemple, le niveau de redevabilité externe d'Europol est très limité, si on le compare avec celui de ses équivalents nationaux (Den Boer et Bruggeman, 2007). En effet, les paramètres de base dans ce champ d'activités sont peu définis, alors que la complexité des cadres légaux qui la sous-tendent ainsi que le régime politique qui lui fournit ses rationalités est souvent évacué devant le besoin de sécuriser l'ordre social. Alors que les positions traditionnelles sur la redevabilité de la police ont toujours dépendu de la doctrine adoptée dans la juridiction, l'existence même des activités policières transnationales fait en sorte que les nations ont élargi l'étendue de leurs pratiques à l'extérieur de leurs frontières (Brodeur, 2000; Gregory, 2000).

Sheptycki (1995) affirme que les activités de police transnationales ne sont ni contrôlées ni conditionnées par des pratiques démocratiques. À preuve, il montre que le *policing* transnational a donné aux policiers le pouvoir de prendre certaines décisions extrajudiciaires. Il présente les propos d'un policier de la Hollande, qui illustre cette idée :

If we arrest a drug dealer here in the Netherlands he will be given a penalty of a maximum of 6 months in prison. If we arrest him in Germany he will get a maximum of 6 years. We arrest them in Germany. It is better I think.

Cette citation illustre comment le contexte transnational permet aux policiers d'utiliser les différences entre les pays, pour obtenir le résultat qu'ils considèrent comme juste. L'existence des réseaux de contacts personnels documenté par plusieurs auteurs (Bigo, 1994; Benyon et al., 1993; Den Boer et Walker, 1993) a amené une grande préoccupation à propos du manque de redevabilité (McLaughlin, 1992). C'est pourquoi certains insistent tant sur la standardisation des pratiques⁶³.

Le plus gros problème relié à la redevabilité est certainement l'étendue des pouvoirs opérationnels accordés aux policiers. Den Boer (2002) donne pour exemple le cas où l'on

⁶² Le concept de redevabilité étant intimement relié à la qualité du travail, Sheptycki (1996) cherche à savoir si on peut licencier la personne qui fait mal son travail. Toutefois, il ne précise pas si on mesure le résultat, les statistiques d'arrestations par exemple, ou le processus, c'est-à-dire la qualité des relations qui en découlent et qui renforcent les enquêtes suivantes.

⁶³ Les trafiquants ne sont pas les seuls à profiter du contexte transnational, les policiers en retirent aussi des bénéfices. Toutefois, les analyses de Sheptycki (1996) ne vont pas dans ce sens. Reconnaisant l'importance des réseaux policiers informels, il met tout de même l'emphasis sur leur manque flagrant de redevabilité. Il évalue plutôt la nécessité de créer un ordre démocratique mondial pour forcer la séparation des pouvoirs, ce qui obligerait a priori les policiers à ne pas travailler à l'extérieur des règles énoncées dans les codes légaux. Cette idée n'est pas réaliste.

ouvre la porte à l'échange d'information avec des tiers États qui n'ont pas des régimes de protection des données jugés assez matures. Sheptycki (1996) a également documenté quelques exemples d'abus face au contexte légal. Par exemple, un citoyen mexicain est enlevé à son travail à Mexico City, puis est amené par avion privé jusqu'au Texas, où il est arrêté pour le meurtre d'un agent de la D.E.A. qui opérait à Mexico. De son côté, Nadelmann (1993) donne l'exemple de l'utilisation de la méthode de livraison contrôlée, qui n'était à ce moment-là pas reconnue comme légitime en Europe. La stratégie des policiers est de faire pression sur les procureurs, les juges et les législateurs pour légaliser la méthode en les mettant devant le fait accompli. Toute une série de parades sont également mises en place pour cacher la manière dont a été récoltée l'information. Par exemple, les juges et les procureurs font souvent preuve d'aveuglement volontaire. La doctrine légale s'adapte et évolue en fonction des besoins des travailleurs de l'enquête, et non pas le contraire (Sheptycki, 1996).

Il arrive donc que les policiers procèdent à des opérations qui sont à la limite des règles légales, ou qui font prendre de l'extension à celles-ci. En effet, les policiers, en tant qu'experts, déterminent eux-mêmes ce dont ils ont besoin pour mener leur mission à terme, et ils sont peu redevables. Sheptycki (1996) qualifie d'oligarchie le pouvoir des policiers dans la coopération policière transnationale⁶⁴. Cela ne veut pas dire que les policiers transnationaux peuvent faire ce qu'ils veulent quand ils le veulent, car ils suivent tout de même des règles de base (Anderson et al., 1995), par exemple dans la manière dont ils amassent les preuves, sans quoi ils ne pourraient faire condamner les criminels. Ils doivent entre autres le faire en se gardant de compromettre l'administration de la justice.

Pour Bowling (2009), nous sommes forcés de faire confiance à l'expertise et à l'efficacité des agents de l'enquête transnationale. Nous devons aussi nous convaincre de la légalité des actions entreprises au niveau transnational, bien que les recherches ont soulevé des questions sur l'incompétence et l'inefficacité des activités policières nationales. Il n'y a pas de raison de croire que les activités policières transnationales sont au-dessus de ces problèmes, d'autant plus que celles-ci posent souvent des questions éthiques liées au fait qu'elles impliquent la

⁶⁴ L'oligarchie est la forme de gouvernance utilisée par une classe dominante peu nombreuse qui s'est cooptée elle-même selon des critères mal définis. Sa légitimité n'est pas fondée sur celle des autres types de régime. Ni d'être les meilleurs, ni les plus riches, ni les plus populaires, ni les plus compétents, ni non plus issus du tirage au sort, de la force ou de l'hérédité. Elle exerce un pouvoir *de facto*.

plupart du temps l'utilisation de techniques intrusives (McLaughlin, 1992), qui ont le potentiel de menacer les libertés individuelles, particulièrement celles des étrangers. D'ailleurs, des lois récemment adoptées aux États-Unis et en Grande-Bretagne ont élargi les pouvoirs policiers, surtout à l'égard des populations migrantes ou étrangères (Bowling, 2009; Weber and Bowling, 2008, 2004).

Suivant Sheptycki (2005), il nous semble évident que «si le policing est appelé à jouer un rôle dominant dans la société mondiale, alors nous ne devons épargner aucun effort pour qu'il soit mis en œuvre de la meilleure façon possible» (p.7). En d'autres termes, notre étude vise à contribuer au débat transnational sur l'importance de développer un *policing* qui respecte les libertés individuelles tout en maintenant à son niveau le plus bas possible l'insécurité perçue par les citoyens.

1.4-Les mondes sociaux de la coopération policière transnationale

Scherrer et Dupont (2010) ont écrit un article sur les complémentarités théoriques entre l'approche de la gouvernance en réseau et celle des champs bourdieusiens pour appréhender le *policing* transnational. Bigo (2005) a introduit la notion des champs des professionnels de la sécurité, inspiré de Bourdieu, qui permet de transcender la coupure traditionnelle entre national et transnational. Scherrer et Dupont (2010) expliquent :

Cet espace social fonctionne comme un champ de forces dont la nécessité s'impose aux agents qui s'y trouvent engagés et il débouche sur une certaine homogénéité qui s'exprime par les mêmes intérêts bureaucratiques, les mêmes types de définitions de l'adversaire, de savoirs sur ce dernier. C'est aussi un champ de luttes à l'intérieur duquel les agents s'affrontent avec des moyens et des fins différenciés (p.151).

Johnston et Shearing (2003), ont introduit l'approche de la gouvernance en réseau, ou gouvernance nodale, qui avait pour but de rendre compte des réseaux d'agents d'origines très diverses agissant dans le domaine de la sécurité, dont les agents des compagnies privées. Ces deux approches étudient le positionnement relationnel des agents, et sont intéressantes pour aborder la coopération policière transnationale. Toutefois, sans exclure l'approche de gouvernance nodale, il nous semble plus approprié d'adopter une approche en termes de champs pour étudier la «structuration des acteurs pour comprendre la sécurité qu'ils produisent». Une approche du monde social étudiant une logique des luttes et de compétition

est intéressante, mais les liens unissant les différents agents, dans une relation de confiance, de méfiance ou de scepticisme n'est pas non plus à exclure.

Dupont (2004), alors qu'il adopte une perspective de gouvernance en réseau, utilise la métaphore du capital de Bourdieu pour étudier les réseaux de la sécurité. L'approche est donc compatible avec une sociologie de type bourdieusienne, qui tient compte de l'importance du capital culturel, social, économique et symbolique dans les rapports de force et la constitution d'un champ particulier. Scherrer et Dupont (2010) soulignent que «la gouvernance nodale permet moins de saisir les luttes internes de ces réseaux et de dégager les enjeux de pouvoir et la capacité de certains acteurs à s'imposer au détriment d'autres» (p.154).

Au contraire, l'approche des champs est tout à fait appropriée pour cela. De plus, les capacités des groupes sociaux à produire des énoncés sur la figure de l'ennemi et d'imposer leur autorité sur la définition de ce qui cause l'insécurité est une question centrale de l'approche du champ de la sécurité. Elle tient également compte de la diversité des agents qui sont autant de professionnels de la gestion de la menace, qui construisent, mettent en mots une certaine perception de ce qu'est la menace et élaborent des pratiques spécifiques à partir d'elle (Bigo, 2003b :51)

Adopter une approche des champs de la sécurité amène à poser l'hypothèse que plus de discrétion policière est accordé parce que les citoyens sont apeurés, ce que ne permet pas l'approche de la gouvernance des réseaux. En effet, les analyses en termes de champs permettent de comprendre les rapports de force, les coups joués par les agents, les coûts d'entrée et de maintien dans une coopération, de même que les effets induits par les différents *habitus*, alors que tout cela est relativement difficile lorsque l'on adopte l'approche nodale. Il reste que l'approche nodale permet de relativiser la «prépondérance conceptuelle d'une bureaucratie transnationale (Sheptycki, 2005)» (Scherrer et Dupont, p.155).

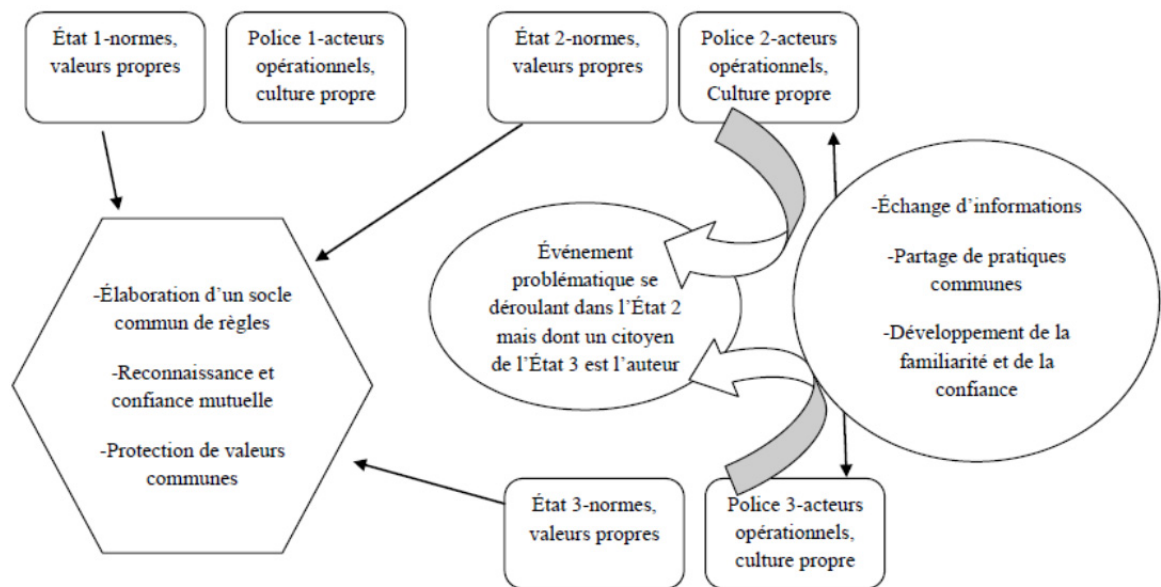
Scherrer et Dupont (2010) nous ont grandement aidés à expliciter l'approche utilisée dans cette thèse. Le cadre théorique directeur de la thèse se rapproche donc d'une perspective bourdieusienne, et au moins deux mondes sociaux sont ici juxtaposés. La théorie des champs se positionne contre les approches au sein desquelles l'État est trop souvent considéré comme

l'unique référent (p.152), ce qui se révèle important dans le cadre de cette thèse. La place de l'État et de ses agents n'y est pas niée, elle est simplement relativisée.

Les agents policiers s'adaptent et prennent leurs décisions à la lumière de leurs visions de l'environnement, soit leurs perceptions du fonctionnement du système de justice et des options à leur disposition. Ils adaptent leurs stratégies et méthodes selon la situation, en s'organisant de manière à pouvoir poursuivre leurs activités. Ils évoluent dans un environnement incertain, apparaissant souvent comme rigide et contraignant. Bien entendu, les facteurs endogènes comme la nature et la structure de la coopération policière transnationale, dont le pouvoir discrétionnaire des policiers et la confiance, ainsi que les facteurs exogènes, comme les cadres légaux issus des négociations politiques influencées par l'environnement criminel ont un impact sur l'évolution de la coopération policière transnationale, plus particulièrement sur celle du *policing* transnational. Ericson (1982) a souligné que les organisations policières se comparent à d'autres organisations qui ont l'avantage d'évoluer dans un environnement permissif (p.205). MacBarnet (1981, 1979) a d'ailleurs fait ressortir que les procédures légales qui régissent les actions policières sont si permissives qu'il est rare de rencontrer des cas où ces actions ne peuvent être légitimées⁶⁵. Le graphique 2 illustre la conception utilisée dans cette thèse.

⁶⁵ The Duty Manual offers almost unlimited opportunities to bring charges against a man. The rules are written in such broad and general form. (Ericson, 1982, p.29).

Graphique 2 : La coopération policière transnationale et ses mondes sociaux



Le graphique illustre l'existence de divers mondes sociaux, qui ont leurs propres habitus et intérêts, mais qui évoluent parallèlement. Le monde social des professionnels de la politique se retrouvent dans leurs pays propres et évoluent selon des logiques différentes, mais participent également à développer un socle commun de règles, sur la base des concepts de reconnaissance et de confiance mutuelle, dans le but de protéger des valeurs communes. Ces éléments ne sont pas clairement liés au monde social des professionnels du *policing* transnational, qui a ses propres logiques. Un exemple d'événement problématique est donné pour en montrer les divers produits, soit l'échange d'informations, le partage de pratiques communes et le développement de la familiarité et d'une confiance éventuelle.

1.5-Propositions

Dans ce chapitre, nous avons présenté les concepts qu'il est selon nous essentiel d'utiliser pour étudier l'ensemble des aspects de la coopération policière transnationale. Tout d'abord, nous avons fait le lien entre les études classiques du *policing* et les recherches plus récentes sur la coopération policière transnationale et le *policing* transnational. Plus précisément, les concepts de pouvoir discrétionnaire et d'expertise policière sont fondamentaux pour comprendre la position adoptée dans cette thèse. De plus, l'ensemble des questions et sous-hypothèses aborde

chacune à sa façon les deux concepts. Ces concepts sont reliés et évoquent l'importance des relations entre les agents, qui sont importantes pour nos travaux. Nadelmann (1993) a écrit que « criminal justice systems throughout much of the world are evolving toward a more harmonious network of relationships. » (p.11). Cette citation nous a amenés à nous attarder à la place du concept d'*investigative consortium* dans le *policing* transnational. Nous avons donc discuté de son utilisation pour étudier les relations dans et entre les groupes, et de son potentiel pour comprendre la manière dont fonctionne le *policing* transnational. Nous avons ensuite superposé ce concept à celui de coalition, qui, à certains égards, se rapproche beaucoup de celui de réseau. Il a toutefois pour avantage de tenir compte de la composante politique, ce qui contribue à l'objectif de comprendre plus globalement la coopération policière transnationale. Finalement, nous avons examiné les théories de la confiance, et ses liens avec la coopération policière transnationale, et ce tant au niveau du champ des professionnels de la politique que de celui des experts du *policing* transnational.

Dans un autre ordre d'idée, il est possible de dire que tout comme pour les groupes criminels, les policiers transnationaux s'appuient sur des échanges informels idéalement basés sur la confiance mutuelle, et ce pour réduire les incertitudes reliées à la nature de leur travail. D'ailleurs, le *policing* transnational se déroule dans des conditions environnementales difficiles. De plus, et par extension aux écrits de Skolnick (1966), l'hétérogénéité culturelle inhérente au *policing* transnational aurait le potentiel d'aggraver le manque de confiance déjà présent dans les sous-cultures policières.

Comme les trafiquants qu'ils cherchent à contrer, les policiers transnationaux se trouvent dans un « système » à l'intérieur duquel ils doivent rester souples s'ils veulent atteindre leurs objectifs. Les policiers comme les criminels vont examiner les avantages/inconvénients que leur donne le système de justice d'un pays donné. Une particularité partagée par les deux groupes est le fait qu'ils soupèsent les risques et les avantages des règles associées au système de justice dans un pays donné. En cela, ils ont un référent commun, c'est-à-dire le système de justice⁶⁶. Toutefois, force est de reconnaître que d'autres attributs sont importants pour

⁶⁶ D'autres réseaux répondent à des logiques différentes. Si on prend pour exemple le réseau des affaires, c'est le système fiscal de divers pays qui est alors évalué selon les avantages et les risques qu'ils offrent. La même logique générale est à l'œuvre, mais le système est différent. Les aspects des réseaux sociaux, comme

comprendre les relations entre les différents agents de la coopération policière transnationale.

De ce chapitre découle donc un certain nombre de questions et d'hypothèses que nous énoncerons dans les prochaines pages. Elles serviront de fil conducteur dans le reste de cet ouvrage. La question initiale est la suivante :

Comment les agents du *policing* transnational réussissent-ils à faire leur travail dans un monde décrit comme ultracomplexe et ultrachargé tant sur plan des structures et des moyens disponibles que sur le plan de la redevabilité ?

La prémisse générale de notre travail est que les règles et les procédures qui régissent la coopération policière transnationale sont fondamentalement flexibles, ce qui permet aux agents du *policing* transnational de faire bon usage de ce pouvoir discrétionnaire. C'est ainsi que les experts du *policing* transnational arriveraient à bien gérer et à réduire les incertitudes pour prendre des décisions. Cette hypothèse se divise en quatre sous-hypothèses, qui seront reprises et examinées en détails dans les différents chapitres d'analyse.

1. Les agents du *policing* transnational tiennent compte de leurs perceptions des éléments politiques entre les États pour décider s'ils travaillent avec leurs homologues étrangers. Toutefois, ils ne se limiteraient pas à ceux-ci pour décider comment agir avec leurs homologues. L'étendue du *policing* transnational ne correspond pas à l'état des relations internationales entre pays. Une relation, bien que souvent méfiante, est parfois établie entre policiers malgré que les pays ont beaucoup de divergences du point de vue des intérêts et des valeurs fondamentales.

2. Les jurisprudences et les guides administratifs portant sur la coopération policière transnationale qui paraissent contraignants à première vue ne le sont pas excessivement. Les agents judiciaires qui ont rédigé ces documents font la promotion du pouvoir discrétionnaire des policiers et reconnaissent la nécessité de laisser une certaine marge de manœuvre aux agents du *policing* transnational. Cela ne veut pas dire que tout leur est permis, car la Charte des droits et libertés est mise en égalité d'importance avec la reconnaissance de la nécessité d'accorder un important pouvoir discrétionnaire aux policiers.

l'importance des affinités, des amitiés et de la confiance, ne se retrouvent donc pas uniquement dans les réseaux criminels et policiers.

3. Dans l'univers du *policing* transnational, il existe plusieurs manières et raisons d'entrer en relation pour obtenir une information. Les agents du *policing* transnational prennent des décisions en fonction de certaines caractéristiques générales, qui ne sont toutefois pas formalisées :

- a) La nature de l'information que visent à acquérir les policiers auprès de leurs homologues étrangers. L'information peut être de nature documentaire (demandes d'informations à des banques/hôtels) ou « physique » (surveillance physique ou électronique).
- b) L'utilisation prévue de l'information que visent à acquérir les policiers auprès de leurs homologues étrangers. L'information peut être nécessaire soit simplement pour poursuivre l'enquête opérationnelle (information ou renseignements à utilité opérationnelle), soit dans une visée judiciaire (à amener en preuve au tribunal).

4. La familiarité, l'expérience et la réputation seraient fondamentales dans l'évaluation du niveau d'incertitude que représente le partenaire. Les risques perçus par rapport au partenaire influenceraient la manière d'agir et les informations qui seront échangées ou non avec le partenaire. Encore une fois, ce serait le policier qui procéderait à l'évaluation et il pourrait changer d'idée à tout moment. Il pourrait soit :

- a) faire confiance, les possibilités de résultats seraient alors maximisées, puisque l'échange d'information serait plus fluide.
- b) se méfier, mais tout de même obtenir un certain nombre de résultats, en limitant l'information qu'il mettrait à la disposition de son partenaire. Toutefois, les résultats seraient plus limités.
- c) éviter la relation. Aucune coopération ne serait alors possible.

CHAPITRE 2

Méthodologie de recherche

Ce chapitre porte sur la méthodologie et fait état du déroulement du terrain de recherche. Il rappelle les questions et objectifs de recherche, puis met ceux-ci en lien avec les méthodologies choisies. Nous faisons état de méthodes et techniques considérées puis abandonnées, pour mettre en lumière les choix qui ont été faits en termes de méthodologie. Nous expliquons ensuite comment s'est déroulé le terrain de recherche, en énumérant les démarches qui ont porté fruit de même que celles qui ont moins bien fonctionné, puis nous explicitons les limites des données obtenues dans le cadre de cette thèse. Nous nous servons du concept de recherche sensible⁶⁷ pour montrer pourquoi il est important de considérer la nature du sujet abordé pour décider comment procéder lors du recueil des données.

2.1-Question, objectifs de recherche et méthodes considérées

Lorsque l'on conçoit un design de recherche, il faut s'assurer que celui-ci répond bien aux objectifs de la recherche en question (Simon, 2003). C'est pourquoi, à ce stade précoce, il faut déjà préciser ce qu'on cherche à savoir et à trouver. C'est seulement à partir du moment où il nous est possible de répondre clairement et assez précisément à ces interrogations, que nous pouvons concevoir un ou des moyens appropriés pour recueillir des données intéressantes. C'est pourquoi, de manière à expliciter les choix qui ont été faits relativement à la méthodologie employée dans cette thèse, il est utile de rappeler brièvement la question et les objectifs de la recherche. La question sur laquelle repose l'ensemble de la thèse est la suivante :

Comment les agents du *policing* transnational réussissent-ils à faire leur travail dans un monde décrit comme ultracomplexe et ultrachargé tant sur plan des structures et des moyens disponibles que sur le plan de la redevabilité ?

Dans les prochaines pages, nous détaillons les méthodes considérées et les raisons qui font qu'elles ont été retenues ou abandonnées. Nous tenons tout particulièrement compte de la question et des moyens généralement adoptés pour étudier la coopération policière transnationale. Plus précisément, nous présentons une mise en contexte et une justification de

⁶⁷ En anglais « sensitive research ».

la démarche entreprise, ainsi que des considérations à propos de son utilité pour l'objet de la présente recherche.

Dans cette recherche, nous voulions acquérir une compréhension générale des processus de la coopération policière transnationale. Les informations amassées devaient permettre 1) de connaître et de comprendre les différents moyens à la disposition des agents du *policing* transnational pour mener à bien une enquête à composantes transnationales (sous-hypothèse 3 et 3^e chapitre d'analyse); 2) de savoir dans quelles circonstances ceux-ci étaient utilisés et pourquoi (sous-hypothèse 3 et 3^e chapitre d'analyse); 3) de comprendre comment les agents du *policing* transnational parviennent à s'entendre et par quel processus cela se fait (sous-hypothèse 4 et 4^e chapitre d'analyse); 4) de comprendre le rôle joué par les États dans ce processus selon la perception qu'en ont les agents du *policing* transnational (sous-hypothèse 1 et 1^{er} chapitre d'analyse); 5) de comprendre le processus à l'œuvre entre les États, et ce toujours du point de vue des agents du *policing* transnational, et de voir si ce processus est différent de celui qui existe entre les agents individuels au sein d'enquêtes spécifiques (sous-hypothèse 1 et 1^{er} chapitre d'analyse); 6) de comprendre le rôle joué par les textes légaux dans des cas d'enquêtes spécifiques, plus précisément les jurisprudences, dans le processus observé entre les agents du *policing* transnational (sous-hypothèse 2 et 2^e chapitre d'analyse); et finalement; 7) de comprendre le rôle joué par les directives spécifiques à l'égard des techniques d'enquête utilisées dans les enquêtes à composantes transnationales (sous-hypothèse 2 et 2^e chapitre d'analyse).

La démarche qualitative se justifie compte tenu de nos objectifs. Pour remplir ces derniers, il nous a fallu analyser des pratiques. D'ailleurs, nous allons dans le même sens que Bigo (2003) lorsqu'il souligne l'importance de poser des questions directement aux agents de la coopération policière transnationale :

Il n'est pas nécessaire de chercher de grandes causes derrière les pratiques. Ce sont les pratiques et leurs découpes qu'il faut étudier. Ainsi, si l'on prend au sérieux ce que disent les acteurs, si l'on s'interroge sur les énoncés qu'ils produisent, énoncés faits de textes (savoirs), mais aussi de pratiques de contrôle, de logiques de surveillance, de gestion des données et sur les configurations dans lesquelles ils évoluent, alors la vision change, car c'est dans leur travail le plus banal, celui qu'ils font tous les jours (et non dans leurs éventuelles actions secrètes) que l'on repère les marques tangibles des transformations cruciales qui affectent la gouvernamentalité dans l'espace

européen. Ce sont ces pratiques qui permettent de comprendre les prises de position des acteurs en les rattachant à leurs positionnements institutionnels et sociaux. (p.124)

La plupart des chercheurs qui étudient la coopération policière transnationale analysent des documents écrits, ou encore procèdent à des entrevues avec ses agents. Nous avons juxtaposé ces deux méthodes. Ainsi, il en résulte une vision plus globale du phénomène étudié. En effet, la coopération policière transnationale n'est généralement pas étudiée en tenant compte de l'ensemble des agents et éléments impliqués, soient les aspects politiques et policiers. Pour étudier l'ensemble du phénomène, nous combinons la technique des entrevues semi-dirigées avec les agents impliqués dans le *policing* transnational, l'analyse des jurisprudences canadiennes sur l'extranéité ainsi que celle des directives spéciales à l'égard des techniques d'enquêtes utilisées dans les enquêtes à composantes transnationales. Cela sert à comprendre comment se déroulent les différents processus nécessaires pour réaliser la coopération policière transnationale. Nous sommes davantage dirigés vers les activités policières transnationales que dans la plupart des études sur la coopération policière transnationale, mais nous tenons également compte des éléments normalement étudiés, soit les caractéristiques des champs politiques et légaux qui ne sont pas vus uniquement comme des éléments contextuels, mais bien comme une constituante de la coopération policière transnationale.

Nous adoptons une approche mixte, puisque nous utilisons d'une part les entrevues avec les agents, d'autre part les sources documentaires relatives à notre objet d'étude. Plus précisément, afin de réaliser les 5 premiers objectifs, des entretiens avec des policiers et des procureurs impliqués dans des enquêtes à composantes transnationales ont été menés. Différents moyens ont été utilisés pour obtenir accès à des interviewés correspondant à notre critère de sélection⁶⁸. Nous avons d'abord ciblé des enquêtes particulières, à partir d'un examen de différents articles de journaux ainsi qu'à partir des sites Web des différentes organisations policières fédérales, dans le but premier d'avoir accès à des interviewés correspondants au critère de sélection. Nous avons également établi un cadre général de questions à poser aux interviewés, puis nous avons procédé à deux vagues distinctes d'entrevues. Pour réaliser le 6^e et le 7^e objectif, il a fallu avoir recours à l'analyse de

⁶⁸ C'est-à-dire que les interviewés devaient avoir une expérience concrète des enquêtes à composantes transnationales.

documents. Nous reviendrons sur les détails dans la partie sur le déroulement du terrain de recherche. Dans les prochaines pages, nous nous concentrons sur les décisions plus générales qui ont été prises en ce qui a trait à la méthode choisie et adoptée.

2.1.1-Pourquoi ne pas utiliser les dossiers d'enquête ou de preuve?

Pour choisir les méthodes à employer, nous avons d'abord considéré le type de données à collecter. Nous voulions analyser le phénomène de la coopération policière selon la représentation qu'en ont actuellement les procureurs et les enquêteurs impliqués dans la lutte à la drogue transnationale. Tout en sachant que nous ne pourrions faire autrement que de procéder à des entrevues, nous avons cherché à savoir s'il serait possible d'avoir accès aux informations contenues dans les dossiers des enquêteurs de même que ceux qui avaient été conçus pour le tribunal.

Notre expérience préalable au cours du terrain de recherche réalisé dans le cadre de notre mémoire nous avait déjà fait comprendre qu'il était difficile d'obtenir des dossiers d'enquête complets, même lorsqu'ils sont sensés être publics. Nous faisons alors partie d'une équipe de recherche, et nous avons pu constater que deux professeurs de notre département avaient passé un temps considérable à tenter d'obtenir les dossiers d'enquête, pour se faire répondre que les informations n'avaient finalement pas de caractère public et que les patrons de nos répondants se voyaient dans l'obligation de les protéger en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents et sur la protection des renseignements personnels*. Nous avons donc dû nous adapter et considérer d'autres tactiques de recherche. D'ailleurs, Morselli (2001) exprime bien ce dont le chercheur doit impérativement tenir compte pour réussir à mener une recherche sur le monde policier :

The researcher, in the end, must be ready to work with a considerable level of patience, openness, and creativity in mind when dealing with law-enforcement officials, their information, and their discretionary powers. (p.78).

Par ailleurs, en considérant cette façon de procéder, nous avons réalisé qu'elle n'était pas appropriée pour répondre aux questions que nous nous posons dans cette thèse. En effet, étudier le dossier d'enquête ou de preuve serait approprié s'il s'agissait de comprendre la perspective organisationnelle officielle, c'est-à-dire soit celle de la police, soit celle de la

justice. Ce type de données ne permet pas de comprendre la perspective des agents individuels. D'autant plus que la vision présentée dans ces documents n'est pas représentative de ce qui se passe quotidiennement dans leur travail, car elle est trop structurée, normative et froide. En d'autres termes, ces dossiers sont le reflet des reconstructions faites après l'enquête ou en vue du procès. Nous voulions comprendre les perspectives à chaud et au jour le jour. De plus, la vision qui aurait émergé des analyses des dossiers d'enquêtes ou de preuves serait nécessairement restée partielle, car il était très vraisemblable que nous n'aurions de toute façon pas accès à tous les documents contenus dans les dossiers⁶⁹.

Malgré cela, nous avons tout de même tenté d'avoir accès aux dossiers d'enquête que nous avons découverts par le biais du site internet de la GRC et en consultant les articles de presse parus sur des enquêtes à composantes transnationales. Cela visait davantage à avoir accès à des individus qu'à des éléments de dossiers d'enquête. Pour l'obtention des dossiers, aucune réponse ni positive ni négative ne nous est jamais parvenue. Il a donc été décidé de ne pas utiliser cette source, autant à cause de l'impossibilité technique que par manque d'intérêt pour un dossier « incomplet ». Ce détour nous a toutefois permis de confirmer notre idée à propos de l'importance d'utiliser la stratégie consistant à s'attarder à des enquêtes spécifiques, pour obtenir des informations détaillées. Ce faisant, il a été possible de s'entretenir avec des individus ayant tenu un rôle particulier. C'est en effet ainsi que nous avons pu rencontrer notre informateur-clé et notre promoteur, qui nous mettront plus tard en contact avec une grande partie des agents rencontrés dans le cadre de cette thèse.

2.1.2-La méthode qualitative: mais laquelle?

Il fallait donc utiliser une méthodologie qualitative, mais il nous restait à évaluer lesquelles de ces méthodes étaient les plus appropriées. Nous avons à choisir entre l'observation, les entrevues ou l'analyse de documents. Nous avons d'abord considéré l'observation de type ethnographique, car elle est la méthode privilégiée dans les études sur la police, particulièrement celles qui cherchent à comprendre le fonctionnement quotidien des policiers. Toutefois, la nature de notre objet d'étude nous empêchait de procéder par contacts progressifs

⁶⁹De plus, il est connu que les policiers ne notent pas tout et qu'ils échangent beaucoup oralement. D'ailleurs, les échanges entre procureurs et enquêteurs sont légalement reconnus comme confidentiels. Ils doivent donc rester secrets, ou à tout le moins n'ont pas à faire l'objet d'un document écrit.

et graduels avec les agents. En effet, il n'existe pas de lieu concret et défini pour faire des activités policières transnationales. Nous avons constaté que les enquêtes à composantes transnationales se déroulent dans un cadre « déconcentré », d'où l'impossibilité de faire de l'observation d'une enquête en temps réel⁷⁰. Contrairement aux études qui portent soit une unité policière, soit une organisation, il n'existe pas d'endroit où il est possible d'observer concrètement le déroulement du *policing* transnational. Bien sûr, ces activités se déroulent quelque part, mais ce quelque part n'est pas défini préalablement et n'est pas constant. D'autre part, il aurait fallu que nous puissions accompagner un enquêteur dans tous les moments de sa journée, écouter ses conversations téléphoniques, lire les fax et les courriels qu'il envoyait, tout en lui posant constamment des questions sur ce qu'il était en train de faire. Il est facile d'imaginer à quel point cela peut être dérangeant pour un enquêteur, sans compter la confidentialité et le relatif secret dans lesquels se déroule chacune de ses actions. D'ailleurs, si nous avions pu faire des observations, il n'est pas certain que nous aurions pu observer leurs dilemmes. En fait, cela se verbalise plus facilement avec un *outsider* qu'avec un collègue policier qui a participé ou pas à l'enquête. De plus, le temps était un obstacle important. En effet, ces enquêtes durent souvent de 2 à 4 ans.

Nous avons décidé de procéder à des entrevues avec les agents, entre autres parce qu'il s'agit d'une technique privilégiée dans les études sur la police. Nous avons également déterminé de faire de l'analyse de documents. Mais quels documents analyser? Cette question est restée longtemps en suspend, mais elle s'est résolue lorsque nous avons commencé les entrevues. En effet, les interviewés ont agi à titre d'experts et nous ont fourni un certain nombre de documents, que nous avons choisi d'inclure ou pas dans la thèse. Nous détaillerons comment cela s'est produit dans la partie qui traite sur le déroulement du terrain de recherche.

2.1.3-L'étude de cas comme méthode pour accéder aux agents

Une option consistait à cibler des enquêtes transnationales particulières pour obtenir des informations sur les enquêtes transnationales en général. En plus de nous permettre d'avoir accès à des individus particuliers, qui nous parlaient d'expériences personnelles dans des cas spécifiques, nos entretiens avec ceux-ci ont généralement débouché sur des discussions plus

⁷⁰ Et ce sans compter le succès qui les entourent.

générales sur les enquêtes transnationales. D'ailleurs, cette méthode possède une utilité technique, celle d'avoir accès au terrain, mais permet aussi de construire une certaine confiance avec les interviewés. Elle a pour effet de contribuer à diminuer l'impact de la sensibilité du sujet.

La méthode adoptée est la plus appropriée que nous pouvions concevoir pour permettre l'avancement des recherches dans le domaine. Nous avons commencé par procéder à une analyse comparative des cas centrés sur des enquêtes à composantes transnationales qui visaient à démanteler des réseaux de trafic de drogue. Ces cas étaient obtenus par une recherche de cas dans les documents publics, combinés à une négociation avec notre « promoteur ». Nous avons commencé par cibler une enquête transnationale particulière de la G.R.C. qui, nous semblait-il, nous permettrait d'avoir accès à des informations provenant d'autres enquêtes, mais surtout nous servirait de point de départ. Dans le milieu des enquêtes policières, il faut faire une demande très précise à l'organisation policière concernée si nous voulons avoir une chance d'avoir accès au terrain de recherche. Dans ce cas-ci, nous avons demandé à notre « promoteur » de nous mettre en contact avec l'enquêteur responsable du dossier de l'enquête Calvette, ce qui nous a été accordé durant la première phase des entrevues. Le « promoteur » est un responsable des enquêtes transnationales au niveau canadien, rencontré par l'un de nos directeurs de recherche, Frédéric Lemieux, dans le cadre d'un séminaire sur les enquêtes transnationales qui s'est déroulé à Washington, en 2007. Nous avons entretenu avec ce « promoteur » un contact régulier qui nous a permis d'avoir accès à des enquêteurs du Canada, de la Hollande, de la Suisse et de la France. L'enquêteur au dossier de Calvette, que nous appellerons informateur-clé, a aussi été un contact régulier et c'est grâce à lui que nous avons pu rencontrer la plupart de nos interviewés canadiens.

2.1.3.1-Le détail des enquêtes⁷¹

Cette section vise à détailler la nature des enquêtes qui ont été sélectionnées au départ et qui font formellement parti de l'échantillon. Pour obtenir les entrevues, on nous demandait toujours de quelle enquête il serait question. Mais nous voulions en apprendre le plus possible

⁷¹ Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous n'avons pas à proprement parler eu accès aux dossiers des enquêtes. Toutefois, plusieurs informations ont été colligées par le biais des propos tenus lors des entrevues.

sur des enquêtes différentes. Règle générale, nous avons pris ce qu'on nous offrait, car nous n'avions pas d'autres alternatives. Les interviewés ont tous fini par parler de leur expérience des enquêtes en général, et c'est pourquoi les détails donnés ici sont parcellaires, puisqu'il est question uniquement des enquêtes qui ont été rendues publiques et/ou qui nous ont été présentées. Il est clair que l'accès aux informations provenant des individus directement impliqués est essentiel pour nous assurer de bien comprendre les événements importants. Il faut donc noter que les analyses ne portent pas seulement sur ces cas, car les agents rencontrés ont souvent parlé d'autres enquêtes auxquelles ils ont participé, mais qu'il était impossible de donner des détails sur les autres enquêtes, puisqu'il a été bien souvent impossible d'en savoir plus.

Pour étudier la coopération policière au niveau opérationnel canadien⁷², nous avons d'abord eu accès à deux enquêtes à caractère transnational particulières, soit le Projet Calvette et le Projet Cruiser. Ce sont des enquêtes sélectionnées à partir des dossiers publics publiés sur le site Web de la G.R.C.⁷³. Ils portent tous deux sur des enquêtes conjointes visant le trafic international de cocaïne. Notons que très peu d'enquêtes de ce genre sont rendues publiques. D'emblée, il est donc relativement rare de pouvoir prendre connaissance de leur existence. Il est impossible de savoir si le petit nombre que nous avons trouvé s'explique par le fait que très peu d'enquêtes sont initiées, menées à terme ou encore divulguées publiquement. En effet, après avoir examiné l'ensemble des documents publics publiés sur le site Web de la G.R.C.⁷⁴, nous avons trouvé quatre enquêtes qui correspondaient aux critères que nous avons établis, c'est-à-dire qu'il fallait que ce soit une enquête sur les drogues comportant un volet transnational, ce qui veut dire qu'elle devait impliquer deux pays ou plus. Ces enquêtes portaient toutes prioritairement sur le trafic de cocaïne⁷⁵.

⁷² Malgré des efforts pour diversifier au maximum géographiquement, le matériel empirique repose finalement majoritairement sur des données canadiennes. Nous reviendrons sur cette question dans la dernière section de ce chapitre, qui porte sur les limites de l'étude.

⁷³ Ils étaient publiés sur le site web de la G.R.C. en 2007, au moment où nous avons commencé le terrain de recherche. Par la suite, lorsque nous avons tenté d'y retourner, en 2009, toutes les informations concernant les enquêtes internationales avaient disparu.

⁷⁴ Les données sont présentées différemment selon les provinces. Ce sont le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique qui présentent le plus de détails, et cela sur la plus longue période (2000-2007).

⁷⁵ Bien sûr, cela démontre également que cette problématique est prépondérante au Canada, du moins dans sa partie Est. Notons toutefois que ces enquêtes portent souvent sur plus d'un crime à la fois, ce qui est le cas dans les enquêtes choisies. Elles ne semblent donc pas marginales à cet effet.

L'enquête la plus récente remonte à juin 2006. Il s'agit du Projet Chabanel. Bien que ce projet fût intéressant, il était impossible d'avoir accès aux données puisque les procédures judiciaires n'étaient pas encore entamées. Comme ces procédures sont souvent longues, nous avons décidé d'écarter ce projet. Il restait trois enquêtes susceptibles de contribuer à répondre aux objectifs que nous nous étions fixés. Il s'agissait du Projet Colombie, du Projet Calvette et du Projet Cruiser. Ces projets se sont tous déroulés de 2002 à 2004, et nous avons donc toutes les raisons de croire qu'il serait plus facile d'obtenir accès aux participants suite à une demande auprès de la G.R.C.. En effet, ce sont des projets dont on peut dire qu'ils ont réussi, car l'enquête a non seulement été menée à terme, elle a également entraîné des arrestations, des saisies ainsi que des condamnations. Il était également probable que les procédures légales soient suffisamment avancées pour que l'on ait de bonnes chances d'y avoir accès dans des délais raisonnables. Il s'est avéré que les procédures dans le projet Colombie n'étaient pas assez avancées, et nous avons alors jugé suffisant d'avoir accès aux deux enquêtes restantes dont les procédures judiciaires étaient déjà terminées.

Nous avons donc acheminé notre demande à la G.R.C., qui l'a appuyé, a reconnu l'utilité de la recherche proposée⁷⁶, de même que notre besoin d'avoir directement accès aux agents principaux des enquêtes de façon à pouvoir leur poser des questions précises. Nous avons ainsi pu obtenir le nom et les numéros de téléphone des enquêteurs au dossier de chacune des deux enquêtes, soit le projet Calvette et le projet Cruiser. Il s'est avéré plus tard que l'accès s'est restreint à l'enquête Calvette.

Notons d'abord qu'il existe des différences entre les projets Calvette et Cruiser. Nous présentons ces différences de façon à faire ressortir les particularités du projet Calvette, qui est très important dans le cadre de cette thèse. Tout d'abord, les enquêtes se sont toutes deux déroulées entre 2002 et 2004, et elles portent essentiellement sur le trafic de cocaïne de groupes désignés par les corps policiers comme étant relativement « organisés ». Toutefois, alors que Calvette a été initiée par le Canada, Cruiser n'est que la partie canadienne d'une enquête initiée par les États-Unis. Les interviewés ont d'ailleurs commenté en soulignant que Calvette est probablement la seule véritable enquête à composantes transnationales qui ait

⁷⁶ Voir la lettre de support de la G.R.C., en annexe 1

jamais été initiée par le Canada. À titre d'exemple, GB, un policier qui a participé à cette enquête, a expliqué que ce type d'enquête est rare, d'autant plus que celle-ci a eu une grande envergure et un succès certain, car les accusés ont tous plaidé coupables. Bien sûr, des enquêtes comme Cruiser, Colombie et Chabanel sont également rares, et il est plus difficile encore d'y avoir accès. D'ailleurs, moins d'individus y ont travaillé, car les enquêtes étaient de moindre portée. Cela réduit le nombre d'interviewés potentiels. Nous avons d'ailleurs tenté de parler de ces enquêtes avec les interviewés qui ont été interrogés dans le cadre de l'enquête Calvette, mais ils avaient peu d'informations et n'ont pas voulu ou n'ont pas pu nous référer d'autres interviewés qui y avaient participé.

Nous avons amassé une certaine quantité de détails sur cette enquête à partir du site Web de la G.R.C., dans les journaux ainsi qu'à partir des résumés fournis par les enquêteurs rencontrés et par notre « promoteur ». Ces informations sont présentées dans les prochaines pages. Le Projet Calvette aurait démarré suite à des informations amassées dans le Projet Charlemagne (2001), qui portait sur la production de cannabis. Ni le rôle de cette information ni sa nature n'ont été clairement expliqués en ce qui a trait au Projet Calvette, du moins dans les documents publics auxquels nous avons eu accès. Nous savons que l'enquête a été amorcée en septembre 2002 dans la région de Québec. Le 22 avril 2004, les policiers de l'U.M.E.C.O. saisissaient douze kilos de cocaïne à Sept-Îles, au Québec. La drogue était destinée au marché québécois et est arrivée par bateau en provenance du Venezuela. Le 10 août 2004, la garde côtière américaine a procédé à l'arrestation de quatre Québécois ainsi qu'à la saisie de 750 kilos de cocaïne. Ces actions ont été posées suite à la demande des autorités du Canada et se sont déroulé sur le voilier *Le Gabriella*, se trouvant alors en mer des Caraïbes. Outre la cocaïne, les enquêteurs ont saisi du cannabis, des armes à feu, des explosifs ainsi que des détonateurs, 885 625 \$ canadiens, 114 499 \$ étatsuniens, ainsi que 16 495 euros. Ils ont également pu bloquer une somme de 341 500 \$ canadiens. Le 8 septembre 2004, les policiers de l'U.M.E.C.O. procèdent à ce qu'ils ont appelé « une importante opération de démantèlement d'une organisation criminelle d'envergure internationale impliquée dans l'importation de cocaïne au Canada » (rapport officiel de la G.R.C.). C'est cela qui a mis fin au projet Calvette.

Au total, 25 individus ont été arrêtés, dont le chef présumé du réseau, Raymond Desfossés. Les données officielles de la G.R.C. indiquent que 52 perquisitions impliquant 300 policiers

au Québec et en Ontario ont eu lieu ce jour-là. Les arrestations ont été faites suite à des soupçons de complot visant l'importation d'une importante quantité de cocaïne qui aurait été destinée au marché du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Le projet aurait également fait évoluer une enquête sur un meurtre commis à Timmins, en Ontario. Ce meurtre était relié à une question de contrôle de territoire de trafic de stupéfiants dans le nord de l'Ontario.

L'étendue de l'enquête policière était donc transnationale, et avait pour objectif de porter atteinte au groupe criminel connu sous le nom de « West End Gang », dirigé par Raymond Desfossés. L'enquête a révélé que ce regroupement était responsable de l'importation de grandes quantités de cocaïne au Canada, ainsi que de plusieurs autres crimes, dont la fraude, le blanchiment d'argent, le trafic de marijuana ainsi que de la corruption des autorités. Comme moyen d'enquête, la GRC a eu recours aux écoutes électroniques ainsi qu'à un agent infiltré. Selon la G.R.C., le projet Calvette est l'une des meilleures illustrations des bénéfices reliés à la coopération policière transnationale au Canada. D'ailleurs, le projet Calvette a été réalisé en collaboration avec de nombreux partenaires. La G.R.C. est l'organisation qui a supervisé le projet. Elle a travaillé avec la Sûreté du Québec (S.Q.), le Service de police de la Ville de Montréal (S.P.V.M.), l'Agence des services frontaliers du Canada (A.S.F.C.), le Service de police de la ville de Timmins et la Police Provinciale de l'Ontario (O.P.P.). Dans cette enquête, le Canada a collaboré avec plusieurs partenaires internationaux : l'Allemagne, les îles St-Martin⁷⁷, la Hollande, les États-Unis, Porto Rico, le Venezuela, l'Angleterre, la France, l'Espagne, la Thaïlande, la Colombie, Cuba, le Mexique et la République Dominicaine. L'équipe d'enquêteurs a été appuyée par 15 officiers de liaison de la G.R.C.⁷⁸. Ceux-ci se trouvaient déjà en poste dans des endroits différents à travers le monde. Ils pouvaient communiquer directement avec les autorités locales. Nous savons également que les enquêteurs du projet Calvette ont bénéficié d'une aide intensive de la part de la D.E.A. et de la US Coast Guard des États-Unis, de la National Crime Squad de la Grande-Bretagne, du Bavarian State Bureau of Investigation de l'Allemagne, de l'Escuado Antidrogas et de la Guardia Nacional du Venezuela, ainsi que de la Policia Nacional de la Colombie.

⁷⁷ qui appartiennent à la Hollande.

⁷⁸ Il y en a normalement 35 au total au Canada (interviews).

Nous avons également réussi à avoir accès à des interviewés par le biais de demandes faites à propos d'autres enquêtes, et ce dans 3 autres pays, soit la Hollande, la Suisse et la France. En ce qui concerne la Hollande et la France, les contacts ont été rendus possibles par le biais de notre promoteur. La France et la Hollande nous ont envoyé des lettres de support, qui se trouvent respectivement aux annexes 2 et 3.

En Hollande, l'enquête qui nous a permis de procéder à 3 entrevues s'appelle STAR (TRADE-WIND pour la partie étatsunienne). Cette enquête semble être typique des enquêtes à composantes transnationales se déroulant dans ce pays. Plus précisément, ce sont les étatsuniens qui ont démarré l'enquête en faisant une demande d'information à la Hollande. C'est le cas dans la plupart des enquêtes qui ont une dimension transnationale en Hollande. Les interviewés expliquent que cela est normal puisque les États-Unis sont la destination principale des drogues synthétiques produites en Hollande. La Hollande et les États-Unis ont donc développé une relation de coopération relativement régulière et constante. Toutefois, la Hollande a également développé une bonne relation avec plusieurs autres pays, dont la G.R.C. au Canada, avec la police de Hong Kong ainsi qu'avec l'AFP d'Australie.

STAR a débuté suite à une demande des étatsuniens auprès des policiers hollandais. Les étatsuniens leur ont demandé de faire de l'écoute électronique sur des trafiquants d'ecstasy dominicains, qui vivaient à Amsterdam. La police de République dominicaine a aussi été impliquée. Au final, les deux suspects principaux ont été extradés aux États-Unis, et vingt individus ont été condamnés, autant en Hollande qu'aux États-Unis. Les interviewés ont aussi parlé spécifiquement d'une autre enquête pour expliquer que STAR était une enquête typique. Cette enquête a été appelée MERLIN. Les hollandais ont coopéré avec les étatsuniens, les australiens, les italiens et les belges. Dans ce cas, ils ont fait de la filature par hélicoptère et ils sont allés à Sydney pour mieux établir la coopération et rencontrer leurs homologues australiens. Ils ont fait cela de la même manière qu'ils l'avaient fait avec les étatsuniens dans l'enquête STAR.

En Suisse, une seule entrevue a été réalisée, et elle a été obtenue par un autre contact de notre codirecteur de recherche. Ce contact était alors directeur de l'analyse stratégique de la police de Genève. Avec l'interviewé, il a été question de ses expériences des enquêtes à composantes

transnationales en général, mais plus particulièrement de l'enquête FÉLIX⁷⁹. Cette enquête a commencé en 2001. Elle portait entre autres sur l'importation en Suisse de 25 kilos d'héroïne. En 2004, les trafiquants se trouvaient au Kosovo. Stratégiquement, l'objectif de l'enquête était de maîtriser les exportations d'héroïne qui proviennent du Kosovo sur le territoire suisse. Pour se faire, les Suisses ont mis sous écoute les moyens de communication utilisés par les organisateurs au Kosovo. Plusieurs pays ont été approchés par les policiers de la Suisse. Il a été question plus spécifiquement de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Albanie, de la Macédoine et du Kosovo. Les Suisses requéraient de ces derniers qu'ils fournissent des informations relatives au contenu des appareils électroniques retrouvés sur les transporteurs, ainsi que sur celles des récipiendaires. Ils ont demandé des informations relatives au rétroactif des appareils de téléphone. Ils ont fait cela dans le but d'établir des corrélations avec des éléments qui étaient déjà en leur possession. Aucune arrestation n'a été faite à l'étranger, même si selon l'interviewé, cela aurait pu se faire. Comme le Kosovo avait été mis sous tutelle par l'ONU, ils avaient affaire à des Allemands, à des Autrichiens, à des Américains, à des Indiens, à des Suisses parfois. L'enquête a été difficile et a été reprise par les représentants de l'ONU. Finalement, le suspect le plus important a été arrêté par ces derniers plutôt que par les Suisses, qui ont alors ciblé le deuxième plus important suspect. Au moment de l'entrevue, on attendait toujours le jugement.

Finalement, en ce qui concerne la France, 5 entrevues plutôt générales ont été réalisées. En France, les enquêtes transnationales ne portent apparemment pas de noms⁸⁰. Il était alors difficile de pouvoir poser des questions spécifiques sur des enquêtes spécifiques et de pouvoir mettre les réponses obtenues en contexte.

2.2-Le déroulement du terrain

Chaque terrain de recherche possède ses propres règles et spécificités. Le chercheur doit donc être créatif. Il ne s'agit pas seulement de spécifier une question, de concevoir une manière d'y répondre et de simplement recueillir les faits. En effet, « knowledge can be tricky to obtain, and common-sense knowledge-gathering methods may not be sufficiently powerful. There are

⁷⁹ Il s'agit du nom du volet transnational. Il y avait aussi un volet national, appelé enquête ARENA.

⁸⁰ Selon nos interviewés de la France. Mais alors comment font-ils pour savoir de quel dossier ils parlent? Des numéros de dossiers? Nous n'avons jamais pu obtenir de réponse claire à ce sujet.

often many obstacles that prevent you from getting accurate knowledge easily » (Simon, 2003, p.266). Dans les prochaines pages, nous allons détailler comment cela s'est passé sur notre terrain de recherche. Nous décrirons la stratégie méthodologique empruntée, en détaillant plus précisément la stratégie d'échantillonnage, la composition de l'échantillon et le déroulement des entretiens par vagues. La dernière partie sera consacrée à la justification des démarches méthodologiques combinées, à leur utilité pour la présente recherche ainsi qu'aux limites et problèmes reliés aux méthodes utilisées.

Dans cette partie, notre objectif principal est de plonger le lecteur dans le contexte où les entretiens ont eu lieu pour expliquer les « règles du jeu » de notre terrain de recherche. Selon Simon (2003) :

Overcoming the obstacles is the very essence of the game of research. If there were no difficult obstacles to knowledge, there would be no need for research or for skilled researchers. The obstacles are the challenge, the spice that makes the game fascinating. (p.267)

Voyons donc de plus près quels ont été les défis de cette recherche.

2.2.1 - Les entrevues semi-directives comme source d'information principale

Nous débuterons cette section par la présentation du matériel central constitué par les entrevues menées auprès des enquêteurs canadiens, hollandais, français et suisses, de même que par les entrevues avec deux procureurs canadiens. Les entrevues qualitatives semi-directives⁸¹ constituent le cœur des éléments empiriques de ce travail. Ces entrevues ont donc été menées avec des policiers et d'autres agents du travail transnational sur le terrain⁸².

Une tentative a été faite de rencontrer les autres agents impliqués, tels que les personnes travaillant à Interpol-Ottawa⁸³. Il a été impossible de les rencontrer, même avec l'aide et le

⁸¹L'idéal aurait été de faire des entrevues non dirigées avec les policiers et les procureurs, mais il fut impossible de le faire. Sans relances, ils ne tiennent que des propos généraux. Ils ne comprennent pas toujours ce que l'on cherche. Ils demandent toujours beaucoup de précisions sur l'objet de la recherche. Nous avons donc rapidement adopté la technique des entrevues semi-dirigées. Nous utilisons une question générale, des questions de relance, de même que des grands thèmes à aborder. Les questions ont évolué au fil des entrevues, car à chacune, il était possible de resserrer un peu plus nos questions.

⁸²Des informations sur les participants se trouvent dans le tableau 1 de l'annexe 6.

⁸³Le patron a refusé de nous parler. Par le biais de l'une des employées, nous nous sommes fait répondre que « tout est sur le site web ». Nous étions passés par notre informateur clé, car il nous avait déconseillé d'utiliser le canal officiel. Il s'agissait d'un très bon conseil, même s'il ne s'est pas avéré fructueux.

support du promoteur, de l'informateur clé, des enquêteurs et des procureurs rencontrés durant le terrain de recherche. La stratégie retenue nous a tout de même permis d'avoir accès à des personnes ressources qui nous ont ensuite référé d'autres individus experts dans le domaine. Nous avons donc utilisé la méthode boule de neige. Au final, des policiers nous ont permis de rencontrer d'autres policiers, des agents de liaison, de même que des procureurs⁸⁴.

Les entretiens en profondeur avec les agents du champ d'enquête transnational servent à comprendre ce qu'ils vivent et les obstacles qui se posent à eux dans leur travail quotidien, ainsi qu'à confronter leurs perceptions aux dispositions officielles. Leurs opinions sont considérées comme étant celles d'experts⁸⁵. Nous avons cherché à avoir le plus large éventail d'expertise⁸⁶ possible, pour être en mesure d'établir une plus grande généralisation de leurs propos. Nous pouvons ainsi comprendre le phénomène plus largement. Toutefois, des limites relativement à nos données nous empêchent d'en tirer des conclusions fermes. Nous y reviendrons dans la dernière partie du chapitre. Dans le reste de cette section, nous présentons comment l'accès au terrain a été négocié, comment la prise de contact s'est déroulée et quelles ont été les thématiques abordées. Ensuite, nous discutons des vagues d'entrevues et de l'impossibilité de standardiser, puis nous détaillons les stratégies qui ont été adoptées dans les entrevues.

Les ethnographes de la police sont souvent restés silencieux à propos des difficultés qu'ils rencontrent, laissant alors croire que leur introduction sur le terrain ainsi que les relations avec les policiers n'étaient pas problématiques (Lee, 1993). Certains sujets ont été plus systématiquement explorés, particulièrement ces dernières années. Nous allons tout d'abord explorer celui de la négociation de l'accès. Plusieurs chercheurs qui ont fait des terrains de recherche impliquant des policiers, comme Emerson (1983) et Johnson (1975), ont expliqué que ceux-ci ont périodiquement recherché à se faire rassurer par le chercheur en ce qui a trait

⁸⁴Il a été surprenant de constater que le recueil des données s'est fait en silo, car les interviewés ne nous réfèrent que des collègues de leur propre pays.

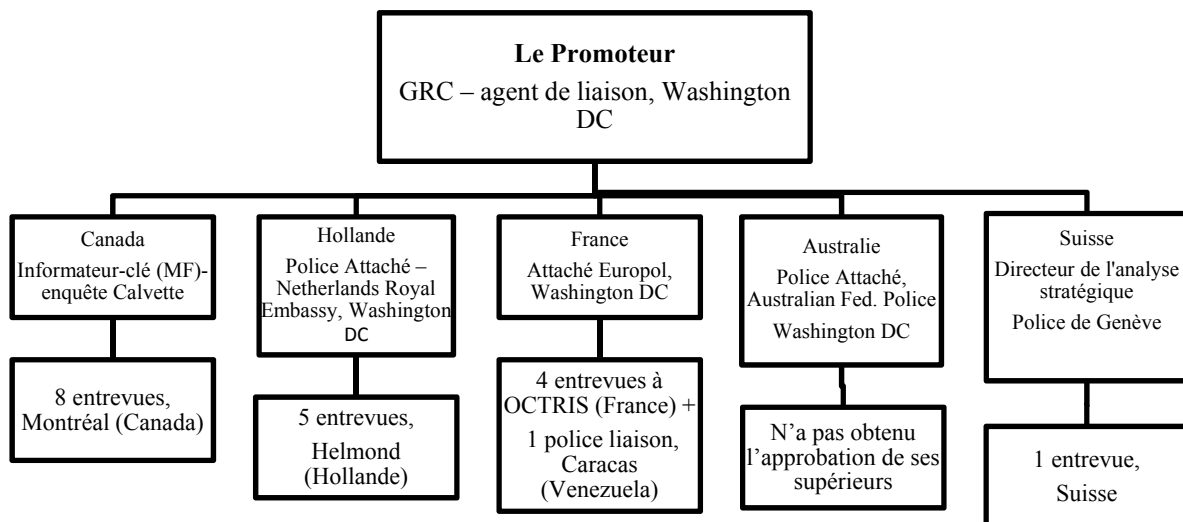
⁸⁵Selon Simon (2003), une expertise peut être défini ainsi: judgments and estimates made by people who have spent much of their time working with a particular subject and who have gathered much general information that has been filtered through their minds and stored in their memories. (p.208).

⁸⁶Pour Simon (2003), il existe deux façons d'utiliser l'expertise. Elle peut servir à guider le chercheur vers une bonne direction à prendre pour sa recherche ou elle peut être utilisée comme donnée. Nous utilisons les deux moyens dans le cadre de cette thèse.

au but de la recherche, par rapport à ce qui devait être écrit à propos d’eux, à ceux qui auraient accès au matériel, de même qu’à propos des allégeances du chercheur. Dans ce cas, le chercheur doit utiliser ses aptitudes pour gagner la confiance des interviewés. Selon Johnson (1975), la confiance n’est pas une « one-shot agreement », mais est continuellement négociée pendant le terrain de recherche (Emerson, 1983, p.176). Notre terrain de recherche était à ce point déconcentré que nous n’avons pas ressenti très souvent cette continuelle négociation. Bien sûr, une fois que nous avons eu l’accord écrit du promoteur et qu’il a envoyé quelques messages explicatifs incitant ses contacts à participer, il a fallu négocier à un niveau individuel chacun de nos entretiens, avec la personne concernée. À notre connaissance, il n’y a pas eu de restriction d’accès aux agents individuel. En effet, ils ont eu la permission générale de parler. Toutefois, comme dans toute étude sur la police, des limites relativement à la confidentialité des enquêtes en cours ont été ressenties. Par contre, les interviewés n’ont pas hésité à nous fournir de la documentation lorsque cela était possible.

Nous nous concentrerons maintenant sur les actions posées par le promoteur et ce que cela a rendu possible. Le graphique 3 illustre la chaîne par laquelle il a fallu passer pour obtenir accès aux agents sur le terrain dans chacun des pays.

Graphique 3 : Liens obtenus par le biais du promoteur



Un exemple de message envoyé par le promoteur à l’informateur-clé et à d’autres interviewés potentiels est présenté en annexe 4. Ces messages ont été envoyés à son initiative. En effet, il a

lui-même jugé que le sujet était sensible et qu'il était préférable que ce soit lui qui l'introduise à ses collègues.

Lee (1993) attribue des rôles fondamentaux au promoteur. Tout d'abord, le rôle de pont procure au chercheur un lien dans un nouveau monde. Pour le chercheur qui étudie un sujet sensible, comme nous l'avons fait dans ce terrain de recherche, les ponts sont souvent nécessaires pour prendre contact avec le monde culturel à l'étude. Lee (1993) donnait l'exemple de Patricia Adler, qui s'est servi d'un voisin, contrebandier de drogue, comme promoteur. Celui-ci lui a procuré une entrée dans le monde des importateurs illégaux de drogues et des distributeurs (Adler, 1985). Sur notre terrain de recherche, notre promoteur a également joué ce rôle. En effet, comme le monde criminel, le monde policier est relativement fermé et secret. L'informateur clé a aussi contribué à nous ouvrir des portes sur le terrain. Cependant, il a été davantage un guide qu'un pont, nous menant à travers les bons chemins de ce terrain culturel qui nous était peu familier. Il nous a entre autres aidé à comprendre certaines expressions et agissements de nos interlocuteurs. Il nous a expliqué quelques caractéristiques du contexte et nous a évité certains faux pas, que nous détaillerons dans la partie sur les stratégies adoptées en entrevue. Quoi qu'il en soit, les rôles de pont et de guide assumés par notre promoteur et par notre informateur-clé ont été essentiels pour faciliter notre travail de terrain. Ils ont en quelque sorte fourni une garantie à propos du niveau de confiance que les interviewés nous accorderaient.

À noter finalement que selon la littérature sur le sujet (Lee, 1993), avoir accès à un promoteur est souvent perçu comme le résultat d'un coup de chance. Nous avons déjà montré que cela n'était pas vérifié dans notre cas. En effet, la « disponibilité » des promoteurs est fréquemment une affaire structurelle qui dépend non seulement de facteurs tels que la grandeur, la densité et les caractéristiques des réseaux sociaux à l'étude, mais également du positionnement qu'on choisit d'adopter en fonction de nos objectifs et du milieu choisit. Selon nous, ce positionnement approprié était fonction de nos connaissances du milieu policier en général.

Nous allons maintenant nous attarder aux détails de la prise de contact avec les interviewés, en expliquant comment cela s'est déroulé pour la partie canadienne, qui a été la plus élaborée. Il sera tout d'abord question de l'informateur clé, qui est un policier canadien. Il a joué un rôle

d'informateur à propos du terrain de recherche, tout en étant lui-même un interviewé. Dans les analyses, nous le désignons par les initiales MF. Il nous a été d'une grande aide. Nous avons réalisé au cours du terrain de recherche qu'il avait un intérêt particulier à le faire. En fait, il avait un intérêt général non seulement pour notre recherche en elle-même, mais également parce qu'il valorise plus généralement le travail des universitaires. Il considère également que le domaine que nous avons choisi d'étudier peut grandement bénéficier d'analyses universitaires. De plus, au moment du terrain, il faisait lui-même des études supérieures. Ces détails sont éclairants pour comprendre son implication et l'attitude compréhensive qu'il avait à l'égard de nos nombreuses requêtes. Il a même rendu possible l'accès à des documents relativement confidentiels, simplement pour nous aider à mieux comprendre le champ. Parmi ceux-ci, nous avons choisi d'utiliser un document qu'il nous a remis pour enrichir l'analyse.

L'informateur clé savait que pour garantir la fiabilité et l'exactitude des données, il devait exercer le contrôle le plus relâché possible sur notre travail. Nous avons été libres des questions posées et des thèmes abordés et aucune modification ne nous a été demandée concernant la méthodologie utilisée ou relativement aux éléments publiés à partir de l'étude. Nous n'avons pas fait l'objet de chaperonnage, car dans aucun cas il ne nous a accompagnés lorsque nous allions faire des entrevues avec ses collègues. Il ne nous a pas non plus été demandé de poser des questions pour le compte de l'organisation. L'informateur clé nous a également accordé plusieurs entrevues, et nous a permis de faire un suivi avec lui autant au téléphone, que par courriel. D'ailleurs, il nous a référé 6 personnes, qui nous ont elles-mêmes présenté 2 autres interviewés. Grâce à lui, nous avons donc eu accès à 8 agents des enquêtes à composantes transnationales. Ils étaient tous canadiens, mais l'un d'eux travaille maintenant pour le gouvernement américain.

Comme avec le promoteur et l'informateur clé, nous devions établir un minimum de complicité et de confiance avec les interviewés. Cela s'est avéré absolument crucial pour l'obtention d'informations essentielles à cette thèse. Les deux barrières à franchir pour avoir accès à l'intérieur des organisations policières présentées par Fox et Lundman (1974) se sont avérées présentes sur notre terrain de recherche. En plus d'avoir à convaincre le promoteur et l'informateur clé, nous devions aussi obtenir l'accord des individus envisagés comme participants de la recherche. Nous le faisons généralement par le biais de l'informateur clé,

qui envoyait un message ou téléphonait à la personne choisie. Nous prenions ensuite contact avec ces personnes en rappelant le lien que nous avions avec l'informateur clé. La plupart des individus ciblés nous ont répondu, mais dans la plupart des cas, il a été difficile d'obtenir une entrevue formelle. Les principales raisons évoquées étaient le manque de temps et les déplacements constants dans le cadre du travail. Malgré tout, certains ont pu nous accorder quelques entrevues ou ont pu avoir des conversations téléphoniques relativement longues avec nous. Nous avons aussi utilisé le courriel et la technologie skype quand c'était nécessaire. Il est même arrivé à certaines occasions que les interviewés nous pressaient de procéder aux entrevues.

Lorsque nous arrivions à réaliser une entrevue, nous utilisions une consigne de départ très large, pour nous assurer de ne pas restreindre l'étendue des discussions. Nous disions simplement : *Parlez-moi de comment s'est déroulée l'enquête du Projet X au jour le jour.* Nous voulions donc tout simplement aiguiller l'interviewé sur le thème de la recherche, en lui laissant un maximum de liberté pour ce qui est de la manière de traiter le thème. Notre stratégie pour aborder le sujet était donc d'éviter de définir trop strictement la recherche, ce qui aurait pu inhiber l'apparition de certains sujets que nous n'avions pas envisagés comme étant lié à notre recherche. Nous avons suivi le conseil de Brannen (1988) qui a suggéré de laisser émerger graduellement le sujet de la recherche pendant l'entrevue. Les interviewés nous posaient des questions au cours de l'entrevue, et nous les redirigions en fonction de ce qu'ils nous avaient dit en lien avec ce que nous avions déjà acquis à partir des autres entrevues. Nous utilisions un cadre d'entrevues et des questions précises (annexe 5).

Nous nous concentrerons maintenant sur les conditions de production du discours de nos interviewés. Elles ont été différentes à chaque entrevue, et cela était intentionnel puisque nous voulions diversifier notre échantillon au maximum et aussi parce que nous tenions compte des informations déjà accumulées pour faire parler davantage les interviewés. Nous avons procédé à deux vagues d'entrevues. La première s'est tenue entre 2006 et 2008 et a mené à des analyses générales, alors que la deuxième vague, en 2009, s'est avérée uniquement canadienne et a été beaucoup plus précise, car nous connaissions mieux le sujet et donc nous posions des questions plus ciblées. Voyons un peu plus en détail chacune des phases.

La première vague a permis de dégager une première vue d'ensemble des éléments importants de la coopération policière transnationale. Elle est composée de 14 entrevues. Les deux premiers enquêteurs transnationaux qui ont été rencontrés proviennent de la G.R.C., et ont participé à l'enquête Calvette. Ces deux entrevues ont été suivies de 12 autres entrevues visant à mieux connaître le fonctionnement général du travail d'enquête transnational, du point de vue de policiers provenant de corps policiers de pays collaborant avec les policiers de la G.R.C.. Le troisième interviewé provient de la Police Nationale française, et a assuré un rôle de liaison avec le Venezuela et la Colombie, tandis que le quatrième et le cinquième interviewé proviennent de la D.E.A. aux États-Unis, et ont participé à des enquêtes différentes. Une enquête appelée Marble-Palace et concernant l'Afghanistan et les États-Unis a fait l'objet principal de l'entretien avec le quatrième interviewé. Le cinquième entretien a porté sur une enquête nommée Hoover Salazar par la D.E.A., dont les participants provenaient des États-Unis, de la Colombie, du Panama et du Mexique⁸⁷. Les trois entrevues suivantes ont eu lieu avec des policiers hollandais. Les deux premières ont porté sur l'enquête nommée Star par les Hollandais. La dernière entrevue hollandaise a porté sur le travail d'enquête transnational en général plutôt que sur une enquête particulière. Les 5 entrevues suivantes ont porté sur une enquête entre la France, l'Italie, la Colombie et le Venezuela. Les interviewés étaient membres de l'O.C.T.R.I.S. en France, et nous ont expliqué que dans leur pays, les enquêtes ne portent pas de noms. La dernière entrevue a porté sur l'enquête Arena, qui était une enquête transnationale entre la Suisse et le Kosovo. L'interviewé était membre de la police fédérale suisse.

Quelques mois auparavant, nous avons rencontré, dans le cadre d'un congrès policier (I.P.E.S.) s'étant déroulé en Turquie, un agent de liaison colombien travaillant à Europol. Nous avons maintenu un contact avec lui et vers la fin de l'été 2006, il nous a invités à visiter les bureaux d'Europol à La Haye, en Hollande⁸⁸. C'était le premier agent de la coopération policière transnationale que nous rencontrions et nous lui avons posé beaucoup de questions générales, plus particulièrement durant le mois où nous avons été en Hollande⁸⁹. La plupart

⁸⁷Les entrevues étatsuniennes ont plus tard été retirées de l'échantillon, car notre co-directeur en a fait une publication et ne voulait pas qu'elles soient également utilisées dans le cadre de cette thèse.

⁸⁸Nous avons été très déçus car nous n'avons jamais réussi à y avoir accès.

⁸⁹Il a beaucoup contribué à développer notre intérêt sur le sujet, bien qu'il n'ait jamais accepté de procéder à une

des conversations ont eu lieu entre mai et août 2006. À ce stade, nous n'avions pas encore développé la méthode qui consistait à utiliser des enquêtes spécifiques pour obtenir des informations détaillées, c'est pourquoi nous n'avons pas pu obtenir d'informations spécifiques. Aussi, nous avons senti que nous pouvions poser des questions générales, mais qu'il était préférable de ne pas aller trop loin, car cela aurait éveillé la suspicion de notre interlocuteur. Il nous a tout de même donné fréquemment des nouvelles de son travail. Cela s'est avéré intéressant pour comprendre le fonctionnement de la coopération avec Europol et Interpol, car il a plus tard été transféré aux bureaux d'Interpol à Lyon. Plus récemment, il nous a envoyé un document (les statuts) de ce qu'il a appelé Ameripol, une organisation fondée sur ce qu'il avait appris à Interpol et à Europol, mais qui serait applicable en Amérique. Ce contact nous aide à remettre constamment à jour notre réflexion sur les évolutions en matière de coopération policière transnationale, plus particulièrement sur les institutions que Benyon et al. (1993) ont nommé « mésosociologiques ».

En septembre 2007, nous avons aussi rencontré un policier italien, dans le cadre du congrès de l'E.S.C. à Bologne, où nous avons présenté notre recherche. Malgré tout son bon vouloir, ses patrons ont toujours refusé de nous accorder un accès à des policiers italiens impliqués dans des enquêtes à composantes transnationales.

En juin 2008, dans le cadre du congrès annuel de l'I.P.E.S., qui se déroulait cette fois-là à Cincinnati, nous avons rencontré le chef de la coopération policière transnationale de Macédoine. Un peu de la même manière que l'année précédente avec le représentant colombien d'Europol, nous avons eu plusieurs discussions informelles durant cette semaine là. Cela a débouché sur une promesse de nous faire rencontrer ceux qui travaillaient dans le domaine dans son pays, lors du congrès organisé l'année suivante en Macédoine. En 2009, nous sommes donc allés en Macédoine, mais nous n'avons pas réussi à obtenir d'entrevues formelles, seulement des conversations informelles.

entrevue formelle. Par exemple, il nous a révélé, à notre grande surprise, que les relations Colombie/USA n'étaient pas si développée que nous le pensions, et cela en fonction des lectures que nous avons faites à l'époque. Cela nous a amené à réfléchir sur les différences entre les ententes formelles/officielles et ce qui se passait vraiment dans la réalité. Nous avons parlé des raisons expliquant que les colombiens préféraient généralement ne pas collaborer et préféraient s'en tenir au travail unilatéral.

La vague 2 avait alors commencé. Celle-ci était plus précise, puisque nous avions déjà réalisé plusieurs entretiens et nous connaissions mieux le terrain. À ce moment-là, nous avons aussi analysé l'ensemble des entrevues déjà réalisées. À ce stade, notre cadre conceptuel s'est renforcé. Toutefois, force est de constater que ce stade a été rempli d'embûches et qu'il y a eu beaucoup plus de contacts infructueux⁹⁰ que dans la phase précédente. Cela vient empiriquement soutenir le fait que le milieu est difficile à percer, parce qu'il s'agit d'un sujet sensible. Voyons voir quels sont ces contacts infructueux et pourquoi ils l'ont été. Ensuite, nous ferons état de ce qui a marché dans cette phase, en l'occurrence un terrain d'entrevues formelles centrées sur les agents canadiens de la coopération policière transnationale.

Tout d'abord, un chercheur de l'Université Simon Fraser à Vancouver nous a mis en lien avec un interviewé qu'il avait déjà rencontré et dont il savait qu'il correspondait à nos critères. Ce contact a accepté de nous accorder une entrevue formelle par téléphone. Toutefois, les événements ont fait en sorte qu'il voyageait beaucoup pour son travail dans les mois où nous avons tenté de prendre contact et il n'a jamais réussi à trouver assez de temps pour procéder à l'entrevue.

Ensuite, nous avons demandé une série d'entrevues formelles dans le cadre de la conférence de l'I.P.E.S. en Macédoine. Aucune n'a été concluante, mais nous avons pu avoir une série de bonnes discussions informelles avec plusieurs personnes provenant de divers pays. Par exemple, nous avons rencontré un policier provenant de Vancouver qui nous a entretenus en détail des liens entre le Canada et la Chine. Nous avons d'ailleurs maintenu le contact par la suite et il nous a dit connaître notre promoteur. Il s'est informé de notre recherche par son biais. Il nous a donné beaucoup de détails sur les nuances à faire à travers le Canada en ce qui concerne les enquêtes à composantes transnationales. C'est à ce moment que nous avons bien compris que le contexte en jeu était fondamental pour l'établissement de partenariats et d'échanges.

Dans ce cadre, nous avons aussi rencontré un responsable de la coopération policière transnationale provenant des Îles de Malte. Après plusieurs discussions informelles, il nous a référé un policier impliqué directement dans les enquêtes à caractère transnational dans son

⁹⁰ En matière d'entrevues formelles, car les discussions informelles ont été plus abondantes à ce stade.

pays. Nous avons réussi à joindre ce policier, qui semblait d'accord pour avoir un entretien par téléphone. Nous avons essayé à de multiples reprises de le joindre, mais cela a été impossible. Notre contact de Malte nous avait aussi mentionné la possibilité de contacter d'autres policiers de l'U.E. impliqués dans le transnational également. Cela ne s'est jamais concrétisé.

Ensuite, nous avons rencontré un policier devenu universitaire, qui a contribué à la mission de paix au Kosovo. Cela s'est avéré intéressant pour nous permettre d'ouvrir nos horizons sur les différentes formes de coopérations policières transnationales, mais nous n'avons pas procédé à une entrevue formelle, car cet interviewé potentiel ne correspondait pas à nos critères de sélection.

Nous avons aussi rencontré deux autres universitaires, l'un de Serbie, l'autre du Mexique. Le premier a fait une demande par le biais d'Interpol, mais elle a été refusée pour cause de secret. La deuxième, à notre grand étonnement, nous a informés de l'impossibilité de questionner les agents de la coopération en anglais, car ceux-ci ne parlaient apparemment qu'espagnol. Elle nous a fait comprendre qu'il serait impossible de procéder à des entrevues par téléphone. À noter que nous avons été surpris de cette réponse, car cela n'a causé aucun problème dans plusieurs autres pays dont l'anglais n'est pas la langue première. Le Mexique étant voisin des États-Unis, comment est-il possible qu'ils coopèrent s'ils ne sont pas capables de communiquer? Sur cette base, nous avons relancé l'universitaire mexicaine, pour savoir par quels moyens il serait possible de les rencontrer, s'il y avait possibilité d'utiliser un interprète, etc. Elle n'a jamais répondu à ce message.

À noter également qu'à ce stade de la recherche, nous cherchions toujours à trouver un moyen de contacter Interpol-Ottawa. Nous avons rencontré un policier qui disait connaître des gens bien placés là-bas. Il a essayé de nous obtenir un contact, mais cela s'est avéré impossible. Même avec la permission du D.G., il nous a été impossible de pouvoir parler à quelqu'un de l'agence, même informellement. Cela en dit long sur leur ouverture à la recherche.

À ce moment-là, nous nous étions rendu compte des énormes différences entre la manière de faire en Europe et en Amérique du Nord et aussi de l'immense déséquilibre entre les recherches sur ces deux continents. C'est pourquoi nous avons réorienté nos efforts vers le

continent nord-américain. Or, nous avions toujours un bon contact avec notre informateur clé, qui avait déjà accepté de nous aider pour la partie canadienne de notre étude. Nous avons donc entamé cette partie, qui s'est très bien déroulée. Il nous a mis en contact avec des policiers qui ont participé à l'enquête de Calvette : G.B, M.P., C.K. et M.M.. Ce dernier nous a ensuite mis en contact avec P.P., qui n'a jamais travaillé dans Calvette. G.B. et M.F. nous ont suggéré l'idée de rencontrer des procureurs. Ils nous ont mis en contact avec S.K., qui a accepté de nous accorder une entrevue et qui nous a aussi suggéré 3 autres procureurs : C.B.; R.D. et F.B. Ils étaient tous du bureau des poursuites pénales à Montréal. F.B. a accepté de nous rencontrer peu après, mais nous avons dû attendre quelques mois avant de pouvoir effectivement le rencontrer pour procéder à une entrevue formelle. Finalement, c'est également M.F. qui nous a mis en contact avec L.T., d'Interpol-Ottawa. Toutefois, celui-ci nous a fait comprendre qu'il travaille dans un monde assez différent et éloigné des enquêtes à composantes transnationales. Par M.F., nous avons donc pu réaliser les 8 entrevues canadiennes qui constituent la deuxième vague d'entrevues.

G.B. et P.P. avaient 2 particularités qui méritent d'être mentionnées. Ils sont tous les deux retraités de la G.R.C., mais ils poursuivent toujours leurs activités à caractère transnational dans d'autres domaines. Lee (1993) nous met en garde contre le fait d'obtenir de l'information de ceux qui ont pris leur retraite. Pour lui, cela signifie se fier à des gens qui ont intérêt à l'exagération ou à la distorsion. Nous ne sommes pas de cet avis. Au contraire, cela a permis de contrebalancer les discours plus hésitants des autres interviewés. Il nous semble clair que le fait d'interroger des enquêteurs retraités comporte de nombreux avantages, que ce soit parce qu'ils ne sont pas tenus à la confidentialité et au secret que par la franchise qu'ils peuvent démontrer, n'ayant rien à gagner ou à perdre à agir de cette façon. De plus, ils nous ont jusqu'à un certain point déversé leurs frustrations, ce qui était un indice que la relation de confiance était établie. Toutefois, ces 2 interviewés n'étaient pas nécessairement plus loquaces que les autres sur leur travail d'enquête à composantes transnationales. Ils ne se sont pas non plus distingués par le fait d'accepter l'enregistrement de l'entrevue. Quand nos interviewés acceptaient d'être interviewés, ils acceptaient que leurs propos soient enregistrés. Malgré que nous les ayons prévenus qu'ils avaient le droit de refuser d'être enregistrés, aucun n'a manifesté de désir en ce sens. Un interviewé nous a même expliqué qu'il trouvait cela tout à

fait naturel et a fait la comparaison avec les enregistrements que les policiers font automatiquement lors de l'interrogatoire d'un suspect.

Une dernière précision mérite d'être apportée. Les agents des enquêtes à composantes transnationales peuvent être considérés comme des élites dans leurs organisations. Certains auteurs ont douté de la possibilité d'arriver à étudier ce genre d'élite. Toutefois, nous sommes de l'avis de Moyser et Wagstaffe (1987), qui ont envisagé que les groupes d'élite pourraient partager des valeurs avec les chercheurs concernant l'importance de la recherche. Selon eux, les élites vont plus naturellement présumer que l'étude va être objective, non biaisée et utile à la formation des politiques publiques. Winckler (1987) explique d'ailleurs qu'une caractéristique centrale de la psychologie des élites, qui nous a d'ailleurs été très utile, est leur désir de savoir comment ils se positionnent par rapport aux autres. Certains interviewés lui ont donné accès parce qu'ils étaient curieux de savoir ce qu'il en était pour les autres et comment ils se positionnaient dans le groupe étudié. Ces caractéristiques se retrouvent également dans notre terrain de recherche.

Nous expliciterons maintenant la manière dont nous avons mené nos entrevues. Tout d'abord, il fallait s'adapter au rythme des participants. Cela a demandé un cadre flexible, puisque les informations collectées lors des entrevues ont rarement suivi un ordre chronologique ou thématique. C'est donc plutôt sur le mode chaotique que nous avons dû appréhender notre matériel et distinguer ce qui est utilisable de ce qui ne l'est pas.

Nous avons adopté une posture naïve, pour permettre aux interviewés de bien expliquer en quoi consiste leur travail. Notre position visait à empêcher qu'ils puissent prendre des raccourcis dans leurs explications. Nous posions des questions au fur et à mesure pour nous assurer d'avoir toujours bien compris les propos des interviewés. Au cours de l'entrevue, nous resserions peu à peu nos questions, en fonction des connaissances que nous avons accumulées durant l'entrevue et au cours des entrevues précédentes. Nous avons adopté une stratégie classique pour poser les questions lors de l'entrevue, en respectant des principes de base, comme de poser le moins de questions possible tant que ce que disait l'interviewé restait lié à notre sujet. Nous le laissions prendre l'initiative du récit, en évitant de l'interrompre et en respectant les temps de silence « pleins », et ce de manière à ce qu'il puisse enchaîner par lui-

même. Nous avons également utilisé les techniques de la reformulation dans le but de lui faire expliciter ou clarifier les thèmes qu'il abordait de lui-même. La plupart de nos relances ont porté sur des questions de précision.

Une façon d'obtenir plus de réponses positives était de prendre pour acquis que l'activité qui nous intéressait était réellement arrivée. Nos questions portaient alors sur sa fréquence et ses caractéristiques. De cette manière, les interviewés avaient tendance à donner plus de détails. Un autre moyen employé pour obtenir des détails sur un élément précis est d'utiliser une source d'autorité pour se justifier. Ainsi, lorsque nous disions qu'un autre interviewé avait parlé de telle chose et que nous aimerions avoir plus de détails sur le sujet, selon la perspective de la personne que nous avions devant nous, l'interviewé trouvait la plupart du temps un exemple pour illustrer ou contredire les propos de son collègue, ce qui apportait de l'eau au moulin et permettait de poursuivre la discussion en utilisant davantage d'exemples concrets. Pour établir les différences et faire réagir nos interviewés, nous avons aussi soulevé des incongruités ou des dissemblances entre les propos des procureurs et des policiers ou entre les interviewés européens et nord américains.

Un élément important est l'usage répandu chez les policiers rencontrés de ce que nous appelons des tests. D'une part, avant de commencer les entrevues, nous étions déjà au courant de l'existence de ces tests, car nous avons vécu cela au cours de notre terrain de recherche pour la maîtrise. D'autre part, il s'est avéré que ces tests qu'ils nous ont fait subir au cours du présent terrain de recherche étaient beaucoup moins flagrants que ceux formulés par les enquêteurs travaillant dans des enquêtes ayant des partenariats au niveau national, qui ont été interviewés dans notre recherche précédente. Les interviewés font des blagues pour évaluer le sens de l'humour du chercheur (Brewer, 1990; Douglas, 1972) ou encore tiennent des propos désobligeants à son endroit ou encore fournissent des informations fausses à dessein, pour évaluer comment le chercheur réagit à cela. Ils se font ainsi une opinion sur ce dernier. Nous avons bien sûr fait l'objet de blagues relativement à notre genre et à notre âge, mais cela était très léger comparativement à ce que nous avons vécu lors de notre terrain de recherche pour la maîtrise. Nous réagissions par l'humour, parfois par l'autodérision. À noter que selon Van Maanen (1982), une bonne adaptation aux propos tenus par les interviewés est souvent perçue par eux comme le signe qu'ils peuvent faire confiance au chercheur. L'attitude adoptée pour

approcher et interagir avec ces interviewés est fondamentale.

Un mot sur la manière de conclure l'entrevue. Nous la terminions toujours à la demande des interviewés, ce qui fait que certaines entrevues ont duré jusqu'à quatre heures. Nous demandions toujours de nous référer des contacts qui seraient potentiellement intéressés, en prenant sur le champ les noms, numéros de téléphone et courriel, lorsque cela était possible. L'expérience nous avait déjà montré que la plupart des interviewés ne font pas le suivi promis. De plus, suivant Laslett et Rapoport (1975), nous tentions d'offrir du feed-back aux interviewés à propos de l'entrevue. Par exemple, nous pouvions leur dire comment leur entrevue se positionnait par rapport aux autres. Nous profitions aussi de l'opportunité pour synthétiser ce que nous avons compris de l'entrevue, ce qui permettait aux interviewés de corriger les erreurs commises. Cela permettait également de découvrir les désaccords à propos de l'interprétation à faire des différents événements abordés en cours d'entrevue. Cela a souvent fait en sorte que l'entrevue se poursuive pour de nombreuses minutes. En terminant, nous offrions toujours de les tenir au courant et de leur envoyer notre document écrit à la fin de la rédaction. La plupart se sont montrés intéressés.

L'effet du genre est une réflexion qui a été faite par plusieurs chercheurs sur la police. Nous ne sommes pas d'accord avec Noaks et Wincup (2004), Sharpe (1998), Pierce (1995) et Van Maanen (1981, p.480), lorsqu'ils affirment que les chercheurs sur la police doivent être masculins pour pouvoir pleinement participer à la culture occupationnelle de la police⁹¹. À notre avis, la personnalité et les habiletés du travailleur de terrain sont plus importantes que le genre pour surmonter les sentiments de suspicion que les policiers peuvent avoir à l'égard des « étrangers ». Dans notre étude, le genre du travailleur de terrain ne semble pas avoir été un empêchement pour accéder à la culture des policiers ou pour participer dans les conversations sur des sujets qui sont populaires au sein de cette culture. D'ailleurs, Pierce (1995) a expliqué que d'être une femme dans un monde d'homme peut être un outil important, car les femmes sont perçues comme inoffensives et naïves. Elles ont ainsi plus de chance de recueillir des informations d'intérêt. À notre avis, être une femme faciliterait également l'introduction de sujets impliquant les émotions. Dans notre étude par exemple, les interviewés ont librement

⁹¹Sur les difficultés d'établir un rapport, expérimenté par des chercheurs masculins sur la police, voir aussi Warren et Rasmussen, 1977, p.358.

exprimé leur ressentiment à l'égard de la lenteur du système et sur ce que cela leur faisait ressentir, notamment du stress, mais aussi un sentiment d'être facilement remplaçable. Toutefois, quand on parle d'attitudes paternelles à l'égard des chercheuses dans le milieu masculin de la police, il ne faut pas se voiler la face. Il vaut mieux soit l'accepter, soit carrément changer de domaine de recherche. Pour nous, cela n'a pas causé de problèmes, malgré que nous sachions que les jeunes femmes chercheuses sont souvent traitées comme des « incompetentes acceptables » (Lofland, 1971, p.100). D'ailleurs, plutôt que de s'insurger contre cet état de fait, il faut plutôt miser sur le fait que nous n'étions pas perçues comme menaçantes (Easterday et al., 1977, p.344; Warren et Rasmussen, 1977, p.360-1), contrairement à ce que certains collègues masculins ont vécu dans une situation semblable. Tout compte fait, et avec Hunt (1984), nous sommes d'avis que cela n'a fait qu'augmenter le niveau de pénétration sur le terrain et a facilité le développement des rapports.

Finalement, un mot sur les entrevues téléphoniques. Nous avons procédé dans quelques cas à des entrevues qui n'étaient pas faites en face à face. Outre le fait que nous n'avions pas d'autres alternatives, nous tenons à mentionner que la littérature à cet effet a trouvé peu de différences dans la distribution de plusieurs réponses à des questions sensibles, et ce peu importe si la question était posée face à face ou au téléphone (Sykes et Hoinville, 1985). Dans une autre étude, Sykes et Collins (1988) ont montré qu'il y avait même une tendance pour les entrevues téléphoniques à produire plus de « révélations ». Toutefois, les différences constatées demeurent minces. Contrairement à Guille (2009), nous avons donc retenu les entrevues téléphoniques et avons découvert que le pouvoir de continuer une entrevue n'est pas perdu par le chercheur. Les interviewés interrogés par téléphone ont au contraire parlé plus longtemps que les autres.

2.2.2-Les documents comme source d'information secondaire

Outre les entrevues, le matériel utilisé dans cette thèse comprend aussi un ensemble de documents recueillis en préparation ou suite aux entrevues. La technique d'entrevue a eu deux fonctions. En effet, en plus d'être une source d'information en soi, elle nous a permis d'accéder à une autre source d'information. Ce sont des documents fournis et/ou conseillés par les interviewés. Ces documents sont des éléments supplémentaires et essentiels pour

l'ensemble de la problématique traitée dans cette thèse.

À noter toutefois que nous n'analysons pas les documents qui portent sur des ententes internationales, mais bien des jurisprudences ainsi qu'un guide écrit par un procureur à l'intention des enquêteurs qui travaillent dans les enquêtes transnationales. Durant nos entrevues, on nous a aussi parlé de traités et de protocoles. Nous avons choisi de ne pas les inclure à proprement parler dans nos analyses. Nous expliciterons pourquoi dans la partie leur étant consacrée.

Avant de décrire plus en détail les sources de données documentaires, il faut souligner que la combinaison des deux méthodes a été davantage le fruit des entrevues que le résultat d'une planification à cet égard. Néanmoins, cela permet d'obtenir des informations différentes sur un même sujet, mais selon différentes perspectives. Jusqu'à un certain point, nous pouvons donc parler de triangulation. De plus, les deux méthodes n'ont pas les mêmes failles, elles sont donc complémentaires (Simon, 2003). Notamment, les documents écrits, contrairement aux entrevues, ne subissent pas l'intervention du chercheur. En d'autres termes, l'analyse documentaire permet d'éliminer « l'éventualité d'une influence quelconque, qu'exercerait la présence ou l'intervention du chercheur, de l'ensemble des interactions, événements ou comportements à l'étude, en annulant la possibilité de réaction du sujet à l'opération de mesure. » (Cellard, 1997, p.251). Pirès (1997) a décrit la méthode comme étant « le genre de matériel sociologique parfait » et comme une source de données qui assurait l'« approche la plus précise » (p.13). Mais cette méthode comporte aussi des désavantages. Par exemple, « le document constitue un instrument dont le chercheur n'est pas maître. L'information circule en sens unique. Car, bien que bavard, le document demeure néanmoins sourd et le chercheur ne peut exiger de lui des précisions supplémentaires » (Cellard, 1997, p.252). L'analyse documentaire comporte de nombreux défis, surtout en ce qui a trait au choix des documents et au sens à leur donner. Toutefois, parce que nous lui avons allié les entrevues, ces dernières nous ont permis de poser des questions sur les documents. En d'autres termes, la combinaison des 2 méthodes nous a permis de diminuer les désavantages associés aux documents comme aux entrevues. La combinaison des méthodes ne nous permet toutefois pas d'éviter les biais relatifs à la sélection des documents. Nous le verrons, nous avons choisi de laisser de côté

certain documents. Nous avons donc fait une sélection de l'information disponible.

Deux démarches parallèles sont donc privilégiées. Les démarches se sont croisées à certains moments-clés. Par exemple, les jurisprudences nous ont été référées par F.B., un procureur que nous avons rencontré pour une entrevue. De la même manière, un guide écrit par un procureur pour les enquêteurs en ce qui concerne la marge de manœuvre disponible dans l'utilisation des techniques d'enquêtes nous a été remis par M.F., l'enquêteur qui est notre informateur-clé pour la partie canadienne de la recherche. Cela révèle que les procureurs ont perçu que les enquêteurs manquent de compréhension et aussi d'informations essentielles pour faire leur travail. Ces derniers semblent y être sensibles. Dans le reste de cette section, nous donneront des détails sur chacun des documents auxquels nous avons eu accès, que nous les ayons écartés ou que nous ayons décidé de les conserver comme données pour la présente recherche.

Nous abordons tout d'abord les traités et conventions entre le Canada et d'autres pays. Avant notre rencontre avec S.K., une procureure canadienne, ce genre de documents avait déjà attiré notre attention. Pour avoir essayé de les répertorier, nous avons compris qu'il y en avait une quantité ingérable, à tout le moins si nous tentions de faire le compte au niveau mondial. Nous avons donc commencé par le Canada, mais malgré de nombreuses recherches, nous n'arrivions pas à les localiser. Nous n'étions pas sûrs qu'ils fussent accessibles sur internet ou en bibliothèque. Ce problème a été réglé lorsque nous avons rencontré S.K., qui nous a confirmé que ces documents étaient disponibles sur internet, mais qu'il était difficile de les trouver si on ne savait pas exactement où chercher. Au final, nous avons obtenu les documents de 156 traités et conventions entre le Canada et d'autres pays, par le biais d'une recherche sur le site Web suivant : treaty-accord.gc.ca. Ce site est utilisé par les procureurs que nous avons interviewés dans le cadre de cette recherche⁹². Nous remarquons que les traités et conventions les plus nombreux portent sur les extraditions. Plus récemment, un mouvement en ce qui a trait à l'entraide judiciaire en matière pénale a également pris de l'ampleur. Bien

⁹²Pour obtenir ces traités et conventions toujours en application au Canada, toutes les données qui sont ressortis en recherchant les mots clés prédéterminés (en français et en anglais) et qui nous semblaient pertinents ont été conservées. Ces mots clés sont les suivants : entraide judiciaire en matière pénale (TEJ ou Mutual Legal Assistance in Criminal Matters), Bribery, Investment protection, Extradition, Douanes (Customs), Stupéfiants (Narcotics), Transnational Crime, Coopération, Coopération régionale, Corruption. Pour cette section, le travail de collecte de données s'est terminé le 19 octobre 2009.

qu'intéressants, ces documents ne sont pas très appropriés pour notre objet de recherche. Tout au plus, nous pouvons confirmer que les documents formels sont légion et qu'ils se ressemblent beaucoup. Nous avons donc décidé de ne pas les utiliser formellement dans les analyses.

Un autre type de documents sont les jurisprudences sur l'extranéité. Lorsque nous avons pris contact avec F.B., un autre procureur canadien, il nous a fourni la liste des jurisprudences importantes dans le domaine. Il l'a fait parce qu'il considérait ces documents comme essentiels pour avoir une véritable discussion lors de l'entrevue. Toutefois, ils ont été beaucoup plus importants que cela dans cette thèse. Ces 7 jurisprudences canadiennes ont été l'objet du deuxième chapitre d'analyse, combiné avec un guide écrit par un procureur à l'intention des enquêteurs.

Lorsqu'on analyse la coopération policière transnationale, il ne faut pas oublier la composante légale et organisationnelle. C'est pourquoi les différentes jurisprudences et le guide sont analysés dans cette thèse. La déviance aux normes étant un élément central dans ce travail, il fallait pouvoir s'apercevoir des déviations/divergences et pouvoir les analyser. Pour cela, il fallait d'abord pouvoir comprendre la directive officielle. L'analyse de ces écrits vise à clarifier la norme. Bien plus, l'analyse de ces documents vise à révéler les normes en matière d'enquête entre pays, pour comprendre quel est le cadre de travail « officiel » des enquêteurs qui travaillent dans une ou des enquêtes comportant des composantes transnationales.

Le troisième type de document est les protocoles. Nous avons eu accès au « Protocole concernant les enquêteurs criminels étrangers au Canada ». Il explique le cadre auquel les enquêteurs provenant de l'étranger doivent se soumettre pour mener une partie de leur travail et obtenir des preuves au Canada. Le

protocole fait état des exigences en matière d'avis et d'autorisation régissant l'entrée et la surveillance d'enquêteurs criminels étrangers qui souhaitent y poursuivre une enquête criminelle au Canada. (p.2).

Ce document est utilisé par le service fédéral des poursuites et plus particulièrement par le bureau de l'entraide internationale. Ce document informe aussi sur la manière générale de faire une demande d'entraide judiciaire en matière pénale (T.E.J., plus communément appelé

M.L.A.T., en référence à « Mutual Legal Assistance Treaty »). Nous avons choisi de ne pas utiliser ce document, car il était peu détaillé et ne donnait pas beaucoup plus d'information que les jurisprudences. En fait, il allait dans le même sens qu'elles et n'apportait pas beaucoup plus aux analyses.

Finalement, il existe aussi un guide du procureur Sheriff à l'intention des enquêteurs. Ce guide nous a été remis par notre informateur clé, suite à une série de questions que nous lui avons posées à propos des règles régissant les diverses techniques d'enquêtes. Nous l'avons donc rencontré sur son lieu de travail et il nous a expliqué comment le guide est utilisé à la G.R.C. (U.M.E.C.O. de Montréal). Il nous l'a prêté en précisant qu'il s'agit d'un document publié servant uniquement à l'usage interne. Nous avons choisi d'analyser le guide, car il nous est apparu comme un moyen de comprendre les règles, les pratiques concrètes ainsi que les possibilités qui demeurent peu exploitées par les policiers.

L'analyse documentaire vise principalement à comprendre le cadre normatif dans lequel se trouvent les agents de l'enquête à composantes transnationales au Canada. Cette norme se retrouve au Canada, sous la forme de 7 jurisprudences qui se questionnent principalement sur l'application de la Charte canadienne des droits et libertés dans des enquêtes à composantes transnationales et d'un guide « Sherriff⁹³ ». Il existe également 156 traités bilatéraux et multilatéraux dont le Canada fait partie, de même qu'un protocole pour les enquêteurs venant de l'étranger. Ceux-ci jouent un rôle limité en ce qui a trait au sujet de cette thèse. Ils font parti de l'environnement distant du *policing* transnational, mais demeurent influents en termes de philosophie générale, à tout le moins en ce qui concerne la manière de faire au Canada.

2.2.3-L'analyse des données

Dans cette section, nous répondrons au regain d'attention de la part des chercheurs sur ce que signifie l'action d'analyser nos données (Savoie-Zacj, 2000). Nous tenterons de rendre explicites les processus mentaux sous-jacents au processus d'analyse et aux tâches afférentes.

⁹³ Ce document est une sorte de formalisation du travail policier qui rend concret les pratiques "abstraites" ou "implicites" des policiers. C'est une sorte d'artefact témoignant de la relation entre les individus et le système. Sans dire que sa portée aurait besoin d'être reconnue publiquement, le fait que la GRC admette qu'il s'agit d'un document de référence est considérable si l'on admet que la GRC est l'organe privilégié de la coopération policière transnationale au Canada.

Tout d'abord, les tâches afférentes réfèrent aux instruments utilisés pour effectuer l'analyse. Le codage des données a été effectué « à l'ancienne ». Nous n'avons pas utilisé de logiciels tels Nvivo.

Les entrevues ont été « codées » et un découpage a été effectué au fur et à mesure, pour s'assurer de toujours procéder à l'entrevue suivante de manière plus serrée, en termes de questions à poser et de nuances. Cela signifie que les thèmes importants ont été notés dans la marge des documents « word » et qu'une liste des thèmes importants était maintenue à jour. Nous avons utilisé la méthode inductive, et fait ressortir les thèmes de chacune des entrevues individuellement (les analyses verticales). Au fur et à mesure, nous avons construit une liste des différents thèmes traités par nos interviewés. C'est à partir de cette liste que nous avons procédé à une « analyse horizontale », qui a servi à établir les thèmes abordés dans chacun des chapitres d'analyse.

Concernant les processus mentaux, nous parlerons des choix analytiques qui ont été faits. Par exemple, nous avons choisi de ne pas discuter des éléments qui étaient considérés comme des aspects nationaux des enquêtes à composantes transnationales. Nous avons également choisi de ne pas trop approfondir la question des luttes de pouvoir internes, dont les enquêteurs canadiens nous ont parlé. Cela ne veut pas dire que ce thème n'est pas important, mais il n'était selon nous pas directement relié à notre étude des éléments transnationaux.

Nous avons d'abord rédigé l'avant dernier chapitre d'analyse, car la question des divers moyens à la disposition des agents ainsi que le rationnel derrière le choix de moyens a fait l'objet d'une grande part des discussions. Nous avons ensuite analysé les éléments composant le second thème en importance, qui était la nature et la qualité des relations entre les agents du *policing* transnational. Ce chapitre est placé en dernier. Il nous restait à assembler en un tout cohérent et interprétable un certain nombre d'éléments sur la perception des policiers à l'égard de la sphère politique et juridique. Nous en avons fait l'objet des deux premiers chapitres d'analyse. Le chapitre qui parle des perceptions et de la place du politique se veut une mise en contexte du monde social du *policing* transnational, non pas dans sa réalité objective, mais bien à partir de la perception des agents du *policing* transnational. Le chapitre sur la sphère

juridique visait au départ à contraster les propos des interviewés policiers avec ceux d'interviewés procureurs. Le petit nombre de procureurs interviewés nous a amené à examiner les écrits proposés par ces derniers, soit la jurisprudence canadienne sur l'extranéité. Le document du procureur Sheriff a aussi contribué à enrichir l'analyse.

2.3-Limites de la recherche

Le reste de ce chapitre sera consacré aux limites de la présente étude. Le choix des enquêtes sur le trafic de drogue introduit des biais en ce sens qu'il n'est pas certain que les conclusions de l'analyse pourront être appliquées à d'autres types d'analyses. Il est clair que nos conclusions ne pourront être appliquées sur des enquêtes très différentes de celles sur le trafic de drogues, tels que celles sur les homicides. Toutefois, il est moins clair en quoi lutter contre la drogue se distingue de la lutte contre le terrorisme, par exemple. À notre connaissance, aucune étude n'a répondu à cette question jusqu'à maintenant. Il faut donc garder en tête que nous avons étudiée la coopération policière transnationale d'un crime particulier, soit le trafic de drogue et les activités de blanchiment. Nous l'avons fait suivant l'argumentation de Sheptycki (1996) :

This category of criminality is singled out for examination here because it is second to none in terms of the amount of energy (in terms of money, personnel, time and rhetorical justification) devoted by the transnational law enforcement enterprise. As such, it can be considered the paradigmatic example of policing in this sphere. (p.65).

Au moins jusqu'en 1996, le trafic de drogue était le crime qui pouvait être vu comme le plus important lorsqu'il était question de collaboration entre États. En 1996, c'était le seul crime qui avait gagné l'approbation pour qu'on établisse une agence policière pan-européenne (Europol) ayant un potentiel opérationnel et le droit de l'utiliser (Sheptycki, 1996, p.66). Depuis, on sait que c'est également le cas avec le terrorisme, suite aux événements du 11 septembre 2001 (Fortmann et al., 2003). Il faut alors se demander si les coopérations policières transnationales sont fondamentalement différentes selon le crime étudié. Bigo (2003) est d'avis que « les réseaux tels qu'ils se constituent entre les services de police, varient grandement selon les types de criminalité »(p.117). Les propos de Sheptycki (1996) sont encore d'actualité :

It is too soon to say that all of the developments in the newly transnational criminological enterprise will be conditioned by the same set of processes. A wide range of criminality comes under this rubric. War crimes are not the same as international white collar crime; transnational traffic in stolen vehicles and fine art are

different again and there are yet other types of crime. These different forms of criminality are policed by very different agencies and the ideological setting in which they operate is also different. We might, therefore, reasonably expect that the political processes that condition them will be different. Criminologists have a great deal of work to do as they open up the transnational domain for consideration. (...) The real danger is that the habits developed in the pursuance of this law enforcement effort will condition other forms of policing that are currently emerging in the transnational domain. (p.73).

Deuxième limite possible à considérer, la moitié des interviewés étaient canadiens. Dans l'absolu, cela pourrait amener un biais. Le Canada se trouve dans un contexte continental différent de celui des États membres de l'Union Européenne, car il fait parti du cadre continental nord américain, étant le voisin direct des États-Unis. Il fait parti de l'A.L.E.N.A., avec les États-Unis et le Mexique. Il est donc fortement influencé par son voisin puissant. Toutefois, il reste que l'ALENA s'est avérée beaucoup moins puissante que l'U.E.. À tout le moins, ses membres évoluent dans un environnement moins contraignant du point de vue normatif. On ne leur demande pas, comme dans le cas des pays européens, d'uniformiser leurs pratiques. Contrairement à l'U.E., l'A.L.E.N.A. s'est restreinte à l'économie. Le Canada est donc relativement libre de négocier des accords bilatéraux avec les États-Unis⁹⁴ et d'établir des initiatives de coopération ponctuelles (Alain, 2001).

Toutefois, tout comme leurs collègues européens, et malgré que les accords semblent simples et directs, « canadian police officers complain about inefficiency, time consuming procedure and, on another level, directed much more by American standards than standards commonly accepted by both sides » (Alain, 2001, p.5). L'étude d'Alain (2001) montre que « in the end, cooperation agreements and information exchange mechanisms never replaced the informal networks that police officers have built over the years » (p.24). Dans ce contexte, il semble possible de considérer que peu importe la nationalité des interviewés, cela aurait

⁹⁴ In contrast matters of police cooperation and intelligence exchange on the North-American continent appear to be much more straightforward. This is partly to do with the smaller number of partners involved; principally the US and Canada, and sometimes, but to a lesser extent, Mexico or other Latin American and Caribbean countries (Mills, 1993). Canadian and US national police agencies, the FBI and the RCMP, share a common criminal intelligence network. Each national police agency has instant access to some data included in the Canadian system and into its American counterpart. What seems interesting about this information sharing system from a human-rights perspective, is that it follows pre-specified hierarchy levels: an American detective can access a certain level of info in the CPIC, and the same is true for an RCMP officer in the FBI system. To get access to more specific information—like an ongoing police inquiry in the partner's country—the police officer will then have to transmit an official demand through what is referred to as a diplomatic channel (Alain, 2001, p.4).

vraisemblablement amené les mêmes types d'analyses.

Ensuite, nous considérons que la coopération policière transnationale, plus précisément le *policing* transnational, qui a été l'objet de cette étude, peut être considérée comme un sujet sensible⁹⁵. Nous verrons comment diverses caractéristiques de l'objet de recherche, lié à sa sensibilité, nous ont poussés à faire certains choix. Cela entraîne plusieurs conséquences qui causent des biais dans la recherche, ce qui limite les conclusions appropriées que l'on peut tirer de cette thèse. Tout d'abord, il sera question de l'impact le plus important, c'est-à-dire la représentativité de l'échantillon. Force est de constater que la constitution de l'échantillon a été problématique. Bien sûr, le phénomène est encore relativement rare et les intervenants impliqués sont peu nombreux et pour la plupart assez difficiles d'accès. Comme l'a constaté Lee (1993), il est difficile et souvent coûteux d'avoir accès à des échantillons sur un sujet qui est rare. De plus, une stratégie de maximisation de la diversification, bien que souhaitable dans notre recherche parce qu'elle améliore en même temps la représentativité, a été difficile à mettre en place. Il est donc difficile de généraliser très largement les conclusions de cette thèse, car il est impossible d'évaluer la représentativité dans notre étude. En effet, il n'existe pas de statistiques sur le nombre d'enquêtes policières à composantes transnationales. Ce dont il est certain, c'est que nous n'avons pas réussi à rencontrer des policiers de tous les pays du monde. Nous avons concentré notre travail sur le monde occidental. S'il y a une quelconque représentativité, fortes sont les chances qu'elle se retrouve dans la zone géographique de l'Amérique du Nord. Bien sûr, plus le *policing* transnational sera répandu, plus il sera permis d'espérer avoir accès à davantage d'interviewés et de documents. En procédant à d'autres études du même genre que la nôtre, il sera possible de voir si les conclusions que nous avons tirées s'appliquent à d'autres contextes, que ce soit par rapport à des zones géographiques ou encore relativement à la nature des crimes à contrer. Nous y reviendrons plus en détail dans la conclusion de la thèse.

Nous n'avons d'autres choix que d'utiliser la méthode boule de neige. Elle a d'ailleurs été reconnue pour avoir un potentiel considérable quand il s'agit de trouver un échantillon dans

⁹⁵ Sieber et Stanley (1988) définissent les recherches sensibles comme étant des : studies in which there are potential consequences or implications, either directly for the participants in the research or for the class of individuals represented by the research. (p.49).

une population rare (Sudman et Kalton, 1986), ce qui était notre cas. Elle est d'autant plus inévitable dans les recherches qui sont également sensibles, comme la nôtre. Toutefois, les biais sont à peu près inévitables dans l'échantillonnage par boule de neige parce que les relations sociales sur lesquelles est basée la procédure tend à regrouper des interviewés homogènes quant à leurs attributs, plutôt que de fournir des liens avec d'autres qui ont des caractéristiques sociales différentes (Davies, 1986). C'est exactement ce qui est arrivé dans notre terrain de recherche, car les interviewés canadiens réfèrent des canadiens. Il en allait de même pour les interviewés provenant des autres pays.

L'idée d'utiliser l'analyse de réseau pour tracer une carte des réseaux de policiers qui travaillent dans le champ de la coopération internationale en matière de trafic de stupéfiants que nous avons eu au début de notre doctorat était également problématique en ce qui a trait à la représentativité de l'échantillon. Nous avons en effet constaté la difficulté du terrain à effectuer et nous en sommes venus à la conclusion qu'il serait très difficile de produire cette carte. Une première raison est que les individus composant ces réseaux sont extrêmement difficiles à contacter, puisqu'ils sont organisés sous une forme vague, relâchée et imprécise⁹⁶. Ils ne constituent pas un groupe facilement identifiable et accessible. Il fut possible d'identifier et d'avoir accès à certains d'entre eux, mais il était clair qu'il serait impossible de rencontrer tous les agents d'un tel réseau et de pouvoir connaître l'ensemble de leurs liens.

En plus de ces problèmes dans la précision du réseau à dessiner, le roulement élevé de personnel dans ces spécialisations s'est révélé trop rapide pour permettre d'étudier le réseau, entre autres parce qu'il y a des frustrations récurrentes chez les experts⁹⁷, un mouvement accéléré entre les unités chez ceux qui considèrent qu'ils ne sont pas à leur place ainsi qu'à l'habitude des organisations policières de déplacer leurs employés entre les différentes unités d'enquête. Les questions de confidentialité devaient également être prises en compte, car il s'avère souvent difficile d'accéder aux individus qui travaillent dans les enquêtes à composantes transnationales, faute d'un accord avec leurs supérieurs. D'ailleurs,

⁹⁶ En référence au terme anglais « loose coupling ».

⁹⁷ Ils sont souvent ce qu'on appelle des « highs achievers », c'est-à-dire qu'ils recherchent continuellement de nouveaux défis, et ils quittent éventuellement les enquêtes à composantes transnationales pour de plus grands défis, tels que des missions à l'international, que ce soit des missions de paix ou des postes aux Nations Unies, par exemple.

cela crée un autre problème, relié aux recherches de type sensible. Lorsqu'une recherche s'avère sensible, il devient difficile, par exemple, de standardiser les méthodes employées, entre autres dans des entrevues. Il faut par conséquent bien comprendre les détails de la collecte de données pour éviter de trop généraliser les résultats et de faire des mauvaises interprétations. Cette recherche a nécessité beaucoup de flexibilité et une adaptation rapide aux situations qui se présentent, car la collecte sur le terrain a été relativement difficile. Nous allons maintenant examiner le problème de standardisation des entrevues.

Tout d'abord, les entrevues n'ont pu être standardisées pour les raisons énoncées dans ce chapitre. Il n'était pas non plus souhaitable d'y arriver, car cela aurait également entraîné des biais. Par exemple, il n'est pas intéressant d'omettre tout ce qui n'entre pas dans des catégories établies d'avance. En d'autres termes, il est néfaste d'accorder trop d'importance à la recherche de constantes. Une approche standardisée risquait de ne pas suffisamment tenir compte des particularités propres aux situations et aux personnes. Il a donc fallu s'adapter à chaque interviewé, en étant à l'écoute des concepts utilisés et de sa propre représentation de la situation. Pour se faire, il fallait adopter une attitude radicalement opposée à la standardisation.

Ensuite, il est possible de se demander jusqu'à quel point les interviewés ont parlé franchement de leur travail. Il est donc question de véracité des données. Il est difficile de se prononcer sur ce sujet, mais nous pensons que la relation de confiance s'est généralement bien établie. Voyons un exemple comparé concernant les techniques d'enquêtes, sujet particulièrement controversé pour les policiers. Les policiers que nous avons rencontrés dans le cadre de notre mémoire avaient comme politique de ne pas parler des techniques d'enquêtes qu'ils utilisent. Certains étaient également très prudents en ce qui concerne cette politique, mais la plupart des policiers que nous avons rencontrés pour le présent terrain étaient plus flexibles par rapport à cette règle implicite. Tous les autres sujets de compréhension des logiques inhérentes au travail d'enquête à composantes transnationales, contrairement à ce que l'on peut être amené à penser, ne sont pas un tabou pour les agents policiers transnationaux. À notre avis, s'ils ne parlent pas d'emblée de ce qui se passe de manière générale dans leurs enquêtes à composantes transnationales, c'est qu'on ne leur pose pas les bonnes questions ou encore qu'ils doutent que cela puisse intéresser quiconque à part eux. Nous avons aussi pu

constater un manque de recul par rapport au travail qu'ils effectuent, car chacun réalise sa partie de son côté. Ce travail « en silo », qui explique certains trous dans les récits, est vu à la fois comme un empêchement et comme un élément important dans les enquêtes transnationales, car tous ne peuvent pas être mis au courant de chaque détail de l'enquête, faute de temps. Cela peut être surprenant au premier abord, mais tous comptes faits l'ignorance de beaucoup de détails concernant leur propre enquête ne nous semble pas une dissimulation de faits de la part des agents de l'enquête, mais bien plutôt le résultat de la structure adoptée, d'où l'intérêt de rencontrer le plus possible d'agents impliqués dans les enquêtes à composantes transnationales, de manière à comprendre la diversité des points de vue et interprétations possibles.

Un mot finalement sur les individus interviewés et sur les organisations dont ils proviennent. Les « choix » à ce sujet sont également des sources de biais. Blau (1964) a fait une réflexion sur une étude qu'il a faite sur la souplesse et les rigidités chez certains individus et organisations.

Suppose someone wants to study bureaucratic rigidities and fear of innovation. The very fact that the management gives him permission to conduct his investigation in its organization indicates that it is not resistant to trying something new. It may well be no accident that all old-fashioned bureaucracies that I approached refused permission for the study and that both organizations that opened the way were relatively young. Perhaps self-selection makes it inevitable that the organizations we study are those in which bureaucratic rigidities are least pronounced. (p.28).

Cette réflexion est intéressante pour tenter de comprendre comment notre échantillon se différencie des éléments qui ne sont pas entrés dans notre échantillon. Par exemple, il a été difficile, voir impossible de rencontrer plusieurs individus de plusieurs organisations de certains pays. Dans d'autres cas, comme au Canada, cela nous a semblé relativement aisé. Cela en dit encore plus long sur les organisations, entres autres Interpol-Ottawa, qui ont carrément refusé de nous ouvrir leurs portes, en nous affirmant que tout ce qu'ils avaient à dire et à offrir se trouvait sur leur site Web.

CHAPITRE 3

Les impacts des perceptions des professionnels du *policing* transnational en ce qui a trait au champ politique et à son système de sanction

Les quatre prochains chapitres seront consacrés à l'analyse des données recueillies. Nous expliquerons comment les agents du *policing* transnational réussissent à faire leur travail dans un monde décrit comme ultracomplexe et ultrachargé tant sur plan des structures que sur le plan moral. La prémisse générale qui sous-tend le reste de cet ouvrage est que les règles et les procédures qui régissent la coopération policière transnationale seraient fondamentalement flexibles, ce qui permettrait aux agents du *policing* transnational de faire usage de ce pouvoir discrétionnaire qui leur est laissée. C'est ainsi que les agents du *policing* transnational arriveraient à bien gérer et à réduire les incertitudes pour prendre des décisions. Cette prémisse se divise en quatre sous-hypothèses, qui sont reprises et examinées en détail dans les prochains chapitres. Ce chapitre porte sur la première sous-hypothèse, qu'il est utile de rappeler :

Les agents du *policing* transnational tiennent compte des éléments politiques qu'ils perçoivent entre les États, pour décider s'ils travaillent avec leurs homologues étrangers. Toutefois, ils ne se limiteraient pas à ceux-ci pour décider comment agir avec leurs homologues. L'étendue du *policing* transnational ne correspond pas à l'état des relations entre pays. Une relation, bien que souvent méfiante, est parfois établie entre policiers malgré que les pays ont beaucoup de divergences du point de vue des intérêts et des valeurs fondamentales.

Ce chapitre ne vise pas à expliquer les relations internationales, mais bien à s'appuyer sur elles pour comprendre les éléments qui influent sur la coopération policière transnationale. Voilà pourquoi nous n'expliquons pas en détail la relation qui unit deux pays, et que nous nous contentons de la qualifier de manière générale. Les relations politiques entre les agents étatiques telles qu'elles sont perçues par les agents du *policing* transnational sont importantes pour saisir pourquoi certaines coopérations policières ne fonctionnent pas ou se déploient différemment de ce à quoi on aurait pu s'attendre. Toutefois, il faut garder en tête que les relations politiques fonctionnent différemment des relations policières. Elles sont basées sur un système de récompenses et de punitions. La sanction, de même que les éventuels bénéfices, sont au centre des relations politiques⁹⁸. En d'autres termes, le système politique de la coopération policière transnationale est fondé sur la sanction, dans le but premier de contenir

⁹⁸Les relations politiques constituent une partie seulement de ce que nous avons appelé « coopération policière transnationale ».

le potentiel de déviation face à ce que nous appellerons des métanormes.

D'autre part, et même si les agents du *policing* transnational déploient tous les efforts nécessaires pour réaliser une enquête à composantes transnationales, il faut se demander s'il est vrai que celle-ci ne pourra se faire pleinement que si les gouvernements arrivent à s'entendre et acceptent de coopérer ensemble pour résoudre un problème commun. D'ailleurs, nous constatons que la coopération policière transnationale⁹⁹, composée des activités policières transnationales menées à terme ainsi que de la mise en place de relations politiques favorisant ces dernières, n'est pas menée par une volonté unique (Bigo, 1996), mais qu'elle est plutôt le résultat d'une combinaison de stratégies individuelles, de priorités organisationnelles et d'intérêts particuliers (Sabatier, 2001). Ce chapitre a pour objectif de comprendre si les conditions politiques qui encadrent la coopération policière transnationale ont un impact sur la mise en œuvre d'enquêtes à composantes transnationales¹⁰⁰. Prenons l'argument de Deflem (2002) à l'effet que le travail de police transnationale serait largement séparé des volontés politiques des États. Dans ce contexte, les services de police pourraient agir et entamer des opérations transnationales indépendamment de la volonté politique des États. Nous verrons que cet argument est trop tranché pour comprendre les données que nous avons recueillies. En effet, les volontés politiques telles que perçues par les agents du *policing* transnational ont des effets sur le travail des policiers, bien que celles-ci ne sont pas non plus totales.

Voilà un exemple du déroulement ainsi que des conséquences de négociations entre la Grande-Bretagne et l'Arabie Saoudite provenant d'un reportage appelé « Black Money », présenté par Frontline (2010). En 2002, soit peu après les événements terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la Grande-Bretagne mène une enquête à composantes transnationales en matière de corruption, ce qui dérange particulièrement les autorités politiques de l'Arabie Saoudite. Ce pays demande l'interruption de cette enquête, faute de

⁹⁹La coopération n'est pas nécessairement présente dans le *policing* transnational, elle en est plutôt un résultat heureux. Ce que l'on appelle « coopération policière transnationale » suit un processus qui ne mène pas toujours à une coopération optimale. Celle-ci ne peut être constatée que suivant le fait. Il faut donc voir la coopération comme un processus en construction, plutôt que comme un fait immuable. L'expression « coopération policière transnationale » contient 2 pièges. Le premier est qu'il n'y a pas toujours coopération, la deuxième, qu'elle ne porte pas uniquement sur les activités policières, mais bien sur une combinaison de celles-ci et de celles des autorités politiques.

¹⁰⁰Nous avons cherché à comprendre ces enjeux du point de vue particulier des agents canadiens, bien que d'autres points de vue soient aussi intégrés à ce travail.

quoi il cessera de collaborer avec les britanniques en matière de terrorisme. Ces derniers n'ont d'autre choix que de se conformer, et le premier ministre Blair, dans un mémo à ce propos, explique : « these developments have given rise to a real and immediate risk of collapse, in UK/Saudi security, intelligence and diplomatic cooperation ». Par la suite, les États-Unis ont ouvert une enquête à propos du même cas, qu'ils ont appelé la « BAE investigation ». Ils ont bien sûr demandé la coopération des britanniques. Ceux-ci n'ont pas répondu à la demande provenant des États-Unis.

Dans cet exemple, les britanniques ont violé l'entente qu'ils ont signée un peu plus tôt en ce qui concerne le traité contre la corruption internationale. En principe, une enquête ne peut pas être interrompue pour des raisons économiques et/ou suite à des pressions politiques. Dans les faits, c'est quand même ce qui se produit. C'est entre autres à cet effet que le politique se révélerait important dans la poursuite d'enquêtes à composantes transnationales.

La proposition défendue dans ce chapitre est la suivante : les agents du *policing* transnational tiennent compte de leurs perceptions des relations politiques entre les États pour décider s'ils coopèrent et s'ils vont outrepasser ou pas le scepticisme souvent inhérent qu'ils ont à l'égard de leurs homologues étrangers¹⁰¹. Toutefois, ils ne dépendent pas uniquement de celles-ci pour décider quels comportements et attitude adopter envers leurs homologues. Une relation limitée entre les agents de l'enquête à composantes transnationales, bien que souvent empreinte de scepticisme et de méfiance, peut en effet être établie malgré que les pays ont beaucoup de divergences du point de vue des intérêts, des priorités ainsi que des valeurs fondamentales. Nous allons tout d'abord aborder la question des souverainetés nationales, pour ensuite aborder l'importance des motivations et intérêts/priorités partagés. Nous allons voir que le fait que les pays soient en conflit ou en désaccord ne veut pas nécessairement dire qu'il n'y aura

¹⁰¹ Cette analyse porte sur les interprétations des transformations politiques à travers le regard des opérationnels. On peut tout au plus dire que c'est leur compréhension des décisions politiques que nous rapportons. Il aurait été intéressant d'avoir les perspectives des décideurs politiques et des diplomates pour pouvoir se livrer à des analyses mieux étayées en ce sens. À ce sujet, voir Scherrer (2009). Autrement dit, nous analysons le politique à travers le regard de ceux qui ne sont le plus souvent que des observateurs et non des acteurs à ce niveau, et ce même s'ils peuvent être des observateurs influents ou au contraire entrer dans l'arène comme acteurs. Il s'agit d'un champ de recherche à explorer. Toutefois, il faut rappeler que le but de ce chapitre n'est pas de comprendre le politique en soi, mais bien d'en comprendre l'importance à l'égard des pratiques opérationnelles.

pas de coopération entre les policiers des deux pays. Cela dépend en grande partie du pouvoir discrétionnaire utilisé par ceux-ci. À l'inverse, des pays amis peuvent ne pas vouloir ou ne pas réussir à coopérer efficacement, alors que les éléments politiques semblent les entraîner vers une coopération. La collaboration dans la coopération policière transnationale est une caractéristique importante pour que les activités policières transnationales puissent se mettre en place. S'il n'y a pas un degré minimal de coopération entre policiers, le *policing* transnational fonctionne mal. Toutefois, l'entente entre les autorités politiques n'est pas toujours nécessaire pour voir apparaître les activités policières transnationales.

À travers une analyse qui révèle un large spectre allant de relations politiques pouvant être qualifiées de non conflictuelles à conflictuelles, on retrouve également des relations de pouvoir relativement symétriques aussi bien qu'asymétriques. Parallèlement, on découvre un grand nombre de coopérations évitantes ainsi qu'une rareté des relations de coopération confiante. Ce qui est étonnant est le fait que des relations politiques conflictuelles et asymétriques n'entraînent pas nécessairement une absence de coopération dans les activités policières transnationales correspondantes. De même, le fait d'observer une relation politique non conflictuelle et relativement symétrique entre deux pays ne garantit pas une coopération dans des enquêtes à composantes transnationales, que celle-ci soit de type confiant ou méfiant.

3.1- Les souverainetés nationales et les alliances

La plupart des auteurs qui se sont intéressés à la coopération policière transnationale abordent le sujet de la souveraineté des États, car il s'agit d'un élément fondamental d'une analyse de type politique ou légaliste. Fukumi (2007)¹⁰² et Jackson (1999) expliquent :

The essence of statehood is sovereignty, and therefore states need to protect it in order to survive. Sovereignty in world politics is regarded as an essential element for a member of international society and is required in order to establish formal relationships with other members. The sovereignty of a state, therefore, needs to be recognized by other sovereign states. Mutual respect for each other's sovereignty works to bring order to international society. (Fukumi, 2007, p.39)

Sovereignty is a distinctive way of arranging the contacts and relations of political communities, or states, such that their political independence is mutually recognized and they co-exist and interact on a foundation of formal equality and a corresponding

¹⁰²L'analyse de Fukumi (2007) provient d'entretiens qu'il a réalisés avec des représentants politiques de plusieurs pays et d'organisations internationales.

right of non-intervention (Jackson, 1999).

Nous nous intéressons ici à la souveraineté parce que nous cherchons quels sont les éléments politiques importants à prendre en compte pour comprendre le déroulement des enquêtes à composantes transnationales. Tout d'abord, les différences concernant les lois et les pratiques entre les juridictions créent des problèmes, mais elles ouvrent également différentes fenêtres d'opportunités pour la réussite d'enquêtes transnationales. Plus précisément, la souveraineté des États entraîne à la fois obstacles et occasions. Cet élément est fondamental pour avoir une bonne compréhension du fonctionnement du système utilisé par les agents du *policing* transnational pour mener les enquêtes à composantes transnationales. En effet, alors que les policiers ont un large pouvoir discrétionnaire dans leur travail, ils doivent en principe respecter les différences entre les États, ce qui découle du fait que ces derniers sont toujours souverains en matière de coopération policière transnationale, et ce contrairement aux affirmations ou aux désirs de certains de voir se former une coalition policière mondiale. Nous allons maintenant voir quelques exemples provenant de la pratique quotidienne.

Concernant la mise en œuvre de la souveraineté, A.P., un agent de liaison français, donne l'exemple d'une collaboration entre la France et le Venezuela, où les autorités vénézuéliennes ont décidé de mettre un terme à l'enquête plutôt que de la poursuivre, contrairement aux désirs des autorités françaises.

A.P. : Même si au niveau français on a une compétence régionale, on n'est pas accrédité comme diplomate ou comme policier au Venezuela. Ils ont donné leur accord, et on est parti avec mon collègue. À partir de là on a compris qu'ils étaient en train de décharger la drogue et la mettait dans le hangar. Les policiers vénézuéliens ont dit : « nous on a notre hiérarchie, qu'est-ce qu'on fait? ». Alors, leur demander de continuer à les surveiller ça aurait été la meilleure solution, mais le problème c'est qu'on ne savait pas comment et si cette drogue allait partir en Europe. Alors évidemment on leur a parlé de surveiller, mais ils nous ont répondu: « oui, mais sur quoi? Nous on ne va pas rester des jours et des jours sur ce hangar, on ne sait pas ce qui va se passer ». Puis ils ont pris la décision. Chez eux, ils sont souverains. Au bout de 2 -3 jours, ils sont intervenus dans le local. Et là ça a été terminé. Quand j'ai informé Paris de ces interpellations, le lendemain matin en France et en Italie, on a arrêté toutes les personnes qui avaient été impliquées dans l'affaire.

Cet exemple suggère qu'il est parfois possible pour un pays comme le Venezuela, bien qu'il ait peu de poids politique sur la scène mondiale, de faire valoir sa souveraineté sur son territoire face à des États plus puissants comme la France. Cela a bien sûr un impact sur

l'enquête en cours. Toutefois, il n'est pas toujours possible pour un pays de faire valoir ses propres choix, tout particulièrement avec des États comme les États-Unis, qui sont reconnus pour ne pas respecter¹⁰³ la souveraineté d'autres pays (Fukumi, 2007). Ceux-ci ont un grand pouvoir politique qui fait en sorte qu'ils se permettent de contraindre les autres pays à coopérer avec eux. A.P. souligne d'ailleurs qu'il arrive que les États-Unis ne respectent pas suffisamment la souveraineté d'États d'Amérique latine. Il donne justement l'exemple du Venezuela, qui fait actuellement barrière par une non-coopération de facto avec les États-Unis, bien qu'officiellement le Venezuela a signé des conventions de lutte à la drogue et s'est ainsi engagé à collaborer en la matière.

A.P. : On ne peut rien faire évidemment contre les américains. Ce sont eux qui font l'enquête. Nous on respecte la souveraineté du pays. Ce n'est pas à nous à faire l'enquête, c'est au Venezuela à la faire. Mais si on peut l'encadrer, ce n'est pas plus mal. On fait un leadership plus délégué, alors que les américains font un leadership beaucoup plus dirigé.

Les États font pression les uns sur les autres, mais les plus puissants vont davantage influencer le choix des politiques mises en place dans d'autres pays. De plus, les États, pour assurer leur survie et renforcer leur position sur l'échiquier mondial, peuvent s'allier avec ceux qui partagent leurs intérêts (Morgenthau, 1972). Ce mécanisme servirait à prévenir la « tricherie » de la part d'États alliés ainsi qu'à s'assurer du maintien des relations, à travers les liens qui sont créés par le mécanisme lui-même (Fukumi, 2007). Les alliances servent également à assurer la sécurité, mais les États s'allient et coopèrent seulement quand ces alliances/coopérations sont avantageuses pour leurs intérêts nationaux et qu'ils en retirent certains gains (Fukumi, 2007) et/ou peuvent éviter des sanctions économiques et politiques telles que celles qui ont été décrites dans le cas de la « BAE investigation » (Frontline, 2010).

Ce ne sont donc pas tous les pays qui peuvent se permettre d'éviter de coopérer avec des pays puissants tels que les États-Unis. Fukumi (2007) explique d'ailleurs que bien que les lois internationales n'ont pas de pouvoir coercitif pour forcer les États à coopérer, il existe des pressions internationales qui peuvent rendre difficile pour les États de ne pas se conformer. Il souligne que ceux qui pourraient le plus en souffrir sont les États en développement. En fait,

¹⁰³Il est question de l'attitude générale du pays à l'égard des autres pays et non pas de l'attitude de particuliers à l'égard d'autres individus.

l'assistance étrangère ainsi que les relations économiques peuvent être utilisées comme levier de contrainte. Par ces moyens, les États les plus forts peuvent forcer les autres États à se conformer aux normes internationales ou à leurs propres visions de ce qui devrait être fait en matière de lutte à la drogue.

En principe, le fait d'accepter de se conformer aux règles internationales dépendrait de la volonté de chaque État. En réalité, la décision d'un État est aussi influencée par les pressions internationales ainsi que par son propre désir d'être accepté par la communauté internationale (Fukumi, 2007, p.41). De plus, le niveau d'enthousiasme ainsi que la manière dont un État se conforme aux règles peuvent créer des contraintes et des tensions entre États, particulièrement lorsqu'il est question de contrôle du crime. Par exemple, certains États peuvent être prompts à punir sévèrement des trafiquants de drogues, et sont donc insatisfaits des sentences plus légères imposées par d'autres États (Ruggerio et South, 1995). Cela cause de la frustration dans les premiers États, ce qui peut entraîner l'adoption de mesures extrêmes, souvent unilatérales, pour arriver à traduire les criminels en justice dans leur propre système judiciaire. À noter que le contrôle du crime ainsi que les peines imposées sont des questions sensibles en lien avec la souveraineté des États (Fukumi, 2007).

Par exemple, la pression vécue par les États membres de l'U.E. ne vient pas seulement de la communauté internationale, mais surtout des États-Unis. D'ailleurs, bien qu'il y ait des documents officiels qui affirment qu'il y a bien coopération entre les États-Unis et les États membres de l'U.E., certains responsables étatsuniens expliquent que la concrétisation de cet engagement contre le crime organisé transnational est encore incertaine (Fukumi, 2007, p.71). Il est toutefois clair que la lenteur du processus engagé par l'U.E. est perçue par les étatsuniens comme un manque d'enthousiasme à l'égard de leur lutte à la drogue.

De plus, pour travailler ensemble, il faut que les juridictions impliquées aient une bonne raison de le faire. Fukumi (2007) explique que les pays membres de l'U.E. et les États-Unis sont d'accord sur au moins deux points en ce qui concerne la lutte à la drogue. Premièrement, ils considèrent que le trafic de drogue est une menace sécuritaire. Ensuite, que la coopération transnationale est essentielle pour arriver à contrôler la problématique des drogues. Toutefois, leurs approches demeurent généralement parallèles et non pas unifiées. En effet, alors que les

États-Unis mettent l'emphasis sur la réduction de l'offre de drogues, l'U.E. penche davantage vers la réduction de la demande de drogue. Fukumi (2007) souligne par ailleurs que les États, bien qu'ils soient d'accord sur l'impératif de s'occuper du problème de la drogue, perçoivent différemment le problème et les solutions à l'égard du trafic de drogue transnational. Les États membres de l'U.E. percevaient jusqu'à tout récemment la situation comme étant un problème social plutôt qu'un problème sécuritaire. En ce sens, les solutions qu'ils privilégient ne sont pas des stratégies de réduction de l'offre, mais de réduction de la demande et même de réhabilitation (Fukumi, 2007, p.57). Malgré cela, ils se sont officiellement ralliés à la position des États-Unis (The European Commission, 2003).

Ces différences découlant de leurs perceptions divergentes de la nature et des dommages causés par la drogue ont un impact sur la façon de mener les coopérations transnationales, l'U.E. mettant l'emphasis sur les ententes au niveau politique et les États-Unis se concentrant sur la poursuite de résultats en matière policière. Toutefois, les pressions politiques peuvent parfois entraîner des résultats positifs. C.K., un policier canadien, explique que :

C.K. : Il y a beaucoup de pressions politiques là-dedans. Le Canada fournit beaucoup d'aide à différents pays, participe beaucoup dans des ententes bilatérales avec différents pays. Quand on voit le G8 et les rencontres entre l'Europe, bien souvent, en arrière-plan, il va y avoir un diplomate qui va dire : « ok, on va signer ce traité-là, mais voici notre liste d'exigences. Une des exigences c'est que maintenant on veut avoir une meilleure coopération avec les banques allemandes, pour identifier les détenteurs de comptes ». Ils vont dire oui. Personne ne va le savoir, mais il va y avoir des petites ententes de faites en arrière-plan. J'utilise ça comme exemple, mais ça peut être d'autres affaires. La sensibilisation qui s'est faite au Canada, fait en sorte que pour les policiers il y a de la pression pour agir. Ils peuvent dire : « ok pas de problèmes. L'Allemagne, vous allez échanger vos choses ». Il faut que ça soit fait d'une façon politique. Donc, il y a un effort qui est fait. Ça s'est amélioré beaucoup, parce que maintenant il y a des façons de procéder qu'on n'avait pas avant. Des politiques qui sont en place. Il y a une sensibilisation qui a été faite et c'est faisable maintenant. Avant ce n'était pas faisable, parce qu'on ne peut pas aller chercher ça en Allemagne, non. Pas de compte de banque icitte. T'auras beau demander, on n'a pas de traités, on n'a pas d'obligations de vous donner cette information. Pis on ne vous le donnera pas. Maintenant, on a une entente. Fournissez votre documentation, et on va vous donner l'information. Si ça répond à nos exigences.

Dans ce cas-ci, les pressions ont élargi les possibilités d'échanges entre le Canada et l'Allemagne, alors qu'avant, cela était beaucoup plus difficile, du moins politiquement.

Finalement, alors que pour Fukumi (2007) les politiques de prohibition des drogues sont un moyen pour les gouvernements d'atteindre des bénéfices maximaux et d'obtenir du pouvoir dans la communauté internationale, il semble bien que cette analyse soit trop simpliste quand elle est envisagée du point de vue de la coopération policière transnationale. Nous allons voir que les menaces de sanctions peuvent également avoir un impact important dans le choix des pays de se conformer aux demandes des États les plus forts. Cela se traduit différemment selon les protagonistes.

3.2-La main mise des États-Unis sur le fonctionnement de la coopération policière transnationale

Les États-Unis sont donc un pays sur lequel il faut porter son attention lorsqu'on étudie les relations politiques en matière de lutte à la drogue. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit du pays qui dépense le plus d'argent pour le contrôle de la drogue. Aucun autre État ne prend autant cette cause à cœur (Fukumi, 2007). Ils utilisent, beaucoup plus que d'autres pays, des moyens discutables pour atteindre leurs objectifs. Les propos de nos interviewés révèlent qu'ils emploient des méthodes beaucoup plus agressives que les autres États. Cela concorde avec ce qu'a trouvé Nadelmann. D'ailleurs, Bowling (2009), suite à ses travaux empiriques, a également confirmé les conclusions de Nadelmann :

Nadelmann (1993) noted that the U.S.A. was uniquely aggressive in promoting its own criminal justice norms in the transnational arena, expanding the scope of criminal law, methods of enforcement (e.g. electronic surveillance, informers, undercover policing and controlled deliveries), the scope of criminal procedure (e.g. asset forfeiture, extradition and maritime law enforcement) and leading the way in extra-territorial policing practices. (p.6).

Bagley (1988) souligne à propos des moyens employés par les étatsuniens : « one of the most glaring deficiencies of the US strategy is the tendency toward nonconsultative, unilateral decision-making in bilateral and multilateral affairs » (p.89). Cela veut dire que les États-Unis vont chercher à imposer leurs politiques sans égards à la position idéologique des autres pays. Le reportage de Frontline (2010) que nous avons évoqué plus haut est également fort éclairant pour comprendre le rôle de leadership joué par les États-Unis dans la lutte à la drogue. En effet, si on examine le cas de la corruption internationale, dans lequel les États-Unis tentent de bâtir un cadre légal avec l'Europe, on trouve également qu'ils utilisent des tactiques agressives.

Dans le reportage, on explique également comment les États-Unis ont réussi à imposer¹⁰⁴ leurs idées aux pays membres de l'U.E., malgré qu'ils y fussent initialement opposés. En effet, ceux-ci ont négocié avec les États-Unis pendant près de 10 ans avant d'accepter de signer un traité contre la corruption dans leurs pays. Les interviewés expliquent qu'il était tout simplement intenable pour certains pays membres de résister davantage aux demandes pressantes des États-Unis¹⁰⁵. D'ailleurs, nos interviewés expliquent que les États-Unis peuvent se permettre d'exiger, car ils ont un grand pouvoir sur la scène mondiale. Ils occupent une place privilégiée dans la coopération policière transnationale en matière de drogue.

Même s'ils arrivent à atteindre leurs objectifs, la réputation des États-Unis au niveau international demeure relativement mitigée, voir mauvaise. G.B., un policier canadien, poursuit en soulignant que les États-Unis font comme s'ils étaient chez eux partout, mais ne permettraient pas que d'autres pays fassent de même dans leur pays. Ils contournent donc la règle du respect des souverainetés et semblent imposer leurs propres règles du jeu.

M.M. : Les américains n'ont pas une bonne réputation internationale. Les États-Unis, malheureusement quand ils vont dans d'autres pays, admettons en Afghanistan ou en Irak, ils se pensent maîtres de toute la place. Pis ce n'est pas leur pays. Ça dérange beaucoup de gens.

G.B. : Les américains ils sont descendus au Canada, ils ont fait de la filature sur le suspect, pis ils ne nous l'ont jamais dit. Ils sont rentrés au pays, ils ont fait ce qu'ils avaient à faire, pis ils sont ressortis.

C.P. : c'est illégal ça non?

G.B. : oui, mais eux autres ils font ce qu'ils veulent quand ils veulent. Pis ce n'est pas la G.R.C. ou le gouvernement canadien qui vont les en empêcher. Alors que nous autres, si je voulais aller de l'autre bord, ils vont me mettre en dedans. Ils n'ont rien fait. Ils les ont laissé repartir. Pis demain matin ça arriverait encore pis ils le sauraient encore, et ils ne feraient rien encore.

C.K., un policier canadien, explique que les États-Unis ont la même attitude envers un pays comme le Canada. Il rajoute que les États-Unis s'octroient même parfois des territoires, dans l'exemple qu'il donne, un « no man's land », c'est-à-dire les eaux internationales, pour augmenter leur capacité à attraper des criminels transportant de la drogue¹⁰⁶. G.B., un

¹⁰⁴ Ils l'ont fait par le biais de l'O.C.D.E..

¹⁰⁵ Ils ont toutefois insisté sur le fait que même s'ils signaient le traité, cela ne fera pas disparaître la pratique bien établie.

¹⁰⁶ Pour plus de détails sur ce cas, voir le chapitre 4.

enquêteur canadien, évoque d'ailleurs des exemples où ni les demandes de T.E.J., ni les contacts directs n'ont été utilisés par les policiers étatsuniens. Ils ont procédé à une filature au Canada sans demander d'aucune façon l'accord des canadiens. Il explique que cela arrive passablement souvent, mais que les canadiens laissent faire puisque c'est finalement à leur avantage de laisser les policiers étatsuniens s'occuper d'une partie de leurs problèmes. Les États-Unis font tout ça dans l'intérêt de gagner leur guerre à la drogue, mais comme nous l'avons vu, cela crée des frictions avec les autres pays.

Bien que les ententes semblent s'être développées vers une plus grande généralisation de la coopération policière transnationale, il reste que les raisons de collaborer demeurent très diversifiées. Nous allons nous attarder sur ces différentes raisons de coopérer. Tout d'abord, derrière toute coopération, un motif commun ainsi que des intérêts collectifs doivent exister. Cela contribue à expliquer pourquoi il y a des interactions entre les agents du *policing* transnational. Il y a également un intérêt commun entre les États, car ceux-ci ont signé des conventions et ont négocié des ententes pour lutter plus efficacement contre la criminalité transnationale. Mais cela ne veut pas dire que la coopération va être effective dans des cas particuliers, car une volonté et un intérêt politique spécifique doivent également être présents pour qu'une enquête à composante transnationale voie le jour. Nous allons donc examiner quelques cas spécifiques pour avoir une meilleure idée de comment cela fonctionne.

H., un policier hollandais, donne l'exemple d'une coopération entre la Hollande et les États-Unis. Il explique qu'elle est avant tout une décision politique. Les autorités politiques jugent si un cas vaut la peine d'être mené avant que le *policing* transnational ne puisse s'effectuer.

H: That's always a political decision because when we were related to ecstasy, there was a big problem. Everybody from abroad said the problem is in Holland because all the pills we seized in our countries. It was coming from Holland, so you have to do something about it. That's also the reason why we work with the Americans for a long period to make it on a political level acceptable.

Il explique également que si les autorités politiques d'un pays jugent que la problématique n'est pas prioritaire, alors il y a peu de chances que l'enquête continue ou soit même commencée, car ils n'alloueront pas les fonds nécessaires à celle-ci. Ces différences indiquent que les divergences d'intérêts au niveau politique sont chose commune dans la lutte à la drogue. Toutefois, les différents points de vue ainsi que les véritables raisons poussant les

agents à participer à la lutte à la drogue causent souvent des frictions entre les pays. À l'inverse, et même si la règle de la double criminalité, essentielle pour respecter la souveraineté, n'est pas respectée, il arrive que la coopération dans des enquêtes particulières soit tout de même engagée, parce que d'autres avantages peuvent découler d'une collaboration.

3.3-Le type de coopération et le continuum conflit/bonne entente entre les pays

Il est clair que des éléments de nature politique forcent ou empêchent certains pays de coopérer avec d'autres. Ils peuvent faire en sorte que deux pays sont généralement en mauvais ou en bons termes. Logiquement, il faudrait s'attendre à voir deux pays qui sont en bons termes, coopérer de manière relativement fluide dans des enquêtes spécifiques, alors que deux pays qui seraient en mauvais termes éviteraient de coopérer ensemble ou en tous les cas resteraient méfiants l'un envers l'autre. Dans les prochains paragraphes, nous verrons que la situation est loin d'être aussi simple. Nous examinerons quelques exemples détaillés qui montrent quel est le rôle des relations de type conflictuelles ou non conflictuelles dans la mise en œuvre d'enquêtes à composantes transnationales.

3.3.1-Les conflits et tensions politiques qui bloquent la coopération

Il existe plusieurs raisons pour un pays de ne pas encourager la collaboration de ses agents avec ceux d'un autre pays. Les conflits et tensions de nature politique entre les pays peuvent les pousser à ne pas collaborer dans des cas qui auraient pu devenir des enquêtes à composantes transnationales. Par exemple, A.P., un policier français, explique que des raisons politiques, qu'il ne spécifie pas, ont poussé le Venezuela à ne plus collaborer avec les États-Unis. L'ingérence politique des États-Unis à l'égard de plusieurs pays andins est à la source de plusieurs conflits, tels ceux vécus avec le Venezuela (Rasolonjatobo et al., 2008). Toutefois, le Venezuela maintient son obligation de collaborer sur la scène internationale, parce que sa réputation est en jeu.

A.P. : Le contexte politique local fait que les Vénézuéliens ne collaborent plus avec les États-Unis pour des raisons essentiellement politiques. Ils vont quand même montrer à l'opinion internationale qu'ils collaborent au niveau international. Ils ont signé la convention de Vienne. Ils ont cette convention en matière de coopération donc ils sont intéressés à travailler avec nous. Ils ont fait une enquête dans laquelle un bateau de 3

tonnes avec la France et l'Espagne, ont a fait aussi avec le Canada, on l'a fait aussi avec la Belgique et avec l'Allemagne.

L'exemple d'A.P. démontre que le Venezuela continue de coopérer avec les autres pays, même s'il s'abstient de le faire avec les États-Unis. Le conflit politique l'empêche donc officiellement de s'impliquer dans une coopération avec les États-Unis, mais il n'est pas certain que tous les agents suivent cette politique à la lettre. Nous verrons cela à l'aide des cas qui seront présentés dans la prochaine section.

3.3.2-La coopération contre toute attente

Les conflits de nature politique entre certains pays devraient logiquement mettre un frein à la coopération entre eux. En effet, certaines positions idéologiques peuvent faire en sorte que les pays refusent en principe de collaborer ensemble. Par exemple, les représentants politiques de Hollande disent ne pas coopérer avec la Chine parce que ces derniers appliquent encore la peine de mort. Malgré tout, certains efforts sont faits pour développer une coopération, puisque les policiers hollandais ont perçu une ouverture de leurs homologues chinois. C.S.U., un policier hollandais, explique la situation actuelle dans le cas d'enquêtes à composantes transnationales entre la Hollande et la Chine. Il semble enthousiaste à l'égard des possibilités qui se développent ces dernières années¹⁰⁷.

C.S.U.: Especially with China, we may not cooperate because of the fact of the death penalty. It's political and diplomatic, so we cannot cooperate with China. Even if we have an impression that a criminal group is exporting the products out of China, we cannot cooperate with the Chinese police. We are now trying to find a political, diplomatic ways to that situation because I get signals that Chinese police is willing to cooperate then we might be able to cooperate with them.

Sur la base de plusieurs conversations informelles que nous avons eue au téléphone ainsi que lors de congrès où nous avons rencontré des policiers impliqués dans des enquêtes à composantes transnationales, et ce en plus des entretiens formels que nous avons réalisés avec des policiers canadiens, nous avons appris qu'il en était de même entre le Canada et la Chine. Toutefois, les canadiens donnent plus de détails et expliquent qu'ils sont plus enclins à recueillir des informations en Chine, tout en s'assurant d'en divulguer le moins possible aux

¹⁰⁷ Toutefois, cela montre aussi qu'en principe les policiers ne peuvent rien faire sans l'accord des politiques. Cela était le cas à tout le moins jusqu'à tout récemment.

Chinois, justement pour éviter qu'un incident relié à la peine de mort leur soit attribuable. Il est clair qu'il s'agit d'une relation de type méfiante, mais il s'agit bien d'une amorce de coopération. Cela se fait malgré que le Canada soit opposé à la politique chinoise sur la peine de mort.

Un autre exemple donné par C.S.U., un policier hollandais, montre que les intérêts partagés sont la première condition pour obtenir une coopération, et ce même dans les cas où des choix politiques et idéologiques divergents¹⁰⁸ tendent à empêcher les pays de coopérer ensemble, au moins dans les ententes officielles. En fait, il s'est dit surpris de constater que les policiers russes, avec qui ils avaient jusqu'alors peu de contacts, et avec qui ils n'ont jamais véritablement établi de liens, fassent preuve d'autant d'ouverture à l'égard de leur projet.

C.S.U.: We were pleasantly surprised by the fact that Russian police contacted us and came over here and explained to us that this group is a criminal group. They knew that they were, in a way, buying the product out of the factory and that they were diverting it in order to transport it in all kinds of different ways to the Netherlands or Belgium to produce the drugs. And this is in their interest too, simply because they are contracted to the end of the product that comes back to their country so that's a point of interest for the Russians.

Cela est encourageant pour les futures enquêtes, d'autant plus que les policiers hollandais et russes ne collaboraient pas ensemble jusqu'à tout récemment. Malgré des divergences politiques historiques, les intérêts communs dans un cas particulier ont contribué au développement d'une nouvelle relation, qui a des chances de devenir relativement confiante, puisque les Russes ont offert leur aide dans un cas qui avait surtout des répercussions en Hollande.

Une autre relation étonnante en ce qui a trait aux liens entre les conflits entre États et une coopération qui s'établit malgré tout est celle qui existe entre les États-Unis et Cuba. La non-collaboration de principe est ici causée par un conflit politique datant de la guerre froide, et qui a eu pour résultat l'imposition par les États-Unis à Cuba d'un embargo économique. Le gouvernement cubain, jusqu'à tout récemment, refusait d'aider les étatsuniens. Il est aussi possible de penser que ce sont les États-Unis qui refusaient l'aide des cubains. Quoi qu'il en

¹⁰⁸Il s'agit fort probablement d'un impact de la guerre froide. Toutefois, les interviewés sont restés très vagues sur les raisons sous-jacentes à ces différences. Nous ne pouvons donc pas expliquer plus avant le contexte. Il est possible qu'il y ait à la fois conflit politique, divergences idéologiques et manque de rapprochements.

soit, la position officielle nous a été entre autres expliquée par C.K., un policier canadien.

C.K. : Pour d'autres pays avec Cuba, ça serait peut-être excessivement difficile. D.E.A. oublie ça. Ils sont persona non grata, et vice versa. Si on a une enquête et on doit aller chercher de la preuve à Cuba, la première question qu'ils vont nous demander : « est-ce que c'est un projet conjoint avec les États-Unis? » Si on dit ben oui, ça en reste là.

D'ailleurs, le Chief Police Magazine du 13 septembre 2002 a présenté le cas de l'opération « Lost Innocence », un cas de pornographie internationale, qui a été réalisé par les États-Unis en collaboration étroite avec Cuba, car les vidéos incriminantes avaient été filmées à Cuba. Voilà le résumé du journal, qui montre comment il a été possible d'établir une collaboration malgré une absence de relations officielle entre les deux pays.

Unfortunately, the prospects of conducting any investigation in Cuba seemed remote because the US maintains no official relationship with Cuba. Still, local police contacted DS to see if any assistance was possible. DS worked with the State Department to obtain a special dispensation that would allow U.S. officers to work with Cuban police. After initially expressing astonishment at the request, Cuban authorities enthusiastically agreed to help. Soon thereafter, police located the victims. The DS special agent gathered evidence, interviewed the victims, provided written reports, and took photographs of the locations where the abuses had occurred. At the trial, the government presented evidence that Mariscal had traveled to Cuba and Ecuador frequently over a seven-year period to produce child pornography. The government also produced evidence that Mariscal used the U.S. mail or Federal Express to distribute his CD-ROMs and VHS tapes. In November 2004 Mariscal received a sentence of 100 years in prison for his crimes. "Without DS, none of the child victims would have been identified, nor would have any of the co-conspirators," said Inspector Ray Smith, national program manager of the child exploitation section, which oversaw the investigation for the U.S. Postal Inspection Service. "The case against Mariscal would clearly not have been as strong." (p.1).

Cette citation va dans le sens contraire des propos de C.K.. La revue parle d'un cas qui a réussi, mais C.K. dit que normalement les choses ne se passent pas comme ça. L'article de la revue semble représenter une exception à la règle. De plus, la situation entre les États-Unis et Cuba a récemment changé, car l'embargo économique a été levé. D'ailleurs, Cuba aurait récemment participé à une enquête sur la drogue avec les États-Unis. Le Miami Herald du 2/3 mars 2007, de même que le International Narcotics Control Report de 2007, en donnent quelques exemples :

US State Department released its 2007 International Narcotics Control Strategy Report, which acknowledged that Cuban law enforcement tipped US antidrug patrols off to more than 30 drug shipments last year. While recognizing the island's efforts in preventive measures and tough penalties, the report portrayed the cooperation as

inconsistent. "Certainly in the last 10 years, the Cubans saw drugs as a threat to their own kids and a corrupting influence on their government," former White House drug czar Barry McCaffrey said. "There is every indication that they cooperate in general, tipping us off to intelligence and taking our intelligence and acting on it." (p.1).

Les quelques relations présentées dans cette section indiquent qu'il serait possible pour une coopération de s'établir même dans les cas où cela apparaît comme étant impossible, suite à des conflits politiques et idéologiques. Les prochaines sections poursuivent dans cette voie, bien que les relations présentées ne soient pas aussi conflictuelles.

3.3.3-La coopération malgré des priorités politiques divergentes

Il existe également des cas où la coopération se met en place malgré des priorités politiques divergentes. Pour cela, il faut généralement que les pays aient des relations politiques globalement non conflictuelles. M.F., un policier canadien, nous donne pour exemple la coopération entre le Canada et l'Angleterre. Ce pays ne considère pas qu'il soit nécessaire de surveiller les trafiquants de haschisch, car les autorités britanniques ne voient pas cette drogue comme étant suffisamment inquiétante. Pour eux, utiliser des ressources pour faire une filature dans un cas relié au haschisch n'est pas prioritaire. Il en va autrement au Canada, et dans l'exemple, lorsque le Canada a demandé à l'Angleterre d'investir des ressources pour prendre en filature des trafiquants de haschisch, il a fallu qu'ils fassent valoir les collaborations passées et à venir. Les Canadiens ont obtenu les ressources de filature des britanniques pour leur enquête parce qu'ils avaient développé de bons contacts et de la réciprocité avec leurs homologues. Il est donc possible, malgré des intérêts divergents, d'obtenir la coopération d'un autre pays sur la base d'une « dette » à « payer » à un partenaire avec qui une relation relativement confiante a déjà été développée.

La réputation des pays est un élément important dans l'obtention de collaborations étrangères. Selon les interviewés, le Canada a une bonne réputation, n'a pas de conflits politiques majeurs et manifeste de la réciprocité dans les enquêtes à composantes transnationales.

C.K. : Le Canada bénéficie d'une très bonne réputation. Je pense que c'est primordial. Parce qu'on n'a pas de conflits politiques avec beaucoup de pays, comme les USA peuvent avoir. Et quand on demande une assistance, le pays va peut-être demander quelques questions, mais lorsqu'il s'agit des affaires de trafic de stupéfiants... généralement on a une très bonne coopération à cause de notre historique.

MM : habituellement c'est soit qu'ils le font ou qu'ils ne le font pas. S'ils ne le font pas, c'est parce que peut-être que leur loi ne permet pas ça. S'ils le font, c'est parce qu'ils veulent démontrer bonne foi ou ils veulent être coopératifs quand même. Pis ça serait peut-être mal vu de leur part de ne pas coopérer avec un pays comme le Canada.

Les bonnes conditions sont donc réunies pour qu'il soit possible que des relations de coopération relativement confiantes soient établies entre le Canada et l'Angleterre, par exemple. À noter toutefois que le Canada investit moins de moyens que les États-Unis dans leurs enquêtes à composantes transnationales. Cela ne semble pas être une variable qui empêche la coopération. Il s'agit plutôt d'un avantage utilisé par les États-Unis pour obtenir la collaboration de la plupart des autres pays. Mais l'absence de cet avantage n'empêche pas les autres pays de travailler ensemble.

D'ailleurs, d'autres exemples nous font comprendre qu'il faut souvent plus qu'un accord officiel et des intérêts en commun pour réussir à obtenir une coopération. L'exemple de M.F., un policier canadien, nous permet de comprendre que même dans des cas où les pays sont amis politiquement parlant, et qu'ils ont une relation relativement symétrique, comme dans le cas du Canada et de l'Angleterre, mais qu'ils ont des intérêts divergents, il leur est tout de même possible de coopérer de manière relativement efficace. Les agents directement impliqués ne sont pas toujours pleinement conscients de tous les facteurs qui jouent. Ce cas démontre qu'il est possible pour les agents policiers de dépasser les intérêts divergents, tant que de bonnes relations politiques sont présentes. Mais rien ne le garantit.

Dans l'ensemble, nos interviewés ont donné peu d'exemples de coopérations confiantes. Le scepticisme est prépondérant dans la coopération policière transnationale. Par exemple, lorsqu'on leur demande pourquoi ils coopèrent avec les États-Unis, la résignation suite aux menaces directes ou indirectes de coercition est la réponse la plus fréquente. Comme les États-Unis possèdent des ressources importantes à consacrer à cette lutte, les pays moins bien nantis tels que le Canada et le Mexique, vont souvent consentir à aider. Par conséquent, une coopération méfiante, mais pas pour autant complètement inefficace peut se mettre en place. Nous verrons également que des relations non conflictuelles ne garantissent pas qu'il y ait nécessairement coopération entre deux pays.

3.3.4- L'absence de coopération malgré de bonnes relations politiques

Un certain nombre de coopérations, qui aurait pourtant dû bien se dérouler, car les pays ont de bonnes relations, demeurent inexistantes. Voyons quelques exemples des raisons qui ont entraîné cela. Les policiers hollandais ont vécu le même genre de frustration que les canadiens par rapport aux priorités de la Grande-Bretagne, cette fois à propos des drogues synthétiques, qui ne sont pas une priorité pour les britanniques. En fait, C.S.U., un policier hollandais, explique qu'ils ne peuvent pas compléter leurs enquêtes dont la chaîne de trafic se termine en Grande-Bretagne parce que cette dernière refuse de collaborer dans ces cas. Les hollandais ne semblent pas avoir développé une aussi bonne relation que les canadiens avec les britanniques. À tout le moins, ils n'ont pas bénéficié de l'attention particulière qui a été reçue des britanniques envers les canadiens¹⁰⁹. Le fait que les britanniques n'acceptent pas de collaborer avec les hollandais est possiblement lié au fait que la problématique des drogues synthétiques est systématique en Hollande. En fait, il est fort possible que si les britanniques décidaient d'aider les hollandais par rapport aux problèmes relativement aux drogues synthétiques, cela ferait en sorte de surcharger leurs services. Les britanniques n'en feraient donc pas une priorité parce que la fréquence des demandes est élevée et qu'ils auraient ainsi moins de temps pour travailler sur leurs propres dossiers.

3.3.5- L'absence d'un problème commun

Une raison de ne pas coopérer est que les routes de drogues n'amènent pas les pays à travailler ensemble. Même s'ils ont des relations politiques non conflictuelles, ils n'ont pas de raisons de coopérer, puisqu'aucune situation particulière ne requiert d'eux qu'ils fassent équipe ou même qu'ils collaborent. Dans l'exemple de A.P., un policier français, la France ne collabore pas avec les États-Unis en regard du travail qu'ils font avec certains pays de l'Amérique du Sud, parce qu'il s'agit tout simplement d'une route de drogue différente de celles auxquelles les étatsuniens sont normalement confrontés.

A.P.: La France ne fait pas affaire avec les États-Unis. Nos trafiquants ils envoient sur l'Europe et par diverses routes, soit par les Caraïbes, soit par les voiliers, soit par les bateaux de pêche où ils sont apprêtés en haute mer, soit par des containers. Ça va soit

¹⁰⁹ À noter que cette analyse ne doit pas être trop généralisée, parce que nos entrevues se sont déroulées avec une seule police de juridiction locale en Hollande, et non pas avec toutes.

directement sur l'Europe, soit en Afrique. Maintenant ça va plus en Afrique, maintenant de plus en plus des avions bimoteurs qui font le transport directement du Venezuela jusqu'à sur les côtes africaines, ou alors en haute mer, ou alors ça s'en va directement sur les côtes africaines.

La plupart du temps, les intérêts en commun demeurent donc fondamentaux pour qu'il y ait possibilité de coopération. De plus, pour comprendre une coopération, il faut examiner où se situe la relation sur un continuum du niveau de conflit, mais il faut garder à l'esprit que toutes les coopérations qui seraient possibles ne seront pas activées, car le besoin n'est tout simplement pas présent. Il faut également s'attarder aux relations de pouvoir entre les pays, ce que nous faisons dans la prochaine section.

3.4- Les relations de pouvoir : le continuum symétrie/asymétrie

Les relations de pouvoir entre les pays se jouent à différents niveaux. Par exemple, certaines relations sont plus égalitaires, c'est-à-dire plus symétriques que d'autres, qui sont totalement asymétriques. Un exemple du premier est la relation entre les États-Unis et le Canada, alors qu'une relation asymétrique flagrante est par exemple, celle qui existe entre les États-Unis et la plupart des pays d'Amérique du Sud¹¹⁰.

3.4.1-Les asymétries flagrantes et la coopération sous contraintes

Différents degrés d'asymétries sont présents dans les relations entre les pays d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud. Voyons d'abord les différences entre le Canada et les États-Unis dans les façons de traiter avec les pays d'Amérique latine. Tout d'abord, P.P., un policier canadien qui travaille désormais pour les étatsuniens, parle des différences entre les deux pays concernant leur façon de travailler avec le Mexique.

P.P. : Les américains, le gouvernement pour qui je travaille, on a une très forte présence au Mexique. À cause de la guerre qu'il y a en ce moment. Au lieu d'engager des personnes comme moi, qui suis un employé local engagé, ex-policier, ce qu'ils vont faire c'est qu'ils vont prendre du monde actif de la police locale du Mexique. Et ils vont les intégrer à leurs groupes d'enquêtes. Parce que contrairement au Canada, nos agents fédéraux américains ont une permission du gouvernement américain d'enquêter au Mexique. Ils sont armés et ils font des opérations. Ils font comme s'ils

¹¹⁰Bien sûr, il y a plus de probabilités que la relation soit asymétrique entre pays producteur et consommateur qu'entre deux pays consommateurs. Cela s'explique par des différences socio-politiques et socio-économiques.

étaient chez eux. Les canadiens ils ont le droit d'être ici juste comme observateurs. C'est des fonctionnaires qui n'ont pas d'armes et pas de pouvoir d'agent de la paix. On n'a pas le droit de partir au nom de notre agence et d'aller faire des vérifications, d'aller interviewer du monde. On n'a pas le droit d'aller enquêter, on n'a pas le pouvoir d'enquêter comme au Canada.

P.P. : Les États-Unis ont une entente avec le Mexique. Il y a des situations comme ça au Mexique. Ce n'est pas comme le Canada.

C.P. : Pis les policiers canadiens ont le droit d'aller au Mexique comme ça ou....

P.P. : je ne sais pas si le Canada on a une entente avec eux. Je ne pense pas. On n'est pas fort nous autres pour aller faire des opérations. On a des agents de liaison au Mexique à certains endroits, mais je pense qu'on fait juste jouer le rôle d'agents de liaison. On ne fait pas d'opérations.

Les propos de P.P. nous font comprendre que les asymétries entre les États-Unis et le Mexique sont plus grandes qu'entre le Canada et le Mexique. Par conséquent, les États-Unis ont réussi à obtenir le droit d'intervenir au Mexique¹¹¹, alors que le Canada n'a pas acquis ce même droit¹¹². Cela s'explique par les énormes ressources investies au Mexique par les étatsuniens, alors que le Canada ne fait pas les mêmes efforts et n'a pas la même approche. Il se peut que ce ne soit pas tellement un défaut de pouvoir qu'un manque d'intérêt. D'ailleurs, selon Fukumi (2007) et Carpenter (2003) :

The US has been securing co-operation from the Andean states to its drug control operations more through "sticks" (coercion and sanctions, such as reducing aid) than "carrots" (granting economic aid) since the early 1990s. (Fukumi, 2007, p.141).

Les pays d'Amérique du Nord, et tout particulièrement les États-Unis, ont une très grande influence sur les manières de faire de la plupart des pays d'Amérique du sud, parce qu'ils ont l'intérêt et possèdent les ressources nécessaires pour obliger ces pays à répondre à leurs demandes. Plus précisément, ce sont les certifications des États-Unis à l'égard des pays latino-américains qui ont entraîné un droit de regard des étatsuniens sur ces pays, plus particulièrement le Mexique et la Colombie. En effet, la Colombie se compare au Mexique, car ils ont reçu beaucoup d'argent des États-Unis, pour s'être bien conformés à leur demande en matière de lutte à la drogue dans la dernière décennie.

¹¹¹ Les États-Unis ont conçu le Plan Mérida (aussi appelé Plan Mexico) pour intervenir au Mexique. Plusieurs millions de dollars ont été investis dans ce plan répressif par les États-Unis, mais les répercussions réelles pour les mexicains ne correspondent pas à ce qui avait été promis. Pour plus d'informations sur le sujet, voir http://www.witnessforpeace.org/downloads/Mex_Merida%20Initiative%20factsheet%20WFP2.pdf

¹¹² Toutefois, on ne sait pas si le Canada a essayé de l'obtenir ou pas.

Des pays comme le Mexique et la Colombie ont des raisons particulières de coopérer avec des pays plus riches et également consommateurs de drogue, particulièrement les États-Unis. Ces pays n'ont pas vraiment le choix de collaborer parce qu'ils ont des devoirs soi-disant de réciprocité à l'égard des États-Unis. Ils doivent aussi protéger leur réputation à l'international. Ils sont coincés dans une relation asymétrique, où leurs « bienfaiteurs » ne respectent pas leur souveraineté. Ceux-ci leur ont d'abord fourni de l'aide essentielle, ce qui les oblige à répondre aux demandes des pays consommateurs comme les États-Unis ou le Canada. C.K., un enquêteur canadien, donne un exemple qui se déroule entre les États-Unis et la Colombie¹¹³, alors que P.P., un enquêteur canadien qui travaille désormais pour étatsuniens, donne un exemple entre le Panama et le Canada.

C.K. : déjà ils coopèrent beaucoup plus, parce que je pense que la situation politique dans leur pays, surtout avec la faction radicale F.A.R.C., fait en sorte qu'ils ne font plus affaire seulement avec des individus, des cartels de drogue qui font de l'argent. Là ils font affaire avec des terroristes qui veulent avoir le contrôle du pays. Donc, ça devient plus une lutte de survie. J'ai l'impression que le pays maintenant est beaucoup plus ouvert à fournir des renseignements. Au début effectivement, c'était une situation avec les U.S.A., évidemment. Mais maintenant ils ont besoin des américains pour aider à lutter contre l'affaire. Les États-Unis mettent de l'argent... Donc maintenant la D.E.A. est là-bas, et nous aussi on a un agent de liaison là-bas. Et on a une très bonne coopération avec eux. Je pense que c'est surtout ça les gouvernements maintenant. Ce n'est plus des dictateurs qui disent : « au diable les U.S.A., on est un pays ». Maintenant, les politiciens qui sont là se battent pour leur survie, pour la sécurité de leur peuple. À ce moment-là, l'aide vient un petit peu mieux.

P.P. : Le Panama, ça a été difficile de rentrer là. On a eu de la difficulté au début, parce que les autorités nous ont revirés de bord. Et pis un certain moment donné, un de nos agents de liaison est venu à bout de rencontrer le président du Panama. Et il l'a convaincu. Pour nous aider premièrement, pis deuxièmement, pour la réputation de son pays. Il a accepté.

Le Canada et les États-Unis offrent des aides différentes aux pays producteurs¹¹⁴. Toutefois, il reste que ceux-ci reçoivent une aide importante en échange de leur collaboration dans les enquêtes de drogue. P.P explique qu'ils n'envoient pas seulement de l'argent, mais offrent aussi de la formation gratuite aux pays d'Amérique latine.

¹¹³ Les États-Unis ont conçu le Plan Colombie, et on distribué jusqu'à présent 1600 millions de dollars au gouvernement colombien pour l'assister dans la répression des drogues. Pour plus d'informations sur le sujet, voir : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/plancolombie-intro>

¹¹⁴ Comme dans l'exemple de la Colombie et du Mexique.

P.P. : Les États-Unis ont un pouvoir d'enquête au Mexique.

C.P. : C'est comme si c'était comme une partie de leur pays finalement?

P.P. : un peu. C'est leur pouvoir de persuasion, dominance...

C.P. : Avec la Colombie, est-ce que c'est la même affaire?

P.P. : Ils ont des enquêteurs en Colombie. Il y a certains pays comme ça où ils ont exigé. Par contre, ce n'est pas gratuit. Ils sont en Colombie, mais ils participent beaucoup à la lutte aux stupéfiants. Le gouvernement américain donne des millions de dollars aux agences d'application des lois. Ils fournissent des hélicoptères, de la formation, des armes. Parce que dans le fond, la drogue qui est produite en Colombie, elle s'en va où?

C.P. : Elle s'en va aux États-Unis. Pis au Canada aussi là.

P.P. : C'est ça, mais nous on va participer. Nous autres ce qu'on va faire, c'est qu'on va avoir quelqu'un là, on va donner de la formation. Souvent, je vais enseigner au Collège Canadien de Police. On a souvent des participants qui viennent des pays d'Amérique du sud. C'est gratuit pour eux. On va souvent inviter dans un premier temps les directeurs, des superviseurs, des colonels, des grands boss, pis après ils vont envoyer certains de leurs enquêteurs.

La formation que le Canada dispense à des policiers de pays producteurs de drogues fait en sorte que les enquêtes avec ces pays fonctionnent mieux, parce que les policiers étrangers comprennent alors bien mieux les impératifs des enquêtes et le processus menant à des condamnations au Canada. C'est aussi un moyen de récompenser les alliés qui ont le plus de valeur à leurs yeux et ainsi favoriser davantage les collaborations. C.K., un policier canadien, donne l'exemple de formations dispensées par les canadiens aux colombiens. M.P., un autre policier canadien, raconte les interactions avec les colombiens dans le cas d'un procès et explique comment ils s'y prennent pour entretenir de bons liens.

C.K. : C'est déjà arrivé que les enquêteurs de la Colombie viennent ici. Il ne faut pas oublier que la Colombie est un pays exportateur. Et le Canada est un pays importateur. Donc, eux n'ont pas vraiment beaucoup de raisons d'aller au Canada. Par contre, ça arrive souvent qu'ils viennent ici pour de la formation policière qu'on leur donne. Il y a des ententes pour qu'on leur donne de la formation. Des fois ils viennent ici pour des colloques. Ou si on a des enquêtes majeures.

M.P. : Tu vois dans un autre dossier, on a eu des policiers colombiens qui sont venus témoigner, puis quand ils sont arrivés à Montréal, j'ai pris une personne pis je lui ai dit regarde tu t'occupes de ces policiers-là, pis tu les traites bien. Tu leur fais visiter Montréal, pis tu leur payes un petit peu de boissons, pis un bon repas pour qu'ils repartent d'ici avec un bon souvenir. Qu'ils se disent : « ben tu vas voir, on est ben traités quand on va à Montréal, je n'ai pas eu à rien déboursier ». C'est comme ça. On fait un peu le même principe avec un policier européen qui viendrait ici, mais par contre on ne va pas nécessairement tout payer là.

Les pays d'Amérique latine sont également coincés dans une relation asymétrique lorsqu'ils coopèrent avec les pays membres de l'U.E.. En fait, ces pays procèdent un peu de la même façon que le Canada et les États-Unis. Ils s'arrangent également pour que les pays d'Amérique du sud leur soient redevables.

P.P. : Ça aide beaucoup à l'entraide internationale. De cette façon là, eux autres ont une certaine reconnaissance envers les pays qui font ça. Parce qu'on n'est pas les seuls à faire ça. La France va les inviter des fois, l'Italie et l'Espagne vont faire pareil. C'est un peu comme pour avoir leur collaboration. En même temps, c'est parce que nous en tant que canadiens, on est dans leur pays, on leur demande, on a besoin de ça, ça, et ça.

Toutefois, si on reprend le cas entre le Venezuela et la France évoqué plus haut, il semble que les pays européens trouvent plus important de négocier plutôt que d'imposer leurs manières de faire. Fukumi (2007) explique d'ailleurs :

According to the officials of the European Commission, the E.U. approaches co-operation with Latin American states as an assistant in a project rather than as the executor. This is because the E.U. considers that the initiatives belong to the host state (or the "owner" of the project) and this influences the progress and outcome of the project. The E.U. claims that it does not "negotiate" with the Latin America countries to sponsor a project, but they "discuss" the priorities and requests from the Latin American governments. It means that the E.U. approach is more recipient-orientated rather than sponsor-led. (p.119).

Mais cela est plus vrai sur papier que dans la réalité. Il y aurait certains cas où les autorités des pays européens enverraient simplement la décision qu'ils ont prise aux responsables des pays latino-américains. Voilà pourquoi ces derniers ne se considèrent pas toujours comme étant traités comme des égaux par les européens. Cela est encore un exemple d'asymétrie entre les pays producteurs et consommateurs.

Dans l'ensemble, ces exemples démontrent que le pouvoir politique d'un pays sur un autre influence la bonne marche des enquêtes à composantes transnationales¹¹⁵. Il oblige les pays producteurs de drogues à coopérer dans ces enquêtes. Ils ne l'auraient peut-être pas fait s'ils n'avaient pas été plus ou moins contraints. Il est donc possible de se questionner sur le respect des souverainetés des pays producteurs de drogues par les puissants pays consommateurs. Au final toutefois, des relations de collaboration asymétriques semblent avantageuses pour les deux parties, car chacun en retire des gains ou évite des « coûts ».

¹¹⁵ Toujours selon les interviewés.

3.4.2-Relative symétrie entre les pays consommateurs de drogues

Nous allons maintenant examiner deux cas qui constituent des relations beaucoup plus symétriques que celles que l'on a abordées dans la section précédente. Il est d'abord question de la coopération entre le Canada et les États-Unis, puis de celle qui existe entre les États-Unis et la Hollande. Nous allons voir que bien qu'il y ait une relative égalité entre les pays, les États-Unis ont également un grand pouvoir d'influence sur les enquêtes menées conjointement avec le Canada ou la Hollande.

Les États-Unis ont toujours eu et continuent d'avoir beaucoup d'influence sur les pratiques au Canada. Cela semble naturel, étant donné la proximité géographique des deux pays. Les interviewés canadiens ont tous affirmé que de nombreuses enquêtes transnationales qui se tiennent au Canada impliquent également les États-Unis. FB, un procureur canadien, rajoute qu'« on fait beaucoup affaire avec les États-Unis, c'est un bon client et nous aussi on est un bon client pour eux ».

Toutefois, la relation entre le Canada et les États-Unis n'est pas tout à fait symétrique. Par exemple, le fait de devoir laisser les étatsuniens procéder à une filature aux États-Unis pour une enquête canadienne fait en sorte que les policiers canadiens n'ont pas le contrôle de la situation. Ils les laissent procéder comme ils l'entendent, car ils sont conscients de l'impératif de respecter les manières de faire de leurs collègues. Il s'agit d'une règle implicite, qui n'est pas toujours respectée par les étatsuniens à l'égard des canadiens. Toutefois, les étatsuniens ne laisseraient pas les canadiens faire ce qu'ils veulent aux États-Unis. Le respect des souverainetés semble se faire seulement dans un sens.

Les interviewés ont expliqué de différentes manières pourquoi les États-Unis sont aussi présents dans le travail d'enquête à composantes transnationales au Canada, malgré qu'ils ne suivent pas correctement la règle du respect des souverainetés. Tout d'abord, ils évoquent le partage d'une grande frontière entre les deux pays, ainsi que le grand nombre d'échanges économiques qui s'y déroulent constamment. Ces échanges économiques ne sont pas seulement de nature légale. Les trafiquants de drogue l'utilisent également. Les enquêtes révèlent souvent des trafics de drogues entre le Canada et les États-Unis. La structure des

routes de la drogue exige donc que le Canada et les États-Unis travaillent de concert, dans la plupart des enquêtes à composantes transnationales qui occupent l'un ou l'autre de ces deux pays. D'ailleurs, les deux pays travaillent la plupart du temps dans une structure d'enquête conjointe. S.K., une procureure canadienne, donne quelques détails à ce sujet :

S.K. : Dans les dossiers que moi j'ai eu en suivi, on a souvent la D.E.A. comme partenaire ou comme organisme qui est impliqué. Je te dirais particulièrement quand c'est stupéfiants, majoritairement ils vont passer au Canada avant d'arriver dans le territoire américain.

S.K. : si on regarde pour l'importation de stupéfiants qu'on a, s'ils y vont par bateau, à ma connaissance il faut que ça transite quelque part dans les eaux proches des américains. Pis il y a toute la question frontalière. On n'est pas sans savoir qu'à plusieurs occasions il y a eu des enquêtes aux États-Unis qui révèlent qu'il y a de l'importation ou exportation qui va des États-Unis au Canada, et vice versa. Fait que souvent, parce que c'est des enquêtes conjointes, les États-Unis vont vouloir avoir des éléments de preuve pour des infractions qu'ils vont accuser là-bas.

C.K. explique que les États-Unis sont dignes de confiance, possèdent plus de ressources que le Canada et ont des unités plus organisées que le Canada, particulièrement dans certaines parties du monde. En d'autres termes, ils font du bon travail et c'est pourquoi le Canada fait appel à eux dans certains cas particuliers :

C.K. : Certains endroits on va demander au D.E.A.. Un bon exemple, Haïti. Quand on a quelque chose, on fait affaire avec notre agent de liaison qui est à Miami. Il va contacter la D.E.A.. Parce que c'est une situation beaucoup plus difficile. Pis la D.E.A. sont pas mal plus organisés. Ils ont un bureau, nous on en a pas de bureau là-bas.

Toutes ces raisons constituent des avantages non négligeables et sont des compensations importantes par rapport à la manière coercitive de faire des étatsuniens, non seulement à l'égard du Canada, mais aussi à l'égard des autres pays qui travaillent avec eux. G.B. et M.P., deux policiers canadiens, parlent des gains à obtenir de la coopération avec les étatsuniens :

G.B. : Il faut quasiment travailler juste avec la DEA.

C.P. : pourquoi la D.E.A.?

G.B. : parce que c'est une des organisations qui sont établies un petit peu à travers le monde. Pis c'est une organisation qui est sérieuse. Et pis quand ils arrivent à des places, ils s'établissent avec de bons contacts, et pis quand tu vas arriver pis que tu vas faire affaire avec eux autres, ils payent leurs gens.

M.P. : La D.E.A. est installé partout dans le monde, plus que la G.R.C. encore. Pis la D.E.A. a vraiment des personnes à qui il peut faire confiance à travers le monde.

Il y en a même qui sont d'avis que le Canada aurait de la difficulté à réussir une enquête à saveur transnationale sans l'aide des États-Unis. Du moins, la plupart des enquêtes à composantes transnationales prennent leurs origines d'informations provenant de services policiers étatsuniens, et plus particulièrement de la D.E.A.. G.B., un policier canadien, explique :

G.B. : Si on n'avait pas les U.S., on serait dans la marde jusque par-dessus les oreilles. La majorité des enquêtes qui arrivent au Canada, arrivent à travers la D.E.A. par des informations secrètes, ou ça arrive à Montréal et on a des grosses enquêtes du siècle. Mais la majorité des enquêtes de la G.R.C. à Montréal prennent naissance avec la D.E.A.. Des enquêtes comme Calvette, t'en verra pas beaucoup, parce que c'est des enquêtes qui sont initiées du Canada. Mais moi je peux te le dire. Regarde dans tout ce que tu voudras, c'est la seule, il n'y en a pas d'autres. Mais ils ne veulent pas l'admettre. Ça va leur [la G.R.C.] prendre un certain moment, mais un moment donné ils vont être obligés de l'admettre. C'est Canadien, ce n'est pas américain. Je te le dis, la majeure partie des enquêtes de la GRC commencent par la D.E.A..

Alors, en considérant que les étatsuniens ne sont pas respectueux des souverainetés, pourquoi le Canada ou tout autre pays collaborent-ils avec les États-Unis? Il semble que certains pays retirent des avantages de cette relation somme toute asymétrique. Voyons un peu mieux ce qu'il en est à l'aide d'un exemple donné par G.B., un policier canadien, entre le Canada et les États-Unis.

G.B. : Ce sont des bons collaborateurs [les étatsuniens], et parfois le Canada ça fait son affaire. Par exemple le suspect, il a été arrêté plus tard à Buffalo. Et pis ils l'ont sorti de leurs mains, parce que le Canada n'était pas capable de rien faire avec lui. Son fils travaillait avec N.O.R.A.D., pis nous la G.R.C., on faisait affaire avec N.O.R.A.D. pour mettre des avions dans le ciel, pour surveiller les bateaux que son père mettait sur l'océan pour amener de la drogue au Canada. On le sait, on l'a fait tasser son fils, mais tu comprends qu'il faut être imbécile. Combien d'années on a été imbéciles de même?

Il s'agit d'une relation qui reste asymétrique, mais le Canada en retire des bénéfices différents de ceux des pays d'Amérique latine. Il reste que s'il n'y avait pas de gains aussi importants pour le Canada, il est fort peu probable que les étatsuniens pourraient aller aussi loin qu'ils le font actuellement dans les cas transnationaux avec le Canada.

Un autre exemple démontre que des relations de collaboration même relativement asymétriques¹¹⁶ sont souvent avantageuses pour les deux parties. En effet, dans l'ensemble, les

¹¹⁶Moins asymétriques que les relations évoquées plus haut entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine,

hollandais considèrent qu'ils ont avantage à coopérer avec les étatsuniens, bien qu'ils contestent le « style américain », qu'ils considèrent comme étant trop agressif, qu'il résulte souvent en la perte d'une partie de la souveraineté hollandaise et d'une part importante de l'enquête des hollandais. L'enquête Star en est un bon exemple. Les hollandais ont tout de même collaboré avec eux, car ils en tirent également profit. Dans cette enquête, ce sont les étatsuniens qui ont d'abord fourni de l'information, pour ensuite demander l'aide des hollandais. Au début, les agents étatsuniens sont allés rencontrer les hollandais avec les procureurs. Ils ont établi des enquêtes parallèles. Ils avaient d'abord fait une requête légale, et ont ensuite demandé aux hollandais de démarrer de l'écoute électronique et divers autres moyens. Malgré les difficultés rencontrées, ils ont pu échanger des informations directement par téléphone et ensuite pour le tribunal. Dans l'ensemble, il semble que la collaboration s'est bien déroulée. Toutefois, les étatsuniens avaient besoin de l'information recueillie par les hollandais, alors que les hollandais n'en avaient pas réellement besoin pour mener leur partie de l'enquête et mener les accusations à terme. La relation s'est révélée asymétrique, malgré le fait que les États-Unis ont été les premiers à fournir de l'information, ce qui est plutôt rare.

Logiquement, si les pays avaient été dans une relation parfaitement symétrique, ce sont les hollandais qui auraient dû avoir le contrôle, parce que ce sont eux qui détenaient des informations importantes pour leurs partenaires. Malgré cela, ce sont les étatsuniens qui ont dirigé l'enquête. De plus, les interviewés ont rajouté des éléments qui nous ont amenés à poser plus de questions et à comprendre que bien que les hollandais étaient dans l'ensemble satisfaits des résultats de l'enquête, ils sont demeurés insatisfaits de l'attitude des étatsuniens :

H1: the Americans wanted to be fully in charge so they say: «We are going in on the 5th ». We go on the 5th as well. They were quite leading the investigation, sometimes we had something like....cause we were going through our own but after we split the information again so it worked. It was not a big deal but, you could say that they like to be in charge. But that's American always.

Bien que la coopération demeure méfiante, il reste qu'elle s'est tout de même bien déroulée, ce qui est déjà un grand pas. Dans l'ensemble, cette section montre que les coopérations sont souvent plus ou moins forcées par les pays les plus forts, et que cela est vu comme un avantage par les agents qui travaillent dans les enquêtes à composantes transnationales. En

effet, bien qu'ils soient visiblement mal à l'aise avec la contrainte, ils s'adaptent en vue d'atteindre leurs objectifs policiers, soit d'attraper les criminels sur lesquels ils enquêtent.

3.5-Conclusion: les paradoxes de Ker Muir et la coopération policière transnationale

Jusqu'à maintenant, nous avons vu différents facteurs et raisons de coopérer, et nous avons compris qu'ils changent selon les protagonistes en présence. Il existe différentes attitudes générales des pays à l'encontre d'autres pays. Il est intéressant d'utiliser les paradoxes policiers énoncés par Ker Muir (1977) pour mieux comprendre les relations entre les pays en ce qui a trait aux enquêtes à composantes transnationales. Ker Muir a proposé des paradoxes, qui peuvent également être compris comme les diverses attitudes typiquement adoptées par les policiers patrouilleurs dans le cadre de leur travail. Il met de l'avant l'importance de l'utilisation potentielle de la force dans les relations policières et contraste cela avec ce que les policiers peuvent choisir de faire dans des cas précis. Sheptycki (2010) a repris les idées de Ker Muir et a tenté de les appliquer au cadre des activités policières transnationales. Toutefois, il n'a pas utilisé de données concrètes pour illustrer ses idées, et n'a pas non plus proposé des relations spécifiques pour comprendre les paradoxes. Le travail de Sheptycki (2010) est toutefois grandement éclairant pour catégoriser les différentes manières qu'adoptent les pays pour entrer en relation. Notre propre analyse nous permet d'utiliser ces catégories pour illustrer des relations concrètes.

Examinons d'abord la relation entre les États-Unis et les pays de l'U.E.. Face à la demande des États-Unis par rapport à la guerre à la drogue, les États membres de l'U.E. semblent utiliser le *Paradox of coercion and face* (Ker Muir, 1977). En d'autres termes, il y a apparence de coopération sous couvert de contestation, tel que nous l'avons vu dans ce chapitre. Rappelons d'ailleurs que selon certains responsables étatsuniens, la concrétisation de l'engagement de coopération avec l'U.E. est encore incertaine (Fukumi, 2007), et qu'ils n'ont que tout récemment rallié la position des États-Unis (The European Commission, 2003). Pour Sheptycki (2010), l'arrestation de trafiquants dans une enquête à composantes transnationales constituerait l'atteinte d'un objectif passager pour ceux qui utilisent ce paradoxe. Pour nos interviewés européens, sacrifier sa crédibilité pour gagner une victoire pyrrhique serait éphémère. Toutefois, les européens sont conscients qu'ils doivent conserver le respect de leurs

collègues sur la scène politique. Cela ne peut se faire que s'ils démontrent qu'ils maîtrisent bien la situation. Ils tentent de gérer celle-ci, tout en mettant de l'avant leurs priorités, pour ne pas perdre le contrôle des moyens employés pour atteindre l'objectif de la coopération. Pour eux, il s'agit de se mettre d'accord sur les moyens et non pas de s'en tenir uniquement aux résultats. Le *paradox of coercion and dispossession* (Ker Muir, 1977) peut être utilisé pour comprendre la relation entre les États-Unis et des pays plus démunis, comme les pays d'Amérique latine. Les États-Unis, pour sécuriser une coopération de la part des pays démunis, créent un environnement où ces États ont quelque chose à perdre, donc quelque chose à protéger et/ou à gagner. Nous l'avons vu dans ce chapitre, le mécanisme de certification utilisé par les États-Unis envers ces pays est le moyen tout indiqué pour forcer les pays d'Amérique latine à coopérer avec eux dans leur guerre à la drogue (Sheptycki, 2010). Plus précisément,

The US Narcotics Certification is a policy to reduce drug flow into the US by supporting counter-narcotics operations in the major drug production areas. At the same time, the narcotics certification is a way to coerce Latin American states to commit to drug control by reducing and halting economic aid. The US has been supporting states fighting against drug prohibition and trafficking with generous funding.(...) If their performance is judged by the US not to be satisfactory, the source countries are disqualified from receiving US foreign aid. Narcotics Certification is regarded as a means employed by the US to impose its policy upon states using its economic power. Walker (1994) argues that certification is forcing other states to comply with US-style drug control, whereas those governments might have more pressing matters in their countries. For the Latin American countries, being decertified by the US is equivalent to losing possible economic means of survival. (...) Furthermore, the pursuit of certification also aroused criticisms against US double-standards : Latin American states are “judged” by the US, but it does not produce any review on the performance evaluation of its own drug control efforts. According to Hakim considering the increasing sentiment against the way the US employs Narcotics Certification, pushing compliance to US drug control policy could cause damage to future counter-narcotics co-operation with other states. (...) For the decertified states, there are sanctions, such as : 50% suspension of all US assistance for the current fiscal year; 100% suspension of all US assistance in the following fiscal year, unless the state is re-certified; and voting against loan applications from the multinational development banks and International Monetary Fund. The state may also lose competitiveness in the US market because the US government would remove its trade preference from decertified countries. (...) the repercussions of decertification can be severe on the Andean states because they are poor. (Fukumi, 2007, p.102)

Entre autres en fournissant de l'aide internationale aux pays qui correspondent aux critères des États-Unis dans leur lutte à la drogue, ces derniers s'assurent une certaine dépendance des

pays démunis à leur égard. Ces pays n'ont donc pas le choix de se résigner et de se conformer aux demandes de leur « bienfaiteur », faute de quoi ils seront sanctionnés.

Le paradox of coercion and detachment (Ker Muir, 1977) peut quant à lui être associé aux relations d'évitement, et donc au travail unilatéral. Tout comme les policiers évitants de Ker Muir qui s'arrangeaient pour ne pas avoir à faire un travail policier difficile et qui ne voulaient pas être mêlés aux problèmes des autres, les pays détachés sont mal vus, car ils ne participent pas à la coopération. Ce faisant, ils empêchent les autres pays d'atteindre leurs objectifs. Pour Sheptycki (2010), cette réaction est issue d'une forme de « coercition sociale pathologique ». Il explique :

It is usually found in conditions of asymmetrical warfare, where some individual members of the weaker party, detached and forlorn of any hope of constabulary protection and despairing because of their evident weakness of sovereignty, nevertheless resist. (p.300).

Cet énoncé semble correspondre à la situation vécue par le Venezuela à l'égard des États-Unis, ce pays s'étant complètement fermé, et résiste aux demandes répétées des États-Unis, et ce malgré les pressions internationales.

CHAPITRE 4

Des normes flexibles qui permettent aux policiers de faire leur travail

Dans le chapitre précédent, nous avons parlé du contexte politique entourant le *policing* transnational en matière de trafic de drogue, tel que perçu par les agents du champ des professionnels du *policing* transnational. Il s'est avéré que celui-ci ne joue pas un rôle aussi grand que ce qui était attendu sur le *policing* transnational. En effet, il est possible pour ces agents de travailler ensemble même dans les cas où leurs pays sont en conflit. Ce chapitre s'attarde également au contexte entourant le *policing* transnational. Il porte d'abord sur le contexte légal et la justice¹¹⁷, qui doivent être examinés, car ils sont fondamentaux dans les choix que font les policiers dans les enquêtes à composantes transnationales (Guille, 2009). La justice est ici vue comme une partie indissociable du processus menant à l'immobilisation des criminels, alors qu'elle est souvent comprise comme un processus contraignant étant constitué de règles rigides. La deuxième partie du chapitre porte sur les règles organisationnelles de la police, qui sont souvent vue sous l'aspect contraignant, alors que nous verrons qu'elles ne le sont pas toujours autant dans le cas des enquêtes à composantes transnationales. Ce chapitre se concentre donc sur la deuxième sous hypothèse. Il est utile de la rappeler :

Les jurisprudences et les guides administratifs portant sur la coopération policière transnationale, qui paraissent contraignants, ne le sont pas excessivement. Les agents qui ont rédigé ces documents font la promotion du pouvoir discrétionnaire des policiers. Ils reconnaissent donc la nécessité de laisser une certaine marge de manœuvre aux agents du *policing* transnational. Cela ne veut pas dire que tout leur est permis, car la Charte des droits et libertés est mise en égalité d'importance avec la reconnaissance de la nécessité d'accorder du pouvoir discrétionnaire aux policiers.

Les différentes normes canadiennes dans le contexte des enquêtes à composantes transnationales et de l'extranéité sont non seulement souples, mais permettent une marge de manœuvre plus grande que dans les cas nationaux¹¹⁸. Il n'y a donc pas seulement les criminels transnationaux qui tirent profit de ce que certains ont appelé la mondialisation. Les policiers qui travaillent à les contrer retirent également des avantages des changements qui ont été introduits face au contexte transnational. Comme nous l'avons constaté dans le premier chapitre, on a assisté ces dernières années à une diversification fulgurante des moyens

¹¹⁷ Ce chapitre n'a pas pour objectif de faire une incursion dans le droit international. Les théories de l'extranéité sont très anciennes et des traités entiers y ont été consacrés.

¹¹⁸ Il n'est pas toujours clair si la flexibilité légale est intentionnelle ou non intentionnelle.

proposés et adoptés pour accomplir la pratique transnationale. La multiplication de ces moyens indique que la flexibilité est nécessaire pour atteindre les objectifs de la pratique transnationale, c'est-à-dire d'immobiliser les criminels (Nadelmann, 1993).

De plus, contrairement à ce que les agents¹¹⁹ du *policing* transnational semblent croire, les règles formelles de la coopération policière transnationale telles qu'elles sont formulées actuellement apparaissent comme étant relativement souples lorsqu'on examine leur application à des situations précises. Par exemple, les demandes d'harmonisation n'apparaissent pas aussi essentielles que certains l'ont laissé entendre. Une augmentation de la standardisation pourrait d'ailleurs limiter les possibilités, pour les agents de l'enquête transnationale, de faire preuve de créativité, ce qui est essentiel pour la réussite des enquêtes ayant des composantes transnationales.

Ce chapitre démontre que les moyens généralement étiquetés comme formels ne sont pas nécessairement contraignants et rigides. Par exemple, les agents judiciaires qui établissent les jurisprudences en matière transnationale au Canada font preuve dans leur jugement d'une attitude ouverte et compréhensive à l'égard des pratiques policières utilisées dans les enquêtes à composantes transnationales¹²⁰. Les policiers qui travaillent dans les enquêtes à composantes transnationales, s'ils en étaient plus conscients, pourraient comprendre plus précisément les limites à ne pas dépasser, et ils pourraient également savoir quels éléments pourraient être utilisés plus efficacement. Ils pourraient en effet utiliser cette ouverture et cette souplesse à leur avantage. En effet, ils pensent souvent à tort que l'appareil judiciaire est « contre eux »¹²¹. La deuxième partie de ce chapitre se concentre sur les permissions spéciales qui sont accordées aux policiers lorsqu'ils procèdent à des enquêtes à composantes transnationales. Ce sont des pratiques qui sont mal acceptées au niveau national, mais qui semblent nécessaires

¹¹⁹ Et les chercheurs également.

¹²⁰ Les tribunaux ont également pris conscience de l'impératif de traiter les cas transnationaux différemment de ceux qui sont nationaux, tout en cherchant à demeurer juste. Les normes transnationales semblent plus floues que les normes nationales et permettraient plus de marge de manœuvre. Par exemple : Ce serait triste pour notre droit s'il se limitait à souligner les valeurs de la société en poursuivant les auteurs d'infractions mineures tout en permettant aux malfaiteurs plus expérimentés de fonctionner sur une échelle internationale à partir d'une base d'opération canadienne par la simple manipulation d'une formalité créée par la loi. (Libman c. La Reine, [1985] 2 R.C.S. 178, p.42).

¹²¹ Sheriff (2003), un procureur canadien, souligne d'ailleurs à l'intention des enquêteurs que : the law is more favourable than you may think. (p.30).

dans les cas où il faut faire appel à des policiers étrangers.

4.1-La jurisprudence canadienne en matière d'extranéité

Peu de jurisprudences sur le contexte transnational ont été produites au Canada. En effet, nous avons trouvé 7 jugements de la Cour suprême du Canada portant sur ce sujet¹²². Bien que cette jurisprudence soit encore peu développée, certains concepts fondamentaux sont répétés dans les jugements. L'extranéité est le fait de juger une cause criminelle en prenant en considération des éléments provenant d'au moins un autre pays. Elle est liée et fait suite aux enquêtes à composantes transnationales. Selon l'arrêt Libman (1985), l'extranéité :

prête plutôt à confusion, probablement parce que ce ne sont pas des infractions qu'un tribunal est appelé à rencontrer fréquemment. (...)Le fondement premier de la compétence en matière criminelle est territorial. (...)Les États ont ordinairement peu d'intérêt à interdire les activités qui ont lieu à l'étranger et ils sont, de même, réticents à s'attirer le mécontentement d'autres États en cherchant, de façon inconsidérée, à contrôler des activités qui se déroulent complètement à l'intérieur des frontières de ces autres États. (...)Le droit international permet cependant d'exercer une compétence en se fondant sur d'autres considérations. Les États exercent de plus en plus leur compétence sur les actes criminels commis dans d'autres États et qui ont des conséquences néfastes à l'intérieur de leur propre territoire (...) il s'ensuit que le même acte criminel peut, à l'occasion, être susceptible de donner lieu à des poursuites dans plus d'un pays. (p.9).

Les prochaines pages sont consacrées aux concepts de base utilisés par les agents judiciaires pour étayer leurs argumentations. Ces concepts peuvent être vus comme étant du droit souple (Thibierge, 2003). Dans le droit souple, le normatif ne se confond pas avec l'obligatoire. En effet, une règle de droit peut être souple. Elle peut être imprécise dans son contenu (droit floue), non obligatoire (droit doux) et/ou non sanctionné (droit mou). D'ailleurs, un certain nombre d'auteurs considèrent que le droit est plus qu'un ensemble de règles strictes (Terré, 2002; Ghestin, 2002; Carbonnier, 2001). Une des conséquences du droit souple est que « la latitude qui est laissée [à ses destinataires] est souvent garante d'une meilleure réception de ce droit » (Thibierge, 2003, p.613).

¹²²Selon ces ouvrages, il semble qu'il en va de même dans les autres pays de common law.

4.1.1-L'égalité souveraine et la territorialité

L'égalité est une notion de droit suivant laquelle tous les États sont en principe membres à parts égales de la communauté internationale (Cassese, 2005). Elle représente à la fois la conséquence nécessaire et le pendant de la souveraineté, qui peut être définis comme « le pouvoir de tout État de déterminer sa mission, de s'organiser et d'exercer sur son territoire le monopole de la contrainte physique légitime en toute liberté et autonomie ». (Wildhaber, 1983, p.436). Si tous les États ne sont pas considérés comme égaux, les plus faibles sur les plans économiques et politiques pourraient être empêchés d'exercer leur souveraineté. L'égalité reconnue aux États dans leurs relations mutuelles vise à « faire en sorte que des iniquités de fait ne mènent pas à l'injustice, qu'un État ne soit pas désavantagé par rapport à un autre et qu'un État puissant ne puisse dicter sa volonté à un plus faible. » (Wildhaber, 1983, p.454). Mais dans les faits, les États ne sont pas égaux sous tous les rapports. En principe, l'égalité constitue toutefois un axiome du système juridique international moderne (R. c. Hape, [2007] 2 R.C.S. 292, 2007 CSC 26, p.35). Cassese (2005) a écrit que parmi les divers principes reconnus dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration de 1970,

Il s'agit incontestablement du seul principe qui suscite l'adhésion sans réserve et obtient l'appui de tous les groupements d'États, indépendamment des orientations idéologiques, des allégeances politiques et des circonstances. On peut conclure sans se tromper que l'égalité souveraine constitue la pierre angulaire de l'ensemble des normes juridiques internationales, le postulat fondamental sur lequel reposent toutes les relations internationales. (p.48).

Le principe de territorialité est fondamental pour déterminer les limites de la souveraineté des États. D'ailleurs, l'arrêt Libman (1985) évoque l'influence de la Grande-Bretagne pour expliquer la position du Canada par rapport au principe de territorialité ¹²³. Ce sont les tribunaux qui ont conçu le principe de la territorialité en droit criminel, et cela, pour répondre à deux considérations d'ordre pratique :

D'abord celle voulant qu'un pays ne s'intéresse généralement pas directement aux actes de malfaiteurs à l'étranger et, en second lieu, celle voulant que des États puissent

¹²³ Au cours des années qui ont suivi immédiatement la Confédération, le principe de la territorialité a été interprété de façon étroite tant dans les affaires civiles que dans les affaires criminelles, conformément au statut de dépendance du Canada. Mais à mesure que le temps passait, les tribunaux ont commencé à interpréter leur compétence territoriale de façon plus libérale. (...)comme en Angleterre, les tribunaux canadiens étaient disposés à aller au-delà du critère de la substance de l'infraction, lorsque les conséquences d'un crime étaient ressenties au Canada. (Libman, 1985, p.35-36).

légitimement prendre ombrage à ce qu'un autre pays tente de régler des affaires qui se produisent entièrement ou en majeure partie sur leur territoire. (Libman, 1985, p.38).

Ce principe a été adapté au fil du temps, tant par les anglais que par les canadiens, mais il a toujours été appliqué avec souplesse au Canada¹²⁴. Cela correspond à un droit flou, qui « conserve une texture ouverte conférant une adaptabilité, un caractère évolutif » (Thibierge, 2003, p.612). À noter que cet état de fait semble être « juridiquement recherché, dans des formulations qui ménagent des marges importantes d'interprétations et/ou d'appréciation » (p.612). Par ailleurs,

Les tribunaux canadiens ont fréquemment assumé compétence relativement à des infractions comportant un élément d'extranéité, commises en partie au Canada, lorsqu'ils ont estimé que le pays avait un intérêt légitime à le faire. Fait intéressant, le par. 5 (2) du Code énonce le principe de la territorialité d'une façon qui traduit plutôt son objet. Cette disposition n'affirme pas que le droit criminel se limite au territoire canadien; elle dit plutôt que nul ne doit être condamné au Canada pour une infraction commise hors du Canada. (Libman, 1985, p.39).

Selon les juges de Libman (1985), une infraction pourrait être soumise à la compétence des tribunaux canadiens dès qu'il est reconnu qu'une partie importante des activités qui la constituent se sont déroulées au Canada. « Il suffit qu'il y ait un « lien réel et important » entre l'infraction et notre pays » (p.43). Cette règle peut être interprétée de diverses manières, car il n'y a pas de réponses toutes faites à la question de la compétence dans le cas de crimes commis dans plusieurs pays.

4.1.2-La courtoisie internationale

La notion de courtoisie est une « attitude de bienveillance et de considération envers autrui ». Elle n'est pas figée et a évolué en fonction des nécessités. Il n'y a pas de règles claires et définies la concernant. Il s'agit encore une fois d'une règle floue, qui peut également être qualifiée de droit mou et doux, car aucune sentence n'est prévue en cas de non-respect. Cette règle est souple à plusieurs égards. Les juges de l'arrêt Hape (2007) ont souligné que la courtoisie est un principe d'interprétation et non une règle de droit, car elle ne découle pas

¹²⁴Il y a eu à l'occasion des affirmations vigoureuses du principe de la territorialité (...) il reste que les tribunaux n'ont jamais appliqué ce principe de façon rigide. L'avoir fait aurait signifié qu'un État ne pourrait appliquer ses lois à des infractions dont les éléments se sont produits dans plusieurs pays. Cela aurait fourni une échappatoire facile aux criminels internationaux. (Libman, 1985, p.38).

d'obligations formelles. Elle est liée au principe de l'égalité souveraine et s'entend « des mesures informelles que prennent les États et des règles qu'ils observent dans leurs rapports mutuels par politesse, convenance et bonne volonté, et non par stricte obligation légale » (p.50-51).

Les juges de l'arrêt Hape (2007) donnent pour exemple l'arrêt Zingre c. La Reine (1981) 2 R.C.S. 392, qui souligne l'importance de la courtoisie dans l'interprétation d'une règle de droit canadienne qui touche un autre État souverain. Ils expliquent que c'est sur la base de la courtoisie entre nations que repose l'assistance juridique internationale. La courtoisie se fonde donc sur la volonté des États d'agir avec civilité les uns envers les autres. Les actes de courtoisie sont justifiés en ce qu'ils facilitent les rapports entre les États et la collaboration générale. Toutefois, « la courtoisie n'a plus sa place lorsqu'elle est de nature à miner les relations pacifiques entre États et l'ordre mondial ». (R. c. Hape, [2007] 2 R.C.S. 292, 2007 CSC 26, p.38). S'appliquent alors les principes de non-intervention¹²⁵ et de consentement¹²⁶.

4.1.3-Les éléments particuliers des jurisprudences canadiennes

Les enquêteurs transnationaux et les agents qui ont contribué à la jurisprudence sur l'extranéité ont en commun qu'ils cherchent à contrer la menace du crime transnational. Pour le faire, il leur faut atteindre un certain équilibre entre ces impératifs et ceux qui sont garantis par la Charte canadienne des droits et libertés. Cela n'est pas évident et nous allons voir dans les prochaines pages les détails de cet équilibre précaire au Canada.

La première jurisprudence canadienne sur l'extranéité est celle de Libman (1985)¹²⁷. Ce

¹²⁵Le principe de non-intervention veut qu'un État s'abstienne d'invoquer sa compétence d'exécution extraterritoriale dans un domaine où, suivant le principe de la souveraineté territoriale, l'autre État peut exercer son pouvoir décisionnel en toute liberté et autonomie. Par conséquent, il est bien établi qu'un État peut faire appliquer ses lois à l'étranger seulement s'il obtient le consentement de l'État en cause ou, à titre exceptionnel, si le droit international l'y autorise par ailleurs. (Hape, 2007, p.47).

¹²⁶Le principe du consentement se révèle fondamental pour toute revendication de la compétence d'exécution extraterritoriale. Le Canada ne peut mettre à exécution ses règles de droit à l'étranger qu'avec le consentement de l'État d'accueil.(...)En tant que loi suprême du Canada, la Charte demeure sujette aux mêmes limites d'application que les autres textes législatifs ou réglementaires du pays. Qu'il soit de nature législative ou constitutionnelle, le droit canadien ne peut tout simplement pas être appliqué à l'étranger sans le consentement de l'État en cause. (Hape, 2007, p.50).

¹²⁷Il s'agit d'un appel de la cour d'appel de l'Ontario. Il est question de fraude par téléphone. Les appels ont été faits du Canada vers les États-Unis. Les transactions vont vers des pays d'Amérique latine (Panama et Costa

document vise à déterminer la logique juridique au Canada pour savoir si et comment on peut instruire une affaire qui a des dimensions transnationales. Ce cas a permis de clarifier le fondement de la pensée pour les autres cas de jurisprudence sur l'extranéité au Canada. Voilà comment les juges ont statué :

Pour décider si une opération a eu lieu hors de notre territoire, il faut tenir compte de tous les faits pertinents qui se sont produits au Canada, qui fournissent à notre pays un intérêt à instruire l'infraction, et déterminer s'il y a dans ces faits quelque chose qui va à l'encontre de la courtoisie internationale. (...) il suffit qu'une partie importante des activités qui la constituent se soit déroulée au Canada. Il suffit qu'il y ait un « lien réel et important » entre l'infraction et le Canada. Le fait que cela s'appliquerait à des cas où les victimes ont été lésées hors du pays importe peu. Si un accusé était poursuivi pour la même infraction dans plus d'un pays, il serait possible d'éviter toute injustice par le recours aux plaidoyers d'autrefois acquit ou d'autrefois convict. Il n'est pas question de courtoisie. Les intérêts des autres pays ne sont pas protégés si l'on permet que des criminels qui agissent à partir d'ici s'attaquent à leurs citoyens. (Libman c. La Reine, [1985] 2 R.C.S. 178, p.3).

Les juges qui ont formulé ce document ont fait d'autres précisions importantes. Par exemple, ils se sont demandés quelles sont les démarches à entreprendre lorsqu'on constate que les infractions examinées comportent un ou des éléments d'extranéité. Plus précisément, en fonction de quoi un État peut-il assumer ou décliner sa compétence? Selon eux, il existe plusieurs possibilités :

Une solution consiste à présumer que la compétence appartient au pays où l'acte a été préparé ou celui où il a été commencé. Autres possibilités, il y a l'endroit où les conséquences de l'infraction sont ressenties, l'endroit où elle a commencé, l'endroit où elle a été consommée ou encore celui où a été accompli l'élément essentiel ou la matière de l'infraction. Il est aussi possible de soutenir que tout pays où une partie importante ou non de la suite des événements qui constituent l'infraction s'est produite peut assumer compétence. (p.12).

Ces précisions nous font comprendre qu'il y a davantage de chances qu'une négociation politique résolve le dilemme, dans les cas où plusieurs pays pourraient mener les procédures judiciaires. Il est clair que cela est hors du contrôle des policiers qui ont travaillé à l'enquête, puisque toutes ces négociations ont lieu après que les éléments aient été amassés.

Rica). « L'argent est principalement envoyé en Amérique latine, mais une partie est renvoyée au Canada. L'accusé a demandé l'annulation du renvoi au procès pour le motif que les infractions reprochées ont été commises hors du Canada, mais sa requête a été rejetée. » (Libman, 1985, p.2).

Le deuxième cas est : R. c. Harrer, [1995] 3 R.C.S. 562¹²⁸. Il concerne l'application de la Charte canadienne des droits et libertés à l'extérieur du Canada. Plus précisément, il porte sur le droit de recourir de nouveau à l'assistance d'un avocat lorsqu'un interrogatoire change d'objet. La Charte aurait exigé cela si l'interrogatoire avait été mené au Canada par des policiers canadiens, mais la loi étatsunienne ne le demande pas. Il s'agit de savoir si l'omission de la police étatsunienne de se conformer à la loi canadienne rend la déclaration inadmissible au Canada. Plus largement, « la Charte s'applique-t-elle aux autorités étrangères agissant à l'extérieur du Canada, et les principes de justice fondamentale et le droit à un procès équitable permettent-ils d'exclure des éléments de preuve obtenus à l'extérieur du Canada? » (Harrer, 1995, p.3). Les juges du procès ont décidé que la Charte ne s'appliquait pas directement aux interrogatoires qui ont eu lieu aux États-Unis parce que les autorités étatsuniennes n'agissaient pas pour le gouvernement du Canada. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'il faut systématiquement écarter l'application de la Charte à l'extérieur du Canada. Cela restreindrait indûment la protection garantie aux canadiens en ce qui concerne leurs droits. Les juges expliquent que :

On serait en présence d'une tout autre question s'il s'était agi d'un interrogatoire sur une infraction aux lois canadiennes mené par un agent de la paix canadien aux États-Unis ou mené par des autorités américaines agissant à titre de mandataires de la police canadienne, dans des circonstances qui auraient constitué une violation de la Charte si cet interrogatoire avait eu lieu au Canada. (Harrer, 1995, p.3).

Jusqu'à maintenant, il n'y a eu que peu ou pas d'autres décisions sur la question en litige. Au fur et à mesure que le nombre de décisions augmentera, il va de soi qu'il pourra s'établir des lignes directrices et des principes juridiques plus précis. En droit américain, par exemple, la règle semble être que les éléments de preuve recueillis à l'étranger sont admissibles, sauf s'ils ont été obtenus d'une manière qui choque la conscience (voir l'arrêt *United States c. Toscanino*, 500 F.2d 267 (2d Cir. 1974) à la p.276; *United States of America c. Hensel*, 509 F. Supp. 1364 (1981), p.1372.). (p.19).

De plus, l'admission de l'élément de preuve contesté n'entraînerait pas automatiquement un

¹²⁸En appel de la cour d'appel de la Colombie-Britannique. L'appelante a été jugée au Canada sur le fondement de déclarations faites à la police étatsunienne. La question est de savoir si la preuve obtenue aux États-Unis mais recueillie selon des normes de procédures moins astreignantes que celle de la Charte canadienne des droits et libertés fait en sorte que la preuve doit être exclue du procès canadien. Comme Hagerman était en attente d'extradition vers les États-Unis, la police étatsunienne a offert de collaborer à l'enquête sur l'évasion. (p.24). Les officiers de police étasuniens ont envoyé les aveux de Harrer à la police canadienne (p.26). Harrer a été accusée au Canada d'avoir aidé Hagerman à s'évader. Les principaux éléments de preuve présentés contre elle étaient les aveux qu'elle avait faits aux officiers de police américains. (p.26).

procès inéquitable^{129 130}. En effet, le seul fait qu'un élément de preuve a été obtenu d'une façon qui, au Canada, violerait un droit garanti par la Charte, ne suffit pas pour dire que cet élément a été obtenu d'une façon inéquitable, ou que son admission serait inéquitable. Ils rajoutent que « l'accusé a droit à un procès équitable, mais pas aux procédures les plus favorables que l'on puisse imaginer. » (p.4).

Les juges introduisent un autre principe important dans ce document. Il s'agit de l'idée selon laquelle lorsqu'un suspect, ou toute autre personne quitte le Canada, il n'emporte pas avec lui les droits que lui garantit la Charte. Tout individu qui quitte le Canada est présumé avoir accepté de se soumettre à la loi en vigueur dans le pays où il se trouve alors¹³¹. Par exemple :

Harrer, lorsqu'elle se trouve aux États-Unis, doit être considérée comme étant régie par la loi américaine. Non seulement, la personne qui se trouve à l'extérieur du Canada ne jouit pas des protections de la Charte, mais encore elle doit être considérée comme ayant accepté les procédures en vigueur dans le pays étranger, pourvu qu'elles entrent dans la catégorie des procédures généralement acceptées dans les pays libres et démocratiques. Lorsque les éléments de preuve ont été obtenus conformément à la loi d'un autre pays, les préoccupations relatives à l'iniquité sont atténuées par le fait que l'accusé s'est soumis au ressort étranger et doit être considéré comme ayant accepté la loi de ce ressort. Au Canada, toute personne a le droit de s'attendre à ce que les autorités se conforment à la Charte; à l'extérieur du Canada, son droit est d'être traité en conformité avec les lois du pays étranger en question : Tolofson c. Jensen (1994) 3

¹²⁹La règle selon laquelle les policiers au Canada donnent une seconde mise en garde à un accusé quand l'enquête change d'orientation n'est pas conçue seulement en fonction des droits de l'individu dans un cas précis, mais vise également à garantir l'équité de nos mécanismes et le respect général des valeurs constitutionnelles dans tous les cas. Ces préoccupations d'ordre systémique n'existent pas à l'égard des actions des polices étrangères à l'extérieur du pays. La seule préoccupation pertinente est le caractère équitable du procès, qui doit être déterminé en conformité des principes du droit canadien dans le contexte particulier de l'affaire. Le fait que l'élément de preuve ait été recueilli légalement dans un autre pays pourrait être un facteur à considérer pour déterminer ce qui est équitable mais n'est aucunement un facteur déterminant. Le fait, en l'espèce, que la mise en garde n'a pas été répétée lorsque l'interrogatoire a abordé l'infraction plus grave en vertu du droit canadien n'était pas inéquitable dans les circonstances de l'espèce. L'appelante savait et avait compris qu'elle était interrogée relativement à l'infraction canadienne et il n'y avait aucune autre preuve d'injustice. (Harrer, 1995, p.4).

¹³⁰Il se peut que les procédures admises dans le pays étranger s'éloignent tellement des normes canadiennes que le juge conclue que, même si le suspect était soumis à la loi étrangère, utiliser les éléments de preuve constituerait une injustice criante au point de rejeter les valeurs qui sous-tendent notre système judiciaire et de tolérer des procédures qui sont totalement condamnées au Canada. Ou encore, il se peut que la loi étrangère ait été appliquée de façon abusive par les autorités, ce qui, encore une fois, rendrait inéquitable l'utilisation des éléments de preuve. Toutefois, dans la plupart des cas où des éléments de preuve sont recueillis à l'étranger en conformité avec des lois généralement reconnues comme justes, le simple fait qu'il y ait une différence entre les règles juridiques étrangères et celles prescrites par la Charte ne prouve pas que l'utilisation des éléments de preuve rendrait le procès inéquitable.(Harrer, 1995, p.36)

¹³¹R. c. Terry, [1996] 2 R.C.S. 207 réitèrent d'ailleurs cette idée : Les gens devraient raisonnablement s'attendre à être régis par les lois du pays où ils se trouvent. Les voyageurs ne sont pas, malgré tout, à la merci des abus qui peuvent être commis lors d'une collecte d'éléments de preuve à l'étranger. (p.4).

R.C.S. 1022, p.1049. Les personnes qui voyagent dans un pays étranger doivent observer les lois de ce pays et reconnaître que ce sont ses lois et ses procédures qui y régiront leur existence. Les voyageurs en pays étranger sont également censés savoir que les officiers de police de divers pays coopèrent les uns avec les autres, qu'il existe des traités d'extradition et que les éléments de preuve recueillis dans un pays peuvent être utilisés dans un autre. Lorsque ces circonstances sont prises en considération, la prétendue iniquité dans la façon dont Harrer a été traitée disparaît. (Harrer, 1995, p.35).

Dans ce document se trouve finalement une réflexion sur les conditions dans lesquelles les éléments de preuve sont collectés. Les juges sont conscients que celles-ci sont complexes et c'est pourquoi une marge de manœuvre, plus grande que dans les enquêtes d'ampleur nationale, est permise dans les enquêtes à composantes transnationales. Par exemple,

Il y a de sérieuses raisons pour lesquelles les tribunaux canadiens ne devraient pas rejeter automatiquement les éléments de preuve recueillis à l'étranger, pour le motif que les forces policières du pays étranger n'ont pas satisfait à toutes les exigences qui auraient pu exister au Canada. Bien que certaines normes fondamentales soient communes aux sociétés libres et démocratiques, les exigences particulières peuvent varier en matière de procédure. Il est raisonnable de s'attendre à ce que les forces policières d'un pays étranger respectent les normes fondamentales d'équité. Il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce qu'elles se conforment aux particularités de la loi canadienne. Insister sur la conformité à la loi canadienne reviendrait à insister pour que la Charte soit appliquée dans ce pays étranger de préférence à la loi nationale. Cela rendrait difficile, voire impossible, la poursuite des infractions qui revêtent des aspects internationaux. Et cela minerait l'éthique de réciprocité qui sous-tend les efforts internationaux de lutte contre la criminalité transnationale : *Argentina c. Mellino*, (1987) 1 R.C.S. 536, p.551. (Harrer, 1995, p.39).

Ils réitèrent donc l'importance de respecter les dissemblances entre les règles des différents pays. Pour réussir à réconcilier les différentes approches, il faut que l'application du droit canadien se fasse soupagement. Il ne faudrait surtout pas tenter un bras de fer avec l'autre pays, ni non plus miser sur l'harmonisation des pratiques, car cela ferait obstacle à la coopération qui doit exister entre les différents services policiers et organismes chargés des poursuites dans les différentes parties du monde. Le jugement ordonne la tenue d'un nouveau procès qui tient cette fois compte des éléments amassés à l'étranger.

Le troisième cas est celui de *R. c. Terry*, [1996] 2 R.C.S. 207¹³², et concerne également

¹³²En appel de la cour d'appel de la Colombie-Britannique. L'accusé s'est enfui aux États-Unis où, agissant sur la foi de renseignements fournis par la police canadienne, la police américaine l'a arrêté conformément à un mandat d'arrestation. La police canadienne a demandé à la police américaine d'informer l'accusé des droits qui lui étaient garantis aux États-Unis. (...) les policiers américains n'ont pas satisfait à l'exigence, contenue dans la Charte

l'application de la Charte à l'extérieur du Canada. Tout comme l'arrêt Harrer, l'arrêt Terry porte sur l'accès à un avocat au cours d'un interrogatoire. La même logique s'applique. Les juges expliquent qu'il n'est pas inéquitable de traiter différemment la preuve recueillie à l'étranger. Dans ce contexte, les policiers canadiens doivent toutefois encourager les policiers étrangers à respecter les normes canadiennes, mais ils ne doivent en aucun cas les forcer puisque cela constituerait alors une atteinte à la souveraineté. D'ailleurs, « la pratique de la coopération entre les policiers de différents pays ne rend pas les lois d'un pays applicables dans un autre. Les traités bilatéraux d'entraide juridique négociés sous le régime de la Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle, L.R.C. (1985), ch. 30 (4^e suppl.), prévoient que les mesures demandées à l'État qui prête assistance doivent être prises conformément à ses propres lois, et non à celles de l'État requérant. » (p.18).

Dans ce cas-ci, l'accusé a tenté de faire valoir que les policiers canadiens ont contournés les garanties de la Charte en faisant recueillir les éléments de preuve par des policiers étrangers. Il insinue donc que les policiers canadiens auraient manipulé le droit. Les juges expliquent les raisons pour lesquelles ils rejettent cet argument, en mettant l'emphasis sur le fait que c'est l'accusé qui a décidé d'aller à l'étranger et que les policiers n'avaient pas le contrôle sur la situation. Cette justification est intéressante, car elle montre que les juges comprennent la nature du travail d'enquête transnationale, et qu'ils en tiennent compte dans leurs jugements.

C'est la décision du suspect d'aller à l'étranger qui déclenche l'application du droit étranger. Il ne s'agissait donc pas d'une situation qui peut être créée ou manipulée par la police canadienne afin de faciliter la collecte d'éléments de preuve. Deuxièmement, même si la Charte ne s'applique pas à l'étranger, la police canadienne a intérêt à encourager les policiers étrangers qui collaborent avec elle à respecter des normes strictes, afin d'éviter la possibilité que les éléments de preuve recueillis ne soient écartés ou qu'un arrêt des procédures ne soit ordonné pour le motif que l'utilisation de ces éléments violerait les principes de justice fondamentale ou rendrait le procès inéquitable. Enfin, toute tentative de forcer les policiers étrangers à observer le droit canadien serait impossible à mettre en pratique. Les policiers sont assermentés pour faire respecter les lois de leur propre pays, et non celles d'un autre. (p.22).

États-Unis d'Amérique c. Dynar, [1997] 2 R.C.S. 462¹³³ est le quatrième cas. Il s'attarde à la

canadienne des droits et libertés, qu'une personne soit informée de son droit à l'assistance d'un avocat dès qu'elle se trouve en détention. (...) il s'agit de savoir si l'omission de policiers d'un autre pays de se conformer aux exigences de la Charte rend les éléments de preuve ainsi recueillis inadmissibles dans un procès au Canada. (p.2)

¹³³En appel de la cour d'appel de l'Ontario. Il s'agit d'un fugitif accusé aux États-Unis de recycler des produits de

règle de la double criminalité en lien avec une extradition. En effet, pour que le juge d'extradition puisse ordonner l'incarcération de Dynar en vue de son extradition aux États-Unis, la règle de la « double incrimination » doit être respectée (p.73). Le jugement porte aussi sur le manque de courtoisie et de respect envers la souveraineté du Canada de la part des États-Unis. Les juges expliquent que :

Dans son rapport au ministre de la Justice, le juge Keenan s'est montré sévère à l'égard de la conduite des autorités américaines. Il a qualifié leur action dans l'enquête sur M. Dynar de « recherche à l'aveuglette » transfrontalière qui dénote un manque de respect pour la souveraineté du Canada. Il a condamné le F.B.I. pour n'avoir pas invoqué les traités d'entraide judiciaire afin d'obtenir l'aide du Canada pour recueillir des éléments de preuve au Canada, et il a conclu que « délibérément ou accidentellement, les agents du F.B.I. ont fait fi de la courtoisie entre nations et ont agi comme si le Canada relevait de leur compétence à des fins de recherche de la preuve. » (par. 30; p.19).

Malgré cela, les juges ont tout de même décidé d'extrader l'accusé vers les États-Unis. Finalement, les juges expliquent que ce cas va dans le même sens que l'arrêt Terry à l'effet qu'il faut faire preuve d'une extrême prudence avant d'exclure une preuve étrangère pour des motifs fondés sur la Charte. Il est en effet difficile d'imaginer comment y parvenir sans assujettir le pays étranger à la Charte en donnant à celle-ci une portée extraterritoriale.

Le cinquième cas est celui de *Schreiber c. Canada (Procureur général)* [1998] 1 R.C.S. 841¹³⁴, en ce qui concerne l'application de la Charte à une lettre de demande aux autorités suisses, dans le contexte d'une fouille, perquisition et saisie de documents relatifs à certains comptes bancaires localisés en Suisse. Plus précisément, les juges se demandent si la norme canadienne applicable pour la délivrance d'un mandat de perquisition doit être respectée avant l'envoi de la lettre de demande. L'accusé est canadien, mais réside également et possède des comptes bancaires en Suisse. Les juges expliquent que :

Toutes les mesures de contrainte étatique portant atteinte à la vie privée de [l'accusé] ont été prises en Suisse, par les autorités de ce pays et ne sont pas susceptibles d'examen en vertu de la Charte. Le fait d'établir une distinction entre les mesures des autorités canadiennes qui ne faisaient pas intervenir la Charte, d'une part, et celles des autorités suisses qui auraient déclenché son application si elles avaient été prises par les autorités canadiennes, d'autre part, est compatible avec la jurisprudence de notre

la criminalité et de complot pour recycler des produits de la criminalité. Ce cas est relié à une problématique d'extradition, que l'on n'abordera pas ici car elle ne fait pas parti de notre objet d'étude.

¹³⁴ Appel de la cour d'appel fédérale. Il est question d'une lettre de demande envoyée par le gouvernement canadien aux autorités suisses sollicitant leur assistance dans une enquête criminelle canadienne.

Cour en ce qui concerne la participation du Canada à des enquêtes et poursuites criminelles internationales. (p.3)

En effet, bien que le Canada ne puisse imposer ses propres normes procédurales à d'autres États, il peut veiller à ce que le droit à une attente raisonnable en matière de vie privée soit protégé en cas de fouille ou perquisition faite à l'étranger à la demande d'agents canadiens. De plus, la règle énoncée dans Terry (1996) signifie qu'un Canadien résident dans un pays étranger doit s'attendre à ce que sa vie privée soit régie par les lois de ce pays, et, de ce fait son attente raisonnable en matière de vie privée correspondra généralement au degré de protection offerte par ces lois. En conséquence, les juges expliquent que l'obtention d'une autorisation judiciaire préalable n'était pas nécessaire pour valider la saisie. D'ailleurs, les juges font encore une fois preuve de compréhension à l'égard du contexte de travail des policiers qui effectuent des enquêtes à caractère transnational :

Concrètement, la réalité des enquêtes et poursuites criminelles internationales exige que les États coopèrent entre eux. Le fait que le gouvernement du Canada puisse prendre part à des enquêtes et poursuites internationales, susceptibles d'avoir des répercussions sur des droits et libertés individuels tels ceux énumérés dans la Charte, ne signifie pas à lui seul que celle-ci entre en jeu. Dans chaque cas, les mesures particulières prises par les responsables canadiens, dans le cadre des pouvoirs (...) des gouvernements provinciaux, doivent être évaluées afin de décider si elles portent atteinte à quelque droit ou liberté garanti par la Charte. En l'espèce, l'envoi de la lettre de demande est la seule mesure pertinente, autorisée et prise par le gouvernement du Canada, et donc la seule mesure qui puisse être examinée pour déterminer si elle a eu quelque incidence sur les droits garantis à l'intimé par la Charte. (p.23).

Le sixième cas est R. c. Cook [1998] 2 R.C.S. 597¹³⁵, et concerne l'application de la Charte dans le cas d'un interrogatoire par des policiers canadiens aux États-Unis d'une personne soupçonnée d'avoir commis un meurtre au Canada. Ce cas est différent des autres en ce sens que les juges ont conclu que la Charte s'appliquait aux actes accomplis par les détectives canadiens aux États-Unis. Auteurs de la décision majoritaire, les juges Cory et Iacobucci ont estimé que la Charte ne pouvait s'appliquer que rarement à un acte accompli à l'étranger. Ils ont souligné l'absence d'atteinte à l'autorité souveraine des États-Unis. Ils ont également

¹³⁵En appel de la cour d'appel de la Colombie-Britannique. L'accusé a été arrêté aux États-Unis en vertu d'un mandat par les autorités américaines à la suite d'une demande d'extradition des autorités canadiennes relativement à un meurtre commis au Canada. (...) Les détectives canadiens qui ont interrogé l'accusé n'ont pas vérifié auprès des autorités américaines si ce dernier avait demandé un avocat; en fait, ils ont informé l'accusé de façon embrouillée et inadéquate de son droit à l'assistance. (p.2).

justifié leur décision en soulignant que les policiers canadiens ont pratiquement réglé les modalités de l'interrogatoire, ce qui fait en sorte que les éléments qu'ils ont recueillis doivent être assujettis à la Charte. Au sens figuré, cela veut dire, selon l'expression des policiers canadiens, qu'ils amènent la Charte dans « leurs poches », peu importe où ils se déplacent. Plus précisément :

La police canadienne doit, dans la mesure du possible, faire en sorte que la lettre et l'esprit des protections prévues par la Charte soient respectés et ses actes feront l'objet d'un examen plus strict que ceux des fonctionnaires du pays étranger qui agissent dans le cadre du système de droit dont les normes sont différentes des nôtres. (p.11).

Cette perspective concorde avec celle de Terry, Harrer et Schreiber, mais elle permet davantage de circonscrire les limites du pouvoir des policiers. Les juges font une mise en garde importante. Il s'agit d'un cas exceptionnel. En effet,

La violation était très grave, sinon flagrante. L'explication donnée au sujet du droit à l'assistance d'un avocat omettait des renseignements pertinents et était donc inadéquate. Plus important encore, elle était embrouillée et trompeuse au point de priver l'accusé de la possibilité de décider s'il fallait recourir à l'assistance d'un avocat. Il est fondamentalement inéquitable et dérogoire aux droits garantis par la Charte que des policiers mentent à des individus ou les trompent sur leurs droits constitutionnels. Approuver une telle conduite déconsidérerait l'administration de la justice. En outre, la violation s'est produite au moment où l'accusé était détenu et, par conséquent, particulièrement vulnérable. (p.5).

Les juges ajoutent toutefois un mot sur la règle générale à adopter, qui dénote une excellente compréhension de la complexité du travail policier:

Au cours d'une enquête, les policiers doivent parfois mentir. Dans bien des situations, cela peut non seulement être convenable, mais également nécessaire et c'est de toute évidence tout à fait acceptable. Toutefois, il est fondamentalement inéquitable et dérogoire aux droits garantis par la Charte de mentir à des individus ou de les tromper sur leurs droits constitutionnels. De fait, approuver une telle conduite déconsidérerait l'administration de la justice. (p.44).

À noter qu'un des juges était dissident. Il ne croyait pas que le travail des policiers canadiens était très abusif, et était d'avis que compte tenu des difficultés rencontrées dans les enquêtes à composantes transnationales, la preuve ainsi collectée ne pouvait pas être exclue.

L'on s'attend à ce que ces fonctionnaires fassent ce qu'ils peuvent dans les circonstances, compte tenu des lois auxquelles ils sont soumis et des ressources dont ils disposent, pour se conformer à l'esprit, et lorsque c'est possible, à la lettre des protections prévues par la Charte. En cas d'injustice grave résultant de l'omission de se conformer à cette obligation, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, la preuve sera exclu en

vertu des dispositions qui protègent le justiciable contre la tenu d'un procès inéquitable. (p.72).

Le plus récent cas est Hape (2007)¹³⁶. Il concerne également l'application de la Charte canadienne à des fouilles, perquisitions et saisies effectuées à l'étranger par des policiers canadiens. Le pourvoi a été rejeté parce que les policiers canadiens ont été en tout temps sous l'autorité des policiers des îles Turks et Caicos, ce qui exclut l'applicabilité de la Charte aux preuves ainsi recueillies. Ils énoncent également d'autres justifications qui rappellent les jugements précédents :

En choisissant d'exercer ses activités financières aux îles Turks et Caicos, l'accusé est présumé avoir accepté le degré de protection assuré par le droit de l'archipel en matière de vie privée. Il appert du dossier que la superposition du droit canadien et du droit des îles Turks et Caicos en matière de fouilles, de perquisitions et de saisies poserait des problèmes insurmontables. (p.8)

Ce document fait également le point sur la confusion qui règne dans la jurisprudence relative à l'application extraterritoriale de la Charte, et ce depuis l'arrêt Cook. Dans cet arrêt, les juges majoritaires ont en effet affirmé que la Charte s'applique aux actes des autorités canadiennes chargées de l'application de la loi accomplis pour le compte du gouvernement lorsque le respect des exigences de la Charte n'entre pas en conflit avec la compétence territoriale concurrente de l'État étranger. Les juges dans l'affaire Hape (2007) considèrent que cette conclusion est problématique parce que les critères de collaboration nécessaires dans la plupart des cas d'enquêtes à composantes transnationales, et plus particulièrement dans le cas des enquêtes conjointes, créent nécessairement un bris dans la souveraineté de l'autre État. Ils expliquent que si les critères de collaboration devaient être retenus, rares seront les cas où la

¹³⁶En appel de la cour d'appel de l'Ontario. « Soupçonnant un homme d'affaires canadien de blanchiment d'argent, des agents de la G.R.C. ont entrepris une enquête à son sujet. Ils ont demandé aux autorités des îles Turks et Caicos la permission de mener une partie de leur enquête dans l'archipel. Responsable des enquêtes criminelles, le commissaire L. du service de police de l'endroit a autorisé la G.R.C. à poursuivre son enquête sur le territoire, mais il a précisé aux agents que la G.R.C. serait soumise à son autorité. Sur une période d'un an, les agents de la G.R.C. ont fouillé et perquisitionné les locaux de l'accusé dans l'archipel, toujours en présence de L. (...). Ils ont ajouté avoir cru que des mandats avaient été décernés pour les entrées clandestines et avoir pris connaissance d'un document qu'ils ont cru être un mandat autorisant les entrées à découvert. (...) L'accusé a demandé que la preuve documentaire soit écartée en application du par. 24(2) de la Charte canadienne des droits et libertés au motif qu'elle avait été obtenue au mépris de son droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies abusives garanti à l'art. 8 de la Charte. Il a soutenu que la Charte s'appliquait aux agents de la G.R.C. lorsqu'ils avaient soumis ses locaux à la fouille, la perquisition et la saisie, même si l'opération s'était déroulée à l'étranger. Le juge du procès a conclu que la Charte ne s'appliquait pas, il a rejeté la requête et il a reconnu l'accusé coupable des 2 chefs de blanchiment d'argent. (p.2).

Charte pourra s'appliquer. Ils examinent l'expérience des États-Unis à cet égard. Les juges s'appuient sur le juge américain Bentley, qui explique que le critère américain de l'opération conjointe utilisé pour déterminer la portée de la protection constitutionnelle à l'étranger, qui s'apparente à celui de la collaboration en ce qu'il consiste à déterminer si la participation des policiers américains est suffisante pour que le Quatrième Amendement s'applique à l'étranger, n'a pas été appliqué avec cohérence par les tribunaux américains et n'a donné lieu qu'à une protection constitutionnelle minime. En effet, « il appert des quelques cas où le tribunal a reconnu le caractère conjoint de l'enquête que le Quatrième Amendement ne s'applique à l'étranger que lorsque les policiers américains lancent la fouille ou la perquisition et participent activement à son déroulement. » (p.91).

Suite à ces constats, les juges dans l'affaire Hape (2007) se sont donné pour objectif « de doter d'un fondement plus rationnel la règle régissant l'application de la Charte à l'étranger. » (p.92). Tout d'abord, ils examinent l'idée d'utiliser l'identité des instigateurs de l'enquête comme élément déterminant de l'atteinte à l'autorité souveraine de l'État étranger. À leur avis, il n'y a pas de fondement rationnel à la décision de ne pas appliquer la Charte aux policiers canadiens qui participent activement à une enquête parce que ce ne sont pas eux qui l'ont entreprise. Ils examinent ensuite le cas où l'enquête est dirigée par les autorités étrangères, et envisagent qu'il soit considéré comme un élément déterminant de l'application extraterritoriale de la Charte. Ils soulignent que la jurisprudence n'est pas claire à cet effet, mais que « dans la plupart des enquêtes menées à l'étranger, les policiers de l'endroit dirigent l'enquête puisque les policiers canadiens doivent s'acquitter de leur mission avec le consentement et sous leur autorité, en se conformant généralement à la procédure de l'État étranger. » (p.94).

Les juges considèrent finalement l'idée selon laquelle l'imposition des normes canadiennes soit considérée comme un élément déterminant de l'atteinte à l'autorité souveraine de l'État étranger. Par exemple, dans le cas qui les occupe, « satisfaire aux exigences découlant de l'art. 8 aurait pour effet d'imposer aux îles Turks et Caicos les normes canadiennes en matière de mandats et d'exiger de leurs fonctionnaires qu'ils accomplissent certains actes. Il en résultera un effet extraterritorial inacceptable. » (p.95).

Ces trois alternatives ayant été considérées, les juges de Hape (2007) préconisent finalement que les policiers canadiens soupèsent la protection des droits fondamentaux de la personne qu'offre la procédure étrangère au regard des principes qui sous-tendent la Charte, comme si la Charte s'appliquait. En d'autres termes, les agents judiciaires reconnaissent ici que ce sont les policiers qui doivent décider, à l'aide de leur pouvoir discrétionnaire, de l'équilibre approprié à adopter. D'ailleurs, « un écart minime pourrait être justifié par la nécessité que les policiers canadiens participent à la lutte contre la criminalité transnationale et par la courtoisie internationale. Un écart important devrait être justifié plus avant, mais les règles de droit et de procédure de pays démocratiques bénéficieront toujours d'une présomption favorable. » (p.106).

Il faut par ailleurs reconnaître que l'application de la Charte comme telle aux actes des fonctionnaires canadiens à l'étranger ne porte pas automatiquement atteinte à l'autorité souveraine de l'État en cause. La Charte « ne rend aucun acte obligatoire, mais impose certaines limites aux fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions. » (p.98). En effet, dans la Charte,

Les garanties juridiques ne dictent ni n'interdisent aucun acte aux fonctionnaires canadiens. Il s'agit plutôt de principes fondamentaux—formulés de façon générale concernant le traitement des personnes—qui permettent de déterminer la légitimité d'une règle de procédure pénale ou d'une mesure prise par un fonctionnaire canadien. (p.101).

Pour illustrer la souplesse de l'application, les juges ont donné l'exemple suivant :

Lorsqu'une personne est détenue et interrogée par un policier étranger, le policier canadien qui participe à l'interrogatoire n'est pas tenu de faire la mise en garde qu'exige l'al 10b) (...) Il n'y a pas non plus à donner à son homologue étranger un cours accéléré sur la manière de faire cette mise en garde au nom de l'État canadien. (...) Pour se conformer aux principes fondamentaux qui se dégagent de la Charte, le policier canadien n'a qu'à s'enquérir des droits et des garanties d'une personne en détention suivant la loi étrangère et à les comparer à ceux prévus par la Charte pour déterminer s'ils respectent les droits fondamentaux de la personne. Il n'est pas nécessaire que les garanties soient identiques. (p.102).

La divergence due au régime de droit différent et à la démarche distincte adoptée par un État démocratique est généralement respectée. Dans ce contexte, la Charte est appliquée avec une certaine flexibilité. La nécessité de la participation à la lutte contre la criminalité

transnationale, de l'observation de la procédure étrangère et du respect de l'autorité souveraine des États étrangers justifient, jusqu'à un certain point, qu'un policier canadien prenne part à une enquête qui n'est pas entièrement conforme aux exigences canadiennes. Un des juges ajoute : « j'ai du mal à voir comment, en pratique, les policiers canadiens détermineront le moment auquel il leur faudra mettre fin à leur participation. Doit-on exiger d'eux qu'ils se familiarisent avec le droit international coutumier, dont la teneur est incertaine et suscite le débat? » (p.105).

L'attitude générale des juges dans l'ensemble des jurisprudences canadiennes sur l'extranéité traduit un désir de ne pas ériger de règles rigides sans nécessité. D'ailleurs, les juges de Hape (2007) soulignent : « on ne doit pas substituer la rigidité à la souplesse et supprimer prématurément les possibilités qu'offrent actuellement les principes flexibles énoncés dans l'arrêt Cook relativement à l'application de la Charte. » (p.116).

En plus d'être un droit flou, avec des règles très générales, et doux dans son application, le droit canadien en matière d'extranéité examiné ici semble également être mou. En effet, il n'y a pas de sanctions juridiques prévues. Toutefois, il n'est pas dépourvu de conséquences, en l'occurrence l'abandon possible des poursuites dans les cas où l'information recueillie ne pourrait être admise en preuve. Il s'agit bien sûr d'une mesure extrêmement efficace pour amener les policiers à ne pas dépasser les frontières en matière de respect des droits garantis par la Charte. Les enquêtes à composantes transnationales semblent donc moins contraignantes en ce qui concerne le respect de règles, que ce que laissent parfois entendre les policiers.

4.2-La souplesse dans l'utilisation de techniques d'enquête

Les jurisprudences sur l'extranéité que nous avons examinée dans la section précédente sont souples, et elles ne sont pas les seules à l'être. Plusieurs exceptions permises dans le Code criminel relativement aux techniques d'enquêtes employées dans le cas d'enquêtes transnationales le sont aussi. Certains éléments permettent plus de flexibilité que dans les enquêtes nationales. Sherriff (2003), un procureur qui a plus de 30 ans d'expérience, et qui a fréquemment travaillé avec des enquêteurs dans des équipes de gestion de cas complexes, fait état de certaines d'entre elles dans ce que plusieurs enquêteurs canadiens appellent "The Bible

of Canadian law enforcement” (Sherriff, 2003, p.22). Il s’agit d’un manuel de stratégies, portant sur les lois et techniques utilisables par les enquêteurs et les procureurs¹³⁷. Ce sont les analyses personnelles de l’auteur sur ce qui fonctionne ou pas et pourquoi.

4.2.1-Les interrogatoires

Sherriff (2003) commence son texte en soulignant l’importance du pouvoir discrétionnaire des policiers, pour autant qu’il soit utilisé honnêtement. Par exemple, « it helps to acquire a mindset capable of thinking dirty while acting honourably. There is nothing wrong with crafty strategy if it is honestly and lawfully deployed against serious criminals » (p.25). Il aborde la question des interrogatoires, qui ont pour but de collecter la vérité légalement, en s’assurant de ne pas porter atteinte aux droits protégés par la Charte. Ainsi, cette information pourra être admissible en tant que preuve. Un élément essentiel est que les enquêteurs qui procèdent à l’interrogatoire connaissent bien les principes légaux qui régissent les interrogatoires. C’est seulement de cette manière que ceux-ci pourront être utilisés de manière créative et en temps opportun, au fur et à mesure que les opportunités se présenteront. Il explique que les juges sont au courant, que la « persuasion stratégique » est la plupart du temps nécessaire, et y sont réceptifs. Par exemple :

Courts are much more receptive to strategic interview techniques than investigators and prosecutors imagine, particularly following the Supreme Court of Canada decision in R.v. Oickle (2000), 147 C.C.C.(3d) 321. Any judge worth his salt already knows that tactics and strategies are used in the interview room. The Supreme Court of Canada realizes that few criminals confess to serious crime without strategic persuasion. (p.28).

La règle importante à suivre, mais qui demeure floue, est de s’assurer de ne pas miner l’administration de la justice. Les enquêteurs peuvent alors utiliser des parades, pour autant que celles-ci ne choquent pas la collectivité. D’ailleurs,

The leading Supreme Court of Canada case on this subject, R.v. Rothman (1981), 59 C.C.C.(2d) 30 (S.C.C.) has this to say about permissible tricks: “it must be borne in mind that the investigation of crime and the detection of criminals is not a game to be

¹³⁷ Le degré d’adoption réel du document rédigé par le procureur Sherriff dans les services de police canadien n’a pas pu être mesuré. Toutefois, ce document nous a été remis par notre informateur-clé. Il nous a expliqué que ce guide est un ouvrage important pour lui et ses collègues. Il est à noter qu’il s’agit d’un document à usage interne et que son existence nous a été signalée par ce travailleur de l’enquête à composantes transnationales. Il n’est donc en aucun cas possible de le faire par un autre moyen que celui que nous avons eu la chance de nous voir offrir.

governed by the Marquess of Queensbury rules. The authorities, in dealing with shrewd and often sophisticated criminals, must sometimes of necessity resort to tricks or other forms of deceit and should not be hampered in their work. What should be repressed vigorously is conduct on their part that shocks the community. (...) in fact, what would shock the community would be preventing the police from resorting to such a trick. (...) one beauty of such a scenario is that there is much more scope for trickery when the accused is neither arrested nor detained and therefore has no charter rights to counsel. (p.45-6).

Concernant les interrogatoires qui sont menés à l'extérieur du Canada, il fait référence aux jurisprudences que nous avons détaillées dans la partie précédente, et souligne qu'une déclaration recueillie par des enquêteurs étrangers dans un pays étranger peut être admissible même si les conditions énoncées dans la Charte n'ont pas été remplies, pour autant que la déclaration ait été recueillie dans le respect des principes fondamentaux de la justice canadienne. Il leur faut avant tout respecter le fond plutôt que la forme des règles énoncées.

4.2.2- Les mandats

Concernant les mandats, Sherrif (2003) détaille un certain nombre d'exceptions qui font référence aux enquêtes à composantes transnationales. Si les conditions de ces exceptions sont remplies, un mandat n'est pas requis. Une de ces exceptions concerne les fouilles d'individus ou de propriétés aux frontières. Par exemple :

This exception is the result of the lower expectation of personal privacy reasonably expected by people crossing international borders. Obviously a Customs or Immigration search at a port of entry doesn't require a warrant. This exception includes searches of persons, vessels or vehicles observed to enter Canada bypassing proper entry locations. Note that routine questioning by customs or immigration officers at the border, or routine luggage searches conducted on a random basis, including pat and frisk searches, do not trigger rights to counsel, but strip searches of persons do trigger these rights, since such persons are detained (R.v. Simmons (1988), 45 C.C.C. (3d) 296 (S.C.C.)). (p.87).

Sherrif (2003) explique qu'une interprétation de Schreiber v. Canada (1998), 124 C.C.C. (3d) 129, S.C.C. est que la Charte ne s'applique pas aux fouilles conduites dans les pays étrangers, à la demande des enquêteurs canadiens. Selon cet auteur, « the only limiting factors other than bodily integrity and administration of justice concerns are the energy and imagination of investigators » (p.129).

Il faut d'ailleurs noter qu'une brèche à la Charte doit être prouvée par l'accusé, elle n'est donc

pas prise pour acquise. Par exemple : « even though we have sinned and committed a Charter breach, we will not be consumed by the fires of purgatory unless the accused shows that the admission of the evidence into the trial would bring the administration into disrepute. » (p.135).

Dans ces cas plutôt rares, la meilleure attitude à adopter par les policiers est de reconnaître d'emblée qu'ils ont recueilli des informations d'une manière questionnable. Cela fera valoir leur intégrité et augmentera les chances que la preuve soit admise au procès. D'ailleurs, l'auteur souligne que les lois concernant les fouilles sont si complexes que les policiers auraient avantage à consulter leur procureur en cours d'enquête.

4.2.3- Les écoutes électroniques

Les écoutes électroniques sont un instrument très puissant dans les enquêtes. Les enquêteurs et les procureurs doivent toutefois les utiliser avec beaucoup de précautions, car elles peuvent entraîner l'inadmissibilité de toute la preuve. Il faut s'abstenir de l'utiliser si on ne peut pas bien l'utiliser. La surveillance électronique est une brèche à la vie privée si importante qu'une permission judiciaire sera requise, sauf dans certains cas exceptionnels. Cela veut dire que les interceptions de téléphones cellulaires doivent d'abord obtenir une autorisation judiciaire, contrairement aux croyances populaires. De plus, il faut démontrer que tous les autres moyens ont été employés avant d'utiliser cette méthode très intrusive.

Concernant les équipements de localisation utilisés pour supporter les enquêteurs dans leur travail, un juge doit autoriser la surveillance pour chaque province ou pays visités par le véhicule. Cela veut dire que dans chaque nouveau territoire, un juge devra être contacté pour faire « viser » l'autorisation. Il ne faut pas que l'équipement soit installé avant que l'autorisation soit obtenue, car toute la preuve ainsi recueillie sera inadmissible au tribunal. Il s'agit d'une tentation fréquente dans les enquêtes à caractère transnational, car souvent l'occasion d'installer l'équipement est plus difficile à saisir si elle doit se faire à l'étranger plutôt que dans le pays demandeur. Une solution est d'obtenir rapidement un mandat général qui le permette. C'est en cela seulement, lorsqu'il est question des écoutes électroniques, qu'une certaine flexibilité est accordée aux policiers.

Il faut aussi être prudent avec les interceptions qui se font dans une langue étrangère. En effet, « recent court decisions in Ontario have decided that a translation is not the same as a transcript and have refused to admit wiretap into evidence where the accused were not given notice containing the original foreign language intercepts. » (p.161). Sherriff (2003) suggère de préparer une transcription dans la langue étrangère originale, qui sera un complément à celles qui ont été produites en anglais et/ou en français.

4.2.4- Les opérations *undercover*

Les opérations “furtives”, alors que l’accusé n’a pas encore été arrêté ou détenu, tout comme le droit de consulter un avocat, ne sont pas soumises aux protections qui sont comprises dans la Charte. Les règles concernant l’admissibilité des déclarations dont nous avons parlé dans la partie sur les interrogatoires ne s’appliquent pas. Dans ce contexte, les enquêteurs peuvent donc utiliser un certain nombre de parades légitimes.

Ce type d’opération a beaucoup de potentiel pour contribuer à la réussite d’une enquête, et ce dans un contexte beaucoup plus flexible que lorsque les enquêteurs utilisent l’écoute électronique. Par exemple, « There is no requirement to try other investigative techniques against a target before using undercover operations against that target (R.v. Lebrasseur (1996), 102 C.C.C. (3d) 167 (Que, C.A.) at p.177) » (p.185). De plus, elles nécessitent beaucoup moins d’investissement financier et d’apport en ressources de toutes sortes que l’écoute électronique. Elles permettent également de choisir la juridiction où le procès aura lieu, simplement en la déplaçant totalement ou en partie vers la juridiction choisie. Il s’agit d’une grande opportunité pour les policiers qui travaillent dans les enquêtes à caractère transnational.

Toutefois, plusieurs zones d’ombre demeurent en lien avec cette technique d’enquête. Certains enquêteurs ont ainsi tendance à rester dans une zone confortable, où ils sont certains de ne pas enfreindre la loi. En adoptant cette attitude, il y a beaucoup moins de possibilités de créativité dans le travail d’enquête. À noter que l’arrêt *Shirose* (1999), 133 C.C.C. (3d) 257 (S.C.C.) a réagi à cela en établissant un privilège de confidentialité entre les enquêteurs et les procureurs en ce qui a trait aux stratégies dont ils discutent nécessairement durant l’enquête¹³⁸. Cette

¹³⁸ Advice from Crown Prosecutors is now protected from disclosure and police witnesses can now successfully

décision devrait rendre les procureurs plus enclins à fournir des conseils innovateurs et plus « agressifs », mais un certain temps est nécessaire pour changer les attitudes.

4.2.5- La loi C-24 et la flexibilité dans les enquêtes à composantes transnationales

Avec la mise en place de la loi C-24 en 2002 sont apparus des développements positifs pour les actions policières. Cette loi peut être utilisée par les policiers pour améliorer leurs possibilités dans la lutte au trafic de drogue transnational. Le Code criminel section 465 contient des éléments essentiels concernant les composantes transnationales :

- 1) a) quiconque complot avec quelqu'un de commettre un meurtre ou de faire assassiner une autre personne, au Canada ou à l'étranger, est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité.
- 3) Les personnes qui, au Canada, complotent de commettre, à l'étranger, des infractions visées au paragraphe (1) et également punissables dans ce pays sont réputées en vue de les avoir fait en vue de les commettre au Canada.
- 4) Les personnes qui, à l'étranger, complotent de commettre, au Canada, les infractions visées au paragraphe (1) sont réputés avoir comploté au Canada.

Les avantages à conduire des opérations menant à des accusations concernant l'infraction de complot sont nombreux. Par exemple, l'accusation de complot élimine les barrières géographiques qui ont tendance à empêcher des procédures judiciaires effectives. En effet, l'infraction de complot est particulièrement utile lorsque le crime en question dépasse les frontières nationales ou provinciales. Même dans les cas où aucun élément du crime n'a été commis au Canada, il est possible de condamner en vertu de cette infraction. D'ailleurs,

In addition to the globetrotting breakaways contained in sections 465 (3) and (4) of the Criminal Code, the case law has added further ways in which conspiracies with foreign connections can be prosecuted in Canada. As long as there is a real and substantial link between the conspiracy alleged and Canada, a conspiracy case can be tried in Canada. Examples of real and substantial links include the following: a) planning or preparatory acts in Canada; b) evidence that one of the accused was to receive his share of the proceeds in Canada; c) evidence that a step was taken to carry out the plan in Canada or; d) the end result was intended to be the introduction of unlawful property into Canada (R.v. Rowbotham (1993), 85 C.C.C. (3d) 575 (S.C.C.)). (p.288).

Sherriff (2003) rajoute que cette infraction peut même éliminer le recours aux mécanismes

claim privilege and decline to reveal the advice in court if they wish to. Now that the Supreme Court of Canada has ruled that advice given to the police by a Crown prosecutor is protected by privilege, similar to lawyer-client privilege, police and prosecutors can confer without fear of any need to disclose their discussions of fear of the prosecutor hitting the witness box and required to testify about advice given to the police. (p.188).

d'extradition. En d'autres mots, il devient très difficile pour un suspect d'échapper à la condamnation, peu importe où il se trouve.

Dans la pratique, les tribunaux permettent plus de marge de manœuvre dans les cas de complot transnational. Par exemple, ils vont être plus flexibles en ce qui a trait à la précision des infractions énoncées dans l'acte d'accusation, ce qui peut être d'un grand secours lorsque certains éléments sont difficiles à déterminer. En amont, cela permet également d'obtenir des mandats plus larges et plus accommodants et « it is easier to obtain search warrant in cases which initially appear to be primarily rooted in a foreign jurisdiction. » (p.292). De plus, les autorisations d'écoutes électroniques dans les cas de complot sont autorisées pour un maximum d'un an, plutôt que 60 jours dans le cas des autres crimes. Cela évite à l'affiant de constamment rédiger des demandes de renouvellement¹³⁹. Ils ont ainsi plus de marge de manœuvre dans leur enquête, car la poursuite de celle-ci n'est pas constamment remise en question.

Sherriff (2003) réitère finalement son conseil à l'effet qu'étant donné la complexité des règles dans ce domaine, il est hautement recommandé que la police reçoive des conseils de procureurs compétents dans ce domaine, plus particulièrement en ce qui a trait à l'utilisation des techniques d'enquête.

4.3- Conséquences sur la pratique des enquêtes policières transnationales

Sherriff (2003) conclut son guide en mettant l'emphasis sur le principe de base à respecter par les policiers s'ils veulent que leurs enquêtes aboutissent en condamnation. Dans l'ensemble, ils doivent tout simplement agir avec une bonne intention en tête.

Ce chapitre a montré à quel point les différentes normes canadiennes dans le contexte des enquêtes transnationales et de l'extranéité sont souples et permettent une marge de manœuvre

¹³⁹This will come as a relief to beleaguered affiants who presently need to commence preparation of the next affidavit as soon as the ink is barely dry on the last authorization since the sixty day expiry comes very quickly in complex long term projects. Wiretaps authorizations for criminal organization offences do not require that the "investigative necessity" grounds be satisfied. It is not necessary to show failure, urgency or that the investigation is unlikely to succeed. But, it would be very prudent to ensure that affidavits in support of criminal organization wiretaps address the conventional investigative necessity grounds, even though the legislation doesn't require it. Usually these grounds will exist. (p.305).

plus grande que dans les cas nationaux. Les policiers qui travaillent à contrer les activités criminelles transnationales retirent des avantages des changements qui ont été introduits face au contexte transnational. La jurisprudence canadienne sur l'extranéité est plutôt floue, et à dessein. Elle présente certains principes de base, mais laisse beaucoup de marge de manœuvre sur le reste. Les pays pour lesquels la jurisprudence n'existe pas au même sens que dans les pays de common law, c'est-à-dire les pays de *civil law*, ont ce qu'ils appellent le principe de légalité (Nadelmann, 1993), ce qui les oblige en principe à mener le processus judiciaire jusqu'au bout et à poursuivre toute personne qui commet un crime, et pour lequel ils ont des éléments plausibles de le croire, et cela dans les plus brefs délais. Nadelmann (1993) a démontré comment les pays de *civil law* de l'U.E. ont réussi à rapprocher leurs pratiques de leurs lois en utilisant des parades. Ils agiraient tout d'abord dans l'extra légalité et parfois dans la totale illégalité, souvent en tentant d'appliquer des pratiques étatsuniennes. Les agents légaux des pays de *civil law* détourneraient le regard et éviteraient de poser des questions lorsqu'il y a possibilité d'extra légalité ou d'illégalité. Au fil du temps, des pays tels que la Hollande en sont venus à adopter des règles plus souples, lorsqu'ils ont constaté l'efficacité de certaines méthodes. Dans d'autres pays comme tels que la France, les parades mentionnées continuent à être utilisées.

Aussi, les agents du système judiciaire mettent clairement la priorité sur les impératifs sécuritaires, bien que le respect de la Charte des droits et libertés reste important à leurs yeux. Ils disent toutefois clairement qu'il vaut mieux maintenir l'ambiguïté pour éviter de fermer la porte à des mesures qui pourraient s'avérer utiles dans le futur. Cette ambiguïté a été soulevée par plusieurs auteurs comme étant négative, car elle entraînerait des abus par rapport aux droits et libertés. En effet, il est difficile de contrôler les transgressions par rapport à ces droits, d'autant plus qu'il n'existe pas de sanctions formelles pour punir ceux qui opéreraient un peu trop soupagement. Toutefois, les discussions et entrevues menés laissent entrevoir que les policiers sont conscients que s'ils violent trop explicitement les principes de base reconnus, ils courent la chance que le procès soit tout simplement abandonné et qu'ils n'obtiennent pas les condamnations qu'ils pensent juste à l'égard des suspects auxquels ils ont consacré un nombre considérable d'heures de travail.

CHAPITRE 5

Le système « D » dans le champ des enquêtes à composantes transnationales

Le chapitre précédent portait sur la flexibilité formelle qui structure le travail policier au niveau transnational. Alors que le chapitre précédent traitait de ce que la police a le droit de faire légalement, ce chapitre illustre ce que les policiers font dans leur pratique quotidienne. Le système de la coopération policière transnationale est composé d'éléments hétéroclites. En analysant les rôles et fonctions de ces derniers, ce chapitre traite de la flexibilité du travail policier à composantes transnationales. De plus, l'analyse de la multiplicité des moyens proposés et adoptés pour réaliser les enquêtes à composantes transnationales indique que la flexibilité et la débrouillardise, basés sur leur expertise, sont des caractéristiques nécessaires chez les policiers qui participent à des enquêtes à composantes transnationales, s'ils veulent atteindre les objectifs de leur pratique, c'est-à-dire d'immobiliser les criminels (Nadelmann, 1993). Plus précisément, ce chapitre montre qu'il existe plusieurs voies et moyens disponibles aux policiers qui travaillent dans une enquête à composante transnationale. En d'autres termes, ils sont versatiles. Ils peuvent obtenir une information de plusieurs façons, mais contrairement à ce que les recherches semblent indiquer, les moyens utilisés ne le sont pas en fonction de critères énoncés dans un quelconque guide de procédure.

Ce chapitre vise deux objectifs, dont le premier est d'expliquer en quoi consiste chacun des rôles et fonctions des agents. Nous verrons comment les divers éléments interagissent ensemble. À noter que certains rôles sont plus prépondérants que d'autres, mais même peu utilisés, tous les éléments sont nécessaires pour que le système fonctionne efficacement. Les différents rôles constituent des potentiels de relations utilisables, mais utilisés seulement dans les contextes jugés appropriés. Les différents rôles, fonctions et moyens à la disposition des agents de l'enquête à composante transnationale sont décrits. Il est question du rôle des enquêteurs, de celui des agents de liaison, des procureurs ainsi que de leurs agents de liaison judiciaire. La question des relations entre les enquêteurs et les procureurs est également abordée. Ce sont donc les moyens directs qui sont l'objet de cette première sous-section. Ensuite, il est question des moyens indirects, comme le recours à des ententes entre États, tels que les Traités d'entraide judiciaire (T.E.J.), les *Memorandum of Understanding* (M.O.U.) et les Commissions Rogatoires. La troisième sous-section aborde le rôle d'organisations

internationales telles qu'Europol et Interpol.

Le deuxième objectif de ce chapitre est d'aborder la question de la prise de décisions en ce qui a trait aux moyens utilisés par les agents du *policing* transnational. Nous verrons que ces décisions suivent quelques règles selon certaines caractéristiques générales, mais ne s'y limitent pas. Ils vont tout d'abord considérer la nature de l'information qu'ils visent à acquérir auprès de leurs homologues étrangers. L'information peut être de nature documentaire (demandes d'informations à des banques/hôtels) ou « physique » (surveillance physique ou électronique). Ils vont aussi considérer l'impact de l'utilisation prévue de l'information qu'ils visent à acquérir auprès de leurs homologues étrangers. L'information peut être nécessaire soit simplement pour poursuivre l'enquête opérationnelle (information ou renseignements à utilité opérationnelle), soit dans une visée judiciaire (à amener en preuve au tribunal). La nature et l'utilisation prévue de l'information guident le choix des moyens en général, mais nous verrons que de multiples exceptions existent à ces dites règles.

Nous détaillerons les contextes probables et le type de recours possibles, toujours selon le rationnel des agents de l'enquête. Tout d'abord, voyons en quoi consiste le principe du besoin de savoir, qui doit être mis en lumière pour faciliter la compréhension du reste du chapitre.

5.1-La restriction de la diffusion de l'information et le besoin de savoir

Les informations recueillies à l'étranger en cours d'enquête constituent des ressources recherchées non seulement par les autres corps policiers qui voudraient effectuer plus d'arrestations et ainsi améliorer leurs statistiques policières, mais également par les criminels, qui aimeraient bien savoir qui les surveille. C'est pourquoi ces informations ne sont accessibles qu'à ceux qui en ont besoin. Il arrive souvent qu'une partie seulement des informations accessibles soient mises à la disposition des « partenaires ». En fait, les entretiens réalisés nous ont fait comprendre qu'un principe important à respecter dans le *policing* transnational est de partager le moins d'informations possible, tout en cherchant à obtenir le maximum d'informations et de collaborations. Ce principe ne se limite pas au *policing* transnational, car on le retrouve également dans les enquêtes nationales.

Comment font les agents pour juger selon ce critère de besoin? Selon les explications données

par les interviewés, ce besoin vient d'abord et avant tout du fournisseur d'information, et non pas le contraire. G.B., un policier canadien, parlant d'un éventuel échange d'information entre une unité canadienne et chinoise, explique que la meilleure manière de faire est de fournir le moins d'informations pour obtenir un maximum d'éléments.

G.B. : Si j'étais à Montréal, et que j'avais des problèmes avec un ressortissant chinois, c'est sûr que je prendrais avantage d'aller chercher de l'information aux chinois. Je ne leur donnerais pas toute l'information que je détiens sur X, Y, Z, mais j'essayerai de les utiliser au maximum possible, mais seulement si j'en ai besoin. En leur donnant le minimum, pour en savoir le maximum. Comme toutes les bonnes organisations font. Je n'irais pas vendre mon dossier, pis j'ai toujours été gagnant en faisant ça. T'as besoin de savoir ça, c'est ça que tu va savoir. Il y a beaucoup d'enquêteurs qui s'en vont dans d'autres pays, pis qui se rouvrent les mâchoires pis ils brûlent leur dossier. (p.34)

Cette explication nous amène à comprendre que la coopération n'est jamais pleine et entière lorsque vient le temps de partager de l'information¹⁴⁰. On dénote même une certaine compétition pour l'obtention de l'information, ce qui n'est pas étonnant, car la majorité des études sur les jeux de coopération démontrent que la plupart du temps, la compétition est également présente et qu'il est sain d'en retrouver dans un système.

Le partage d'informations semble plus approfondi lorsque des enquêtes parallèles sont mises en place. Deux interviewés de Hollande ont abordé ce sujet. C.S.U. explique que des informations très spécifiques sont échangées dans les enquêtes parallèles. Cet échange maximisé est considéré comme étant essentiel pour que les deux enquêtes réussissent. Un enquêteur de son unité explique qu'il s'agit toujours d'un échange « donnant-donnant », mais qu'ils ne donnent pas toutes les informations en leur possession, mais uniquement ce qu'on leur demande explicitement, dans ce cas-ci par voie officielle.

H: When you're working on a legal request, you do only the things the other people ask you. You're obliged to do everything they ask and then hand over the information and the Americans are the owners of the information. When we want to build our own case, the prosecutor has to decide: "Ok, based on this information, I will start our own investigation and I'll be the owner of the information then", and then we can still work together and say : "I'll give you this, you have to give me that". It's a kind of deal. When we start our own investigation, you have parallel investigations going on and then you have to bridge. (p.6)

¹⁴⁰D'ailleurs, les personnes interrogées expliquent que très souvent, le fait de divulguer l'information en tout ou en partie provoquerait une grande incertitude chez les acteurs de l'enquête. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre.

Dans certains cas, il est donc possible d'établir des enquêtes parallèles, et plus rarement des enquêtes conjointes. Une enquête conjointe est faite par des agents de deux organisations ou plus, en étroite collaboration. Cela nécessite souvent qu'ils travaillent ensemble physiquement sur une même problématique. Les enquêtes parallèles ressemblent aux enquêtes conjointes, en ce qu'elles sont réalisées par plusieurs organisations. Mais la collaboration est beaucoup moins étroite et le droit de regard d'un groupe sur l'autre est beaucoup moins prononcé dans les enquêtes parallèles que dans les enquêtes conjointes. En fait, l'enquête parallèle est séparée en deux enquêtes (ou plus) et est gérée indépendamment, le plus souvent selon des impératifs géographiques. Dans les deux cas, le travail de chacun est simplifié, car le lien ainsi établi facilite l'échange d'information avec les collègues transnationaux. Les enquêtes parallèles sont le plus souvent bilatérales et les échanges se font sur une base informelle, tandis que les enquêtes conjointes sont plus formelles. Selon les interviewés, la structure d'enquête liée est la meilleure manière d'accomplir les objectifs communs.

C.S.U., le patron de l'unité hollandaise, rajoute que le meilleur échange n'est pas nécessairement celui qui contient le plus d'information. Cela dépend du besoin à la base de la coopération. En effet, la plupart du temps il n'est pas possible ou désirable d'obtenir un niveau de participation aussi élevé de tous les intervenants. M.M., un enquêteur canadien, détaille le niveau de participation des pays dans l'enquête Calvette. Il explique que pour la plupart, il s'agit de pays collaborateurs plutôt que des enquêtes où il y a de véritables partenariats. La coalition minimale est plus facile à contrôler. Dans l'idée de garder les choses les plus simples possible, les policiers considèrent que plus le groupe est petit, et moins élevé est le nombre de partenaires, plus la coopération va être facile à gérer. Pour y arriver, il faut mettre l'emphasis sur la coopération bilatérale¹⁴¹. Toutefois, la situation ne le permet pas toujours, et c'est pourquoi l'approche multilatérale doit être parfois utilisée, bien qu'elle soit plus complexe.

D'ailleurs, à la question de savoir s'il est préférable de procéder par échange bilatéral ou multilatéral, c'est-à-dire en passant par un organisme international, le patron de l'unité hollandaise répond qu'il s'agit de deux types d'échange d'information dissemblables, qui s'appliquent à des cas différents. Il affirme que les deux moyens sont nécessaires et peuvent

¹⁴¹D'ailleurs, les interviewés associent essentiellement le travail de l'agent de liaison avec l'utilisation du bilatéral et l'utilisation d'INTERPOL avec l'utilisation du multilatéral.

être combinés pour atteindre l'objectif des enquêtes à composantes transnationales¹⁴². P.P., un enquêteur canadien, nous explique également que dans certains cas, il est possible d'utiliser les deux méthodes dans la même enquête. Mais lorsqu'il devient possible de simplifier les choses en utilisant la méthode bilatérale, les interviewés n'hésitent pas à le faire. Une logique particulière, qui est l'objet de ce chapitre, porte à privilégier un moyen ou un autre pour arriver à ses fins. Les combiner peut également constituer la solution optimale dans certains cas particuliers.

5.2- Les différents moyens

Comme Nadelmann (1993) l'a souligné dans sa discussion sur le modèle du détective privé, l'aspect extraterritorial de l'activité policière transnationale est un contexte important à considérer, car il est fondamental pour comprendre les différences entre le déroulement des enquêtes nationales et celui des enquêtes à composantes transnationales. La condition transnationale implique d'abord que les enquêteurs transnationaux sont forcés de faire leur travail sans avoir accès aux pouvoirs leur étant normalement conférés, plus particulièrement le pouvoir d'arrestation. Comme l'idée d'avoir une force policière avec un pouvoir d'arrestation sur toute la planète est fantaisiste (Bowling, 2009), les enquêteurs transnationaux sont obligés d'avoir recours à des moyens et ressources supplémentaires pour arriver à leur fin, tout en respectant le plus possible les règles du jeu de la coopération policière transnationale.

Contrairement aux détectives privés, les policiers transnationaux représentent un État, et cela complique leur travail quand ils vont à l'étranger. Ils ont alors à conjuguer avec les lois locales qui vont parfois les empêcher d'utiliser certaines techniques. Ils vont aussi faire face à des sensibilités nationales, de même qu'à des guerres de clocher entre les différentes organisations policières, autant locales qu'étrangères. Par contre, leur travail est facilité par l'esprit international qui accompagne souvent les efforts bilatéraux et multilatéraux, de même que par les pressions diplomatiques que leur gouvernement pourrait faire à l'État receveur de la demande. On attend donc des policiers transnationaux qu'ils assument les fonctions

¹⁴² Cela est contraire à ce que semble indiquer Guille (2009), car les moyens multilatéraux sont parfois essentiels dans certaines situations.

d'enquêteur, sans leur accorder les pouvoirs qui y sont normalement reliés¹⁴³.

Les moyens ont été souvent classés selon qu'ils sont vus comme étant formels ou informels (Den Boer, 2002). Le recours à des organisations visant à soutenir les coopérations policières transnationales, tels qu'Interpol et Europol, de même que l'utilisation de traités d'entraide judiciaire sont vus comme formels. Les échanges directs entre policiers et procureurs de différents pays sont plutôt considérés comme étant des moyens informels.

5.2.1- Les échanges directs

Les échanges directs d'informations sont ceux qui sont privilégiés par les policiers. Il arrive également que les procureurs échangent directement de l'information avec leurs homologues. Voyons d'abord comment cela se passe au niveau policier.

5.2.1.1- Les échanges directs entre policiers de pays différents

Dans le cas où l'enquêteur a établi de bons contacts avec un enquêteur d'un corps policier qu'il doit contacter pour son enquête en cours, il va préférer procéder directement en contactant ce policier d'abord. Il va cependant le faire seulement lorsqu'il est certain que tout va bien se dérouler. Cela va lui permettre d'ajouter de la certitude dans son travail et d'accélérer et de simplifier les procédures.

P.P., un enquêteur canadien, explique que le choix du ou des moyens utilisés se fait souvent au cas par cas. Le plus souvent, les policiers essaient de se mettre d'accord avec les policiers des autres pays impliqués, pour que la solution appliquée soit la moins compliquée possible. Il détaille un cas d'application de mandat international et explique comment celui-ci a été réglé. Il mentionne l'importance de l'implication de l'agent de liaison pour gérer les contraintes des enquêtes policières transnationales.

P.P. : ça dépend des pays. Dans ce cas-là, je pense qu'ils étaient pour l'arrêter à l'immigration du côté américain. On a dit stop, ça va être trop compliqué pour rien. Il y a déjà un mandat. Il a fallu ni plus ni moins faire comprendre du côté américain, qu'il y avait un mandat international pour l'arrestation de cette dame-là, puis qu'on demandait leur collaboration pour l'arrêter. Ils l'ont arrêté, c'est passé devant un juge là-bas, et il

¹⁴³Pour arriver à leur objectif, ils vont avoir recours aux agents de liaison, qui vont leur servir d'intermédiaires pour obtenir toutes sortes de ressources, tout en s'assurant que les informations ne se retrouvent pas dans les mauvaises mains et que celles-ci sont fiables (Gerpacher et Lemieux, 2010).

a accepté le mandat canadien. Puis c'est correct, s'ils veulent venir le chercher, c'est beau, on va le lâcher. On a converti le mandat canadien en américain. (...) Autorisé par le district judiciaire où je suis. Sinon, il faudrait que je fasse lever un autre mandat là-bas, et aller convaincre un juge, écrire un affidavit. On a les mêmes contraintes, à travers le monde, qu'on peut avoir au Canada. À la différence que des fois, c'est pour ça qu'on a besoin de nos agents de liaison, il faut des personnes contact. Parce qu'il y a des endroits qu'on n'a pas d'agents de liaison. Il y a des personnes contacts qui vont nous être référés, soit par des agents de liaison, soit par quelqu'un d'autre, pour simplifier la tâche dans le pays où on a un intérêt envers soit une personne ou un crime qui a été commis.

Y.S., un enquêteur suisse, réitère l'importance de s'en tenir au plus simple possible en ce qui a trait aux manières de travailler.

Y.S. : L'entraide internationale au niveau pénal a très bien fonctionné. C'était plus des initiatives ou des contacts plus informels, par exemple nous appelions un collègue. Alors, on a fait comme ça parce que les canaux Interpol et Europol sont surchargés. Les demandes aboutissent n'importe où. Et pas toujours sur le bon bureau. Donc, c'est uniquement un acte privilégié et direct avec le collègue qui a facilité et qui nous a fourni énormément de temps et de qualité dans l'information qu'on recevait. Fonctionner comme ça c'était beaucoup plus efficace que de fonctionner par les canaux officiels. (p.7)

Il explique que l'efficacité dans son travail vient du fait d'avoir un contact privilégié avec son collègue, et non pas d'avoir contacté des organisations comme Interpol. Nous reviendrons au rôle que peuvent jouer des organisations internationales telles qu'Interpol et Europol. Voyons d'abord plus en détail en quoi consiste le rôle des agents de liaison dans les enquêtes à caractère transnational.

5.2.2- L'agent de liaison

Une façon de garder les choses simples et d'éviter des négociations pénibles au niveau politique tout en réussissant à mener efficacement le travail d'enquête transnational, est d'avoir recours à l'agent de liaison, qui fait le lien entre les enquêteurs des deux pays. L'agent de liaison¹⁴⁴ est fondamental pour assurer un certain équilibre entre les objectifs opérationnels

¹⁴⁴ Lors des entrevues, nous avons cherché à préciser le nombre d'agents de liaison du Canada étant à l'étranger ainsi que leur distribution géographique, afin que l'on puisse mieux comprendre les ressources et les limites de cet « outil ». Nous avons lu sur le site web de la G.R.C. qu'il y en avait 35, mais aucune donnée n'était présentée sur leur distribution géographique. Aucun interviewé n'a pu répondre à ces questions, mais on nous a expliqué qu'ils sont déplacés selon les besoins. Une impression partagée était que le nombre d'agent de liaison aurait augmenté ces dernières années.

et politiques de la coopération policière transnationale. Bigo (2000; 1996) avait d'ailleurs mis l'accent sur le travail des agents de liaison, mais surtout dans leur rôle diplomatique et rarement par rapport ce qu'ils font au niveau opérationnel. Ils occupent pourtant un rôle prépondérant, car leur fonction d'intermédiaire est essentielle pour la coopération policière transnationale.

L'agent de liaison est envoyé à l'étranger pour un certain nombre d'années. Il relie les policiers d'un pays avec les policiers d'un autre pays qui demande de l'assistance ou des informations. Nos données confirment ce que Bowling (2009) et Block (2008) ont avancé. Ils jouent en effet un rôle majeur de facilitateurs et supportent les enquêtes complexes. Ils gèrent l'information et instaurent de nouvelles pratiques policières qu'ils diffusent à travers leurs réseaux transnationaux. Leur contribution dans la lutte contre le crime organisé transnational est particulièrement visible dans les cas complexes, sensibles, urgents, et/ou qui ont besoin de support plus actif que le simple échange d'information qui pourrait être réalisé par les canaux d'Interpol, par exemple. Ils peuvent également faire la liaison entre les opérations, en temps réel ou encore présenter directement les enquêteurs aux partenaires appropriés. Les officiers de liaison expliquent fréquemment les différences légales, culturelles et organisationnelles aux enquêteurs. Bigo (2000) explique d'ailleurs que les officiers de liaison sont une interface humaine entre les différentes organisations policières.

Il existe 2 types d'agents de liaison, soit ceux qui sont affiliés à une organisation internationale formelle telle qu'Europol, et qui sont établis à La Haye, en Hollande, et ceux qui sont envoyés par une organisation policière directement dans le pays étranger. Nous nous concentrons plus particulièrement sur ces derniers, car ce rôle a été mis de l'avant par nos interviewés. D'ailleurs, il faut noter qu'il s'agit de préférences continentales, la participation des agents de liaison à Europol comme *knowledge broker* étant la tendance principale qu'ont adopté les européens, tandis que les nord-américains misent davantage sur le déploiement d'officiers de liaison, dans un contexte moins réglementé (Gerspacher et Lemieux, 2010).

Ceux-ci jouent souvent un double rôle, car ils représentent formellement leurs gouvernements dans un autre pays, tout en occupant la fonction essentielle d'intermédiaire informel. Ils doivent gérer les impératifs très différents de ces occupations, et priorisent souvent leur rôle

opérationnel, car ils sont en fait des policiers qui ont été envoyés dans une autre juridiction pour maintenir les contacts et agir comme intermédiaire entre leur agence et les organisations policières du pays d'accueil, mais ils n'ont pas de pouvoirs formels (Block, 2008).

Les policiers contactent l'agent de liaison pour éviter de prendre des décisions inappropriées. Le policier va toujours contacter l'agent de liaison pour que celui-ci lui trouve un interlocuteur en qui il peut avoir confiance. L'agent de liaison va être également en mesure d'évaluer la qualité de l'information obtenue et la possibilité de l'utiliser dans un éventuel procès. M.M., un policier canadien, explique que les agents de liaison sont contactés dans tous les cas, car ils peuvent être utiles dans la plupart des situations. Ils aident d'ailleurs les policiers à comprendre par qui il faut passer pour obtenir l'information désirée, surtout dans des pays qui utilisent des voies hiérarchiques différentes. Ils leur évitent également de se mêler ou d'exacerber des conflits inter organisationnels internes à un pays en les guidant vers le bon service.

C.K. : Si j'appelle pour une situation financière, c'est tu la guardia qui est en charge ou est-ce que c'est les carabinieri mettons en Italie? Eux ils savent tout ça. Ils sont au courant de toutes ces informations là. Donc, ils vont recevoir notre information via un télex, et ils vont obtenir les informations s'ils sont en mesure de le faire. Ils sont très importants. Généralement, ils sont agencés à l'ambassade qu'on a dans ces pays-là. Certains endroits c'est beaucoup plus volatil ou difficile que d'autres.

G.B., un policier canadien, explique de quelle manière l'agent de liaison est peu à peu amené à s'impliquer dans une enquête. La plupart du temps, il va être mis au courant par les enquêteurs aussitôt que ceux-ci comprennent qu'ils vont devoir aller collecter des informations ou travailler dans le pays où celui-ci est stationné. Il est donc préférable qu'il entame des démarches qui vont faciliter et accélérer le processus. Il sera ainsi fin prêt quand le temps viendra de faire des demandes précises à ses contacts.

G.B. : La G.R.C. a des agents de liaison dans toutes les places. Lorsque je commence à faire de l'écoute électronique, ou autre chose, pis je me rends compte que je rentre dans un pays, ce que je vais faire c'est qu'au départ je vais commencer à communiquer avec cette personne-là. Pis je vais lui dire, il est possible que je rentre dans ton pays. Fait que commence à faire des contacts parce que ça peut arriver que je te rentre dedans bientôt. Lui il va voir les agents de l'ambassade et les personnes, il commence à faire des recherches, connaissez-vous monsieur X, Y, Z? À partir de ça, les policiers de là-bas, si je leur fais confiance, ils vont dire oui, lui il est connu, il a ci, il a ça. Il monte un dossier tranquillement pas vite. Nous autres on arrive avec notre écoute électronique et nos preuves, puis on commence à y rentrer dedans. Lui il commence à impliquer les

autres personnes. Là il faut se rencontrer. Nous autres on met une personne dans l'avion, il s'en va le rencontrer. S'il faut avoir un affiant, on envoie quelqu'un en affidavit d'écoute électronique, ou encore on envoie quelqu'un qui va y amener mon affidavit d'écoute électronique là-bas.

Dans les cas où les policiers canadiens ou français vont aller au Venezuela ou en Colombie pour une partie de l'enquête, l'agent de liaison va également se charger d'accueillir ceux-ci et de les présenter à des policiers locaux qu'il considère comme étant dignes de confiance. Cela va permettre aux policiers de mieux faire leur travail, qu'ils soient venus pour collecter des informations ou pour mettre en place des techniques d'enquête pour la partie vénézuélienne ou colombienne de leur enquête canadienne. A.P. est un agent de liaison français qui a été envoyé en Colombie, puis au Venezuela. Il donne un autre exemple de l'utilisation que font les enquêteurs de l'agent de liaison.

A.P. : Moi en Colombie comme au Venezuela, si j'ai une application à faire sur la France, je vais là-bas rencontrer des gens, ou alors l'officier de liaison, mon collègue on les avise et ainsi de suite. C'est comme ça qu'on se fait des contacts. Dans des commissions rogatoires, pareil. Et alors on l'appelle et on lui dit voilà écoutez, faudrait vérifier à tel hôtel, il y aurait un gars qui s'appelle comme ça, savoir un peu discrètement, quand est-ce qu'il part et tout.

Il arrive également aux agents de liaison de développer des informateurs, qui leur sont utiles pour démarrer certaines dimensions des enquêtes. A.P. donne un exemple détaillé d'enquête multilatérale impliquant Interpol, qu'il a vécu en Colombie en tant qu'agent de liaison pour la France, et qui implique un informateur.

A.P. : Dans le cas de cette opération, j'étais officier de liaison en Colombie. La genèse de l'affaire c'était l'informateur, que j'avais personnellement recruté en Colombie. L'informateur travaillait dans les petits réseaux, il est un trafiquant de pierres précieuses. Ce type-là vient me voir un jour et puis il me dit « écoutez, il y a deux Français qui sont là, ils sont en contact avec un espagnol et ils veulent préparer une expédition de cocaïne à destination de la France et de l'Italie ». Et puis il dit « ils veulent envoyer des passeurs, ils veulent envoyer des grosses quantités, mais pour le moment on ne sait pas ». À partir de là, démarrage de la coopération policière internationale. À l'époque on travaillait en Colombie beaucoup avec le D.A.S, le département administratif de sécurité. INTERPOL était intégré au D.A.S. en Colombie. Donc voilà, on explique en deux mots l'affaire à l'agent d'INTERPOL. On lui dit « on voudrait bien identifier ce français ». On a procédé à une filature sur lui. On l'a vu rentrer dans un immeuble à Bogota. Nos collègues ont réussi à monter à l'appartement inoccupé, et on a vu qu'il y avait une colombienne. Il y avait plusieurs rendez-vous avec les frères Laiva, qui étaient les fournisseurs. On a réussi à avoir son numéro de téléphone. On a sorti les facturations détaillées, on s'est aperçu qu'il y avait

des appels qui portaient de ce numéro colombien en direction de la France, en direction de l'Italie. Toutes ces informations ont été transmises à l'O.C.T.R.I.S.. Eux ils ont commencé à monter l'enquête préliminaire. Ils se sont aperçus qu'il y avait des numéros de restaurants, de gens qui étaient connus, et les italiens ont bondi là-dessus. Ils ont dit que monsieur Hugo appelait le numéro d'un trafiquant italien connu pas mal comme étant du blanchiment. Il finançait les opérations. Il y a eu une réunion en Europe. Puis on a démarré une enquête Franco-Italienne à partir d'un renseignement qui arrivait de Colombie. Voilà donc le rôle d'officier de liaison, il envoie des renseignements qui sont exploités par les services français.

Le développement d'informateurs fait donc parfois parti de la tâche de l'agent de liaison. Toutefois, A.P. explique que cette méthode n'est pas très développée, et qu'elle comporte des risques et demande de grandes capacités relationnelles. L'agent de liaison participe également au processus d'évaluation de la situation dont nous parlerons plus en détail dans le prochain chapitre.

De plus, bien que les agents de liaison puissent à l'occasion utiliser les informateurs des services policiers du pays où ils travaillent, lorsqu'ils développent leurs propres agents, il n'est pas question de les présenter aux services policiers du pays, du moins dans les pays où le risque de corruption semble élevé. Cela découle de la logique du besoin de savoir. Idéalement, selon les interviewés, ceux-ci ne devraient même pas être mis au courant de l'existence de ces informateurs.

Un autre problème relié au recours à l'agent de liaison, entre autres suite aux soupçons de corruption, est que l'information n'arrive pas assez rapidement pour être utile. Par exemple, M.F., un policier canadien, parle de son expérience en lien avec l'agent de liaison des Caraïbes. Il rappelle en même temps l'importance de la gestion du temps dans les enquêtes.

M.F. : On avait des problèmes de corruption, donc il fallait faire attention. J'ai en tête quand je faisais affaire avec l'agent de liaison à Kingston, Jamaïque. Lui il s'occupe des Caraïbes. L'agent en poste avait des problèmes parce qu'il devait discerner qui était le personnel local, avec qui il pouvait avoir confiance et pis d'autre personnel avec qui il ne pouvait pas avoir confiance. Il y allait selon son expérience, parce qu'il était en poste depuis plusieurs années. Étant donné que notre enquête était importante, qu'il y avait beaucoup d'argent des contribuables impliqués, beaucoup de ressources et d'énergie. Il se devait de parler aux bonnes personnes. Donc ça, c'est un autre problème qu'on a eu. Ça nous causait des ennuis parce que l'information ne nous arrivait pas à temps. Parce que lui disait qu'il était ralenti dans ses efforts pour obtenir de l'information, parce qu'il n'arrivait pas avoir la main sur la bonne personne.

Finalement, C.K., un policier canadien, explique que les agents de liaisons canadiens peuvent être contactés par toutes les agences policières au Canada, mais que cela doit être fait par l'intermédiaire de la G.R.C.. La G.R.C. étant l'organisation policière fédérale canadienne, il est normal que ce soit elle qui soit en charge de cette liaison. Toutefois, comme dans tous les pays où plusieurs niveaux de police coexistent, cela peut causer des conflits entre eux, car dans ce cas la G.R.C. a alors un plus grand contrôle sur les décisions prises, alors que l'agent de liaison est sensé être un outil disponible de manière égale à tous les corps policiers canadiens.

Les agents de liaison sont donc fondamentaux pour mener à bien des sections d'enquêtes transnationales. Ils ont d'ailleurs énormément de travail, et cela est de plus en plus flagrant. Gérer tout ce travail non routinier demande beaucoup de compétences, d'autant plus que les agents de liaisons sont des agents relativement nouveaux sur la scène policière transnationale (Bailey, 2008; Goldsmith et Sheptycki, 2007b; Bigo, 2000).

Le recours à l'agent de liaison est une nouveauté par rapport à ce qui se fait dans les enquêtes nationales. Elle est une solution plus directe et plus rapide que la plupart des autres solutions, comme par exemple d'avoir recours à Interpol ou à Europol. Les autres moyens directs se font souvent en association avec le recours à l'agent de liaison.

5.2.3- Les agents judiciaires

Nos interviewés ont également mis l'emphasis sur le rôle du procureur, qu'ils considèrent comme étant très importants dans les enquêtes policières à caractère transnational. Guille (2009) a d'ailleurs consacré une partie de sa thèse de doctorat à expliquer comment les agents judiciaires sont indispensables pour atteindre les objectifs du *policing* transnational.

Un élément important selon nos interviewés est que le procureur doit arriver le plus tôt possible dans l'enquête pour être en mesure d'anticiper et de prévenir les diverses problématiques qui peuvent survenir. Pour qu'il soit éventuellement possible de condamner les suspects ayant fait l'objet d'une enquête particulière, il faut que celui-ci s'assure que tout soit fait dans les règles de l'art. Selon F.B., un procureur canadien, le procureur doit d'abord faire le lien entre le droit du pays où il travaille et le droit de l'autre pays impliqué. Il doit en

connaître les ressemblances, mais surtout les différences. Il doit donc vérifier une série d'éléments et souvent entrer directement en contact avec un agent de liaison dans l'autre pays pour vérifier des points de loi ou des manières de faire usuelles de l'autre pays. Si l'agent de liaison ne peut pas répondre aux interrogations du procureur, ce dernier va éventuellement faire appel à un procureur de l'autre pays, pour s'informer de la manière de faire et ainsi avoir accès aux textes de loi et aux manières correctes de les interpréter. F.B. donne un exemple issu de l'enquête Calvette.

F.B. : Le rôle du procureur c'est d'anticiper toutes les problématiques. De voir que dans certains cas, par exemple, on va avoir des problèmes quant à la juridiction sur la commission de l'infraction, par rapport à la divulgation de la preuve, par rapport à la transmission des éléments de preuve, par rapport aussi aux différents standards de preuve, etc. Donc, vous voyez problématique quant à l'application du droit, pis aussi quant aux enquêtes. Problèmes de divulgation, problèmes d'enquête en cours, collaboration, traduction de la documentation. Dans ce cas-ci, on fait affaire avec une cour fédérale américaine dans un État espagnol. Donc, il faut qu'on anticipe ces problématiques-là. Les accusés, eux, vont vouloir avoir la preuve dans leur langue, mais le procureur est incapable d'exercer, parce qu'il ne comprend pas 99, 9% de la divulgation qu'on lui transmet.

Dans certains cas, les deux procureurs vont donc échanger directement, soit par téléphone ou par tout autre moyen de communication, et ce de la même manière utilisée par les enquêteurs entre eux. Cela est fondamental particulièrement lorsqu'il est question de demandes d'entraide judiciaire, que les procureurs rédigent la plupart du temps en collaboration avec les enquêteurs. Ils vont par exemple demander au procureur de l'autre pays des précisions sur comment une technique d'enquête peut ou pas être mise en œuvre dans son pays. Il va quelquefois faire face au fait qu'une technique utilisée au Canada est illégale dans un autre pays, ou l'inverse. Il doit également vérifier que l'acte qui fait l'objet d'une demande d'information est bien un crime dans le pays receveur de la demande. S.K., un autre procureur canadien, explique 3 cas dans lesquels elle a eu à entrer directement en contact avec un procureur d'un autre pays.

S.K. : J'ai eu des contacts où, pour une technique d'enquête X, je voulais savoir si c'était légal dans cet autre pays, pis pour la faire est-ce qu'eux autres avaient besoin d'un mandat. Dans ce cas-là, ce n'est pas des informations que l'agent de liaison était en mesure de me trouver, fait qu'on a trouvé quelqu'un du ministère de la justice de ce pays-là qui pouvait me donner réponse. Avec ces réponses-là, on a décidé ce qu'on fait. Parce qu'ici peut-être que cette technique demanderait un mandat, mais dans cet autre pays eux n'ont pas besoin de mandat. C'est important pour nous de remplir les

exigences de l'autre pays. Tout comme l'inverse est vrai. Ici au Canada, pour une technique X on n'a pas besoin de mandat, mais on va dans l'autre pays pis on en a besoin d'un. Alors, il faut s'assurer qu'on respecte les droits de la loi interne de là-bas, pour être sûr qu'on n'enfreint pas de droits. Pis faire en sorte que ça nous revienne ici, c'est toujours une préoccupation.

S.K. : J'avais communiqué avec une avocate pour savoir, c'est quoi votre définition d'importation, c'est quoi votre définition de conspiration? Est-ce que ça, c'est illégal dans votre pays? Est-ce que vous avez des dispositions légales que vous pouvez me donner? Si exemple il faut que je fasse une demande de M.L.A.T.. Dans ce dossier j'avais besoin de savoir si les faits que j'avais dans mon dossier ça constitue une infraction dans ce pays-là? Est-ce que le complot que moi je voyais, parce que des canadiens s'apprêtaient à importer de la coke en Angleterre, est-ce que ça constituait une infraction là-bas? Elle m'a donné des réponses, les textes juridiques, j'ai pu lire pis voir c'est quoi les paramètres.

S.K. : On va avoir des contacts avec les américains aussi. J'en ai eu, mais c'était l'inverse. C'était eux qui faisaient une demande de M.L.A.T. ici. Ils voulaient avoir les pièces qu'on avait saisies dans un dossier. J'ai eu des conversations avec elle pour savoir, la demande est-ce qu'elle s'en vient, quand est-ce qu'on peut s'attendre à recevoir ça? C'est quoi que vous voulez avoir exactement? Assurez-vous de mettre ça dans votre demande, des choses comme ça.

Nous savons que les procureurs communiquent entre eux pour aider les policiers à comprendre ce qu'ils peuvent mettre en place comme stratégies dans le pays étranger, tout en respectant les lois et coutumes. Les procureurs semblent donc communiquer directement ou utiliser l'agent de liaison. D'ailleurs, aucun de nos interviewés n'a abordé la question de l'agent de liaison judiciaire. Il ne semble donc pas être utilisé par nos interviewés. Cet élément semble aller à l'encontre des conclusions de Nadelmann (1993), lorsqu'il expliquait que les relations entre procureurs étrangers et locaux demeuraient relativement rares, et que le cas échéant, ils utilisaient l'attaché légal (L.E.G.A.T.). Pour Nadelmann, le terme L.E.G.A.T. est l'équivalent d'un agent de liaison juridique. Toutefois, l'étude de Nadelmann (1993) date du début des années 90, et la situation semble avoir évolué depuis ce temps¹⁴⁵. On sait que le terme L.E.G.A.T. est désormais utilisé pour désigner les agents de liaison du F.B.I., mais ceux-ci sont rarement impliqués dans des cas de trafic international de drogue¹⁴⁶.

¹⁴⁵D'ailleurs, le phénomène dit de globalisation s'est davantage développé depuis l'étude de Nadelmann.

¹⁴⁶Le site web du F.B.I. mentionne l'existence de 73 L.E.G.A.T. répartis dans le monde entier. Ils sont particulièrement impliqués dans les cas de terrorisme.

Faire la liaison entre les différentes formes d'application des lois et rencontrer ses homologues pour discuter d'un cas particulier sert à bien comprendre les paramètres dans lesquels ils opèrent ainsi qu'à diminuer les incertitudes reliées aux incompréhensions et incompatibilités. Les traités sont les documents écrits qui servent de base pour minimiser ces différences. F.B. compare le travail d'adaptation nécessaire entre les différentes lois à un jeu d'encastrement de formes pour enfants. Il explique que les traités sont très aidants pour enclencher le processus de collaboration, mais qu'il y a toujours une marge de manœuvre dans la pratique. Sans cette flexibilité, le travail international serait soit impossible, sinon très difficile.

F.B. : On est allé rencontrer les gens pour justement donner les paramètres dans lesquels on était pour agir. Alors le rôle du procureur c'est de faire la liaison entre le droit canadien et le droit international. Les anglophones ont une expression assez colorée, « to put a square pig in a round hole ». Dans un jeu d'encastrement pour enfant essayer de rentrer un rond dans un carré ou un cube dans un cylindre. C'est un peu ça l'application du droit international en matière criminelle. On essaye de faire les adaptations nécessaires, pour qu'il y ait le moins d'accros ou d'incompatibilité possible. Les instruments internationaux sont là pour essayer de minimiser les distinctions entre le droit canadien et par exemple le droit américain. C'est pour ça que les traités existent. Vous avez la juridiction canadienne et la juridiction américaine. Le traité vous devez le voir comme un filtre entre les deux, pour égaliser l'application du droit dans les deux pays.

À ce propos, F.B. souligne que le rôle du procureur dans les enquêtes transnationales n'est pas si différent de celui qu'il occupe dans le même genre d'enquêtes se déroulant au niveau national. La plus grande différence résiderait dans la manière d'obtenir les éléments de preuves, car celles-ci doivent être acquises en respectant la souveraineté des États, c'est-à-dire au moins en principe sans utiliser la contrainte, dans le cas des enquêtes à composantes transnationales. Dans les enquêtes nationales, ces questions ne se posent pas puisque l'enquête est réalisée sur un seul et même territoire, avec le même Code criminel qui s'applique, bien que des différences apparaissent souvent d'une organisation policière à l'autre.

Concernant les enquêtes à composantes transnationales, F.B. donne l'exemple des problèmes juridictionnels qui se sont posés dans l'enquête Calvette, entre le Canada, les États-Unis et Porto Rico. Cela s'explique par des codes de procédure différents et surtout par l'absence au moins théorique de pouvoirs de contrainte.

F.B. : Le rôle du procureur ne change pas tant que ça par rapport à un dossier traditionnel, par exemple trafic de stupéfiants entre Trois-Rivières et Québec. Il faut

qu'on fasse la démonstration que les gens étaient en possession d'une substance illégale. Sauf qu'au niveau de la divulgation de la preuve par exemple ça peut poser des problèmes s'il y a des organismes d'application de la loi étrangers. En l'espèce, il y avait des gens qui nous assistaient, dans l'île St-Martin. Puis éventuellement les gens qui ont intercepté le bateau en mer, qui étaient des autorités américaines, mais qui relevaient de la juridiction de Porto Rico. Il y a des gens qui se sont fait arrêter à Porto Rico, sur la foi de nos éléments de preuve. Puis inversement, nous on voulait accuser des gens au Québec, sur la foi de nos éléments de preuve, mais aussi sur la foi d'éléments de preuve qui avaient été obtenus à Porto Rico. Donc, ça pose des problèmes au niveau de la divulgation de la preuve parce qu'en matière internationale les pays, à cause du principe de la souveraineté des États, collaborent seulement sur une base consensuelle. Donc, on n'a pas de forces contraignantes. Vous savez qu'on a plein de traités, il y a différentes façons par lesquelles les pays peuvent collaborer, ou se forcer, pis je le dis entre guillemets, l'un l'autre, à se transmettre des éléments de preuves.

Lorsque nous avons demandé quelle serait la meilleure solution pour contrer au maximum les problèmes causés par les différences légales entre les pays, les interviewés nous ont réitéré qu'il serait essentiel d'obtenir la collaboration des procureurs attitrés dans l'enquête le plus tôt possible. Ce sont eux qui sont le plus à même de gérer ces problématiques complexes. Il est à noter toutefois que le même désir est présent au niveau des enquêtes nationales, surtout parce que les dossiers durent souvent des années, et qu'il est difficile de bien gérer les innombrables éléments de preuve amassés en vue du procès, et ce tout particulièrement si les procureurs ne participent pas activement au processus en s'informant fréquemment des avancées de l'enquête. M.F., un policier canadien, a donné une réponse typique des propos tenus par nos interviewés.

M.F. : Les procureurs. C'est de les amener sur le terrain beaucoup plus tôt. Non seulement à titre d'avocats-aviseurs, mais de procureur qui peut prendre connaissance du dossier. Et non pas avoir à briefer quasiment quand tu es à un pied de la ligne d'arrivée. Il est un peu tard quand tu as un an et demi d'enquête, presque deux ans d'enquête. C'est trop à absorber. Puis on a besoin d'eux, parce qu'on va leur donner la balle un moment donné. C'est eux qui vont l'amener à la cour.

Le rôle des procureurs est fondamental tout particulièrement quand vient le temps de faire des demandes d'entraide judiciaire par le biais de traités d'entraide judiciaire (T.E.J). Les policiers ont besoin des procureurs parce que ce sont eux qui possèdent les connaissances nécessaires en matière de lois et que celles-ci sont fondamentales pour bien formuler la demande dans le cadre du T.E.J. approprié. Sans eux, les policiers auraient de la difficulté à comprendre comment se conformer aux demandes. D'ailleurs, la conformité aux exigences du pays

receveur de la demande est essentielle pour que celui-ci donne une réponse positive. En fait, une simple non-conformité aux éléments de la demande, si petite soit-elle, peut justifier un rejet pur et simple de celle-ci. La demande doit alors être refaite, et pendant le délai, des éléments importants pour l'enquête peuvent être perdus à jamais.

Finalement, il arrive parfois que les procureurs soient en contact avec Interpol, par exemple pour des demandes d'extradition ou pour remplir des mandats d'arrêt internationaux. Mais ce contact se fait toujours par le biais des policiers, puisque Interpol est un organisme visant à aider les collaborations inter-polices plutôt que les collaborations inter-judiciaires. Ils pourraient également contacter une organisation comme Eurojust, qui sert à la coopération judiciaire transnationale, mais aucun de nos interviewés n'a mentionné de lui-même cette organisation, qu'ils ne connaissent pas bien et n'utilisent pas. Il est possible que la relative nouveauté de cet outil puisse expliquer cette absence d'utilisation par les agents judiciaires. Ils vont alors utiliser des canaux plus connus, ceux utilisés par les policiers. Voyons maintenant comment les procureurs et les policiers réussissent à travailler ensemble, bien qu'ils proviennent d'environnements très différents.

5.2.4- Les relations entre les procureurs et les policiers

Les relations entre policiers et agents judiciaires sont parfois tendues, à plus forte raison dans les endroits où, comme en Suisse, ces derniers sont à la tête d'unités d'enquête. Ils ont un mandat de supervision des enquêtes¹⁴⁷, et leurs diplômes universitaires leur permettent de faire une entrée latérale directement à ce niveau policier. Ils n'ont donc pas à faire le travail policier de base, ce qui fait conclure aux enquêteurs qu'ils ne connaissent pas bien les problématiques des enquêtes à composantes transnationales. Notons que la manière de faire est différente au Canada, puisque les procureurs n'ont pas le droit de diriger une enquête. Ils peuvent seulement fournir des conseils aux policiers.

¹⁴⁷ En Suisse, le droit napoléonien, ou *civil law*, s'applique. À noter que les juges d'instruction ont été abolis en 2006-2007, mais que les exemples discutés ici se déroulaient à une période où ils étaient encore actifs dans certains cantons suisses. Toutefois, la règle générale veut que respectivement les procureurs ou juges d'instruction, n'aient pas la même place dans la *civil law* et la *common law*. Cela est apparent dans la relation entre le procureur et les policiers. Dans la *civil law*, le juge d'instruction est celui qui dirige l'enquête, car elle est une procédure pénale. Dans la *common law*, il en va autrement, car ce sont les enquêteurs qui dirigent l'enquête. Le procureur est bien présent mais ne dirige pas l'enquête. Quoiqu'il en soit et malgré ces différences importantes au niveau du droit, nous observons les mêmes pratiques.

Quoi qu'il en soit, Y.S., un policier suisse, explique à quel point le fait que des juristes deviennent en quelque sorte les patrons de policiers qui travaillent dans les enquêtes transnationales est peu approprié. Ils ne connaissent pas le travail de terrain, et n'ont pas cette expérience intime des contraintes liées aux enquêtes, ni cette reconnaissance essentielle du groupe policier. Il est évident que cela cause des problèmes importants au niveau de la manière de gérer ces enquêtes.

M.M., un policier canadien, est du même avis qu'Y.S., concernant le fait que les policiers et les agents judiciaires ne semblent pas comprendre leur travail commun de la même manière. Les agents judiciaires mettent l'accent sur le respect des règles, tandis que les policiers ont l'habitude d'être plus laxistes en ce domaine. Ils cherchent les failles à exploiter, tout en demeurant dans les limites de la légalité. Notons toutefois que malgré ces différences de vues et de moyens, il demeure que les objectifs de rendement qu'ils cherchent à atteindre sont les mêmes, c'est-à-dire que les criminels qu'ils visent soient empêchés de commettre leurs crimes et qu'ils soient punis pour ce qu'ils ont fait par le passé.

Même lorsque les agents judiciaires ne se retrouvent pas à exercer le rôle délicat de gestionnaires des enquêtes policières, et qu'ils occupent plutôt le rôle d'avocat-conseil travaillant conjointement avec la police pour mener à bien les processus d'enquêtes à composantes transnationales, il est assez fréquent qu'il y ait des conflits liés à des compréhensions un peu différentes sur les moyens d'arriver aux mêmes fins. F.B., un procureur canadien, en donne un exemple.

F.B. : Le procureur travaille conjointement avec la police. Souvent, les policiers disent nos procureurs. Mais on n'est pas les procureurs de la police. Les policiers nous soumettent les éléments de preuve. Nous on les analyse et on décide si on part des accusations. Donc, ce n'est pas les policiers qui accusent. Ou quand les policiers disent on va le charger ou on va déposer des accusations. Ce n'est pas les policiers. Les policiers eux déposent les éléments de preuve sur lesquels reposent leurs prétentions, et on décide si on autorise les plaintes ou si on arrête les procédures parce qu'il n'y a pas suffisamment de preuves. Malheureusement pour les policiers, ce n'est pas eux qui ont le dernier mot, c'est nous. Pis des fois ça peut faire des frictions entre les organismes d'application de la loi et la Couronne. On a le même objectif, c'est d'obtenir des condamnations, envoyer des gens en prison quand ils ont commis des crimes. Mais on doit le faire en respectant les règles, pis des fois les policiers...Je dirais à 99% on a l'entière collaboration des gens de la G.R.C.. C'est des gens qui sont très efficaces, qui sont respectueux des lois, pis on va dans le même sens. Mais dans des cas parfois, il

peut y avoir des frictions, parce que les policiers ont l'impression qu'on n'est pas de leur côté parce qu'on leur dit qu'il faudrait qu'on fasse telle chose, ou on est plus exigeant par rapport à tel élément que le procès exige. Qu'ils fassent des efforts supplémentaires, qu'ils ajoutent des ressources, etc.

F.B. explique d'ailleurs que les frontières entre les rôles de procureurs et de policiers sont de plus en plus floues et s'éloignent de la division traditionnelle. Ils sont désormais plus souvent mis en contact, il n'est donc pas surprenant que des conflits surviennent plus fréquemment. En d'autres termes, là où il y avait une séparation très nette entre l'enquête et la partie légale, il y a maintenant un mélange. Les procureurs doivent s'immiscer le plus tôt possible dans l'enquête. Les enquêteurs occupent également un rôle important dans la gestion des éléments de preuve. Toutefois, les conflits semblent survenir surtout dans la phase de l'enquête, alors que les procureurs ne sont pas les « supérieurs » des enquêteurs. Ce sont ces derniers qui prennent les décisions et les procureurs sont là pour fournir des conseils, sur demande. P.P., un enquêteur canadien, explique cela.

P.P. : Il ne faut pas oublier que dans un projet majeur de même, aujourd'hui on a des avocats qui sont avec nous. Tout au long du dossier. Ça peut être très plaisant, mais ça peut être très déplaisant.

C.P. : pourquoi?

P.P. : Ben ça serait mieux qu'on fasse ça de même. Oui, mais on fait affaire avec des bandits. Ils n'ont pas de code d'éthique. On ne peut pas admettre ça. Il faut que vous alliez nous chercher ça. On peut le suggérer, mais il y a du monde qui se fait dire « vous n'avez pas fait ça de la bonne manière », « vous auriez dû faire ça comme ça ». Vient faire un tour sur la route avec nous autres, tu vas voir que ce n'est pas tout à fait de même! On ne conçoit pas un dossier. On est là pour recueillir la preuve qui arrive. On peut avoir une certaine influence dans la tournure de certains événements quand on a des agents d'infiltration, des agents sources, des informateurs. On peut. Mais pas toujours. ça peut arriver que les procureurs vont dire regarde, la preuve qu'on a recueillie et la tangente dans laquelle on est parti, ce n'est pas suffisant, ça en prend plus que ça. Quand on fait de l'écoute dans des locaux où est-ce qu'ils parlent entre eux autres, on est convaincus que c'est de ça qu'ils parlent. L'avocat dit : « non, le jury ne comprendra pas ça ». Fait que ça des fois, on voudrait peut-être plus qu'ils marquent pour nous. Mais dans le fond l'avocat, c'est lui qui amène ton dossier à la cour. Faut qu'il en soit convaincu. Puis ça dépend des enquêteurs, ça dépend des avocats, ça dépend de la situation.

Dans le même sens, Sherriff (2003), un procureur canadien, parlant du système canadien, souligne qu'il est clairement inapproprié pour le procureur de diriger ou de contrôler l'enquête comme cela se fait parfois aux États-Unis. Les limites à respecter dans la relation entre policiers et procureurs ont d'ailleurs été clairement énoncées dans la jurisprudence canadienne

(Supreme Court of Canada in R.v. Regan (2002), 161 C.C.C. (3d) 97)¹⁴⁸.

Les enquêteurs ont une place inestimable à assumer dans la partie légale, où ils deviennent alors des gestionnaires de la preuve. Dans la partie enquête, ce sont toujours les policiers qui prennent les décisions, bien qu'ils peuvent tenir compte des suggestions des procureurs. Il en va inversement dans la partie légale. D'ailleurs, Sherriff (2003) souligne à quel point les changements d'une section à une autre du processus peuvent être subtils si une bonne ambiance de travail s'est établie entre les divers agents :

When it came time for the preliminary hearing and trial, the detectives were an invaluable help making many welcome constructive suggestions (...) There was a superb teamwork from the start of the investigation to the verdict. An outside observer would not have been able to spot the seamless transition from the police having the last word in the investigation to the Crown having the last word during the trial because no-one needed the last word. (p.28).

À noter que les stratégies élaborées en collaboration par le procureur et les policiers ainsi que toute autre forme de consultations ou discussions sont protégées par un privilège du même type que celui qui existe entre un avocat et son client. Ces éléments n'ont pas à être divulgués par les enquêteurs durant un procès. Cet élément a été clairement énoncé dans R.v. Shirose (1999), 133 C.C.C. (3d) 257, pp. 288 à 291.

En somme, les échanges directs entre enquêteurs, le recours à l'agent de liaison, de même que l'implication du procureur sont les moyens qui sont les plus utilisés dans l'enquête à caractère transnationale. Il semble que ce soit une forme de reproduction des moyens utilisés dans les grandes enquêtes nationales. Nous allons maintenant nous concentrer sur les deux autres solutions dont les interviewés nous ont parlé comme étant grandement utilisées dans leurs enquêtes à caractère transnational.

¹⁴⁸Selon Sherriff (2003) : In the aftermath of the Regan case, the following appear to be appropriate roles for the prosecutor during police investigations : 1) to give legal advice, *if requested*, at all stages of the investigation and prosecution, including advice about the strength of the case; 2) to provide timely legal advice on the need for warrants and the form and content of all complex search documents; 3) to advise on the sufficiency of grounds and to assist in the articulation of grounds for search warrant informations and wiretap affidavits; 4) to provide advice on whether or not there is enough evidence to justify a charge and if so what charge (s). To provide advice as to what other evidence would be useful. To provide advice as to whether or not a prosecution is viable in view of the tests applicable in that jurisdiction (eg. Reasonable prospect of conviction); 5) to give strategic and tactical advice, *if requested*, on issues related to the prosecutor's expertise and authority; 6) In New Brunswick, British Columbia and Quebec, to screen cases before charges are laid. (p.26-27).

5.2.5-Les traité d'entraide judiciaire, les M.O.U. (et les commissions rogatoires)

En plus des contacts directs entre policiers, ceux-ci doivent la plupart du temps avoir recours à une méthode plus formelle, qui est en lien étroit avec le rôle des agents judiciaires. Ils vont utiliser les traités d'entraide judiciaire (T.E.J., ou Mutual Legal Assistance Treaty, M.L.A.T.) principalement lorsqu'ils ont besoin d'un élément qui va faire partie de la preuve, et qui provient d'un autre pays que celui où les procédures légales vont se tenir. Ils vont aussi l'utiliser dans tous les cas où l'autre pays l'exige. Pour S.K., un procureur canadien, ces deux méthodes sont complémentaires, mais il peut arriver que le pays consente à ne pas passer par une entente officielle pour fournir les éléments requis par le pays demandeur. Les policiers ont alors tout simplement recours à des contacts directs avec leurs homologues. La procédure la plus appropriée est donc choisie à la lumière de plusieurs éléments qui sont alors évalués. S.K., une procureure canadienne, donne deux exemples concrets de processus de décision.

S.K. : Dans un pays on sait que les sujets auraient été à un hôtel pendant X périodes de temps. C'est important dans ma preuve de démontrer qu'effectivement ces personnes étaient à l'île St-Martin entre telle et telle période. Je le sais parce que l'enquête m'a révélé que ces gens étaient là. Mais je veux aussi mettre la main sur cette preuve-là. Alors, il y a deux possibilités. Une première possibilité c'est entre policiers. Si le pays consent, les policiers peuvent se rendre dans cet autre pays, aller à l'hôtel, préparer un affidavit qui est admissible ici au Canada, qui respecte les conditions d'admissibilité au Canada. On obtient des copies conformes, on fait faire des affidavits dans ce pays-là, à cet hôtel-là. Les policiers vont ramener cette preuve. Ça, c'est l'entraide entre policiers, et c'est tout à fait correct. Mais dans la mesure où par exemple l'autre pays dirait « non, moi je préfère que vous passiez par une demande d'entraide judiciaire ». À ce moment-là, s'il y a un traité qui est signé, on fait une demande officielle qui passe par voie diplomatique.

S.K. : C'est dans la mesure où les autorités de l'autre pays nous disent on ne peut pas faire ça si on n'a pas de demande de M.L.A.T.. On va se conformer. Par exemple, dans un dossier, c'était une question d'un voilier qui importait de la coke. On voulait mettre un dispositif électronique dans le voilier. Mais on savait que le voilier partait des îles et qu'une fois que le voilier quitte les îles, on n'aurait pu de chances de mettre le dispositif. Donc on a fait une demande d'entraide judiciaire au pays concerné, on avait obtenu une autorisation judiciaire ici pour mettre le dispositif, et l'actionner à partir du moment où il est en territoire canadien. Pour pouvoir entrer sur le bateau de là-bas, on a vérifié les lois internes de là-bas, parce qu'on ne veut pas que les policiers canadiens commettent des infractions là-bas. Alors, on a vérifié l'état du droit là-bas. Ils nous ont dit, c'est légal, vous pouvez le faire, mais il faut que vous ayez une autorisation. Alors, on a fait une demande de M.L.A.T. et on est passé par les autorités judiciaires.

S.K. explique la procédure à suivre dans le cas où le pays qui reçoit une demande exige que le pays demandeur fasse une demande formelle par le recours au T.E.J. qui existe entre les deux pays. Elle explique qu'un traité différent est signé avec chacun des pays partenaires. Les ententes sont très semblables d'un pays à l'autre, mais il y a tout de même des exigences un peu différentes selon les lois de chaque pays. La demande doit passer par les autorités compétentes et remplir des exigences spécifiques. Au Canada, les policiers en collaboration avec le procureur attitré vont alors faire une demande spécifique d'information en se conformant aux exigences de l'autre pays, puis vont envoyer la demande à Ottawa, qui va vérifier cette conformité, puis l'envoyer à son tour au Ministère des Affaires extérieures (M.A.E.C.I.) du Canada. Ce service va l'envoyer au même ministère de l'autre pays, qui va examiner la demande, toujours pour en vérifier la conformité. Si la demande réussit à passer toutes ces étapes, elle va être envoyée aux policiers de l'autre pays, qui vont alors mettre en œuvre les moyens de répondre à cette demande. Ils vont collecter l'information en mettant par exemple en place des dispositifs de surveillance ou de filature, pour ensuite renvoyer cette information par le canal susmentionné, mais en sens inverse. L'information, si elle est collectée selon les principes et valeurs de base du Canada, comme le respect des droits humains, et qu'elle ne menace pas l'administration de la justice, va éventuellement pouvoir être utilisée comme preuve dans le procès découlant du dossier.

Cette méthode est donc souvent longue et complexe. C'est pourquoi, quand les policiers ont la possibilité d'avoir accès directement aux policiers étrangers, ils vont privilégier ce dernier moyen. Ils vont leur demander d'avoir officieusement accès à l'information. Ils pourront alors l'utiliser immédiatement pour continuer leur enquête avec les meilleurs indices. En fait, il est commun que les policiers utilisent d'abord l'information obtenue informellement, et qu'ils fassent ensuite la demande pour l'obtenir formellement, et ce pour qu'elle puisse être utilisée comme preuve dans un éventuel procès. La formalisation prend place seulement après que l'information ait été reconnue comme étant valable, par le biais du processus informel. En d'autres termes, ce sont d'abord les résultats qui comptent. M.P., un policier canadien, explique cette dynamique dans ses propres mots.

M.P. : La politique de la G.R.C. c'est que toute chose qui sort du pays doit passer par Ottawa où c'est scruté. Suite à ça, c'est envoyé directement à l'agent de liaison. L'agent de liaison lui fait les contacts avec les autorités locales pour nous retransmettre

ça. La plupart des communications que j'ai eues, soit via téléphone et ces choses-là, c'était avec l'agent de liaison et non avec les policiers locaux. Tout ce qu'on appelle également un M.L.A.T., c'est-à-dire qu'il faut passer à travers les autorités du pays pour avoir les informations. On a deux genres d'informations. On a l'information non officielle qu'on utilise tout de suite, mais il faut après ça que je passe à travers des ambassades pour avoir la moindre information d'une manière légale, de façon à ce que je puisse l'utiliser en cour.

M.P. : C'est surtout avec les américains qu'on a plus de contacts. Je connais personnellement des policiers américains, j'ai besoin d'un numéro de téléphone, je l'appelle, il me le donne. C'est sûr qu'après ça faut que je passe par tout le monde pour avoir la même information officiellement.

Le T.E.J. est donc un outil complémentaire aux contacts directs entre policiers. Pour S.K., il est possible, et même optimal d'utiliser les deux méthodes, parce qu'elles sont complémentaires. Surtout, l'utilisation d'une méthode n'empêche pas d'utiliser l'autre et cela serait très clairement mentionné dans les directives officielles concernant les T.E.J.

S.K. : Au début moi aussi je pensais que c'était ça. Qu'il fallait toujours faire une demande de M.L.A.T.. Mais, si on lit le Mutual Legal Assistance Treaty, il y a un article qui est très spécifique qui dit que, et là je paraphrase, mais qu'un n'empêche pas l'autre. Le traité le prévoit.

Mais l'utilisation du T.E.J. (ou M.L.A.T.) demeure contraignant pour les différents agents impliqués dans l'enquête. Il s'agit après tout d'une procédure légale, et pour les procureurs, c'est une technique particulière qui fait parti du droit supplétif. Cela veut dire que l'utilisation du M.L.A.T. n'est pas obligatoire, mais qu'il est un outil supplémentaire pour supporter les travailleurs de l'enquête dans leurs efforts, et ce tout particulièrement dans des conditions où l'obtention de la coopération n'est pas gagnée d'avance. En effet, les homologues peuvent être récalcitrants à collaborer ou ils peuvent empêcher le travail de se faire de manière optimale.

Contrairement aux contacts directs entre policiers ou à la création de bonnes relations par le recours à l'agent de liaison, le recours au T.E.J. est une procédure formelle, qui contraint les organisations et individus à collaborer. Pour faire le travail d'enquête à composantes transnationales, il y a donc un minimum de contraintes, ce qui passe souvent par le recours au T.E.J.. S'il n'y a pas de T.E.J. entre deux pays, ils peuvent s'appuyer sur les conventions sur les drogues illicites que la plupart des pays ont ratifiées. Cela est une base commune et consensuelle sur laquelle s'appuyer en vue de la signature d'un T.E.J. entre deux pays

spécifiques. Certains pays qui sont appelés à travailler ensemble très souvent, comme le Canada et les États-Unis, ont également signé des *Memorandum of Understanding* (M.O.U.), qui établissent des mesures et protocoles de base pour les échanges quotidiens. Il est également possible de passer par des commissions rogatoires, mais nos interviewés n'ont que très peu abordé cette question. Il s'agit encore une fois d'une différence entre les agents des pays de l'U.E. et ceux de l'Amérique du Nord. En effet, aucun de nos interviewés nord-américains n'a parlé de faire appel à une commission rogatoire, alors que les européens ont été plus bavards sur ce point. Y.S., un policier suisse, nous a expliqué que les commissions rogatoires servent à obtenir des informations détenues par un autre pays, mais que ces demandes sont plus formelles encore que celles faites par T.E.J. Ce sont des demandes qui sont faites par des procureurs, par le biais d'organisations internationales.

Pour F.B., un procureur canadien, la collaboration internationale relève du droit supplétif, car celle-ci doit d'abord se faire sur un plan consensuel. Il explique que la loi existe pour aider à contraindre les autres à nous aider. Toutefois, il n'est pas obligatoire de l'utiliser, par exemple dans les situations où l'autre consent déjà à aider. Pour lui, il est donc clair que plusieurs types de collaboration peuvent être réalisés dans les enquêtes à composantes transnationales, sans avoir à passer par la loi sur l'entraide judiciaire. Cela est vrai particulièrement lorsque tous les agents se sont mis d'accord au départ. F.B. explique que plusieurs exemples d'articles de lois canadiennes permettent d'ailleurs explicitement de poser des gestes de collaboration avec des organisations policières d'autres pays sans passer par la loi sur l'entraide. Il donne l'exemple des nombreuses exceptions qui existent dans le cas des écoutes électroniques.

F.B. : Il y a plein de collaboration qui peut se faire sur une base consensuelle. L'idée, c'est que lorsque par exemple il n'y a pas d'enquêtes légitimes en cours, par exemple aux U.S.A., on voit ça souvent dans les cas de télémarketing frauduleux. Les victimes vont être aux U.S.A., parce que c'est le plus gros bassin de victimes potentielles, et c'est là où l'argent se trouve. Ce qu'on appelle le boiler room, où les gens se trouvent au Canada. Les crimes dans les faits se commettent au Canada, mais les victimes vont être américaines. Alors, ce qui se produit, c'est que soit que les gens sont tous accusés au Canada, ou une partie des gens sont accusés au Canada ou aux États-Unis, et éventuellement on va faire des demandes d'extradition, mais du Canada vers les U.S.A.. Tout au long de l'enquête, les américains sont sur le terrain aux U.S.A., et les canadiens sont sur le terrain au Canada. Parfois les agents traversent de chaque côté de la frontière. La preuve que j'obtiens par exemple par écoute électronique au Canada, je peux la transmettre aux américains au fur et à mesure. Ça ne prend pas nécessairement une enquête conjointe formelle. Les policiers peuvent collaborer. Par exemple, il y a un

article de la loi du Code criminel en matière d'écoute électronique, qui dit qu'en principe c'est un crime d'être en possession de conversations privées auxquelles vous n'avez pas droit. Mais il y a une multitude d'exceptions. Par exemple quand on les transmet à un organisme d'application de la loi étranger, pour une enquête légitime, ce qui fait dire que les 2000, 5000 conversations qu'on intercepte au Canada, je peux les donner aux enquêteurs américains. Pas besoin de passer par l'entraide pour ça. Donc, c'est là que je vous dis que c'est supplétif. Dans le sens où les mécanismes d'entraide sont là essentiellement si on a besoin d'y avoir recours.

Il donne ensuite un exemple d'utilisation qui peut être fait de la loi sur l'entraide. Il est possible de contraindre les gens d'un autre pays à collaborer, par exemple dans le cas où on doit contraindre un témoin étatsunien à aller témoigner au Canada ou aux États-Unis dans une enquête canadienne.

F.B. : Quand vous faites une demande d'entraide, ça va seulement être dans les cas où par exemple, j'ai un témoin à aller rencontrer aux États-Unis. Je veux le contraindre à venir me donner de l'information, mais il n'y a pas d'enquêtes aux États-Unis. Ce n'est pas un crime nécessairement américain, c'est juste que la personne est là-bas. Ou je vais interroger par exemple des gens d'une banque. Je vais faire une demande d'entraide. Je vais passer de Montréal, à Ottawa, à Washington, par exemple État de New York, va assigner un procureur, un policier, autorité compétente. Et là ils vont faire un peu de footwork, pis éventuellement ils vont signifier des procédures sur la foi de notre demande d'entraide. Et là, on va contraindre ces gens-là à aller devant la cour aux États-Unis. Donc l'entraide juridique, c'est pour nous aider à nous donner une force contraignante dans ce qu'on va vouloir obtenir comme élément de preuve. Mais si on peut l'obtenir sur une base consensuelle, si le témoin américain dit « pas de problème, moi je vais prendre un billet d'avion pis je vais aller vous dire tout ce que je sais, ben si vous avez besoin de me faire témoigner, je vais y aller avec grande joie et satisfaction ». Donc, il n'y a pas besoin d'avoir d'entraide dans des cas comme ça.

La procédure d'entraide judiciaire est importante, mais il arrive souvent qu'elle ne soit pas nécessaire. S.K., un procureur canadien, explique que pour environ la moitié des cas, le T.E.J. n'a pas eu à être utilisé. Il s'agit toutefois d'un outil essentiel, qui est souvent utilisé en même temps que le recours à l'agent de liaison, et plus particulièrement lorsque l'information recherchée doit faire parti des éléments de preuve amassés pour un éventuel procès.

S.K. : Selon mon expérience, c'est pas mal moitié-moitié. Pour certains pays, qui sont prêts à collaborer, qui disent que la preuve est disponible, on peut aller la chercher, mais ils préfèrent qu'on procède par une demande en vertu de l'entraide judiciaire. Pour d'autres pays, eux ils sont prêts à collaborer, comme les premiers pays, mais eux disent ben écoutez, si vous voulez venir ici chercher la preuve, la recueillir, conformément à vos lois, pour que ça soit admissible chez vous au Canada, bien vous pouvez venir, il n'y a pas de problèmes. Mais la demande d'entraide judiciaire elle n'est pas obligatoire, c'est un outil. Ça n'empêche pas que les autorités d'un pays

peuvent convenir avec par exemple le Canada, c'est le cas avec les Îles St-Martin. Les policiers pourraient dire on aimerait aller chez vous, parce qu'on veut aller voir tel hôtel pour voir si on peut avoir les registres des invités pour telles dates. Certains, comme St-Martin, ils vont dire oui, vous êtes les bienvenus. Ils vont affecter un policier pour nous accompagner dans nos déplacements.

La situation est plus problématique quand les contacts directs et les démarches relativement au T.E.J. échouent. Cela arrive dans les cas où ce que le pays demandeur veut obtenir est illégal dans l'autre pays. En d'autres termes, il y a absence de double incrimination. Il s'agit également souvent de problèmes reliés à l'utilisation de certaines techniques d'enquêtes. Dans ces cas-là, les agents du *policing* à composantes transnationales doivent trouver des moyens d'obtenir l'information désirée par une autre technique qui est légale dans le pays étranger. Il sera possible d'obtenir une autorisation par le biais d'une demande de T.E.J. ou par des contacts informels seulement quand ces exigences seront remplies. Un autre cas problématique survient lorsque l'information demandée est nécessaire rapidement. Il s'agit d'un élément important pour choisir le moyen adopté. G.B., un enquêteur canadien, est toutefois mitigé sur l'utilisation des protocoles, qui prennent beaucoup de temps.

C.P. : Donc les protocoles, ça ne marche pas, c'est ça?

G.B. : Ça marche, mais c'est plutôt du tape rouge. Alors que moi pis toi on se parle, qu'est-ce que tu penses qu'on va se dire là? Donne-moi dix heures pis je vais être en avant de lui pis je vais te l'arrêter à l'aéroport quand il va arriver. (p.38)

S.K., une procureure canadienne, nous a expliqué qu'il existait des moyens d'accélérer les procédures de T.E.J., mais jusqu'à un certain point seulement.

S.K. : Il y a toujours des exceptions. Quand c'est urgent, généralement Ottawa, pour les demandes d'entraide, va réagir assez rapidement. Mais on n'a pas de contrôle. Il faut envoyer ça par voie diplomatique. C'est sûr qu'il y a des délais. Mais généralement, selon mon expérience, quand c'est une communication d'urgence, c'est sûr que ça va....c'est sûr qu'on veut toujours que ça aille plus vite. (p.15)

Il y a souvent des délais dans les demandes d'entraide. F.B. a expliqué qu'elles demandent souvent un minimum de 60 jours d'attente. Il faut donc impérativement soit être très prévoyant, soit passer par les voies alternatives, soit faire les deux procédures en même temps, pour s'assurer que les éléments demandés pour la preuve soient reçus en temps voulus et dans le format nécessaire au procès. Il est préférable d'avoir un traité d'entente préalablement signé, ce qui réduit les temps d'attente. Parfois, ce délai est causé par des problèmes reliés aux langues utilisées ou aux différentes juridictions impliquées. F.B. donne l'exemple d'un crime

qui est survenu à Porto Rico. Il explique que s'il s'agit d'un crime provincial, c'est le gouvernement portoricain qui a juridiction, et donc la traduction de la preuve doit être faite en espagnol. Mais si le crime est de juridiction fédérale, alors le droit américain s'applique, et les demandes d'entraide ainsi que les preuves doivent être rédigées en anglais. Une solution aux problèmes de langues est d'utiliser un ou des interprètes/traducteurs avec qui une relation de confiance est déjà établie. Les difficultés concernant les langues sont un facteur de complication qui ralentit le processus. Mais les complications les plus importantes sont causées par les différences légales entre les pays. Ces difficultés se cumulent souvent.

Il faut finalement noter que l'instauration de ces nouvelles façons de procéder par T.E.J. dénote une obligation de collaborer plus intense qu'auparavant. C.K., un enquêteur canadien, explique qu'il est plus facile de procéder aujourd'hui, car une sensibilisation aurait été faite.

C.K. : Avant ce n'était pas faisable. L'Allemagne, non. T'auras beau demander, on n'a pas de traités, on n'a pas d'obligations de vous donner cette information. Maintenant, on a une entente. Fournissez votre documentation, et on va vous donner l'information. Si ça répond à nos exigences. On est rendu là. Avant c'était juste police-police. Mais police-police ça t'amène juste jusqu'à un certain chemin. Éventuellement, le policier arrive où est-ce que la personne qui a votre document, il exige un mandat ou une ordonnance d'un juge.

Il y a donc une série de mesures mises en place pour faciliter la poursuite d'enquêtes criminelles à caractère transnational. Il faut aussi examiner le recours à des organisations internationales comme Interpol et Europol, avant de tenter de comprendre plus avant comment sont prises les décisions concernant les moyens choisis pour mener à bien une enquête particulière.

5.2.6- Interpol et Europol

Dans les cas où l'information se trouve dans un pays qui n'a pas déjà d'ententes avec le pays à partir duquel les enquêteurs locaux font leur demande, et qu'ils ont ainsi peu d'espoir de réussir à obtenir l'information, ils peuvent avoir recours à des organisations comme Interpol ou Europol, car ceux-ci pourront alors utiliser leurs propres ressources pour tenter d'obtenir l'information.

Les seuls moments où les interviewés ont dit avoir utilisé les canaux de communication

d'Europol ou d'Interpol sont lorsqu'ils ignorent où se trouve l'information ou l'individu recherché. Dans ces cas, il est plus facile de contacter ces organisations, et c'est pourquoi ils vont le faire sans hésitations¹⁴⁹. Il s'agit d'un outil supplémentaire que les policiers utilisent uniquement en cas de grande nécessité. Passer par Europol ou Interpol prends beaucoup de temps. Comme le délai de réponse est souvent fondamental pour la poursuite d'une enquête, on comprend facilement pourquoi les enquêteurs locaux s'en servent uniquement lorsqu'ils ont épuisé les autres possibilités.

Les policiers préfèrent contacter directement leurs homologues, que ce soit avec ou sans l'aide des agents de liaison. De plus, les canaux d'informations d'Interpol et d'Europol seraient surchargés, et apparaissent particulièrement inefficaces devant la facilité de contacter un homologue directement, et particulièrement dans les cas où l'homologue est déjà bien connu. Par exemple, Y.S., un policier suisse, nous explique que lorsque les policiers tentent d'utiliser les canaux d'Interpol et d'Europol, ils n'y arrivent pas. Les demandes se perdent sur les mauvais bureaux ou encore restent en dessous d'une pile de documents pendant un trop grand délai. Lorsqu'ils obtiennent une réponse, celle-ci vient souvent trop tard ou est peu utile à ce stade. Dans ces circonstances, il est facile de comprendre pourquoi Interpol ou Europol ne sont pas les moyens que les enquêteurs privilégient. Nadelmann (1993) avait d'ailleurs tiré les mêmes conclusions pour expliquer la faible utilisation d'Interpol par la D.E.A. et le F.B.I.. En effet, « Interpol channels have been too slow or unresponsive. Although both agencies do make use of Interpol's facilities, particularly in communicating with countries in which they are not represented, their representatives tend to handle far more incoming than outgoing requests. (...) one survey of police chiefs in 1991 found that relatively few had ever found Interpol of assistance to their agencies » (p.183). Entre 1991 et aujourd'hui, la situation ne semble pas avoir beaucoup évolué, à tout le moins dans l'esprit des policiers.

Les interviewés essaient d'éviter d'avoir recours aux organisations internationales, et soulignent que lorsqu'ils le font, ils choisissent une organisation qu'ils connaissent et qui leur est facilement accessible. Voici trois exemples donnés par des policiers canadiens qui démontrent à quoi servent des outils comme Interpol. Cela sert essentiellement à simplifier le

¹⁴⁹Sans toutefois se soucier d'une continuité dans la relation avec ces organismes.

travail en lançant une alerte à tous les pays sans avoir à les joindre individuellement.

P.P. : On va faire affaire avec eux autres à l'occasion. Mais de là à dire qu'à Montréal en tant qu'enquêteurs sur une base journalière, on fait affaire avec eux autres, non. Ça va arriver que des fois quand on demande quelqu'un international, il est supposé être en Amérique du Sud, on ne sait pas quel pays, Interpol! Europol j'ai jamais fait affaire avec eux autres, parce que moi si j'ai besoin de quelque chose, je vais aller voir Interpol, pis eux autres ils communiquent avec tout le monde. Fait que je n'ai pas besoin d'aller à Europol. Eux autres ils vont y aller probablement. C'est parce que c'est l'agence que nous ont connaît le plus. Elle est ici à Ottawa pour nous.

P.P. : C'était un des motards de Trois-Rivières. Sa conjointe avait été localisée en Europe et puis alors qu'elle revenait, ils nous ont contactés, et on l'a trouvé à l'aéroport de New York. C'est nous autres les américains qui l'ont arrêté et détenu. Il y avait une demande pour l'attraper. Nous autres ce qu'on avait entendu dire, à travers les branches, c'est que son avocat tentait de traverser la frontière à quelque part pour aller la chercher en auto et essayer de la rentrer au Canada, pour que elle se rende à la S.Q.. On avait peur qu'elle disparaisse. Fait que c'est nous autres qui a demandé le mandat et le motif, c'est nous autres qui ont mis en branle. Pis on a envoyé ça à Lyon, pis à New York ils l'ont arrêté aux US Marshall Service.

M.F. : Je n'ai jamais eu à faire avec Europol. Quant à Interpol, j'ai eu affaire avec cette agence dans le Projet Calvette dans la mesure où cette agence servait de banque de donnée pour fichier des individus étant recherchés par la G.R.C.. Autrement dit, je me suis servi d'Interpol à l'échelle mondiale comme je me serais servi du C.P.I.C. pour rechercher un individu au Canada. Cette démarche m'a porté fruit dans le Projet Calvette car un fugitif recherché dans ce dossier a été appréhendé par les autorités italiennes, qui nous en ont ensuite informés.

Interpol sert également pour les cas d'extradition et de mandats d'arrêt internationaux. Ils ne sont généralement pas utilisés pour effectuer une demande d'information, car ces moyens sont trop compliqués et les interviewés préfèrent des moyens plus simples comme les contacts policiers directs ou les demandes de type « M.L.A.T. ». Les canaux multilatéraux sont surchargés, et c'est pourquoi les policiers transnationaux vont le plus souvent utiliser les contacts informels. Ceux-ci sont simplement plus efficaces. Certains interviewés provenant de l'U.E., comme les policiers hollandais, évitent de travailler avec des organisations qui utilisent l'approche multilatérale, comme Interpol ou Europol, car ils considèrent que les autres moyens comme le recours aux agents de liaison permettent des contacts plus directs, plus simples, qu'ils impliquent moins d'individus, posent moins de risques et sont également plus rapides.

H1: When you can arrange it by cooperating via the liaison, I prefer to work with the

real liaison instead of Europol or Interpol. Too many people. More direct. Slows down the investigation sometimes.

C.S.U. rajoute toutefois que de bonnes relations sont établies avec Europol, et que ces dernières années, leur utilisation s'accélère car ils démontrent peu à peu leur utilité.

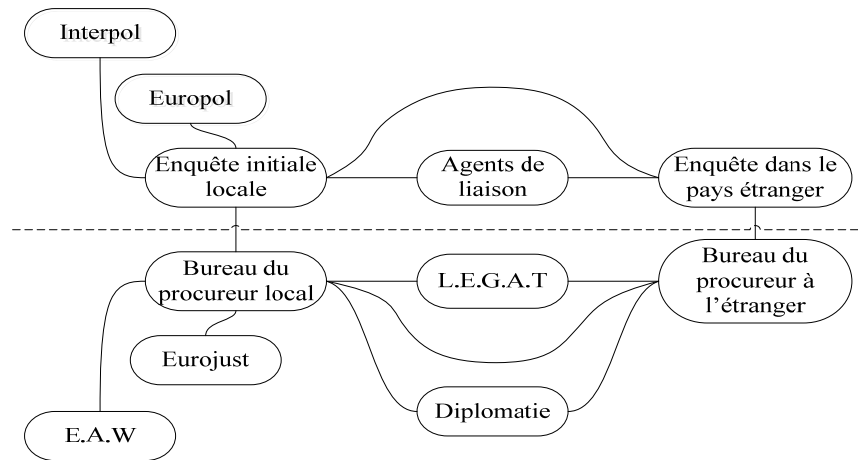
C.S.U.: We have very good relationships with Europol and very good experience with Europol too and that's how it works, if you just give information, send information and you never receive anything it will stop the flow. The last couple of years, we see quite some results from Europol because they had our information and information from other countries and by combining, by analyzing it, they had very useful information and then it works. It has to prove itself and that's why it works.

Interpol et Europol sont donc utilisés dans des conditions bien précises. En somme, les différents moyens présentés dans cette section peuvent être vus comme des outils complémentaires qui sont plus ou moins utiles dans certaines situations.

Le graphique 4 vise à résumer visuellement les moyens dont nous avons parlé dans cette première partie de chapitre. Le graphique 2 est séparé par des lignes pointillées horizontales pour montrer que les moyens policiers et légaux restent différenciés, même s'ils se recoupent de plus en plus dans les enquêtes à composantes transnationales. Le graphique montre que l'agent de liaison (L.O.) est central à l'enquête, mais qu'il existe plusieurs autres moyens pour atteindre les objectifs fixés par l'enquête. Dans ce graphique, nous avons aussi inclus les moyens qui sont désormais peu utilisés dans les cas de trafic international de drogue, comme les L.E.G.A.T.. Nous avons aussi ajouté les nouveaux moyens, mais dont le rôle est encore peu expliqué, comme Eurojust ou l'European Arrest Warrant (E.A.W.)¹⁵⁰.

¹⁵⁰ Pour Sheptycki (2005), le *policing* transnational est un *policing* de communication. Cette logique de communication bouscule et déplace les frontières légales de la collaboration en termes d'enquêtes judiciaires que les États avaient pris l'habitude d'utiliser en privilégiant le lieu des frontières physiques comme lieu d'interaction entre leurs agences et en insistant sur des formes et procédures respectant la souveraineté et prenant du temps. Présentées par les policiers comme des obstacles à l'efficacité et en particulier à la rapidité nécessaire des enquêtes, ces procédures ont dû céder du terrain, surtout lorsque la politique européenne s'est saisie des questions de libre circulation, de police et d'immigration pour en faire un des éléments cruciaux d'une U.E. allant au-delà d'un marché commun. Les différentes instances européennes ont justifié et essayé de codifier a posteriori des pratiques de collaboration informelle pour en nourrir leurs accords cadres. Elles ont essayé d'imposer des organismes de coordination et éventuellement de centralisation des données, mais, selon James Sheptycki, « les structures macro comme Europol ne font qu'ajouter un niveau administratif supplémentaire (...) ce sont les policiers de base qui, par leurs actions au sein de leurs institutions respectives, cousent ensemble les pièces du tissu » (p.11-12).

Graphique 4 : Les moyens disponibles pour la poursuite d'enquêtes à composantes transnationales



Les deux prochaines sections visent à comprendre les raisons explicitées par les agents, qui sous-tendent les choix des moyens employés. Nous examinons d'abord le moyen employé selon la nature de l'information nécessaire. Il est ensuite question du choix du moyen en fonction de l'utilisation prévue de cette information.

5.3- La nature de l'information influence le moyen employé

Dans le *policing* transnational, il y a d'abord une grande part de *policing* national. La différence avec l'enquête nationale, c'est qu'à un certain moment, les policiers s'aperçoivent qu'un élément essentiel pour assembler le casse-tête se trouve à l'extérieur de leur juridiction. La plupart du temps, il s'agit d'informations simples à obtenir, et pour cela, les enquêteurs locaux contactent d'abord directement leurs homologues dans le pays étranger. Ils peuvent également le faire via leur agent de liaison. Ils procèdent ainsi de manière à connaître précisément la nature de l'information disponible. Sans ces détails, il est difficile pour eux de faire une demande officielle au pays étranger, puisqu'ils ne sont souvent pas sensés savoir que l'information existe en premier lieu. De plus, lorsqu'ils font une demande officielle d'accès à l'information, celle-ci ne peut demeurer floue, sinon ils n'obtiendront pas ce dont ils ont réellement besoin.

C.K., un policier canadien, est d'avis que le type d'élément nécessaire influence le type d'outil utilisé pour l'obtenir. Pour lui, les documents nécessaires sont de nature soit physique, ils

peuvent alors être obtenus par contact direct, soit documentaire, ils doivent alors faire l'objet d'une demande dans le cadre d'un T.E.J..

C.K. : on a fait des M.L.A.T., pour des pays, pour avoir certaines preuves documentaires. Ça n'a pas été utilisé autant que pour d'autres projets parce que beaucoup de la preuve était physique et non documentaire. Parce que l'importation s'est faite physique. Il n'y a pas eu de transaction bancaire, d'échange d'argent dans des banques, qui aurait nécessité qu'une perquisition soit effectuée par exemple à une banque du Venezuela, ce qui aurait demandé une entraide judiciaire. Par contre, il y a eu des demandes d'entraide judiciaire avec les États-Unis, avec le Venezuela et aussi avec l'Angleterre, pour avoir de la preuve documentaire. Généralement, une demande d'entraide judiciaire, c'est parce que tu cherches de la preuve documentaire.

Il arrive que la coopération nécessaire soit plus complexe que l'échange ponctuel d'une information, et implique que des techniques d'enquêtes particulières doivent être appliquées pendant une certaine période, dans le pays étranger. Pour cela, les procédures sont plus compliquées, car les différences entre les façons de faire des enquêteurs du pays étranger et des enquêteurs locaux créent des obstacles plus importants. Il en est de même pour les lois. C'est là toute la complexité du *policing* transnational. En effet, les souverainetés doivent être respectées, et c'est pourquoi des négociations complexes entrent souvent en ligne de compte. Il est alors difficile de comprendre en quoi les demandes de natures physiques, qui impliquent des techniques d'enquêtes comme la filature et la surveillance électronique, seraient davantage menées par le biais de contacts directs, alors que les demandes de nature documentaires devraient faire l'objet de demandes formelles. D'ailleurs, M.M., un policier canadien, explique bien la confusion qui entoure le choix du moyen employé.

M.M. : Ça peut être au niveau de notre bureau. Mais il y a des choses qui se passent informels aussi. Si moi j'ai un chum qui travaille ici à Rome, un policier italien, je peux l'appeler et lui demander certains renseignements. Ça va être décidé par le superviseur du bureau aussi.

C.P. : ok, il va dire il faut un M.L.A.T., ou il faut appeler tel gars à Rome. Pis est-ce que tu sais selon quels critères?

M.M. : non c'est des critères question administratif là. Je ne sais pas exactement quel critère ça prend. (p.9)

Il ne connaît pas les critères pour décider du moyen à privilégier. Pour lui, il s'agit tout simplement de questions administratives, qui doivent être décidées par son superviseur. Voyons maintenant des cas particuliers des deux types de demandes.

5.3.1- Les demandes de nature documentaire

Ce type de demande est relié à des informations, provenant par exemple de banques ou d'hôtels. C.K., un enquêteur canadien explique que ce type d'information doit être obtenu par le biais d'un T.E.J.. Il donne l'exemple d'une demande à une banque du Venezuela.

C.K. : On veut demander un document. On doit rédiger un document qui dit qu'on a de la preuve que telle personne a commis telle infraction. On va utiliser mettons la banque qui se trouve au Venezuela. Cette banque-là a des documents qui viendraient apporter à la preuve et que nous allons accuser ici l'individu en question pour les actes criminels qu'on a dans le Code criminel. Donc, on monte ce document assez complexe. Une fois que c'est rédigé, la Couronne ils vont l'envoyer ici au ministère des Affaires extérieures, à Ottawa. (...) Mais eux ils vont aller à la banque admettons, il se peut qu'ils soient obligés de sortir un mandat. Ils vont obtenir une autorisation d'un juge là-bas, et ils vont aller à la banque et vont dire on a un mandat ici, signé par le juge de la cour fédérale du Venezuela. Ils vont exécuter le mandat, nous préparer les documents et nous les acheminer. (p.5)

S.K., une procureure canadienne, nous révèle qu'il est théoriquement possible pour le cas d'une demande d'informations se trouvant dans un hôtel, d'utiliser soit le T.E.J., lorsque les représentants de l'autre pays le demandent, soit les contacts directs entre policiers, dans les cas où le pays consent à travailler de cette façon. Elle aborde un cas déjà détaillé un peu plus haut, concernant l'obtention d'informations dans les îles St-Martin. Contrairement à ce que nous a dit C.K., il serait donc possible de procéder de plusieurs façons pour obtenir de l'information de nature documentaire, et pas seulement par une demande dans le cadre d'un T.E.J.. D'ailleurs, G.B., un autre enquêteur canadien, nous donne un exemple où le T.E.J. n'a pas été employé pour faire une demande d'information documentaire, dans un hôtel de Belgique.

G.B. : C'est un douanier de la Belgique qui me l'a brûlé d'aplomb. Le gars de la Belgique est un officier de la douane. Ils ne savent pas travailler. Le gars avec qui je faisais affaire, c'était un propriétaire d'hôtel. Il était impliqué dans la drogue par-dessus la tête. Il donnait de l'information à un policier de la douane de Belgique. Un moment donné, ils étaient tellement proches qu'il allait souper avec la famille du monsieur toutes les fins de semaine. On se comprend? Un moment donné on a un policier qui suit un de nos bandits qui s'en va à l'hôtel de la Belgique, et pis dans la même soirée, le monsieur qu'on avait rencontré, notre agent de liaison, c'était ce monsieur de la douane... Il rencontre l'autre à titre d'informateur. Le lendemain matin qu'est-ce que tu penses que j'ai sur mes lignes? À partir de ce moment-là, il a parlé encodé avec sa femme. Il a dit qu'il prenait l'avion le lendemain et qu'il s'en revenait à Montréal. C'était fini. La drogue n'est pas venue tel que convenu. C'est ça qui arrive à l'international, il faut faire attention, parce qu'on deal pas avec des individus qu'on connaît, et ça devient très compliqué.

Un dernier cas nous montre bien que la règle générale ne s'applique pas toujours, particulièrement lorsque survient une urgence. Ce cas démontre également l'originalité dont peuvent faire preuve certains enquêteurs pour tenter d'obtenir un élément d'information nécessaire. En fait, C.K. parle d'un cas où il devait obtenir une information d'une banque au Nigeria. Il n'a pas pu utiliser le T.E.J., tout simplement parce que la situation ne le permettait pas.

C.K. : Je faisais des enquêtes pour les fraudes nigériennes. Et on avait arrêté un individu à Montréal. Je devais prouver que l'argent, qui était de la banque centrale du Nigeria, n'existait pas. Il fallait quelqu'un en autorité de la banque pour me donner une preuve que ce compte-là n'existait pas. Sinon je ne pouvais pas condamner mon individu ici, parce qu'il faut que je prouve hors de tout doute que ce qu'il dit n'est pas vrai. On n'avait pas d'agents de liaison, personne ne pouvait mettre le pied là, le gouvernement était trop instable. Par contre, on avait un consul canadien qui était là. Je l'ai appelé. Je lui ai expliqué, et il m'a fait une faveur. Il est allé à la banque voir l'assistant directeur et il lui a demandé si ce compte-là existe. Ils lui ont dit non, ça n'existe pas. « Peux-tu me le mettre par écrit, puis signer ». Il me l'a envoyé assermenté. Moi vis-à-vis de la loi de la preuve au Canada, vu que c'était une preuve bancaire, j'ai pu utiliser un brouillon, que j'avais obtenu d'un directeur de banque du Nigeria, vis-à-vis de notre consul. Donc vous voyez comment est-ce que ça s'est fait? C'est légal parce que n'était pas un policier. J'ai demandé à un consul, un diplomate. C'est cette personne-là qui a pu m'aider. En m'envoyant le document, il me dit « il faut que je m'en aille là ». Le gouvernement s'était fait renverser. Il y avait des personnes avec des armes dans la rue. Il dit « je t'envoie le document, pis on vide la bâtisse ». Disons que c'était juste à temps. Les enquêtes on ne sait jamais où ça va t'emmener. Tu ne fais pas toujours affaire avec des gouvernements qui sont stables. (p.16)

Le moyen qu'il a employé est original, puisqu'il n'est ni le fait de contacts directs, ni le résultat d'une entraide judiciaire. Il a demandé à un diplomate d'aller lui chercher une information détenue par une banque. Comme C.K. l'explique, cela n'est pas illégal, car un individu qui n'est pas un policier n'a pas à obtenir un mandat pour avoir accès à une information bancaire. Cette situation répond au critère juridique de l'urgence. Il a donc été possible d'utiliser cette information au tribunal, malgré la manière dont elle a été collectée. Voyons maintenant comment sont traitées les demandes de nature physique.

5.3.2- Les demandes de nature « physique »

Les contacts directs entre policiers seraient privilégiés pour remplir les demandes d'informations de nature physique. Une information « physique » est une information qui a été

créée/générée grâce à une action policière, tandis qu'une information «documentaire» existe indépendamment d'une action policière. Il faut plutôt examiner la technique d'enquête utilisée, par exemple la surveillance physique (filature) ou électronique, qui sont considérées comme des demandes d'informations de nature «physique». Dans ces cas, il arrive souvent que les policiers demandeurs de l'information se rendent dans le pays pour aller chercher l'information. Un agent de liaison français nous donne l'exemple d'un cas qu'il a vécu au Venezuela, où les policiers français avec leurs agents de liaison sont allés superviser la collecte d'information menée par les policiers vénézuéliens, et ce à la demande des français.

O.C.T.R.I.S. : un vénézuélien nous dit qu'il se passe quelque chose dans tel hôtel. Il n'y a pas de raison de ne pas les croire. Le fait était que nos officiers de liaison étaient sur place et nous permettaient de valider ce qui était dit parce qu'on n'était pas sur la surveillance en permanence. L'interpellation a eu lieu dans une petite ville de contrebandier du Venezuela, dans l'arrière-pays. (p.8).

Examinons comment cela se passe dans les cas de filature. C.K., un enquêteur canadien, donne l'exemple d'un cas où les contacts directs ont été utilisés entre les policiers canadiens et étatsuniens. Il n'y a pas de mention d'une éventuelle utilisation d'un T.E.J..

C.K. : On faisait de la filature sur un sujet à Montréal. Et tout d'un coup, il s'en va à l'aéroport. Et là il s'en va s'acheter des billets pour aller en Floride. On se doutait qu'il s'en allait rencontrer un contact très important. Là tu n'as pas le temps. À cause que c'est la Floride, à cause que c'est les U.S.A., il y a eu des appels qui ont été faits, en même temps les enquêteurs ont acheté les billets, et ils ont embarqué sur le même avion que lui. L'agent de liaison à l'autre bout a agi, il a appelé la D.E.A.. «Pouvez-vous avoir une équipe de filature qui va les ramasser à l'aéroport et qui va faire une filature?». Les policiers canadiens ont gardé une surveillance sur l'avion, mais une fois que ça arrive à l'aéroport, c'est la D.E.A. qui a pris en filature. Les 2 policiers canadiens étaient simplement des personnes de références pour la D.E.A.. Pour répondre à leurs questions éventuellement. Alors, ça a fonctionné très bien. Certains pays tu peux faire ça, certains pays tu ne peux pas. (p.32).

M.F., un autre enquêteur canadien, donne un exemple révélateur. Ce n'est pas parce qu'il s'agit d'une demande d'information de nature physique que l'on ne peut pas faire de demande de T.E.J.. Il s'agit même de la procédure officielle que certains privilégient. Dans ce cas-ci, il explique que la police hollandaise doit obtenir une autorisation judiciaire pour faire de la filature dans un autre pays. Ils doivent donc d'abord passer par une demande de T.E.J.. Toutefois, on comprend que le processus peut être assoupli lorsque l'agent de liaison s'en mêle. La situation demandait une réponse relativement rapide.

M.F. : On voulait que la police néerlandaise puisse filer le sujet, peu importe où il était pour aller. Ici au Canada, si c'était l'inverse, pour commencer une opération de filature, c'est relativement simple. Ça ne prend aucune autorisation judiciaire pour filer un sujet ici. Un appel d'un policier est rangé ici à Montréal, et aussitôt que suffisamment d'effectifs sont mis ensemble, on file un sujet. Ce qui était le cas c'est qu'on savait quand notre sujet avait quitté la Thaïlande et se dirigeait vers La Haye. Donc, on avait un délai de la durée du vol et puis c'est moi qui ai fait les démarches. J'ai appelé l'agent de liaison à La Haye. Il m'explique qu'à La Haye, ça prend une autorisation judiciaire pour faire de la filature. On me parle de traité d'entente judiciaire. Ça, c'est la réponse technique. Ça prend une requête selon le traité d'entente judiciaire pour faire de la filature sur le sujet qui arrive dans quelques heures. Comme tu peux le constater, c'était une impossibilité. Par contre, et c'est au crédit de l'agent de liaison en poste là-bas, il dit « écoute, je vais m'arranger, je vais faire une couple de coups de téléphone ». En bout de ligne, cet obstacle a été surmonté. Demande-moi pas comment, je ne sais pas. C'est le travail de l'agent de liaison. L'obstacle a été surmonté seulement sur la foi de leur envoyer un document qui leur a donné une semblance de justification. Un document que j'ai pondu assez vite à cause du délai. On l'a envoyé par fax, lui a envoyé ça au bureau du procureur à La Haye, et puis le bureau du procureur a donné son autorisation à la police pour que la police puisse initier une opération de filature. C'est quelque chose que peut-être on prend pour acquis ici, qui est très simple à faire au Canada et à l'inverse qui est tellement compliqué à faire en Europe. (p.13).

À la lumière de ces propos, il semble que tous les moyens peuvent être utilisés peu importe la nature de l'information. Concernant l'écoute électronique, on ne fait pas mention de l'utilisation du T.E.J.. G.B., un enquêteur canadien, explique toutefois que comme pour la filature, l'écoute électronique se fait souvent sous la supervision de policiers du pays demandeur de l'information.

G.B. : On avait un contact de la G.R.C. directement sur place, qui était dans la chambre d'écoute là-bas. Il a valu un gros 5 cents, zéro moins 2 barres. Pourquoi il n'était pas bon? Parce qu'il ne s'est pas impliqué, il n'a pas donné de sa personne. Il s'est juste contenté d'être là. Il y en a beaucoup de membres de la G.R.C. qui se contentent d'être là. On appelle ça du bois mort. J'appelle ça des morts dans le bureau. (p.12)

Il y a d'autres techniques plus difficiles à classer comme l'extradition, l'interrogatoire après arrestation et la perquisition. Voyons ce que les interviewés avaient à en dire en lien avec la manière d'engager la coopération. C.K., un enquêteur canadien, présente le cas de l'extradition. Il est clair que même si la nature physique de la coopération ne fait pas de doute, il faut passer par des demandes officielles et même par une audience au tribunal pour pouvoir extrader un suspect. Il donne des exemples qu'il a vécu face à la Colombie et à l'Italie.

C.K. : Le gouvernement colombien va dire « si vous voulez un citoyen colombien »... ils vont nous donner un livre, pis ils vont nous dire « voici ce que vous devez remplir comme exigences. On a une souveraineté ici, on est roi et maître chez nous, si tu veux avoir un des nôtres, voici ce que vous devez répondre pour qu'on puisse entamer la procédure ». Le gouvernement et le juge vont l'exiger. Donc, écrivez votre demande d'extradition en conséquence. Et pis ça va toujours devant un tribunal. Même chose, que ça soit au Canada, que ça soit un autre pays, ça va aller devant un juge compétent, un juge central, fédéral. Lui va dire oui ou non. (p.25)

C.K. : On a eu des problèmes avec l'Italie. C'est un pays où la justice est quand même expéditive. J'ai déjà vu des policiers dire « on s'en vient chercher notre gars ». Ils ont embarqué sur un avion, ils s'en venaient le ramasser, pour le ramener en Italie.

C.P. : pis là vous avez dit non.

C.K. : Ben non, c'est ça! (p.33).

L'interrogatoire de police est lui aussi très réglementé puisqu'il se fait, comme pour l'extradition, suite à l'arrestation du suspect. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la Charte canadienne des droits et libertés doit être appliquée, au moins sur le fond. Cette fois, C.K. donne un exemple relativement à la coopération avec un policier en provenance de France.

C.K. : il y avait un individu qui était ici au Canada et qui était citoyen français. Il habitait maintenant au Canada, mais il avait commis une grande fraude en France. Et le policier il était ici et puis tout le processus avait été fait. Il avait demandé, on lui a donné l'autorisation pour qu'il vienne ici. Il voulait interroger la personne, qui était assise exactement où tu es assise. Ça faisait quelques années qu'il était au Canada, il était vraiment arrogant. Le gars dit « moi je ne réponds pas ». Le monsieur français il écrivait des affaires, pis là il a commencé à lui poser des questions. L'autre il disait « je ne réponds pas à ça ». J'étais témoin, mais la loi française je ne suis pas au courant. Le sujet dit : « mais qu'est-ce que vous écrivez? ». Il dit : « j'écris vos réponses ». Il dit : « j'ai rien dit ». Il dit : « moi je vais retourner en France, je vais aller voir le juge d'instruction, et je vais y dire je vous ai posé telle question, vous avez répondu ou vous avez omis de répondre. Il va y avoir un tribunal, et vous allez être trouvé coupable ». Là ça a un peu renversé la vapeur, et il a commencé à répondre. C'est que là-bas, vous êtes obligé de coopérer. (...)

C.P. : Mais est-ce que le policier pouvait vraiment faire comme s'il était en France parce qu'il était avec un citoyen français?

C.K. : oui, oui, parce que c'était tout simplement une entrevue, il ne pouvait pas le menotter et le ramener en France. Il aurait fallu qu'il fasse une demande d'extradition. Une demande d'extradition, pour quelqu'un qui veut contester, c'est environ 2 ans, 2 ans et demi avant que la personne soit physiquement extradée.(p.17).

En principe, pour les perquisitions, il faut également faire des demandes de T.E.J.. M.P., un policier canadien, donne l'exemple d'un cas où des ententes avaient été prises, mais qui

sortaient du cadre, lorsque les policiers étatsuniens ont fouillé un bateau sans mandat et accord formel des canadiens. Encore une fois, l'urgence, qui est reconnue comme facteur d'exception par la justice, justifie d'agir en dehors du cadre. Dans ce cas-ci, les accusés ont également plaidé coupables. Les éléments amassés n'ont donc pas fait l'objet d'un examen d'admissibilité. On ne sait pas si ces informations auraient été admissibles au tribunal.

M.P. : en eaux internationales, un bateau canadien, en principe on aurait besoin d'un mandat de perquisition canadien pour le fouiller. Ce que les américains n'avaient pas. Disons qu'ils étirent un peu les eaux internationales à ce moment-là. Le bateau était en difficulté, donc c'est sûr qu'à ce moment-là on aurait eu des chances que l'équipage périsse dans la tempête. Les américains leurs ont sauvé la vie d'une certaine manière. Le mat était brisé, ça n'allait pas bien. Mais les américains ont fouillé un territoire canadien sans qu'il y ait d'autorités canadiennes à bord du bateau et sans qu'il y ait de papiers légaux pour fouiller un bateau en territoire canadien. Ça, c'est un point qui n'a pas été soulevé. Il n'y a pas eu vraiment de procès parce que ça a plaidé coupable, pis aucun avocat n'a soulevé ce point-là. (p.6).

Finalement, les agents de liaison ont souvent un rôle à jouer dans les échanges d'informations, qu'elles soient de nature physique ou documentaire. Cela s'explique tout simplement par le double rôle qu'on a déjà évoqué dans la partie précédente. Cette section nous a révélé quelques préférences des policiers et quelques règles qu'ils suivent dans leur travail quotidien. Voyons maintenant l'impact de l'utilisation projetée sur les moyens choisis. Après l'enquête, un suspect va éventuellement se retrouver devant un tribunal avant d'être condamné. Nous verrons que cet élément est fondamental dans le choix des moyens employés.

5.4- L'utilisation projetée de l'information influence le moyen employé

Lorsqu'on compare l'utilisation des procédures formelles et informelles, C.K., un policier canadien, explique qu'elles servent des objectifs différents. Les demandes qui servent à obtenir des informations opérationnelles supplémentaires, c'est-à-dire celles qui vont utiliser d'autres moyens pour obtenir des preuves, mais qui ne seront pas directement utilisées dans le procès, peuvent être obtenues par le biais de contacts directs entre enquêteurs ou en utilisant l'agent de liaison. Un policier hollandais explique cela :

H(b): Whenever we were exchanging information, first it's on a police information basis, and when the prosecutors thought they could use it in their files to go to court, we have to send officially, so whenever it's official then you can use it as evidence. (p.10).

Les procédures formelles doivent être absolument utilisées pour collecter les informations qui vont devenir des preuves pour un procès. C.K. nous explique la logique qui sous-tend ce fait. Il est possible de comprendre le lien que les policiers font entre les preuves et les informations de nature documentaire, car ces dernières sont souvent assimilées à des preuves. C'est pourquoi elles sont la plupart du temps obtenues par le biais d'un recours aux demandes de T.E.J..

C.K. : Il y a beaucoup plus de contacts police à police, cependant ce n'est pas admissible à la cour. Lorsqu'il s'agit de documents ou de preuves, on doit en temps normal l'obtenir par un mandat dans le pays d'origine. À ce moment-là, police à police n'est pas applicable. Ça prend une demande d'entraide judiciaire. On n'a pas droit de ouï-dire. Moi j'embarque dans la boîte, je ne peux pas dire que le policier en France m'a dit ça. On va être obligé de faire venir le policier de France pour le dire. Mais lui il ne peut pas dire, le gérant de banque m'a dit qu'il y avait un compte avec un million de dollars dedans. La loi sur la preuve dit qu'on peut signer un affidavit parce que la banque va dire on ne peut pas te le donner si on ne peut pas se couvrir le derrière. Ils ne veulent pas être actionnés. Donc arrivez-nous avec un mandat. Pour obtenir un mandat, ça prend une demande d'entraide judiciaire. Tout ce qui est preuves documentaires nécessite un mandat. Il y a plusieurs enquêtes que tu n'as pas besoin d'en faire du tout. Pis il y en a d'autres qu'il y a des preuves qui sont détenues par des banques, qui sont détenues peut-être par des pays. Un exemple ici au Canada, la S.A.A.Q. a de l'information, ben l'autre corps de police peut pas juste obtenir l'information de la S.A.A.Q., ils vont demander d'avoir un mandat pour se couvrir.

G.B., un policier canadien, donne l'exemple d'un cas où ils ont fait de la surveillance en vue d'obtenir de la preuve dans des conditions où le risque de corruption était élevé. Cela n'a pas été soulevé comme élément inadmissible au tribunal, car encore une fois, les accusés ont plaidé coupables. Les éléments de preuve n'ont donc pas été examinés en profondeur.

G.B. : Aussitôt qu'ils sont débarqués aux îles Margarita, moi je ne pouvais plus rien faire. Je suis à Montréal pis je saute 4 pieds de haut. Je ne vois plus et je ne comprends plus rien. Ce que je fais, c'est que j'envoie quelqu'un là-bas se louer un appartement, à côté d'eux autres. Au moins, on a une surveillance physique. Je te dirais que ce n'est même pas quelque chose qu'on avait le droit de faire à ce moment-là.

C.P. : Vous n'avez pas demandé au pays de....

G.B. : non, on ne voulait pas, parce que dans le Margarita c'est bien corrompu. On s'est envoyé quelqu'un en vacances là. Si ça avait été questionné, je ne suis pas sûr qu'on n'ait pas été questionnables.

C.P. : Parce qu'à la fin, ça n'a pas été soulevé en preuve? Ils ont plaidés coupables?

G.B. : oui, ce n'était pas obligé de la montrer. (p.20).

M.F., un autre policier canadien explique que dans les cas où un dossier a une composante externe du Canada, la preuve amassée doit pouvoir être admissible au Canada devant un

tribunal. C'est pour cela que les enquêteurs contactent différents agents pour qu'ils évaluent la situation selon leur propre point de vue et qu'ils puissent voir si les éléments remplissent bien les règles qui doivent être respectées par rapport aux traités/conventions/règles qu'ils sont chargés d'appliquer. Un policier hollandais explique cela en donnant un exemple sur les écoutes électroniques.

H1: From our side it was our prosecutor, of course, and when the Americans asked for conversations from the wire-tap, we needed the approval from court to send them over to the United States so that they could use them as evidence in court. (p.5).

Lorsque l'information doit être utilisée dans un procès en tant que preuve, il faudra absolument que la demande d'information passe par les voies de la diplomatie, car ainsi la preuve aura alors un poids officiel, ce qui est souvent essentiel pour qu'elle soit utilisable au procès. Il faudra donc faire une demande en vertu du traité d'entraide mutuelle entre les pays. Si un tel traité n'existe pas, diverses ententes peuvent être utilisées comme les *Memorandum of Understanding* (M.O.U.). Une nouvelle entente sera possiblement négociée dans les cas où il s'agit de la première demande officielle entre les deux pays. C.K., un enquêteur canadien, explique que chaque pays a sa propre politique sur la façon de donner accès aux preuves. M.P., un autre policier canadien, donne un exemple sur comment cela se passe avec les cubains.

M.P. : les cubains disent : « il va falloir que vous ameniez le juge et la cour à Cuba, on ne va pas au Canada, on ne va pas nulle part ». (...)Par contre, ils ont collaboré. Lorsque je suis allé, ils nous ont tout donné. Mais légalement je ne peux pas témoigner pour dire qu'un policier cubain a vu telle chose. On ne s'en est pas servi ça non plus. C'est une des choses, disons, qui a moins fonctionné, mais on s'y attendait un peu. (p.21).

Globalement, l'admissibilité des éléments de preuves n'est pas évaluée avant la tenue du procès. Nos interviewés ont été nombreux à dire que les criminels plaident souvent coupables dans des cas d'enquêtes à composantes transnationales, ce qui fait en sorte que la preuve n'est tout simplement pas examinée par un juge. Il est normal que, sachant cela, les policiers prennent plus de libertés et emploient des procédures plus simples, pour réduire l'incertitude dans leur travail. Un élément récurrent dans les entrevues et dans les autres documents qui ont été récoltés pour cette recherche est que les agents de l'enquête à composantes transnationales cherchent à rendre leur travail le moins compliqué possible. Ils tendent à favoriser l'informel et le bilatéral, au détriment du formel et du multilatéral, qui sont plus complexes.

M.P. : les recommandations qu'on a faites de manière informelle, c'est de le faire le moins compliqué possible le protocole, avec le moins de détails possible pour avoir la latitude de régler les problèmes sans avoir à suivre un protocole. Il y a beaucoup de problèmes qui se sont réglés au niveau de Calvette qui...s'il y avait le début d'un conflit, regarde viens dans mon bureau on va fermer la porte, pis quand on va ressortir, le problème va être réglé. Je pense que c'est la meilleure façon. Et plus votre protocole est compliqué ou détaillé, je suis obligé de suivre, disons une route ou une méthode, et ça complique les choses. Et dans une enquête de type Calvette, les choses vont très vite.

H: No, no, we just make contact and then maybe departments on the way. No treaty, no agreement, no protocols. On the level of the legal request, our international treaties, and that's what the corporation is based on, we didn't make any extra rules.

M.P. explique l'importance d'avoir un protocole simple et flexible au Canada, pour pouvoir régler rapidement les conflits. Il en est de même dans une enquête entre la Hollande et les États-Unis, où les protocoles sont utilisés seulement dans les cas où les agents ne réussissent pas à régler leurs différends par les voies informelles.

5.5- Conclusion

Il existe plusieurs méthodes disponibles aux policiers pour obtenir les informations nécessaires d'un autre pays. Il leur est possible de demander directement et d'obtenir l'information sans autres exigences¹⁵¹. L'obtention d'informations peut également impliquer un processus légal¹⁵², dans le cas où cela est exigé par le pays receveur de la demande. Il est à noter que les pays sont souvent prêts à collaborer, dans la mesure où leurs exigences légales sont satisfaites. Certains pays vont fournir strictement ce qui est demandé parce qu'ils sont obligés de le faire. D'autres vont faire preuve de plus d'intérêt et vont contribuer plus activement, pour autant qu'ils aient également quelque chose à gagner de la relation. Les motivations à coopérer¹⁵³ s'appliquent à la coopération policière transnationale. Les procédures supplétives servent dans tous les autres cas à obliger un pays à fournir ce dont les policiers du pays demandeurs ont

¹⁵¹ informel, police à police, enquêtes parallèles ou conjointes.

¹⁵² formel, T.E.J.

¹⁵³ Les motivations à coopérer sont: 1) le devoir de fidélité, c'est-à-dire considérer comme un devoir de coopérer et d'agir en conséquence. Tout comme une religion, la guerre à la drogue a ses principes, qu'il faut absolument suivre, et qui se retrouvent dans la signature des traités et conventions à cet effet ; 2) l'existence de relations d'amitié. Cela crée une bonne volonté naturelle ainsi qu'une confiance pleine et entière; 3) l'intérêt égoïste. Les acteurs considèrent que c'est dans leur intérêt de coopérer. Une combinaison des raisons de coopérer serait idéale pour atteindre la coopération optimale. Dans tous les cas, les circonstances sont à considérer, car les comportements en découlent (Huntingford, 1984; Hinde, 1982).

besoin. Ces procédures supplétives sont d'ailleurs souvent utilisées dans les cas où il y a un manque d'intérêt ou de volonté de la part du pays receveur de la demande. Le fonctionnement du système de la coopération policière transnationale demeure somme toute relativement simple et souple, et à dessein. Cela reflète la manière de concevoir des agents du *policing* transnational, qui recherchent avant tout des méthodes pour réduire les incertitudes par l'utilisation de règles générales et de logiques de base. L'attitude générale des agents sur le terrain favorise l'expression *keep it simple*, car ils cherchent à rendre leur travail le moins complexe possible, en favorisant l'approche bilatérale et en impliquant le moins d'agents possible, ce qui a aussi pour conséquence de favoriser l'atteinte de leurs objectifs, c'est-à-dire la condamnation de leurs cibles. Les analyses montrent donc que la théorie des ressources minimales a un grand potentiel pour aider à comprendre le *policing* transnational. En effet, les relations informelles et bilatérales sont une manière de maintenir la simplicité pour atteindre un objectif somme toute assez complexe. Ensuite, le système de la coopération policière transnational couvre plus large qu'il le faisait à l'époque de Nadelmann (1993). Il n'est donc pas statique, il évolue et, comme nous l'avons vu, de nouveaux moyens ont vu le jour et ont pris de l'expansion au détriment d'autres outils. Plus d'outils sont désormais à la disposition des agents du *policing* transnational.

CHAPITRE 6

Les stratégies de gestion des incertitudes : confiance, scepticisme et évitement

Nous l'avons vu au chapitre précédent, la nature et l'utilisation projetée de l'information ont un rôle à jouer dans la manière de conduire la coopération, plus particulièrement sur le choix des moyens utilisés pour le faire. Toutefois, ils ne sont pas les seuls éléments importants dans la poursuite d'une coopération policière transnationale. Bien plus importante encore est la nature des liens qui unissent les différents agents. La nature de ces relations est fondamentale pour la coopération policière transnationale, d'autant plus que les policiers sont alors dans un processus incrémental où ils doivent gérer leurs incertitudes, dans le but de protéger les enquêtes qu'ils mènent. Pour se faire, ils vont évaluer la qualité du partenaire, c'est-à-dire son degré de fiabilité ainsi que les avantages possibles à retirer de cette coalition. Ils vont employer des stratégies différentes selon le niveau de familiarité et la confiance qu'ils accordent à leurs homologues.

Ce chapitre présente d'abord le contexte d'incertitude dans lequel les agents du *policing* transnational se trouvent, puis les règles du jeu dans lesquelles se déroulent les enquêtes à composantes transnationales. Ensuite, nous traitons des moyens employés par les policiers, qui visent à gérer ces incertitudes. Nous tentons de comprendre comment les agents du *policing* transnational évaluent leurs partenaires et comment cela influe sur leurs actions quotidiennes. Nous traitons successivement de l'expérience préalable entre les éventuels « partenaires », du rôle de la réputation dans l'évaluation des incertitudes ainsi que de celui de la familiarité et de la confiance ou du scepticisme qui peut en découler. Nous verrons que tous ces éléments sont fondamentaux pour que les agents transnationaux puissent décider de la meilleure manière à adopter pour procéder dans un cas précis. Nous abordons ensuite la question suivante : qu'est-ce qui fait que les agents du *policing* transnational vont travailler ensemble et optimiser cette coopération? Il sera question de la taille de la coalition et des ressources nécessaires. Nous examinerons comment les agents du *policing* transnational réussissent à maximiser les gains issus d'une coopération. Nous traitons ensuite de la manière de faire avec des partenaires en qui les agents ont confiance, et des liens qu'il y a à faire avec les ressources à la disposition de ceux-ci. Nous examinerons la question de l'idéologie semblable entre « partenaires », qui facilite le rapprochement entre eux et débouche sur la familiarité, et à une éventuelle

confiance. La dernière section sera consacrée à répondre à la question suivante : la confiance est-elle une condition nécessaire et préalable à toute coopération? Nous verrons que cela dépend des cas, et que la confiance n'est pas toujours fondamentale pour collaborer de manière à obtenir une information qui se trouve à l'extérieur du pays où les enquêteurs mènent leur enquête.

La proposition qui sous-tend ce chapitre est la suivante : la familiarité, l'expérience et la réputation sont fondamentales dans l'évaluation et la gestion de l'incertitude générée par le partenaire. Ces incertitudes influencent la manière d'agir et les informations qui seront éventuellement échangées ou non avec ce dernier. Cette gestion de l'incertitude fait partie intégrante des règles du jeu du système de la coopération policière transnationale. On en comprend déjà que le scepticisme est au cœur même du processus où l'on vise, au minimum, à diminuer les incertitudes et, au maximum, à obtenir des résultats en termes d'arrestations et de saisies. C'est le policier qui procède à l'évaluation et il peut changer d'idée et de manière de procéder à tout moment. Il peut soit :

- a) faire confiance, les possibilités de résultats sont alors maximisées, puisque l'échange d'information sera alors plus fluide.
- b) Demeurer sceptique et se méfier, mais tout de même obtenir un certain nombre de résultats, en restreignant l'information qu'il met à la disposition de son partenaire. Les résultats sont plus limités, mais pas nécessairement inappropriés à la situation.
- c) éviter la relation. Aucune coopération n'est alors possible.

6.1- Les incertitudes dans le champ des enquêtes à composantes transnationales

La gestion des incertitudes est au cœur du processus menant à une coopération efficace. Tout d'abord, la possibilité de corruption, qui briserait possiblement la chaîne de confiance entre les agents, est l'élément le plus fréquemment mentionné par nos interviewés comme cause d'incertitudes des agents du *policing* transnational. S.K., un procureur canadien, est de cet avis : « Il y a certains pays où c'est plus problématique parce qu'il y a beaucoup de corruption, et où on pourrait avoir des fuites. C'est des questions de sécurité. ».

Par exemple, G.B., un enquêteur canadien, explique qu'il ne faut pas contacter directement les

policiers colombiens, parce qu'il y a beaucoup de corruption en Colombie, et donc beaucoup de chances de faire appel à la mauvaise personne. Il faut plutôt contacter l'agent de liaison pour éviter des choix inappropriés qui risqueraient l'enquête. Dans le cas où l'enquêteur a développé de bons contacts avec un enquêteur d'un corps policier qu'il doit contacter pour son enquête en cours, il va préférer procéder directement en contactant ce policier d'abord. Il va cependant le faire seulement lorsqu'il juge que tout va bien se dérouler. Cela va lui permettre d'ajouter de la certitude dans son travail et d'accélérer et de simplifier les procédures. S'il n'est pas certain, il va toujours contacter l'agent de liaison pour qu'il lui trouve un interlocuteur en qui il peut avoir confiance. Lorsque les homologues viennent de pays producteurs de drogues et/ou instables politiquement, les policiers s'inquiètent d'abord du niveau de corruption. Selon B et C, qui sont des policiers français travaillant au Venezuela, ils auront peur de « brûler » leur enquête particulièrement à cause de la corruption habituellement très présente dans ces pays, mais aussi parce qu'ils ne connaissent pas bien les méthodes de travail de leurs homologues. Une mauvaise évaluation, influencée par une perception erronée de l'échange, aurait pour conséquence une absence de résultat concret.

B et C : Quand ça se passe à l'étranger, on évalue avec les éléments qu'ils nous donnent. Les observations ne sont pas toujours très faciles. Dans l'occurrence du Venezuela, il y a des problèmes de corruption et souvent on ne sait pas comment travaillent les gens. Et la difficulté elle est là.

Selon M.F., un policier canadien, dans un tel système, leur premier réflexe policier sera de partager le moins d'informations possible avec leurs homologues de ces pays. Ils contacteront aussi leur agent de liaison stationné dans ce pays, pour qu'il leur indique le meilleur moyen d'obtenir ce dont ils ont besoin sans risquer de compromettre l'enquête.

M.F. : On a réussi à contourner de la corruption policière locale autant qu'étrangère. C'était un enjeu certain. Quand tu sais qu'il y en a un, tu doutes qu'il n'y en ait peut-être pas juste un. Tu te recroquevilles sous ta carapace et tu ne parles plus à personne. Un moment donné, il faut que tu parles à quelqu'un pour coopérer. Le jeu d'il faut que je te parle, mais je ne veux pas trop te parler. J'ai besoin de ton aide, mais je ne veux rien te dire. Tu ne peux pas jouer à ce jeu-là éternellement.

A.P. compare les façons de faire des policiers de l'Espagne et de la France, dans les cas où ils n'ont d'autre choix que de faire appel aux policiers des pays d'Amérique du Sud. Tous les deux cherchent à en dire et à en demander le moins possible. Ils vont s'en tenir au strict nécessaire pour éviter les problèmes. Il appelle cela « faire du léger ». Les français le feraient

en tentant d'arrêter tous les criminels de l'organisation, peu importe où ceux-ci accomplissent leurs activités criminelles, tandis que les espagnols se concentreraient sur les criminels présents en Europe, et laisseraient tomber les accusations envers les criminels des pays d'Amérique du Sud. Ils font cela, car ils croient que ces derniers ne seront de toute façon pas poursuivis adéquatement par les autorités des pays sud-américains. Pour eux, il ne vaut donc pas la peine d'investir des efforts en ce sens.

Les policiers que nous avons interrogés prennent généralement pour acquis que la corruption n'est pas un problème majeur entre les pays occidentaux qui sont également classés comme consommateurs de drogue. À première vue, cette « partie » peut sembler tout à fait différente de celle qui se joue entre les pays consommateurs et producteurs. Mais il ne semble pas que cela soit le cas. M.F., un policier canadien, donne pour exemple la situation des États-Unis et de l'Angleterre. En effet, lorsque les homologues proviennent de pays consommateurs ou occidentaux, la même peur de « brûler » l'enquête demeure présente, mais cette fois la connaissance de l'homologue et de ses pratiques est davantage mise en cause. Il arrive également que leur peur de la corruption soit élevée, bien que celle-ci soit moins répandue dans l'absolu. Les interviewés craignent également que leurs homologues ne sachent pas garder pour eux des informations secrètes ou qu'ils soient incompetents. Ils vont donc employer la même méthode qu'avec les organisations policières des pays producteurs, et vont échanger le moins d'informations possible avec eux, de manière à mieux gérer les incertitudes face au risque de fuites d'informations que les policiers étrangers représentent à leurs yeux. Cela renvoie à la règle du besoin de savoir, qui a été détaillée dans le cinquième chapitre. Les policiers vont également contacter leurs agents de liaison pour se renseigner et se faire conseiller sur les personnes à contacter. Par ce moyen, ils vont tenter de minimiser les risques de conflits inter-organisationnels qui pourraient résulter du fait d'avoir contacté la mauvaise agence. Voilà un exemple de G.B., un policier canadien, pour montrer que ce n'est pas seulement les agents des pays qui ont la réputation d'être corrompus qui peuvent poser un problème pour maintenir la confidentialité de l'enquête. Il explique le cas d'un policier travaillant aux douanes de Belgique, dont G.B. avait évalué qu'il était fiable, mais dont il s'est révélé que le risque qu'il présentait était plus grand que prévu. Certaines informations importantes concernant la nature de la relation entre le suspect surveillé et le policier belge

mis au courant de l'enquête n'étaient pas connues par G.B. au moment où il lui a divulgué les détails opérationnels de l'enquête. Il en a résulté que le suspect a été mis au courant qu'une enquête sur lui était en cours. Celui-ci a cessé son activité et a donc rendu impossible que l'enquête se poursuive, et qu'il soit arrêté et éventuellement condamné.

En dire le moins possible sur l'enquête en cours semble être un moyen efficace pour protéger l'intégrité de l'enquête. Toutefois, il est également risqué d'adopter cette façon de faire. A.P., un policier français qui a travaillé comme agent de liaison au Venezuela et en Colombie raconte une histoire qui a failli mal tourner dans une section d'enquête qu'il menait au Venezuela, et ce en collaboration avec un collègue vénézuélien. N'ayant pas avisé les agences policières de l'endroit où ils enquêtaient pour protéger leur enquête, les actions de ces deux policiers sont apparues suspectes à des agents de la police des renseignements vénézuéliens. Ceux-ci les ont arrêtés dans un contexte risqué pour leur sécurité personnelle. Heureusement, ils ont finalement pu contacter la seule personne qui était au courant de l'enquête dans le pays, et les autorités ont fini par les relâcher, non toutefois sans leur avoir causé une bonne peur et quelques éraflures. Finalement, ils ont pu confirmer les soupçons qu'ils entretenaient à l'égard du suspect qu'ils surveillaient. Celui-ci n'a pas non plus deviné qu'il était sous enquête. L'enquête a donc été complétée sans problèmes, car les policiers sont arrivés à la protéger.

Toutefois, dans la plupart des cas dont les policiers nous ont fait la narration, il ne semblait pas y avoir d'atteinte à leur sécurité personnelle. Ils continuaient tout de même de faire attention à divulguer le moins d'informations possible au moins de personnes possible. Ils expliquent également que lorsque des méthodes risquent de mettre en péril la sécurité personnelle de civils ou de policiers participant à l'enquête, comme l'utilisation d'un agent infiltré, ils se doivent d'être encore plus prudents, particulièrement dans les pays où cela est plus risqué et incertain, c'est-à-dire dans les pays où la corruption est endémique. Il s'agit non seulement de protéger les individus impliqués pour ne pas qu'il leur arrive malheur au cours de l'enquête, ils doivent également protéger leur travail, de manière à ce qu'un incident ne fasse pas en sorte que l'enquête soit compromise par le dévoilement d'informations à des personnes ciblées par l'enquête. S.K., une procureure canadienne, explique comment cela s'est passé dans l'enquête Calvette. Les risques de fuites d'informations ont été empêchés par une évaluation adéquate de la situation et la mise en œuvre d'actions conséquentes.

S.K : On avait un de la gang qui a décidé de collaborer avec la police. Le fait de dévoiler l'identité de ces gens-là, ou le fait de révéler qu'il y a une enquête de ce type-là qui se passe, et de dévoiler à certains pays que notre agent est dans leur pays pis qu'il est en train de faire quelque chose pour les fins de l'enquête, dans certaines circonstances il y a des risques de fuites. C'est toujours une question d'évaluation parce qu'on ne peut pas mettre la vie en danger de ces personnes-là. Dans certains pays, c'est plus problématique. Il faut choisir les personnes avec lesquelles on va discuter, pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de fuites et qu'on ne mette pas en danger la vie des gens. Ça va être l'agent de liaison, ça va être les enquêteurs ici qui vont discuter de stratégies. Parfois, les policiers pourront peut-être, dans certaines circonstances, est-ce qu'il est possible pour nous d'orienter l'organisation d'une certaine façon pour aller dans un autre pays? Ils vont dire on a moins de problèmes de fuites dans tel pays que dans tel autre. C'est toujours une préoccupation, surtout dans ce genre d'enquête là. Parce que c'est la vie des gens, mais on veut aussi protéger l'enquête. Alors, c'est toute une question d'évaluation de risques. Des fois c'est des pays avec lesquels on a déjà eu de bonnes relations. Par exemple, dans certains dossiers on a déjà eu une bonne collaboration avec tel pays, on sait qu'on a telle personne avec qui on peut parler. Une évaluation se fait constamment, est toujours en mouvement. C'est quelque chose qui est toujours préoccupant pour les enquêteurs et c'est un sujet qui revient toujours sur la table.

La personne qui joue le plus grand rôle dans la prévention de fuites d'informations dans les enquêtes transnationales est sans contredit l'agent de liaison. F.B., un procureur canadien, souligne l'efficacité de cette façon de faire. En effet, moins les policiers ont d'informations et d'opinions sur les façons de faire et sur la fiabilité des policiers d'un pays, plus ils ont de doutes ou d'incertitudes concernant leurs homologues, plus l'agent de liaison sera fondamental pour évaluer correctement la situation. Cela est essentiel pour que les policiers arrivent à bien faire leur travail. L'agent de liaison devient un filtre de protection pour les enquêtes à composantes transnationales. M.P., un policier canadien, parle d'un cas où il devait faire appel à des policiers du Venezuela. Il explique que dans le cas de ce pays, il va éviter de contacter directement un collègue vénézuélien. Il va demander conseil à l'agent de liaison canadien qui est en poste là-bas. Celui-ci va lui conseiller un bon interlocuteur et/ou il va aller chercher lui-même l'information nécessaire. L'agent de liaison va alors également être en mesure d'évaluer la qualité de l'information obtenue et la possibilité de l'utiliser dans un éventuel procès.

C.K., un autre policier canadien, mentionne les incertitudes liées au choix du mauvais interlocuteur au Mexique. Il est d'autant plus important de faire appel à l'agent de liaison, qui

sera à même de bien évaluer la situation et de proposer la solution la moins risquée fournissant ainsi l'occasion de mener l'enquête à terme, malgré la corruption élevée et le mince salaire des policiers mexicains.

C.K. : corruption, corruption! Quand t'envoies un télex qui contient toute l'information de ton enquête à un policier, que ce soit au Mexique ou dans un autre pays, qui fait une fraction de ton salaire, et que sa vie et la vie de sa famille peuvent être en danger quotidiennement, en termes de représailles et tout ça, c'est pas évident. La pression sur lui est beaucoup plus difficile qu'elle ne l'est sur nous. Est-ce que cette personne-là peut donner l'information à un membre d'un cartel? Il faut présumer que oui. Faire affaire avec des enquêtes internationales, ou des affaires transfrontalières, ça, c'est un autre aspect qu'on doit regarder. Combien d'informations on doit donner, est-ce qu'on doit donner? Est-ce que ça va mettre l'enquête en péril? C'est des affaires qu'on doit penser quand on fait affaire avec les divers pays. C'est pour ça que si on n'a pas un agent de liaison dans le pays, on est aveugle. Lui ça fait peut-être 2-3 ans qu'il est là. Il fait affaire avec du monde, il fait affaire avec le chef de police souvent, pis des fois lui va dire regarde, quand tu as quelque chose, donne-moi ça à moi. Parce que chez nous c'est peut-être pas... et je vais m'organiser pour que ça soit ok...tu as des policiers consciencieux évidemment partout, même dans ces pays-là. Notre agent de liaison, une de ses responsabilités c'est de s'assurer que l'information reste protégée. Donc lui, quand j'ai dit tantôt qu'il doit avoir une expérience, un de ses rôles, c'est de s'assurer que ton information que lui doit demander, ou qu'il doit donner, qu'elle va être gardée confidentielle. Il doit s'assurer que la personne avec qui il fait affaire est correcte.

Pour C.S.U., un policier hollandais, l'agent de liaison est un détecteur de personnes à qui on peut faire confiance ou pas. Il parle de l'agent de liaison qu'ils ont en Russie, et souligne que de faire appel à lui est la meilleure manière d'identifier la bonne personne à contacter. Il souligne cependant que même avec ce moyen, il n'est jamais absolument certain de réussir son enquête. Toutefois, il explique qu'il vaut mieux tenter sa chance, tout en demeurant un minimum prudent, plutôt que de ne rien tenter du tout. Il vaut mieux prendre des risques de ne pas réussir son enquête que de ne pas réussir son enquête parce qu'on n'a pas assez pris de risques. L'agent de liaison est un filtre efficace particulièrement dans les relations où la familiarité et la confiance sont peu élevées.

C.S.U.: By accepting the fact, to start with, that you never can be sure for 100%, but if you want to step in, you will have to get started somewhere. We also have liaison officer in Moscow, and we do expect him to try to find out how it works there, which services and agencies are working on this problem and who is reliable and who is not. So he's the one who help us to identify the right people, so when we were contacted by the Russian police telling us they wanted to come here, wanted to discuss this problem with us, and it's up to him to tell us whether or not this guy is reliable. Of course you never can be 100% sure. So he's a kind of sensor, he detects people you can rely on.

B et C, des policiers français, rajoutent qu'en plus d'être un filtre pour la protection de l'enquête, l'agent de liaison va également filtrer les informations qui sont fiables, valides et de qualité. M.P., un policier canadien, explique également que les agents de liaison doivent participer à des réunions mondaines et se retrouvent souvent dans des pays où le soleil est au rendez-vous. Il souligne que les agents de liaison obtiennent plus d'informations ou se font de meilleurs contacts dans des soirées informelles que dans des réunions formellement organisées dans cette intention. D'ailleurs, les individus qui n'ont pas à faire avec eux quotidiennement ont parfois de la difficulté à comprendre leur rôle fondamental dans les enquêtes à composantes transnationales, et associent parfois leur travail à des vacances, alors que c'est loin d'être le cas pour ceux qui connaissent l'importance du rôle des agents de liaison dans le succès de ces enquêtes particulièrement complexes. Ces réactions démontrent que la logique de base des enquêteurs locaux qui deviennent agents du *policing* transnational est bousculée, même défiée par la présence essentielle, mais somme toute nouvelle, des agents de liaison. Le rôle de l'agent de liaison dans la prévention du « coulage » d'informations dans les enquêtes transnationales est sans contredit essentiel, mais encore mal compris. Son travail est d'ailleurs flou parce qu'il est rempli des tâches multiples et réagit aux besoins.

6.2- L'évaluation et les moyens employés pour gérer les incertitudes

Pour procéder correctement à l'évaluation d'une situation, il faut que les agents du *policing* transnational aient suffisamment d'expérience dans le domaine. Cela est souvent remis en question par le fait que le mouvement de personnel dans les services d'enquête se fait à un rythme rapide, de manière continue et sans réelle planification. Ce sont des limites considérables dans la conduite des enquêtes à composantes transnationales. Dans ce contexte, les policiers se servent des moyens généralement utilisés dans toute relation sociale pour évaluer leur interlocuteur. Tout d'abord, ils vont agir selon leurs perceptions des expériences préalables avec ce partenaire. S'ils n'ont jamais collaboré avec ce partenaire, ils vont se fier à sa réputation. Finalement, s'ils sont familiers avec l'homologue auquel ils ont à faire affaire, la confiance risque davantage d'être au rendez-vous, et la collaboration sera plus simple et plus facile. Il se peut aussi que la familiarité augmente leur sentiment de scepticisme. Il existe plusieurs façons de gérer les incertitudes inhérentes à la participation dans une enquête qui comporte des aspects transnationaux. Nous verrons que ces manières de faire ne sont pas

toujours optimales, à cause du scepticisme et de la méfiance que les partenaires entretiennent les uns envers les autres.

6.2.1-La familiarité avec le partenaire

Il arrive assez souvent que les policiers ne connaissent pas suffisamment leurs homologues. Dans ces circonstances, ils n'ont pas d'expériences négatives ou positives leur permettant d'évaluer les risques et avantages que cela représente de les impliquer dans leur enquête, et ce, en leur fournissant des informations sensibles. Les policiers évaluent leurs homologues ainsi que les risques et/ou les avantages qu'ils présentent dans un cas précis, et ce de manière continue. Plusieurs cas de figure peuvent survenir. Le plus simple et le plus sûr pour les agents transnationaux est de s'appuyer sur des gens qu'ils connaissent pour avoir déjà travaillé avec eux, et en lesquels ils ont confiance. Ils tendent également à limiter le nombre de personnes qu'ils impliquent dans leurs enquêtes, pour limiter les risques de fuites. Par exemple, dans l'enquête Calvette, M.P., un enquêteur canadien, explique que la question de l'implication de douaniers dans l'enquête a été maîtrisée en partie en assignant une seule personne digne de confiance pour recueillir les informations. La confiance des enquêteurs face à cette personne se développe au fil du temps et des expériences partagées. C'est une personne de confiance qui réfère cette personne. Si cette dernière fait ses preuves, elle pourra alors être considérée comme étant digne de confiance à son tour et ainsi continuer de travailler avec les policiers dans leurs prochaines enquêtes.

M.P. : C'est sûr qu'il se fait toujours quelques vérifications sur la personne qui nous est envoyée. Est-ce qu'elle est vulnérable? Des choses comme ça. Et également, on demande aux gens des douanes : « je veux que tu choisisses la personne que tu m'envoies. Faut que ça soit une personne en qui tu as pleinement confiance ». Parce qu'effectivement, même eux autres sont conscients qu'il y a eu des douaniers ou des policiers dans le passé qui se sont laissés... disons qu'ils ont fait des erreurs. Mais je te dirais qu'un moment donné lorsqu'on est tous dans le même bureau, on prend le café le matin, la confiance se développe de plus en plus et on s'aperçoit que la personne on peut y faire confiance. On est quand même prudent. Mais c'est sûr que lorsqu'on demande certaines indications à cette personne-là, on dit : « c'est toi qui le fait. Tu n'appelles pas ton confrère qui travaille au port pour faire la vérification pour toi ».

C'est ainsi que le réseau de confiance se développe entre les différents partenaires. Il faut souligner que le problème de confiance rend l'enquête moins efficace, mais que sans un minimum nécessaire, la coopération est quasi impossible.

Les policiers ont souvent recours aux mêmes homologues, non seulement parce qu'ils sont familiers avec eux et leurs font confiance, mais aussi parce que les mêmes routes de drogues sont souvent utilisées par les trafiquants. Cela fait en sorte que certains policiers travaillent souvent ensemble et développent une certaine familiarité. Ils finissent même par développer des relations de confiance, où la coopération peut alors être optimisée. Structurellement, cela se traduit parfois par la mise en place d'enquêtes parallèles ou conjointes. Logiquement, cette structure améliore la coopération, ce qui en retour renforce la confiance.

A.P., un agent de liaison français qui a travaillé en Colombie et au Venezuela, explique une autre stratégie qui est utilisée en Amérique du Sud pour contrer la corruption, et qui favorise le développement de bons contacts. Au lieu de laisser les policiers sud-américains mener leur enquête seuls, les policiers français vont les accompagner sur le terrain. Dans ce contexte, les policiers français évaluent que cela vaut le coût pour empêcher les fuites d'informations qui auraient probablement autrement fait échouer l'enquête et aurait rendu inutiles tous les efforts entrepris jusque-là. Toutefois, il est clair que même s'ils sont familiers avec certains policiers sud-américains, ils n'ont pas pleinement confiance en eux, car comme cet extrait le démontre, ils considèrent qu'ils doivent surveiller leurs homologues dans la conduite de leur travail.

A.P. : Il y a une corruption importante. La stratégie qu'on adopte, quand ce sont des opérations où il faut surveiller des gens, on essaye d'être présent sur le terrain avec eux. Faire venir des agents français pour nous assister, ainsi on ne les laisse pas travailler tout seul. Si on a besoin d'assistance, on leur dit : « il y a trafic qui arrive tel jour, tel vol, photos, il y a un dossier ouvert en France, une enquête judiciaire et on a besoin de surveiller cela, de voir qu'est-ce qu'ils font et qui ils voient ». Donc, on fait comme ça, on travaille beaucoup avec la garde nationale. Et jusqu'à présent, on n'a pas eu de problèmes. Il est sûr que ce sont des frais, parce que ces fonctionnaires-là qui travaillent avec nous, on est obligé de payer leurs déplacements, de payer leurs billets d'avion, le logement, les repas. C'est des frais, mais pour le moment nous on n'a pas eu de problèmes, on a travaillé sur plusieurs affaires. On a travaillé sur une affaire importante, avec dix tonnes en Espagne, de trafiquants français sur un bateau, qui a été ramené aux Canaries, une enquête Franco-espagnole, les Vénézuéliens ils nous ont assistés ici dans les procédures de surveillance, et il n'y a pas eu de fuite, sinon il n'y aurait pas eu d'affaire.

A.P. explique qu'il fait toujours appel aux mêmes détectives colombiens pour obtenir des informations en Colombie. Il a développé des liens forts avec ces deux détectives et leur patronne, et valorise leur collaboration en les « récompensant » par des formations et tous autres moyens dont il croit qu'ils peuvent les aider dans le développement de leurs carrières.

En les « récompensant » de la sorte, il faut noter que les policiers français font d'une pierre deux coups¹⁵⁴.

A.P. : sur la partie Colombienne, je travaillais avec deux détectives du D.A.S. que je connaissais très bien, déjà que j'avais depuis longtemps. Et donc l'agente d'INTERPOL c'était devenue une copine, je lui disais, écoute Maria j'aimerais bien que tu me donnes un tel et un tel, parce qu'on sait qu'ils sont sûrs et compagnie. Chaque fois que je lui fais une demande, elle me donne les deux mêmes détectives. Et ces gens en qui j'ai confiance, ils viennent me voir à mon bureau, donc je n'avais pas à révéifier cette information. Ils sont encore au D.A.S., et d'ailleurs pour la collaboration en Colombie, c'est des gens sûrs. Bon à côté de ça quand on organisait les stages, on s'arrangeait pour qu'ils soient mutés. Donc pour eux c'est bon, parce que sur leur curriculum vitae, ils avaient travaillé avec la France, sur des techniques de filature, je veux dire écoute électronique et ainsi de suite. Donc dans leur dossier c'était bon pour leur avancement.

C.K., un policier canadien, explique que la technique utilisée au Canada est semblable à celle que nous venons de détailler pour la France. Les policiers sud-américains se voient formés aux techniques canadiennes. Bien plus, C.K. explique que les policiers sud-américains sont parfois invités par les policiers canadiens à collaborer sur une enquête particulière. Ceux-ci leurs font visiter leurs bureaux et leur expliquent les détails de l'enquête¹⁵⁵. Selon C.K., cela favorise les liens de confiance, la compréhension des techniques et des procédures utilisées, ce qui favorise une meilleure coopération mutuelle.

C.K. : ça arrive souvent qu'ils viennent ici pour de la formation. Des fois ils viennent ici pour des colloques. Ou si on a des enquêtes majeures, ils peuvent venir ici pour avoir plus d'informations. Et le fait d'être ici avec 30 personnes, c'est un contexte beaucoup plus informel et on peut transmettre beaucoup plus d'informations en tête à tête, vis-à-vis des télex et tout. Si on veut vraiment avoir une bonne coopération, on va les inviter pis on va leur expliquer c'est quoi l'enquête et pis tout ça, et après ça quand on fait affaire avec eux autres là, ils savent exactement de quoi on parle. Et ils ont une participation beaucoup plus accrue, parce qu'ils ont vu de leurs propres yeux l'enquête. (p.23).

C.K., rajoute également que les agents de liaison leurs sont indispensables parce qu'ils leur sont familiers. Ils ont la même formation de base qu'eux et utilisent des protocoles similaires, ce qui favorise les rapprochements.

¹⁵⁴ En d'autres termes, en plus d'établir une relation de type donnant-donnant, ils assurent en même temps une diffusion géographique de leurs manières de faire, et ce en offrant simplement aux policiers des pays moins bien nantis des formations dont ils ont souvent bien besoin.

¹⁵⁵ Pour d'autres informations sur l'impact de la formation, voir Lemieux (2010).

C.K. : On a tendance à vraiment toujours utiliser les agents de liaison, parce qu'ils sont là, on les connaît, ils sont indispensables parce qu'ils sont coupés du même seau que nous. On a les mêmes directives, les mêmes formulaires et tout ça. Pour nous, c'est beaucoup plus facile de tout simplement l'appeler ou de lui envoyer un message, regarde, voici notre enquête, voici un suspect de notre enquête, peux-tu aller là vérifier telle adresse? Si elle existe, est-ce qu'il y a des véhicules à cet endroit-là? Qui habite là? Qui paye le loyer?

Lorsque cela est possible, une manière originale pour les policiers d'éviter les incertitudes liées aux enquêtes transnationales est d'influencer l'endroit où l'enquête va se faire en fonction de la familiarité et des bonnes relations établies entre les policiers. Cela est relativement rare, car difficile à réaliser. Selon les interviewés, un élément qui faciliterait les choses est que les criminels suivent souvent les mêmes routes de transit, font appel aux mêmes collaborateurs et utilisent généralement les mêmes manières de faire. Selon les interviewés, les cas où les criminels manquent d'imagination surviennent plus souvent qu'on pourrait l'imaginer. Tout comme les policiers, les criminels sont également contraints. Ils refont donc ce qui a fonctionné par le passé et avec des personnes en qui ils ont confiance. S.K., un procureur canadien, explique que les policiers peuvent tirer parti de cela, puisque lorsque les trafiquants travaillent dans les mêmes régions, cela permet aux policiers de développer des liens et de devenir familiers avec certains policiers en particulier. La confiance pourra alors se développer et les chances de mener l'enquête actuelle à terme ainsi que les enquêtes suivantes augmenteront en conséquence. La stratégie de détournement de l'activité criminelle vers un lieu plus accessible au policier évoquée plus haut, a finalement permis d'orienter les transactions vers la Hollande, là où les policiers avaient des contacts personnels, plutôt qu'en Suisse, où ils ne connaissaient pas et n'avaient jamais travaillé avec des policiers suisses.

Enfin, il arrive parfois que des enquêtes conjointes ou parallèles soient établies entre certains pays. Cela se produit lorsque le niveau de confiance a atteint un certain stade, mais il faut retenir que cela est fort rare entre les pays consommateurs de drogues et les pays producteurs de drogues et/ou instables¹⁵⁶. La mise en place de cette structure en quelque sorte optimale pour la coopération renverse la vapeur. Les policiers des deux pays deviennent alors partenaires et ont chacun leur part clairement établie de l'enquête. Ils échangent un maximum d'information et c'est à ce moment seulement qu'une pleine coopération serait alors possible.

¹⁵⁶ On pourrait dire que la coopération est mature.

La structure particulière qu'on appelle unité dédiée ou conjointe provient des États-Unis. Ils ont été les premiers à l'appliquer. Il s'agit de faire travailler ensemble des agents d'au moins deux organisations différentes lorsqu'ils partagent un but commun. A.P., un policier français, donne l'exemple d'une unité dédiée entre les britanniques et les vénézuéliens, qu'il compare à leur unité franco-espagnole.

A.P. : Les Britanniques ont un groupe de policier Vénézuéliens qui continuent de rendre compte à leur hiérarchie, mais qui travaillent que sur des affaires britanniques. Ça s'appelle une équipe dédiée. Ils ont une unité, ils ont signé une convention avec le Venezuela. Et donc nous on a ce projet, qui est dédiée Franco-espagnole, parce qu'en fait nos affaires de trafic de cocaïne, il y a toujours Espagne pour entrer en France soit des trafiquants Français qui vivent en Espagne, et en fait on travaille sur les mêmes organisations.

Cette manière de faire est de plus en plus répandue et comporte plusieurs avantages, comme par exemple obtenir plus d'informations sur davantage d'individus tout en étant à même de fournir un cadre pour protéger l'enquête. A.P., un policier français, commente cela.

A.P. : Des dédiés à 5, ou 6, ou 10 personnes, on aurait pu quand même peut-être pu avoir plus d'informations, c'est-à-dire travailler plus, pour travailler sur les frères M., sur leurs contacts, qu'on ne pouvait pas faire, parce qu'on était que 4 à travailler là-dessus. Peut-être identifier plus de personnes. Dans les pays, en Colombie, et au Venezuela. Je pense que ça aurait pu permettre d'élargir le filet. Ça aurait été un gage de sécurité quoi.

A.P. croit que les projets d'enquêtes conjointes constituent la structure de l'avenir pour le travail d'enquête à composantes transnationales. Il explique également que cette méthode est en pleine expansion en Europe. B et C, des policiers français, ont également donné leur opinion sur ce qu'ils appellent des « task forces », ou J.I.T..

A.P. : C'est bien avancé et honnêtement, je pense que dans ces pays-là, ce sont des systèmes de coopération policière qu'il faut arriver à mettre en place. Alors, on peut se poser la question, pourquoi par exemple Europol ou la communauté Européenne ne financerait pas des groupes travaillant pour les pays de l'Union Européenne? Donc il y a eu des projets comme ça, il y a des dossiers comme ça qui sont dans des tiroirs, mais donc je pense que la police dans 20 ans, ce sera ça quoi.

B et C : Je crois que c'est à travers des formules des enquêtes – des groupes peuvent travailler localement sur un dossier pour qu'on travaille comme on envisageait. Parce qu'on a des task force. Pour être efficace forcément on en a besoin.

A.P. considère également que l'adoption d'une structure d'unité dédiée a permis à une enquête particulière se déroulant en Amérique du Sud, d'être mené à terme. Pour lui, le travail en petit

comité permet d'éviter de « brûler » l'enquête.

A.P. : Cette affaire-là, 1) ça s'est bien passé, il n'y a pas eu de fuites, on a pris de bonnes décisions et on a vu juste, puisqu'on a travaillé en petits comités. Autant au Venezuela qu'en Colombie. Chose habituelle. Parce que dans ces pays-là on ne peut pas se permettre d'aviser tout le monde. On ne peut pas se permettre de mettre de gros dispositifs. On ne sait pas s'il n'y en a pas un qui va aller parler avec le suspect. Donc, dans ces pays-là faut travailler en petits comités. Moi depuis longtemps j'ai toujours dit que l'unité dédiée ça a toujours été la meilleure chose. Les Américains travaillent comme ça depuis longtemps, sauf qu'eux dans certains pays c'est eux qui vont faire le travail quoi.

Dans certains cas, il est donc possible d'établir des enquêtes parallèles, ce qui rend le travail de chacun plus simple, en facilitant l'échange d'information avec les collègues transnationaux. Ces enquêtes parallèles sont bilatérales et les échanges se font sur une base informelle. Selon les interviewés hollandais, il s'agit de la meilleure manière d'accomplir les objectifs communs d'une enquête transnationale.

C.S.U.: Yeah, it's the best way to be able to work internationally together in order to do the best thing you can, because what happens then is that you get a request for legal assistance that will ask you to start an investigation on this guy, or this group. Within this request, what you are going to agree upon is that you will exchange information on a police-level day-by-day, so that you don't have to ask it every time, I always say it's some kind of umbrella that we put out over these two investigations which makes it easier for us to exchange this information and to work very closely together and then we can just start our investigation, we don't have to tell you every time. That's time consuming. So simply by asking us "Will you please conduct this investigation", we will start it and we do every day what is needed.

Ces exemples démontrent que le même processus de protection de l'enquête est à l'œuvre dans des pays aussi différents que le Canada, la Hollande, les États-Unis, le Venezuela et la Colombie, par exemple. Le même réflexe est présent chez les enquêteurs, même si les situations sont bien différentes par rapport au risque de corruption et de fuite d'information.

6.2.2-L'expérience des enquêteurs dans les enquêtes à composantes transnationales

Un autre élément important pour les policiers, dans le processus de réalisation de l'évaluation constante par rapport au niveau de confiance qu'ils ont en leurs homologues, est que ceux-ci soient suffisamment expérimentés. Toutefois, le roulement de personnel élevé qui a été constaté par les interviewés est présent dans les unités d'enquête spécialisées, chez les agents de liaison de même que chez les procureurs. Il ne facilite ni l'apprentissage ni le

développement de la confiance, et encore moins une coopération efficace. Par conséquent, il y a de nombreuses pertes de spécialistes et d'expertise dans les enquêtes à composantes transnationales. Plusieurs interviewés nous ont expliqué les causes et conséquences d'un tel changement sur le développement de la familiarité. Cela a un impact sur l'aboutissement d'enquêtes à composantes transnationales. Par exemple, P.P., un enquêteur canadien, explique que :

PP : Il y a tellement de monde qui est transféré, prêté, muté, promotion, pension. Un gros roulement de personnel! Incroyable! Finalement, il y a des gens qui se retapent le dossier du début, tout ce qui a été fait. Puis ce n'est pas toi qui l'as vécu. Fait que c'est plus difficile.

Bien plus, certains policiers font parti d'un groupe particulièrement impliqué dans leur travail. Ils sont souvent frustrés contre ceux dont ils jugent qu'ils ne mettent pas tous les efforts qu'ils seraient en mesure de fournir dans leur travail. G.B., un policier canadien, qualifie ces individus de « bois mort ». Cela cause des frictions et c'est souvent pourquoi les « super-policiers » se disent insatisfaits. Ils finissent par quitter l'équipe faute de motivation. Y.S., un policier suisse, est du même avis que G.B..

Y.S. : Peut-être que certains préfèrent le ronronnement où il n'y a pas trop de soucis à avoir. On ferme la porte du bureau, on n'a pas trop de soucis, pas pris trop de responsabilités. Si on prend des risques et qu'on n'arrive pas aux résultats escomptés, on peut passer pour un couillon. On peut se faire reprocher certaines décisions par la suite. J'ai eu des soutiens aussi. Je n'ai pas eu que des gens qui nous ont barré la route. Je pense qu'on n'y serait pas arrivé sinon. Mais c'est vrai qu'un moment donné ça a été très dur à casser les résistances. Alors, ça peut amener de la jalousie derrière, le succès ou le résultat positif. Fait que les succès qu'on a réussi à obtenir nous donnent un certain crédit nous permettant de ne plus avoir à casser toutes les barrières, qu'il y ait déjà un chemin qui soit ouvert.

D'ailleurs, Sherriff (2003), un procureur canadien, dans son manuel stratégique à l'intention des enquêteurs, explique que l'attitude négative et trop passive de certains enquêteurs est trop souvent présente et qu'elle entrave le processus des enquêtes menées au Canada. Pour lui, une attitude positive et innovatrice chez les agents de l'enquête est essentielle si l'on veut que des résultats concrets en ressortent :

The maxim *nothing ventured, nothing gained* is certainly true in the field of law enforcement. (...) One doesn't have to look too far these days to encounter law enforcers whose speciality is a negative attitude. Experts in why things can't be done are readily identifiable by their consuming interest in protecting themselves from risk although the "risk" is usually imaginary or grossly exaggerated. (p.23).

Les policiers doivent donc être prêts à tenter des actions parfois risquées, pour arriver à mener à terme des enquêtes à composantes transnationales. Les problèmes de roulement de personnel n'aident pas à contrer cette problématique et entraînent une perte de cette rare expertise transnationale. Cela amène une perte dans les liens établis, essentiels au développement de la confiance.

Selon nos interviewés, ces problèmes sont intimement liés au manque de ressources, qui est également causé par le fait que les personnes en position de pouvoir et de décision sont souvent peu sensibilisées aux besoins nécessaires à l'accomplissement d'une enquête. En effet, il existerait un manque flagrant de compréhension de la part des individus en haut de la hiérarchie, qui se trouvent à être ceux qui prennent toutes les décisions à l'égard des ressources attribuées et déplacées.

Y.S., un policier suisse, explique qu'il lui a été beaucoup plus difficile de terminer une enquête, alors qu'on lui a enlevé les deux enquêteurs avec qui il travaillait depuis le début et qu'on les a remplacés par des nouveaux à 6 mois de la fin. Selon lui, cela a été une mesure de nuisance qui a contribué à faire échouer l'enquête. Il explique d'ailleurs que cela se complexifie, bien que des banques de données existent sur les informations regroupées au cours de l'enquête. En effet, un nombre important d'informations demeure à l'intérieur de la tête des enquêteurs, car ils n'ont pas immédiatement vu l'intérêt ou la pertinence de les inclure dans la banque de données¹⁵⁷. Il s'agit d'un élément important dans la culture policière transnationale. Quand un enquêteur arrive à mener une enquête à terme, il va être alors à même de faire les liens qui étaient jusqu'à ce moment-là demeurés flous. De plus, il est difficile pour le nouvel enquêteur de faire affaire avec les contacts de son prédécesseur. Très souvent, il ne connaît pas les contacts de ce dernier, et n'a pas établi cette relation de familiarité nécessaire à la mise en place d'une coopération optimale. Il n'a pas non plus acquis les mêmes compétences que lui à l'égard de l'enquête. On s'explique mal ce changement, qui ne semble apporter aucun élément positif et ne permet pas de mener de meilleures enquêtes. Cela semble être une décision plutôt aléatoire des gestionnaires. B et C, des policiers français, expliquent que le même phénomène se produit en France, ce qui a également pour

¹⁵⁷ Pour plus d'informations sur le roulement de personnel, voir Lemieux (2006).

conséquence que les individus se recyclent dans des services internationaux. Heureusement, ceux-ci semblent avoir eu le temps de former les gens qui les ont remplacés, ce qui n'est pas le cas à la G.R.C., selon certains ex-policiers canadiens. En effet, G.B. et M.M. ont expliqué que la G.R.C. perdait de l'expertise au profit d'autres organisations comme les Nations Unies, qui offriraient plus de possibilités d'avancement, d'apprentissage ainsi que de nouveaux défis. En plus de certaines frustrations en lien avec la manière dont ils ont été limités dans leur travail, les interviewés trouvent dommage que la G.R.C. perde des expertises difficilement acquises par manque de flexibilité avec leur personnel, tout particulièrement avec ceux qui sont constamment en contact et ont un certain nombre de relations au niveau international¹⁵⁸.

M.M., un autre enquêteur canadien, expose ses propres raisons d'avoir quitté la G.R.C.. Il explique qu'il n'avait pas suffisamment de reconnaissance à la G.R.C.. Voilà pourquoi il est allé chercher mieux ailleurs. Il a eu une offre intéressante, tout comme ses collègues G.B. et P.P.. Il explique que selon lui, la G.R.C. perd beaucoup de policiers d'expérience de cette façon. Cela cause un roulement de personnel important qui nous apparaît comme étant plutôt improductif. Lorsque P.P., un policier canadien, nous a expliqué l'évolution de sa carrière, cela nous a permis de comprendre qu'un tel mouvement de personnel comporte également des avantages sur le plan de la coopération entre diverses organisations policières. P.P. a utilisé son expertise pour travailler alternativement pour la G.R.C., puis pour une banque, et est ensuite retourné à la G.R.C.. Il a fini par quitter de nouveau par manque de satisfaction à son travail, pour se retrouver à travailler pour l'organisme I.C.E. (Immigration, Customs and Excise), dont une des divisions se consacre à l'anti blanchiment aux États-Unis. Il est donc devenu agent de liaison entre les polices de l'est du Canada et celles des États-Unis. Le fait qu'il ait travaillé pour la G.R.C. pendant un grand nombre d'années, fait en sorte que ses anciens collègues le contactent souvent pour obtenir son aide. Le contact et la confiance sont déjà établis entre eux, cela contribue donc à faciliter encore plus le contact entre les policiers de la G.R.C. et ceux de l'organisme étatsunien I.C.E..

¹⁵⁸Ce sont par conséquent ceux qui ont le plus d'opportunités intéressantes de stages ou de contrats temporaires à l'étranger ou dans des organismes internationaux. Ces interviewés ne comprennent pas pourquoi la G.R.C. ne leur permet pas d'y accéder, puisque toute l'organisation policière pourrait ensuite bénéficier avantageusement de leurs nouveaux contacts ainsi que des nouvelles façons de faire qu'ils auront acquises. Le travail international n'est donc pas particulièrement valorisé.

Un défi pour la réussite d'enquêtes à composantes transnationales semble donc de réussir à bien former et/ou de laisser aux enquêteurs le temps d'apprendre par eux-mêmes, puis de réussir à les garder en poste. Dans ces conditions, il serait alors possible d'accumuler cette expérience nécessaire pour une compréhension optimale, et donc permettre une mise en place efficiente des opportunités ainsi qu'une bonne gestion des obstacles auxquels ils ont à faire face au quotidien. M.F., un policier canadien, souligne l'importance d'avoir dans son service des enquêteurs d'expérience. Il croit que c'est cela qui a fait entre autres en sorte que l'enquête Calvette a bien fonctionné, puisque l'équipe d'enquêteurs et de procureurs auraient alors été en mesure de bien anticiper les éventuels problèmes et de mettre à profit des contacts avec des policiers d'autres pays.

Les changements décrits à propos de l'organisation policière de la G.R.C. ont pour conséquence que les policiers expérimentés ne restent généralement pas suffisamment longtemps pour communiquer leurs connaissances aux jeunes enquêteurs qui leur succèdent. Les spécialisations sont également relativement rares, selon Y.S., un policier suisse. De plus, il souligne que, généralement, un enquêteur expérimenté ne va pas rester longtemps dans sa « spécialité », car il va se voir proposer des postes d'administration dans la hiérarchie nationale, si ce n'est à l'international. Pour lui, ceux qui restent aux enquêtes vont à contre-courant dans leur organisation, et finissent par être perçus comme des marginaux. Il reste que pour nos interviewés, ce sont souvent les éléments les plus efficaces, car ils connaissent bien leur travail.

Le roulement de personnel n'est pas une panacée spécifique aux enquêteurs. Les agents de liaison le vivent aussi. Cela aurait des impacts importants sur la qualité des relations entre pays receveur et demandeur d'informations ou de coopération. Selon les interviewés, lorsqu'il y a un informateur dans l'enquête, et qu'il doit avoir des contacts fréquents avec l'agent de liaison, l'informateur va peut-être refuser de collaborer avec le nouvel agent. Ils expliquent cela en disant que ce dernier ne connaît pas ce nouvel agent et il ne sait pas s'il peut lui faire confiance. Alors, dans ces circonstances et cette logique, pourquoi accepterait-il de travailler avec ce dernier? A.P., un policier français, donne l'exemple de la relation de confiance entre l'agent de liaison et son informateur, qui est menacée par les déplacements de personnel.

A.P. : L'informateur, s'il n'a pas confiance en la personne, il va aller voir ailleurs. Il peut arriver qu'effectivement, s'il y a remplacement de l'officier traitant, l'informateur préfère se retirer ou l'officier traitant lui-même ne veut pas travailler avec cet informateur, parce que la manière dont il travaille ne lui convient pas. En sachant le risque qu'on prend avec les informateurs, il arrive assez souvent que l'informateur se déplace. C'est-à-dire que quand j'étais en Colombie, puis que je suis parti en Espagne, le type quand il est parti en Espagne il a travaillé avec moi de suite. Parce qu'ils ont confiance.

En ce qui concerne les procureurs, le changement d'affectation rapide fait également en sorte que le travail est plus difficile pour les nouveaux venus dans une enquête. Par exemple, S.K., un procureur canadien, a dû reprendre le travail de trois années d'enquêtes réalisé par ses collègues, parce que les procureurs qui s'occupaient du dossier sont partis vers d'autres affectations au moment du dépôt des accusations.

Le fait que ce ne sont pas toujours les mêmes personnes qui travaillent dans les enquêtes complexifie la mise en place de la coopération. Il arrive donc relativement souvent que les relations soient nouvelles dans les enquêtes à composantes transnationales, et par conséquent, il est rare que des policiers puissent collaborer assez longtemps pour développer une relation de confiance optimale. Le processus de formation et de renforcement de la confiance semble alors constamment à recommencer.

En somme, la familiarité sociale, procédurale et technique augmente au contact des partenaires. Elle est donc un moyen important pour expliquer le choix de coopérer, malgré que le scepticisme semble omniprésent dans les enquêtes à composantes transnationales. Voilà un exemple d'un cas entre les polices hollandaises et étatsuniennes.

H1: When you ring a bell with the D.E.A. in New York, then everything is alright. So we used them a little bit.

N.G.: That's what cooperation is about, right?

H1: Beautiful stability.

H2: It's not what you know, but who you know.

Ces propos ont été tenus par un policier hollandais, après qu'il ait raconté que la police hollandaise était frustrée par rapport aux moyens que les policiers étatsuniens ont utilisés. La coopération au sein d'enquêtes parallèles s'est tout de même bien déroulée. Bien que les policiers hollandais aient dû abandonner certaines parties de l'enquête aux soins des policiers étatsuniens, les policiers hollandais ont reconnu qu'ils travaillaient souvent avec les policiers

étatsuniens parce que leurs manières de procéder fonctionnent toujours bien. Ils considèrent que les enquêtes qu'ils mènent conjointement avec les policiers étatsuniens fonctionnent parce que ceux-ci ont de bons contacts. Ils nous ont également expliqué que ces derniers usent à bon escient de leur pouvoir de persuasion pour faire participer des policiers d'autres pays. Les policiers étasuniens ont développé une familiarité sociale, procédurale et technique avec plusieurs homologues. Les hollandais s'appuient sur ces qualités. Il est possible de considérer que cet avantage est un élément important qui correspond à la satisfaction des besoins de chacun des partenaires. Les hollandais fournissent ce que les étatsuniens demandent, et en retour ceux-ci sont sûrs que l'enquête va réussir. À noter qu'il est davantage question de besoins que de confiance pleine et entière dans ce type de relations. Toutefois, la familiarité ne signifie pas automatiquement confiance totale.

6.2.3- La réputation dans le *policing* transnational

S'ils n'ont pas eux-mêmes déjà travaillé avec les policiers étrangers auxquels ils doivent faire appel dans une enquête, ils vont tout d'abord se fier aux réputations de ceux-ci. Ils ne connaissent pas leur éventuel partenaire, ils ont donc le réflexe de s'en méfier. Dans ce cas, un moyen employé par les policiers est de demander leur opinion à d'autres policiers qui connaissent cet éventuel partenaire pour avoir déjà travaillé avec lui. Les policiers tendent à se fier à l'avis de ceux qui leurs sont suffisamment familiers. Ils vont demander de l'aide et des références à des personnes qu'ils connaissent déjà et avec qui ils ont développé un certain niveau de confiance. Ce n'est pas aussi facile lorsque l'accès à des personnes connues et dignes de confiance n'est pas assuré.

Dans l'enquête Calvette, les propos des interviewés nous ont fait comprendre que l'expérience antérieure des policiers du Canada avec ceux des États-Unis, bien que celle-ci soit généralement positive, les amène parfois à s'abstenir de leur révéler des informations précieuses. Dans ce cas précis, les enquêteurs canadiens ont omis intentionnellement de révéler des informations pour empêcher une action trop rapide des étatsuniens, car cela aurait pu compromettre l'issue de l'enquête. Bien que les canadiens ne pouvaient éviter de demander l'aide des étatsuniens, car ceux-ci détenaient des ressources que les canadiens n'avaient pas à leur disposition et qui leur étaient nécessaires, ils hésitaient à céder à la pression que ceux-ci

leur faisaient, car ils craignaient que les étatsuniens passent trop tôt à l'acte.

M.F. : il y a eu un moment où c'était une question de compétition avec la D.E.A.. Il y a eu des périodes chaudes, parce qu'on savait où le bateau était. On avait de l'équipement technique installé sur le bateau, qui nous permettait de savoir où il se trouvait à tout moment. Les autorités américaines, néerlandaises, anglaises et françaises ont beaucoup de ressources dans le triangle des Bermudes, autant sur mer, dans l'espace, que sur la terre. Et puis c'est un corridor qui est riche en fibres pour toutes les commodités. Le corridor Miami et Venezuela est riche en fibres. Ces pays ont dévoué beaucoup de ressources à cette région géographique. J'explique ça parce que c'est venu aux oreilles assez rapidement que ce bateau-là existait et puis qu'il était amarré à St-Martin. On appelle pour avoir de l'assistance, parce qu'il fallait préparer l'arraisonnement, mais on ne voulait pas brûler le bateau. On savait qu'ils étaient vites. En jargon policier, on ne voulait pas que les américains sautent notre bateau quand il est vide. Ça aurait annulé l'enquête. D'expérience les enquêteurs savaient que les américains l'aurait probablement sauté trop vite. C'est leur habitude. Nous avions une crainte réelle que le bateau aurait été saisi, arraisonné trop vite. On aurait tout perdu. Donc, il y a eu un jeu littéral de cachette entre les autorités policières américaines et canadiennes. Au point où ça a créé des frictions à Ottawa au niveau de l'agent de liaison en poste à la D.E.A., à Ottawa et à Miami aussi. Mais c'était une crainte réelle qu'on voulait éviter absolument. À un moment donné, quand on était convaincu que le bateau était rempli et qu'il revenait dans la direction du Canada, on a donné tout ce qu'il fallait donner aux américains pour qu'ils puissent effectuer l'arraisonnement.

En ce qui concerne l'interception du bateau dans Calvette, nous avons constaté des différences dans les explications des stratégies selon la police et les procureurs canadiens. F.B., un procureur canadien, explique que si les policiers étatsuniens ont arraisonné le bateau, sans « brûler » l'enquête au Canada, c'est pour que les enquêteurs canadiens puissent la compléter sans éveiller le soupçon des suspects envers l'enquête canadienne. Il s'agirait d'une stratégie conçue par les procureurs et apparemment mal comprise par les enquêteurs. Dans ce cas-ci, l'accès à une organisation policière étrangère est un avantage supplémentaire et une opportunité pour mener à terme l'enquête canadienne, tout en atteignant un autre objectif important pour eux, c'est-à-dire de s'assurer que la drogue soit bien saisie tout en évitant que les suspects soupçonnent une enquête de plus grande envergure. Il est probable que sans l'opportunité fournie par les policiers étatsuniens, l'enquête n'aurait pas pu être menée à terme. Il aurait alors fallu que tous les éléments soient déposés au tribunal et remis aux avocats de la défense dans un délai rapide. L'interception aurait donc empêché de poursuivre l'enquête. Puisque le Canada ne voulait pas arraisonner le navire, car l'enquête était toujours en cours, la stratégie a été de laisser les policiers étatsuniens, qui avaient les ressources

nécessaires pour le faire, arraisonner le navire et procéder aux arrestations ainsi qu'aux condamnations. Cela permettait d'éviter de devoir mettre un terme au reste de l'enquête. Les policiers ont donc utilisé les juridictions pour mener deux tâches en parallèle, sans avoir à divulguer l'autre tâche à une même autorité. Une partie des éléments de l'enquête s'est retrouvé devant les tribunaux étatsuniens, tandis que l'autre s'est éventuellement retrouvé devant les tribunaux canadiens, sans jamais que les deux parties soient considérées comme étant une seule et même affaire.

Dans les exemples précédents, la collaboration des partenaires était essentielle. Nous verrons maintenant ce qui se passe quand les policiers jugent que de tenter d'obtenir l'information occasionne plus d'incertitudes et de risques que d'avantages. Ils vont tout simplement éviter d'avoir recours à ces éventuels partenaires dont ils se méfient grandement. Ils utilisent parfois d'autres partenaires qui peuvent obtenir certaines informations pour eux ou tentent de déplacer la problématique pour se retrouver sur un territoire où les partenaires éventuels leur apparaissent plus fiables. P.P., un enquêteur canadien ayant particulièrement travaillé sur le blanchiment d'argent des trafiquants, nous a exposé une méthode bien originale pour attraper des criminels, tout en évitant de se compromettre en faisant appel aux banques, qui sont des intermédiaires qu'ils ne connaissent pas bien et surtout qu'ils considèrent comme étant peu fiables. L'ouvrage de Favarel-Garrigues et ses collaborateurs (2009) tend d'ailleurs à confirmer cet inconfort ainsi que les incertitudes des policiers et des magistrats à collaborer avec les banquiers et tous les autres agents du monde bancaire, et vice versa. Cela s'explique par le fait qu'ils ne se connaissent pas et ignorent souvent en quoi consiste le travail de l'autre. Les soupçons sont élevés et les chances de compréhension sont faibles entre les deux types d'agents. Ils sont également réputés ne pas avoir les mêmes objectifs intrinsèques, ce qui renforce la suspicion qu'ils entretiennent tout naturellement les uns à l'égard des autres. Dans le cas mentionné par P.P., les policiers ont ouvert leur propre bureau de change et ont fait appel aux policiers hollandais, avec qui ils ont souvent travaillé par le passé. Ils ont ensuite persuadé les criminels d'utiliser un contact hollandais, plutôt que suisse. Ils ne faisaient pas confiance aux autorités suisses parce qu'à ce moment-là les banques suisses étaient hautement protégées par le secret bancaire. Il était fort improbable que l'enquête puisse être menée à terme dans ce contexte.

G.B., un policier canadien, explique que les policiers canadiens entretiennent de très bons contacts particulièrement avec ceux de la D.E.A., de la police de l'Angleterre ainsi qu'avec celle de la Hollande, plus précisément celle d'Amsterdam. Il explique que ces liens sont particulièrement forts dû au développement de la confiance basée sur des expériences antérieures communes, mais rajoute que celle-ci n'a pas été facile à développer. Les expériences communes s'appuient essentiellement sur des objectifs partagés ainsi que sur le dévouement à la tâche des homologues, de même que sur les contacts développés par les agents de liaison. G.B. explique que les relations particulièrement bonnes des policiers canadiens avec la police d'Amsterdam sont dues à des contacts qui se sont bien déroulés par le passé dans une enquête spécifique.

G.B. : Amsterdam ont de très bons rapports avec le Canada. Ces rapports-là ont été créés à cause des enquêteurs dans les années 1990-1991. Je me rappelle de certains enquêteurs qui ont été très agressifs à découvrir un certain fugitif. Ça avait créé de bons liens entre les enquêteurs. Faut que tu comprennes que les organisations en temps qu'eux autres même, ça vaut zéro. C'est les individus qui font la force. Même aujourd'hui, moi j'ai certains contacts dans certains pays, je les appellerais demain matin pis je vais avoir du 100 %. T'appelle certains individus, tu va avoir du 80 %, du 50 %, du 0 %.

C.P. : Ok, donc vous savez à qui parler. C'est important pour ça aussi. Pas juste pour faire confiance mais....

G.B. : exact. Ça aussi c'est très important. La Hollande, l'Angleterre, on a de très bons contacts. Les USA, la Floride....très bons contacts, la Californie. La G.R.C. a de très bons contacts. Lyon, bons contacts. C'est aussi grâce à certains des L.O. qui sont là. Ils sont très forts, ils font de la bonne politique pour la G.R.C..

En somme, les policiers vont donc s'appuyer sur leurs propres habiletés à développer et à maintenir des relations personnelles avec des membres d'organisations policières étrangères. Ils vont également développer leurs réseaux d'informateurs et mettre en œuvre des opérations sous couvert, en utilisant la force de levier diplomatique de leur gouvernement.

Toutefois, la plupart du temps il n'est pas possible ou désirable d'obtenir un niveau de participation aussi élevé de tous les intervenants. M.M., un policier canadien, détaille le niveau de participation des pays dans l'enquête Calvette. Il explique que pour la plupart, il s'agit de pays collaborateurs plutôt que des enquêtes où il y a de véritables partenariats. Un élément récurrent dans les entrevues et dans les autres documents qui ont été récoltés pour cette recherche est que les agents de l'enquête transnationale cherchent à rendre leur travail le

moins compliqué possible. Ils tendent à favoriser l'informel et le bilatéral, au profit du formel et du multilatéral, qui sont plus complexes. Par exemple, M.P. explique l'importance d'avoir un protocole simple et flexible au Canada, pour pouvoir régler rapidement les conflits. Il en est de même dans une enquête entre les policiers de la Hollande et des États-Unis, où les protocoles sont utilisés seulement dans les cas où les agents ne réussissent pas à régler leurs différends par les voies informelles. Il existe donc une prédominance des fins sur les moyens.

Toujours dans l'idée de garder les choses les plus simples possible, les policiers considèrent que plus le groupe est petit, et moins élevé est le nombre de partenaires, plus il est probable que la coopération va être plus facilement gérable. Pour y arriver, il faut focaliser sur le bilatéral et sur l'utilisation de l'agent de liaison. Toutefois, la situation ne le permet pas toujours, et c'est pourquoi l'approche multilatérale doit être parfois utilisée, bien qu'elle soit plus complexe.

Jusqu'à présent, ce chapitre a montré que le *policing* transnational est empreint de scepticisme et d'évitement. Pour contrer ce dernier, la familiarité entre les participants doit se développer. Lorsque c'est fait, deux options s'offrent alors aux agents : faire confiance ou se méfier. Lorsque'ils continuent de se méfier, ils peuvent tout de même obtenir certains résultats positifs d'une coopération sceptique, car ils peuvent alors gérer leurs incertitudes, ayant développé une familiarité sociale, procédurale et technique avec le partenaire.

6.3- Les éléments qui optimisent la coopération

Les données recueillies permettent de comprendre que certains éléments peuvent rendre la coopération plus optimale. Pour limiter les incertitudes dans leurs enquêtes, les policiers préfèrent impliquer le moins de partenaires possible. Ces partenaires doivent avoir à leur disposition les ressources qui leur sont nécessaires. On l'a vu dans ce chapitre, il s'agit la plupart du temps de relations utilitaires qui ont pour but la maximisation des gains. Ensuite, on a noté que les procédures et idéologies semblables de même que l'existence de buts communs facilite les rapprochements, la familiarité, et possiblement la confiance. Il s'agit donc d'une logique de performance et de production de résultats. Cette logique est prépondérante dans l'utilisation de procédures bilatérales et unilatérales, alors que cela est moins clair dans les

procédures multilatérales.

Les éléments culturels et technologiques sont souvent mentionnés dans la littérature sur la coopération policière transnationale. Étonnamment, ils n'ont pas été mentionnés dans une proportion aussi importante que ce que nous avons perçu dans la littérature scientifique. Les éléments les plus mentionnés en ce sens concernent les différences de langues et les besoins en termes de traduction. Toutefois, ce sont plutôt les différences culturelles et le niveau technologique dissemblable qui semblent le plus influencer négativement la coopération. Voilà un exemple de différences culturelles dérangeantes pour M.F., un policier canadien. Il parle de ses expériences d'échange d'informations avec les autorités mexicaines. Il compare les cultures de travail de l'Amérique du Nord avec celles du Mexique ainsi qu'avec celles d'autres cultures occidentales. Pour lui, il est évident que la rapidité avec laquelle les canadiens et les étatsuniens travaillent est un élément qui joue dans les rapprochements, car cela va plus facilement avec les valeurs des autres pays occidentaux qui ont les mêmes valeurs. D'ailleurs, cela va dans le même sens que la littérature sur les coalitions et les alliances dont nous avons parlé dans le deuxième chapitre. En d'autres termes, plus les entités ont des points en commun, plus ils auront de la facilité à travailler ensemble. M.F. rajoute qu'il trouve frustrant la lenteur du travail et le peu de fiabilité qu'il retrouve chez les autorités mexicaines, mais il explique cela par un trait culturel et non par un élément du caractère des individus. Il n'empêche que cela crée des tensions et de la méfiance entre les policiers qui n'ont pas les mêmes manières de procéder.

M.F. : Fallait que je prenne en considération que la personne pouvait se démenier, tant et aussi longtemps qu'elle voulait, mais si le service national fonctionne au reculons, ce n'est pas l'agent de liaison qui va les faire fonctionner plus vite. Nous en Amérique du Nord on a une culture qui fonctionne vite. Les policiers mexicains ça travaille lentement. Oui, tu vas l'avoir magnana. Tout va être demain. Donc une question de culture. Au Canada, avec l'occident on avait moins de problèmes, parce qu'on partage des cultures, des valeurs semblables. Des valeurs de travail. Si je te demande quelque chose, tu vas le faire dans un temps raisonnable, je n'aurais pas besoin de te le rappeler tous les jours. Si tu me dis ça va être fait vendredi prochain, je n'ai même pas à me préoccuper et le vendredi suivant j'ai un email qui m'arrive pis c'est fait.

Lorsqu'il est question de faire des traductions de l'espagnol vers le français ou l'anglais, les policiers canadiens ont trouvé le moyen de surpasser le problème de délai qui leur était imposé par le rythme des mexicains. Ils leur demandent tout simplement de faire les écoutes

électroniques, par exemple, et d'envoyer celles-ci sans en faire la traduction. Les enquêteurs canadiens trouvent ensuite des traducteurs hispanophones à qui ils peuvent se fier. Cela ne cause pas de problèmes, étant donné la quantité importante d'hispanophones qui vivent au Canada et aux États-Unis. Les enquêteurs canadiens règlent ainsi le problème et par la même occasion s'assurent d'un meilleur contrôle sur la manière dont le travail est produit et sur les délais. Cela diminue aussi la charge de travail des policiers sud-américains, qui après tout ne font que rendre service.

C.S.U., un policier hollandais, croit que les différences culturelles au niveau de la société sont plus problématiques que l'existence de langues différentes. Pour lui, la seule manière de surpasser ces différences est de baser le travail sur le développement de la confiance entre les agents clés et d'entretenir les relations qui risquent de durer sur le long terme.

C.S.U.: Cultural differences are more important, I think, than the language problems because what I always try to do is, when I'm certain the corporation will last for a longer time, I'm always trying to find a colleague either in Russia or in Poland or in Lithuania, who speak sufficiently English so we can communicate directly, it's always better. But it takes time, especially in Russia, and you're going there to visit for the first time and you are discussing with high officials that refuse to speak anything else than Russian although they can, they don't. That's a cultural thing, you simply have to accept it and make the best out of it. It's important to have dinner with them, to have a drink with them because that makes discussions much smoother, much easier. It's confidence building. It takes time.

Le fait que les structures et cultures organisationnelles en place soient différentes représente également un enjeu au niveau des communications et de l'échange d'information. M.F., un policier canadien, donne l'exemple du fonctionnement de l'enregistrement des propriétaires de véhicules au Venezuela et le compare à celui de la S.A.A.Q., son homologue québécois. Les policiers canadiens trouvent frustrant de ne pouvoir avoir accès à des données aussi détaillées au Venezuela. Cela est bien sûr une entrave à la bonne marche d'une coopération transnationale.

M.F. : Email oublie ça dans certains pays. Il y a des problèmes techniques là aussi. Il y a des pays qui opèrent encore avec le boulier. Dans certains pays l'information ce n'est pas récoltée de façon aussi sophistiquée qu'elle ne l'est au Canada. Au Venezuela, les propriétaires de véhicules sont enregistrés une fois, à l'achat du véhicule. Si le véhicule est vendu 10 fois....la seule preuve qu'ils ont c'est le propriétaire initial. À quoi ça me sert à moi comme enquêteur? Donc ça, c'est le bureau des véhicules automobiles du Venezuela. C'est un gros zéro. Alors qu'à l'inverse, la S.A.A.Q., ça fonctionne bien.

Ces frustrations viennent du fait que dans une enquête impliquant plus d'une organisation policière, il est toujours impératif pour les agents, de travailler selon les règles de l'endroit et de l'organisation physique qui leur fournissent de l'aide. Si les différentes parties ne se manifestent pas ce respect fondamental, la collaboration sera bloquée. P.P., un enquêteur canadien, explique que cela n'arrive pas uniquement dans les cas de collaboration transnationale, mais aussi dans les collaborations nationales, là où il y a plus d'une organisation policière d'impliquée.

P.P. : Que tu sois en train de travailler avec la police de Longueuil, ou que tu travailles avec la police de l'Ontario, au Mexique ou en Hollande ou en Suisse, ou en Espagne, c'est pareil. Faut que ça soit organisé, bien compartimenté. Il faut que tu travailles selon les règles aussi, du pays ou de l'endroit avec qui tu travailles. Si à Longueuil ils ont une façon de faire eux autres, faut que tu marches avec.

Prenons un exemple de collaboration entre le Canada et l'Angleterre. Dans ce pays, les policiers ne considèrent pas qu'il soit nécessaire de surveiller des trafiquants de haschisch, car ils ne voient pas cette drogue comme étant suffisamment inquiétante. M.F., un policier canadien, explique que pour eux, utiliser des ressources pour la filature n'est pas prioritaire. Il en est autrement au Canada. Dans l'exemple, lorsque le Canada a demandé à l'Angleterre d'investir des ressources pour prendre en filature des trafiquants de haschisch, il a fallu qu'ils fassent valoir les collaborations passées et à venir. Finalement, les canadiens ont obtenu les ressources de filature des britanniques parce qu'ils avaient développé de bons contacts avec leurs homologues.

Les policiers hollandais ont vécu le même genre de frustration par rapport aux priorités de la Grande-Bretagne, cette fois à propos des drogues synthétiques, qui ne sont pas non plus une priorité pour les policiers britanniques. En fait, les hollandais expliquent qu'ils ne peuvent pas compléter leurs enquêtes dont la chaîne de trafic se termine en Grande-Bretagne.

C.S.U.: And then quite some problems get started, for instance in the U.K., synthetic drugs is not a priority, U.K. is receiving quite some synthetic drugs which have been produced in the Netherlands we never ever can finish our line of investigation simply because the U.K. is not prioritising it. So that's slowing down, that's bothering but that's life.

Y.S., un interviewé de la police suisse a précisé que les refus de collaborer sont rares, car toutes les organisations policières ont un intérêt politique à faire augmenter les chiffres de la

criminalité. Toutefois, les conflits inter-police demeurent présents malgré la collaboration.

Y.S. : on n'a jamais eu de refus de collaborer. Mais la collaboration c'est sûr qu'elle a pu être différente suivant les intérêts nationaux. Les intérêts politiques. Certains services de police avaient un intérêt de par les guerres de police. Certains services de police avaient peut-être un intérêt bien marqué, à pouvoir prétendre être un service de police qui se livre à la plus grande saisie quantifiée sur l'année d'héroïne en l'occurrence, au détriment d'autres services. Dans le but déjà d'en retirer une certaine gloire, et dans le but d'en retirer un certain profit politique, qui peuvent amener à obtenir plus de crédit de la part de certains ministères au détriment d'autres services. Plus d'effectifs, plus de moyens, etc. Et au niveau des procureurs, ils vont en retirer une certaine renommée pouvant amener à plus de considération ou à des promotions.

Les complications les plus importantes sont également causées par les différences légales entre les pays. C.K., un policier canadien, explique que les difficultés causées par des différences légales et culturelles se cumulent souvent.

C.K. : On en a fait un il y a pas longtemps, où est-ce qu'on avait besoin de documents de la Colombie. Donc, c'est sûr que la demande d'entraide judiciaire, on va la faire en anglais. Elle va être envoyée aux affaires extérieures. Eux ont une petite armée de traducteurs. Ils vont la traduire en espagnol. Pis ça va aller aux autorités là-bas, en espagnol. Ils vont donner le renseignement en espagnol, ça va revenir... ben souvent ça peut être reçu par notre agent de liaison là-bas, ou ça va revenir aux affaires extérieures. Ça va être traduit en anglais, pis après ça va être acheminé.

C.P. : ça doit tellement ralentir....

C.K. : C'est un facteur. Je dirais par contre la langue, ce n'est pas un facteur quand tu parles de facteur de complication là, pour une enquête, ce n'est pas la langue. C'est les lois, vraiment. Les politiques et que les lois diffèrent d'un pays à l'autre.

Pour optimiser la coopération, des intérêts communs doivent donc être présents chez les partenaires. Une culture et une façon de penser semblable faciliteront les rapprochements et la familiarité entre les enquêteurs, qui pourront alors mener l'enquête à terme. Sans cela, il est plus difficile d'obtenir une réelle coopération de part et d'autre. Un exemple concret est la règle selon laquelle un événement qui fait l'objet d'une enquête doit être un crime pour les parties impliquées¹⁵⁹. L'exemple de la Grande-Bretagne en matière de marijuana démontre bien l'importance de ces valeurs qui doivent être partagées dans le processus d'une coopération.

6.4- Conclusion

Nous l'avons vu dans ce chapitre, les relations entre les enquêteurs étrangers et locaux sont

¹⁵⁹La règle de la double criminalité, ou double incrimination.

souvent empreintes de suspicion et de méfiance, s'ils n'évitent pas carrément d'échanger de l'information avec leurs homologues. La meilleure solution pour gérer les risques opérationnels, informationnels et relatifs à la compétition, est d'utiliser les agents de liaison, et de passer par des canaux directs plutôt que par le biais de demandes formelles. Les contacts directs entre enquêteurs de différents pays se font quand la confiance minimale a déjà été établie.

Dans les réseaux, les participants sont introduits au fur et à mesure que leurs services sont requis, et pourront alors prouver leur utilité, ce qui entraînera une expérience positive, et donc la possibilité de coopérations ultérieures, idéalement construite autour d'une confiance mutuelle. Cette description concorde avec ce que plusieurs auteurs ont trouvé en étudiant le *policing* transnational. La confiance est-elle pour autant essentielle à la coopération policière? Cela dépend des situations. Dans le cas de figure où l'échange d'informations doit être très soutenu, et pour que la coopération soit réussie, il faut que les relations soient assez bonnes pour favoriser la confiance. Toutefois, dans d'autres cas, des échanges ponctuels sont suffisants, les relations de confiance étant alors moins sollicitées. Finalement, dans d'autres cas les informations ne sont pas jugées comme fondamentales pour mener l'enquête à terme, et souvent les relations ne seront pas entretenues, ce qui va faire en sorte que le processus de la confiance ne pourra être activée. Les mécanismes non pas de confiance, mais de familiarité sont donc fondamentaux pour optimiser la relation et les bénéfices à en retirer à moyen et à long terme. La confiance n'est pas une condition nécessaire dans tous les cas, mais les extraits présentés dans ce chapitre montrent qu'elle est la plus efficace pour favoriser les échanges. Dans d'autres cas, des mécanismes tels que la méfiance et l'évitement, servant la même fonction, c'est-à-dire la gestion des incertitudes, sont utilisés. Cette analyse nous permet également d'éclaircir le lien entre confiance et coopération. À travers les récits, la confiance apparaît bien plus comme un résultat de la coopération, c'est-à-dire du développement de la familiarité, qu'une condition préalable à toute coopération. Comment serait-il d'ailleurs possible pour les enquêteurs d'avoir confiance en un autre enquêteur sans qu'il le connaisse un tant soit peu? Ces éléments nous permettent de conclure que la confiance n'est pas un pré requis à la collaboration. Elle en est plutôt une conséquence heureuse, mais plutôt rare. Les agents du *policing* transnational peuvent coopérer sans confiance, mais pas sans familiarité ni

intérêt mutuel¹⁶⁰.

Finalement, nous avons tenté de mettre en lumière le processus de la réalité du monde policier transnational. Tout d'abord, les enquêtes sont faites au cas par cas, mais des règles claires demeurent rares. Den Boer (2010) et Walker (2004) ont parlé d'un processus d'apprentissage incrémental. En d'autres termes, ce n'est pas un processus itératif, où les connaissances sont peaufinées. Au contraire, le *policing* transnational est encore dans une phase d'apprentissage et est soutenu par un processus créatif. De plus, les décisions dans les enquêtes à composantes transnationales sont prises au cas par cas parce que des règles claires n'ont pas été édictées et que les agents du *policing* transnational en sont encore à l'apprentissage de la gestion des incertitudes dans le système. Ils apprennent encore de nouvelles choses, et se familiarisent encore avec les autres agents, et avec des nouvelles techniques ou aux nouvelles applications de celles-ci. En apprenant, ils font augmenter la familiarité et diminuer les incertitudes, ce qui permet qu'une relation de coopération, qu'elle soit méfiante ou confiante, s'établisse. Ils se créent ainsi la possibilité de sortir de la logique d'évitement. La familiarité tend à augmenter la confiance envers les autres et envers les règles du jeu. Comprenant les règles du jeu, ils vivent moins d'incertitudes et les risques perçus en sont par conséquent réduits. En même temps, l'obtention de résultat amène à une certaine confiance envers les autres agents, ce qui permet à nouveau des arrestations et des condamnations. Les agents du *policing* apprennent donc à avoir confiance en eux-mêmes, car ils ont développé la capacité à connaître et à comprendre les règles du jeu. Éventuellement, ils pourront également acquérir la capacité de manipuler les règles. Si cette déviation aux normes donne de meilleurs résultats, il est possible que les agents adoptent ces façons de faire. Cela doit bien sûr se faire dans un système qui accepte une certaine souplesse. À ce stade, la flexibilité inhérente est nécessaire dans la coopération policière transnationale. D'ailleurs, le fait de conclure que la confiance/méfiance et la familiarité sont le roc sur lequel s'appuie le système de la coopération policière transnational confirme les limites de la régulation formelle.

¹⁶⁰ En ce qui concerne la réciprocité dans les relations, elle ne semble pas calculée, ce qui est bon signe.

CONCLUSION

Cette partie vise à faire un retour sur l'ensemble de la thèse. D'abord, nous rappellerons les résultats de la thèse en faisant une brève synthèse thématique. Cela nous permettra d'aller un peu plus loin dans la section suivante, qui sera consacrée à une réflexion d'ensemble sur la thèse. Il sera tout d'abord question de ce que notre recherche implique pour les études sur les activités policières. Nous ferons également des liens avec des idées provenant plus largement de la sociologie et de la criminologie. Deuxièmement, nous approfondirons la question de l'harmonisation, des sanctions et des structures. Nous nous demanderons jusqu'à quel point l'état actuel du phénomène est vraiment la solution pour améliorer la coopération policière transnationale, puis nous examinerons la question du futur de la coopération policière transnationale. Il sera également question de l'implication des résultats de la présente étude pour les politiques publiques en matière de drogue et de celles d'autres crimes à caractère transnational. Nous concluons en abordant les alternatives possibles en ce qui a trait à la problématique des drogues, et ce dans les cas où les États actuellement les plus puissants semblent faiblir.

7.1-Retour sur les thèmes d'analyse

Dans cette section, nous revenons sur les aspects importants qui sont ressortis de nos analyses. Le premier thème d'analyse a porté sur la nature des relations entre les pays, tel que perçu par les agents du *policing* transnational, et sur ce que cela signifie pour ces derniers. L'analyse a révélé que le champ des professionnels de la politique structurent jusqu'à un certain point les activités policières ou champ des experts du *policing* transnational, mais il s'avère que des coopérations entre enquêteurs de pays qui sont récalcitrants à coopérer officiellement sont tout de même possibles dans plusieurs cas. Il reste que les relations internationales ainsi que la criminalité transnationale, tels que les agents du *policing* transnational les perçoivent, constituent l'environnement dans lequel évolue la coopération policière transnationale. Ce contexte a un certain impact sur le fonctionnement du système du *policing* transnational. En d'autres termes, ce dernier n'évolue pas en vase clos et n'est pas imperméable aux diverses perceptions de la criminalité transnationale et du champ politique. La thèse de Deflem (2002) est intéressante pour discuter de cela. Pour lui, l'étendu de l'autonomie acquise par les institutions policières constitue une condition structurelle favorable pour la coopération

internationale, et ce peu importe jusqu'à quel point les états-nations de ces institutions policières sont semblables du point de vue politique, culturel, légal et autre¹⁶¹. Bien qu'il est possible d'interpréter cela comme indiquant que le *policing* transnational évolue indépendamment de l'État, notre réflexion va dans un autre sens. Nous avons trouvé que l'État occupe toujours un rôle, tel que Sheptycki (2005) l'a expliqué. Notre analyse a montré que les experts du *policing* transnational perçoivent l'État comme étant un cadre qu'ils ne peuvent ignorer. Au contraire, les représentants d'organismes « mondiaux » tels Europol ou Interpol, n'ont pas été l'objet de beaucoup de réflexions. Quand ils en ont parlé, c'était pour répondre à nos questions, et ils ont souligné la place restreinte qu'ils occupent dans leur travail. Encore une fois, cela montre l'importance d'utiliser non pas le terme international mais celui de transnational, puisque les éléments « mondiaux » ne semblent pas avoir envahi la sphère du *policing* transnational, au moins selon les agents qui en sont les principaux intéressés.

Nous nous sommes ensuite intéressés aux normes canadiennes à l'égard des enquêtes transnationales et avons trouvé qu'elles sont suffisamment souples pour permettre aux enquêteurs d'utiliser leur pouvoir discrétionnaire pour décider des méthodes à employer. En effet, par les réflexions qu'ils proposent dans les jurisprudences, les juges démontrent une bonne compréhension des contingences vécues quotidiennement dans les enquêtes à composantes transnationales. De plus, par les réflexions et conseils énoncés par le procureur qui a rédigé le guide Sheriff, il était possible de comprendre que des techniques beaucoup plus souples qu'ils ne le croient sont accessibles aux enquêteurs qui participent aux enquêtes à composantes transnationales. C'est la souplesse et les possibilités qui sont mises de l'avant dans ces documents normatifs relativement au *policing* transnational, au moins dans le contexte canadien. La jurisprudence examinée dans le cadre de cette thèse peut être qualifiée de droit souple. Ce chapitre nous a plus largement permis de comprendre le contexte légal et organisationnel dans lequel évoluent les enquêtes à composantes transnationales. De plus, nous avons montré qu'il faut comprendre le champ des experts de l'extranéité pour

¹⁶¹ Traduction libre : « the extent to which national police institutions acquire formal bureaucratic autonomy or institutional independence presents structural conditions favourable for international cooperation, regardless of whether the nation-states of those police institutions approximate one another in political, cultural, legal, and other respects » (Deflem, 2002, p.219).

comprendre tous les éléments soupesés par les agents du *policing* transnational quand viens le temps pour eux de choisir comment procéder.

Après avoir examiné les différentes doctrines légales, organisationnelles et politiques en regard du *policing* transnational, il a été question du fonctionnement et de l'usage que font les enquêteurs des divers moyens disponibles pour réaliser une enquête à composantes transnationales. Ce chapitre a cherché à démontrer que les moyens formels et informels sont utilisés pour atteindre les objectifs et besoins spécifiques de chacune des enquêtes. Bien plus, il visait à mettre en lumière que ce sont les agents du *policing* transnational qui décident au cas par cas des moyens les plus appropriés à utiliser. Ils favorisent les moyens informels, mais n'hésitent pas à avoir recours aux moyens formels dès que cela s'avère nécessaire. Il existe donc plusieurs moyens, qui ont des niveaux de difficulté d'application différents. Ceux-ci ne sont pas intrinsèques par nature, mais changent selon le cas en présence. Nous fournissons une analyse de l'utilisation réelle des divers moyens. À notre connaissance et de l'avis de Guille (2009), il n'existait pas encore d'analyses qui portaient sur cet aspect. En effet, selon Guille (2009), les divers auteurs n'expliquent pas comment les moyens sont employés et à quoi ils servent. Les chercheurs s'en tiennent souvent à dire que les moyens formels sont trop stricts et que les moyens informels ne sont pas assez transparents. À l'issue de ce chapitre et des précédents, nous avons trouvé que les directives ne semblent pas trop strictes même si elles sont nombreuses. Elles permettent la flexibilité dans le travail quotidien, même si elles semblent menaçantes par leur quantité. Ce n'est pas vrai qu'augmenter la quantité de moyens ne fait qu'augmenter la confusion. L'approche nord-américaine oublie que même si elles sont formelles, certaines méthodes élargissent les possibilités et le potentiel de créativité et d'innovation. On augmente l'univers des possibles, mais il faut aussi que les policiers connaissent ces outils pour qu'ils s'en servent. Il serait important de développer la formation à ce sujet. En effet, nous avons trouvé des règles, même si elles demeurent larges et relativement ambiguës. En ce qui concerne la réciprocité, nous avons trouvé qu'il y a des échanges donnant-donnant. Comme le mettait de l'avant la perspective européenne, la coopération policière transnationale doit donc reposer non pas uniquement sur l'échange volontaire d'informations, mais bien sûr une certaine obligation de réciprocité, quoique celle-ci ne soit pas immédiate.

Nous nous sommes finalement attardés à la qualité des relations entre les agents du *policing* transnational, tant au niveau des relations entre les policiers des différents pays qu'entre les procureurs et les enquêteurs qui participent à une même enquête à composantes transnationales. Trois types de relations ont été observés, mais certaines nous ont semblé plus fréquentes. Nous avons trouvé que les relations confiantes sont relativement rares et que celles que nous avons appelées sceptiques et évitantes sont prépondérantes. Cela se produit malgré la volonté des agents et s'explique entre autres par le roulement de personnel rapide dont nous ont longuement parlé les interviewés.

Les données ont révélé que le *policing* transnational adopte la forme d'un *investigative consortium* ou coalition. Nous pourrions également dire assemblage entre les divers agents du réseau externe (Brodeur, 2010). Cela a des implications qui se révèlent entre autres dans le roulement de personnel, cette fois-ci au niveau non pas intra-organisationnel, mais inter-organisationnel. Pourquoi est-ce le cas? Nous nous appuyons sur Lemoigne (1984) pour comprendre ce phénomène. Il explique qu'il y a généralement moins de variations dans les entrées et les sorties des agents dans les appareils bureaucratiques que dans les coalitions/réseaux. En d'autres termes, il y a beaucoup plus de mouvement de personnel dans les réseaux. Cela semble bien s'appliquer aux réseaux du *policing* transnational. Ensuite, il faut examiner les relations avec l'environnement externe. Lemoigne (1984) explique qu'elles sont plus nombreuses dans les systèmes à forme de réseau/coalition que dans les systèmes à forme d'appareil. Encore une fois, nous avons découvert que nos interviewés, plus particulièrement ceux qui ne sont plus impliqués dans le *policing* transnational dans leur pays parce qu'ils ont accepté des postes internationaux, ont des contacts nombreux. Le mouvement de personnel serait donc une conséquence de la structure en réseau. Les nombreux contacts établis semblent servir autant sinon plus à l'atteinte d'objectifs individuels que pour optimiser la coopération¹⁶².

Le fait que les agents du *policing* transnational n'aient pas de spécialisations particulières à l'intérieur d'une unité démontre que le domaine n'est pas encore bien défini, mais que plusieurs expertises sont transmissibles des enquêtes nationales vers les enquêtes

¹⁶² À noter que les organisations policières restent essentiellement bureaucratiques. C'est d'ailleurs pour cela que les mutations d'office sont possibles. Il faut donc distinguer hiérarchies internes et réseaux externes.

transnationales, par exemple. Cela favorise encore le mouvement de personnel. Cela fait aussi diminuer le développement de liens durables. Jusqu'à un certain point, cela freine l'établissement de la confiance¹⁶³.

Chercher une plus grande stabilité permettrait aux agents du *policing* transnational de développer des relations plus fortes et plus durables, mais finirait par en restreindre les possibilités. Il y a généralement une moins grande spécialisation des agents dans les coalitions que dans les systèmes sociaux moins denses. Les agents du *policing* transnational ont de nombreux contacts, mais les relations semblent pour la plupart être distantes et éloignées. Or, Granovetter (1973) a démontré que ce sont les relations qui sont les plus bénéfiques. Cela permettrait aux agents du *policing* transnational d'établir des relations plus diversifiées et moins centrées sur un ou deux agents centraux, sans quoi les liens se brisent. Certains impacts de l'approche nord-américaine seraient donc amoindris si la mise en réseau était favorisée par rapport à l'établissement de quelques liens formels, qui demandent beaucoup d'efforts. Cela ne se ferait pas au détriment des autres liens potentiellement tout aussi importants.

Finalement, ces relations distancées nous aident à mieux comprendre le concept de réciprocité appliqué à la coopération policière transnationale. Les entrevues avec nos interviewés nous permettent de la qualifier de réciprocité relâchée et souvent différée. En d'autres termes, le plus souvent le support est fourni en temps opportun et lorsqu'il existe une « dette », c'est-à-dire quand le partenaire a déjà aidé par le passé. Plus largement, il s'agit d'une rétribution basée sur la relation et les intérêts, et non pas d'un devoir absolu.

7.2- Réflexion sur l'ensemble de la thèse

Ces quelques réflexions nous amènent à aller plus loin et à nous questionner sur des thèmes plus généraux. Dans cette section, nous discutons de thèmes qui dépassent les résultats de notre étude. Nous prenons du recul par rapport à des thèmes qui se sont révélés importants. Nous parlons tout d'abord de ce qu'implique notre étude pour les études sur la police et son concept central, soit le pouvoir discrétionnaire. Ensuite, nous aborderons 3 thèmes qui ont été

¹⁶³ Il faudrait réfléchir davantage aux questions de ressemblances et différences entre les enquêtes locales ou nationales uni-organisationnelle et les composantes transnationales d'une enquête. Il s'agit d'une piste de recherche encore très peu explorée, car les auteurs s'attardant au *policing* transnational ont jusqu'à maintenant étudié les éléments locaux, nationaux et transnationaux ensemble, sans réellement les distinguer.

envisagés jusqu'à présent par les auteurs et qui font l'objet de débats, soit les questions relatives à l'harmonisation, aux sanctions à imposer en cas de non-coopération ainsi que des idées sur les structures. Cela nous mènera à parler du futur de la coopération policière transnationale. Le thème suivant porte sur les implications pour les politiques publiques. Nous abordons ce que cela signifie en matière de drogues, puis nous parlons d'autres crimes transnationaux. Nous terminons en discutant des approches qu'il serait utile de considérer si les tenants de l'approche répressive venaient à faiblir.

7.2.1- Le pouvoir discrétionnaire et la redevabilité dans la coopération policière transnationale

Il sera tout d'abord question de ce que notre recherche implique pour les études sur le *policing* en général. Premièrement, nous abordons le concept de pouvoir discrétionnaire, qui est également applicable dans le contexte transnational. Après avoir expliqué en quoi ce concept s'applique au *policing* transnational, nous faisons le lien avec le concept de redevabilité dans les études sur la coopération policière transnationale. Nous examinons comment la redevabilité dans la coopération policière transnationale peut être reliée à des idées issues des études sur la police et sur la criminalité. Il sera plus précisément question du Dirty Harry de Klockars (1985).

Dans cette thèse, nous avons adopté une approche comportementale, tout comme Ericson et Ker Muir l'ont fait avant nous. En d'autres termes, nous avons cherché à comprendre le travail policier au jour le jour. Cela implique de tenter de comprendre le pouvoir discrétionnaire des policiers. Nous avons trouvé qu'il est prépondérant et essentiel pour que le système du *policing* transnational fonctionne. Bien plus, il semble prendre une ampleur beaucoup plus grande dans ce cas que dans les autres types d'activités policières. Mais quelle est la limite de ce pouvoir ? À quelles règles sont soumises les activités policières transnationales?

Tout d'abord, notons que dans cette optique, il semble que la loi est davantage un rationnel qu'un déterminant des comportements quotidiens des policiers. D'ailleurs, Ellisten et Feldberg (1985) ont souligné que : « the law is simply too rigid a mechanism to capture adequately the ebb and flow, the nuances, of daily life and phenomenology of policing as lived »(p.50). Le *policing* transnational entretient le même genre de relations avec les lois s'y rapportant que les

autres activités policières. Comme le pouvoir discrétionnaire n'est pas reconnu formellement, les policiers ne sont autorisés qu'à appliquer la loi. Le problème est que, tout comme pour les autres activités policières, celles qui nous ont occupées dans cette recherche sont soumises à une multitude de lois, de normes et de règles. Cela force les policiers à établir des priorités sur les règles à appliquer. En d'autres termes, le pouvoir discrétionnaire signifie que les policiers ne doivent pas seulement choisir les buts qu'ils vont chercher à atteindre, mais ils doivent également établir par quels moyens ils vont y arriver. Cela est encore plus flagrant dans les activités policières transnationales que dans les autres types étudiés jusqu'à aujourd'hui.

Cette liberté à l'égard des moyens a amené plusieurs auteurs sur la coopération policière transnationale à se préoccuper du manque de redevabilité des policiers (par exemple, Sheptycki, 2002; Van Kersbergen et Van Waarden, 2001). Den Boer (2010), avec Walker (2004) ont d'ailleurs souligné la nature incrémentale de la mise en application de la politique établie. Den Boer (2010) parle des impacts de la prolifération des instruments de la coopération policière transnationale. Cela affecte l'utilisation qu'en fait la police et en conséquence la redevabilité demeure confuse. Les divers modèles que Den Boer (2010) révisé chronologiquement semblent pointer vers une problématique toujours plus préoccupante en ce qui a trait à la redevabilité. Le grand dilemme vécu par les policiers est que la redevabilité est intimement lié au fait qu'ils doivent prendre de plus en plus de marge de manœuvre pour être plus efficace. Une absence de règles écrites favorise les échanges informels à l'intérieur des *investigative consortium*. Il est très probable que cela puisse éventuellement aider à former un consensus. C'est ainsi que les meilleures formes et manières de faire pourraient être diffusées.

Comme dans l'étude de Bittner (1985), la déviation des normes n'est pas une erreur de jugement. Elle est plutôt un acte délibéré d'un expert qui cherche à appliquer des méthodes plus appropriées que celles qui ont été développées jusqu'à maintenant. À ce stade, il est clair que plusieurs pratiques transnationales ne sont pas légales ou n'ont pas encore fait l'objet de régulation. En ce sens, cette déviation à l'égard des pratiques considérées comme normales ou usuelles devient fondamentale. En d'autres termes, sans déviance dans la stratégie de coopération policière transnationale en matière de lutte au trafic de drogues, l'échec ne pourrait qu'être constaté. Les policiers sont les porteurs et les représentants de cette créativité nécessaire, qui apparaît somme toute comme beaucoup plus menaçante pour les libertés

individuelles que ne le sont les souplesses permises dans le *policing* à composantes non transnationales. Sheptycki (2010) a expliqué que l'éthique doit être reconsidérée en fonction des impératifs du *policing*. En effet, la redevabilité et la transparence diminuent à mesure qu'augmentent les possibilités d'efficacité (Brodeur, 2005). Le débat classique sur la liberté versus le sentiment de sécurité ressort ici, mais nous semble insolvable¹⁶⁴. Il faudrait peut-être s'attarder davantage à la formation des policiers pour y inclure plus de notions sur le respect des droits et libertés.

Le pouvoir discrétionnaire est donc relié au problème des dilemmes éthiques. En tant qu'experts, les policiers sont souvent aux prises avec ce genre de problème. En effet, ils doivent poser des jugements en se basant non seulement sur leur expertise, mais également sur leurs valeurs. Ces décisions doivent être moralement justes. Le problème présenté par Klockars (1985), qu'il a appelé « Dirty Harry », nous aide à comprendre ce qui est juste et comment cela s'applique à notre étude. Accessoirement, il est également possible de se demander si la fin justifie les moyens dans la lutte à la drogue transnationale, et ce davantage que dans les enquêtes non transnationales sur le même crime.

Tout d'abord, comment déterminer ce qui est juste? Cela dépend du critère adopté. Par exemple, Bittner (1985) était moins préoccupé des contraintes légales sur la police et plus préoccupé de l'efficacité, à condition que les actions posées soient moralement défendables. Klockars (1985) a proposé une situation extrême à résoudre dans le cas où les options ne sont pas moralement défendables. En un mot, le dilemme du Dirty Harry est celui d'un policier qui doit décider soit d'avoir recours à la torture pour obtenir des informations lui permettant d'avoir la possibilité de pouvoir sauver une femme d'une mort imminente et certaine, soit de laisser cette femme mourir, mais de ne pas avoir eu recours à un acte illégal et condamnable à l'égard d'un criminel. Klockars (1985) est d'avis que les policiers, pour bien faire leur travail, doivent être prêts à employer des moyens condamnables quand ils cherchent à atteindre un but louable. Il faut que ces moyens satisfassent les attentes du public, même s'ils sont illégaux.

¹⁶⁴ Si on prenait cette approche, il faudrait choisir ce qu'on veut privilégier dans notre société. Est-ce les droits et libertés ou est-ce notre sentiment de sécurité?

Quand le policier fait le choix d'utiliser des moyens condamnables, il doit être certain que ces moyens sont les seuls qui peuvent lui permettre d'atteindre le but recherché. Il doit avoir considéré toutes les alternatives à sa disposition. Il reste que peu importe le choix qu'il fait, la décision prise n'est jamais la meilleure décision qui soit. C'est l'essence même des problèmes de type « Dirty Harry ». Skolnick (1985) s'est montré inquiet du policier qui, par habitude, finit par ne plus percevoir l'aspect condamnable d'un moyen. Il est d'avis qu'un policier doit toujours rester conscient, même s'il fait souvent le choix d'utiliser ces moyens discutables, que ceux-ci doivent être utilisés comme ultime recours. C'est d'ailleurs ce que plusieurs règles de droit que nous avons examinées dans cette thèse permettent de vérifier. Cette logique s'applique bien à notre étude et les enquêteurs interviewés sont conscients du fait que les moyens illégitimes doivent être utilisés avec parcimonie et seulement quand il n'y a pas d'autres solutions disponibles. Malgré tout, il semble que ce sont les objectifs qui priment, peu important les moyens employés. Les cas de trafic international de drogue peuvent donc à notre avis être considérés comme des dilemmes de type « Dirty Harry ».

D'ailleurs, cela nous conduit directement à l'idée selon laquelle la fin justifie les moyens employés dans les enquêtes (Brodeur, 2010). En effet, les impératifs sécuritaires étant exacerbés, il y a d'autant plus de flexibilité permise dans les moyens à la disposition des enquêteurs. Il apparaît des écrits sur le sujet et de nos données, qu'il importe relativement peu que les moyens soient douteux ou même illégaux pour contrer la menace que constitue le trafic international de drogue. Les impératifs liés aux souverainetés nationales ainsi qu'aux libertés individuelles sont minimisés au profit de nouvelles pratiques. D'ailleurs, les entrevues que nous avons réalisées avec les agents du *policing* transnational montrent qu'il est difficile de prévoir jusqu'où les policiers peuvent aller pour atteindre leurs objectifs. En effet, il n'existe pas de processus établi qui doit toujours être suivi. Le processus n'est pas itératif, mais bien incrémental. Quoiqu'il en soit, et plus que dans les activités policières régulières, il semble que la situation transnationale exige dans une certaine mesure de permettre aux policiers d'employer des moyens discutables. Les autres agents judiciaires reconnaissent explicitement que la problématique est compliquée et qu'il faut laisser plus de marge de manœuvre aux policiers qui travaillent dans des enquêtes à composantes transnationales. Il ne faudrait pas pour autant oublier nos valeurs fondamentales de respect des droits et libertés.

7.2.2-Quelles solutions et quel futur?

Nous l'avons vu, les policiers qui travaillent dans les enquêtes à composantes transnationales vivent des dilemmes quotidiens difficiles à résoudre. Les professionnels du champ politique doivent également faire face à des problématiques importantes, entre autres en ce qui a trait aux questions de souveraineté. Comment et sur quelles bases doit-on établir la coopération policière transnationale? Nous discuterons de ces questions, en nous attardant plus particulièrement aux questions d'harmonisation et de structures. Il sera finalement question du cycle de la méfiance dans le système du *policing* transnational, puis nous tenterons de résumer nos idées sur le futur de la coopération policière transnationale.

Puisqu'il est fondamental, revenons de nouveau sur le pouvoir discrétionnaire. En vérité, il n'est pas seulement le fait du *policing*, mais fait partie intégrante de la vie humaine. Sans cette habileté à être libre, nous nous institutionnalisons (Ellisten et Feldberg, 1985). Les autorités politiques de la coopération policière transnationale semblent d'ailleurs promouvoir une robotisation néfaste, infertile et illusoire. Nous l'avons vu, il y a de bonnes raisons de désirer uniformiser les choses, mais il faut d'abord qu'elles soient suffisamment développées. Ce développement ne peut se faire que si on laisse exister la possibilité de compétition et de négociations entre toutes les composantes de la coopération policière transnationale. Den Boer (2010) a d'ailleurs suggéré que la négociation doit être intégrée à la stratégie prépondérante, et cela pour mettre en place une solution optimale.

D'autre part, il faut s'assurer de maintenir la balance entre sécurité et liberté. Nul besoin ici d'uniformiser les pratiques ou les lois pour le faire. Dans la perspective de l'uniformisation complète, il n'est pas non plus possible de faire coexister la compétition dans la coopération, ce qui serait pourtant favorable. Au contraire, l'idée d'harmonisation semble étouffer la créativité et le fonctionnement actuel du système du *policing* transnational. Il faut développer une certaine harmonie plutôt que de tenter de tout uniformiser, car cette dernière crée des contraintes au niveau des moyens qui peuvent être adoptés.

Mais qu'en est-il des questions de pouvoir? L'uniformisation sera nécessairement faite dans un environnement, à partir des standards des États les plus forts, et pas nécessairement à partir des meilleures idées et pratiques. La direction que la coopération policière transnationale

prendra est dépendante des influences ainsi que des idées des groupes les plus forts. Cela est inquiétant et il faut en tenir compte. Les questions de pouvoir menacent la construction de l'harmonie (et de la confiance) entre les différents partenaires. Toutefois, si un frein est mis à l'uniformisation, à tout le moins les prérogatives actuelles des États seront maintenues et de nouveaux conflits ouverts pourront être évités. Cela pourrait se faire au profit d'une compétition saine et résultera en des décisions éclairées. Une certaine harmonie, ou diminution des frictions, contribuerait bien évidemment au « succès » des enquêtes transnationales. Il faut également se tourner vers la construction et le renforcement de pratiques souples se basant sur la confiance mutuelle non seulement entre les États et entre ses différents agents, mais également entre les praticiens du *policing* transnational. La solution réside dans la souplesse, mais celle-ci a également des conséquences, dont la plus importante est le manque de redevabilité dont nous avons parlé dans la section précédente.

Une autre option considérée par les auteurs est de chercher la solution dans les structures adoptées. Nous voulons ici approfondir la réflexion sur les diverses appellations des différentes structures d'enquêtes. Nous avons parlé d'enquêtes conjointes, d'enquêtes parallèles et de J.I.T.. Les données ont révélé que les agents de l'enquête à composantes transnationales n'étaient pas au clair sur les différences entre les différentes structures. Il était difficile de distinguer en quoi consistait chacune d'entre elles. En fait, les différences structurelles ne semblaient pas très importantes pour les agents transnationaux. C'est plutôt la volonté et à la qualité des relations entre les individus et organisations impliqués qui faisaient une différence réelle pour eux. Il faudrait approfondir ce point dans d'autres recherches pour pouvoir véritablement comprendre les différences. Il est ici possible de dire que différentes structures augmentent probablement les possibilités, mais que celles-ci ne sont pour l'instant pas clairement attribuées aux structures, à tout le moins par les agents qui travaillent avec elles quotidiennement.

Il a aussi été remarqué que les différences entre les J.I.T. et les enquêtes parallèles ne sont pas claires. Toutefois, nous avons senti un plus grand formalisme dans les J.I.T., mais celles-ci ne semblent pas très utilisées. Nous pouvons nous demander s'il y a une volonté réelle des États d'établir une telle structure ou s'ils veulent plutôt garder les choses informelles sous une

apparence de formalité. De telles équipes sont-elles trop contraignantes? Il est probable que ce soit le niveau de familiarité et de confiance qui cause cette défaillance.

Une autre alternative plus punitive a été considérée par les auteurs. Nous l'avons vu lorsque nous avons survolé les écrits sur le sujet, les sanctions sont fort peu probables dans le système de la coopération policière transnationale. Il reste que de telles menaces sont néfastes pour favoriser des relations saines entre les divers partenaires. De plus, il est difficile de contrôler les transgressions qui pourraient être faites par rapport aux droits, d'autant plus qu'il n'existe pas de sanctions formelles pour punir ceux qui opéreraient un peu trop soupagement. Toutefois, les entretiens menés dans le cadre de cette thèse démontrent bien que les policiers sont conscients que s'ils violent trop explicitement les principes de base reconnus par la Charte des droits et libertés canadienne, ils courent la chance que le procès soit tout simplement abandonné et qu'ils n'obtiennent pas les condamnations qu'ils pensent juste à l'égard des suspects auxquels ils ont consacré un nombre considérable d'heures de travail.

Certains moyens sont plus contraignants que d'autres. Nous avons vu que certaines règles légales existent pour contraindre les autres pays à collaborer. Par exemple, F.B., un procureur canadien, a désigné les T.E.J. comme étant du droit supplétif, inutiles dans les cas où l'autre consent déjà à aider. Toutefois, dans les cas où un des partenaires ne respecte pas son engagement, même s'il est circonscrit explicitement dans un traité, il semble bien qu'aucune conséquence ne soit prévue, puisqu'il s'agit d'une question de souveraineté des États. Il reste que, bien que ce moyen soit formel, il augmente les possibilités plutôt qu'il les restreints. Ils sont plus compliqués à appliquer, mais permettent de négocier une collaboration qui aurait autrement été refusée. Ce type de droit est souple, et plus particulièrement non sanctionné, donc mou.

Selon Den Boer (2010) et Schmitter (2004), le contexte de la prolifération de moyens et instruments aurait été causé par le fait que les agents ne se font pas confiance en ce qui concerne le respect des ententes qu'ils ont prises. Cela en dit long sur le niveau actuel de confiance dans la coopération policière transnationale. Or, on sait que par manque de confiance, un système peut se rétrécir et même se retrouver en dessous du seuil critique nécessaire à sa propre survie. En effet, la méfiance empêche d'accomplir certaines activités.

Elle réduit la gamme des possibilités d'agir rationnellement, en diminuant les certitudes. Toutefois, Gambetta (1988) a montré qu'il arrive que même dans un contexte généralisé de méfiance, une structure sociale relativement stable puisse se maintenir, lorsque les intérêts des agents convergent. Il serait donc possible que cela se mette en place dans le système étudié. Pour l'instant toutefois, il n'y a pas beaucoup de stabilité dans les relations, sauf exceptions. Il est donc difficile de développer la familiarité et d'établir la confiance.

Nous avons également observé un cycle de la méfiance. Les mesures douces envisagées pour construire la confiance entre les parties, sur la base de l'apprentissage mutuel, de l'assistance technique ainsi que par des standards vérifiables n'ont pas été des éléments sur lesquels les interviewés ont élaboré longuement. Bien plus, nous avons noté qu'il était fort difficile pour les agents du *policing* transnational de prendre des risques et ainsi d'interrompre le cycle de la méfiance. Pour Walker (2002), il est clair que tant que cette approche plus risquée, mais potentiellement plus bénéfique ne sera pas adoptée, la coopération ne dépassera pas un certain seuil, car le cycle de la méfiance se perpétuera.

La méfiance a pour effet de créer un quasi-système de justice. Bien que les dispositifs de la méfiance réduisent « la probabilité qu'un système social s'effondre en raison de la méfiance grandissante parmi ses participants, pour le système cela peut vouloir dire gagner le temps suffisant pour assurer sa survie et pour accumuler un capital de confiance à l'aide duquel il devient moins fragile et peut traverser des situations plus difficiles » (Luhmann, 2006, p.83). Ces éléments nous permettent de comprendre pourquoi la méfiance ne prend pas le dessus dans le *policing* transnational. La méfiance semble donc être intrinsèque au système et les menaces de sanctions inévitables. Comment alors arriver à faire diminuer ces problématiques pour favoriser la confiance? Travailler à réduire les incertitudes vécues par les agents du *policing* transnational serait une option intéressante. Cela ne peut être fait qu'en augmentant les contacts entre eux et en les formant aux différences. Il est certain que la confiance doit être offerte et non pas exigée ou imposée. Il est possible aussi que le niveau de confiance ne bouge pas beaucoup malgré d'autres efforts en ce sens.

À ce stade, il nous semble approprié de faire un retour sur l'ensemble du phénomène tel qu'il a été présenté par Den Boer (2010), pour faire un bilan sur la situation actuelle et proposer des

améliorations. Au début de l'historique, il y avait peu de place pour les échanges au-delà des frontières. Puis, avec l'ouverture des frontières, plus de marge de manœuvre a progressivement été accordé aux policiers. À ce stage, ceux-ci auraient agi simplement sur la base d'instructions politiques. Est ensuite apparue la perspective de la gouvernance à niveaux multiples, qui permettait aux agents de la sécurité d'être directement en contact avec d'autres pour exploiter les nouvelles opportunités. Le dernier modèle que Den Boer (2010) présente et que nous avons observé dans cette thèse est son modèle du réseau. Il serait largement compatible avec le modèle précédent et permettrait un niveau élevé de pouvoir discrétionnaire aux policiers, même quand les initiatives vont à l'encontre du cadre légal existant.

Comme Den Boer (2010) l'a souligné, il nous semble probable que la croissance de type incrémentale se poursuivra pour un bon moment. Elle est d'avis qu'un code de procédure criminel ainsi qu'une loi criminelle inter-état verra le jour. Elle parle plus spécifiquement de ce qui devrait à son avis se produire dans les États membres de l'U.E.. Nous divergeons d'opinion à cet égard, et nous espérons que la marge de manœuvre sera maintenue, faute de quoi le système ne pourrait continuer d'être minimalement efficient. Au mieux, les policiers devraient se cacher plus fortement des politiciens. En apparence donc, il est possible qu'on se dirige vers une uniformisation, mais rien n'est encore certain et il se peut aussi que cela ait peu d'impact sur les pratiques quotidiennes en matière d'enquêtes à composantes transnationales.

Ces réflexions ne sont que des spéculations. Nous aimerions éviter la fiction et discuter du problème de l'étendue du pouvoir discrétionnaire permis. Une alternative entre l'autorisation et l'absence de lois serait de reconnaître l'autorité naturelle de ceux qui ont de l'expérience. Nous parlons ici des enquêteurs qui sont directement impliqués dans le travail quotidien des enquêtes à composantes transnationales. À noter que cette solution ne peut s'appuyer sur la coercition. Il faut que l'ensemble des agents de la coopération policière transnationale reconnaissent leur expertise pour qu'ainsi des règles de base qui font l'affaire de tous puissent être établies. Nous appellerons cette solution « le pouvoir discrétionnaire partagé ». En effet, les policiers qui œuvrent au sein d'enquêtes transnationales peuvent partager avec leurs collègues les décisions qu'ils prennent. Il est possible que ce partage du pouvoir discrétionnaire puisse générer des règles informelles que les policiers vont suivre dans d'autres cas d'enquêtes similaires. Dans l'état actuel, les règles ne semblent pas partagées

optimalement. Le système ne semble pas encore avoir évolué suffisamment pour le permettre, mais le mouvement semble bien entamé.

Nous avons trouvé que le travail d'enquête transnational, comparativement aux autres types d'enquêtes, n'est pas aussi routinier. Il doit donc davantage s'appuyer sur le pouvoir discrétionnaire des agents et sur leurs expertises et ils doivent partager des intérêts en commun pour pouvoir collaborer. Ce travail s'appuie également sur le développement de la familiarité, sur des amitiés et des affinités ainsi qu'ultimement sur la confiance. La solution pour améliorer le système réside selon nous dans ces concepts. De plus, dans le cas de l'U.E., des changements dans la constitution sont nécessaires pour établir une base solide pour construire la confiance. Le concept de reconnaissance mutuelle pourrait éventuellement être au centre d'une véritable construction de la confiance au niveau interétatique.

Il faut aussi se demander si la construction de la confiance entre États peut augmenter si la confiance entre agents du *policing* transnational s'améliore. Cela prend du temps et se fait en augmentant les contacts entre agents. Il faut que les agents politiques soient plus attentifs à ce qui se fait sur le terrain. S'ils sont plus sensibilisés, il est probable qu'ils deviennent plus ouverts et accordent plus de flexibilité aux experts. Nous avons mis en lumière ce phénomène lorsque nous avons examiné l'attitude des juges dans les jurisprudences sur l'extranéité au Canada. Toutefois, il faut à notre avis aller plus loin. Comme l'a souligné Frattini (2005), seul un véritable accompagnement des praticiens dans l'acquisition du sentiment de véritablement partager une culture commune pourrait contribuer à améliorer le fonctionnement du système. Tout pointe vers l'importance de miser sur le développement des « réseaux » policiers et judiciaires, dans le respect des différences et en évitant de faire planer une épée de Damoclès au-dessus des partenaires. Cela ne peut se faire que si on laisse d'abord travailler les experts.

À notre avis, dans les cas où une situation répétée de problématiques communes à gérer survient, il est inévitable qu'une certaine familiarité se développe. Les partenaires peuvent alors correctement évaluer leurs homologues et peuvent faire le choix éclairé de faire confiance à l'autre ou de demeurer méfiants. Le contact fréquent amène à mieux connaître l'autre. Les policiers transnationaux doivent donc davantage développer leurs réseaux. Des forums de discussion pourraient être mis en place, mais il faudrait que ce soit les enquêteurs

qui travaillent actuellement dans les enquêtes à composantes transnationales qui aient accès à ces possibilités. De plus, il faut mettre l'accent sur la formation, qui permet également aux divers enquêteurs d'apprendre à se connaître. Les enquêteurs ont également besoin d'avoir des connaissances plus poussées en droit, mais ne doivent pas aller jusqu'à pouvoir remplacer les procureurs. Une formation conçue pour eux pourrait les aider à établir de meilleures stratégies d'enquête et aussi à mieux comprendre les propositions des juges et procureurs. En effet, comme dans plusieurs recherches criminologiques, nous avons trouvé que nos interviewés avaient une certaine méconnaissance des pratiques permises.

Finalement, nous voudrions faire une réflexion sur la solution qu'Arquilla et Ronfeldt (2001) ont proposée dans la lutte au crime organisé en général. Doit-on tenter de combattre le feu par le feu? Beaucoup d'adaptations nous semblent nécessaires, mais les agents du *policing* transnational doivent certainement demeurer souples tout comme les criminels qui doivent le rester pour réussir. Il faudrait idéalement que leur soit accordée ce « pouvoir discrétionnaire partagé » dont nous avons discuté plus haut. Pour cela, il faudrait décider une fois pour toutes si l'objectif du contrôle des drogues justifie les moyens employés. Pour paraphraser Ellisten et Feldberg (1985), il faut décider si les moyens discrétionnaires employés peuvent être plus dommageables que l'activité criminelle qu'on cherche à enrayer. On peut s'attendre à ce que la marge de manœuvre permise augmente parce que la population mondiale le demande. Il ne faut pas se voiler la face, les crimes transnationaux font généralement peur à la population, qui exige alors la mise en œuvre de davantage de moyens pour qu'on les protège¹⁶⁵.

7.2.3-Les implications pour les politiques publiques

Dans cette dernière section, nous examinerons la question des politiques publiques. Notre thèse a porté sur la coopération policière transnationale en matière de drogue. Nous verrons en quoi et si nous pouvons étendre nos résultats à d'autres types de crimes transnationaux. Ensuite, nous rappellerons les particularités canadiennes par rapport aux approches des deux modèles présentés, c'est-à-dire celui des États-Unis d'une part et celui des européens, d'autre part. Finalement, nous examinerons la question de l'approche adoptée pour lutter contre la

¹⁶⁵ Pour plus de détails à ce propos, voir entre autres la question de la mondialisation de l' (in)sécurité (Bigo, 2003b).

problématique des drogues.

Nous avons étudié la coopération policière transnationale sur un crime particulier, soit le trafic de drogue et les activités de blanchiment. Nous l'avons fait suivant l'argumentation de Sheptycki (1996). C'était donc le crime, au moins jusqu'en 1996, qui pouvait être vu comme le plus important lorsqu'il était question de collaboration entre États. En 1996, c'était le seul crime qui avait gagné l'approbation pour qu'on établisse une agence policière pan-européenne (Europol) ayant un potentiel opérationnel et le droit de l'utiliser (Sheptycki, 1996, p.66). Depuis, on sait que c'est également le cas avec le terrorisme, suite aux événements du 11 septembre 2001 (Fortmann et al., 2003).

Il faut alors se demander si les coopérations policières transnationales sont fondamentalement différentes selon le crime étudié. Bigo (2003) est d'avis que les réseaux tels qu'ils se constituent entre les services de police, varient grandement selon les types de criminalité (p.117). Les propos de Sheptycki (1996) sont encore d'actualité :

It is too soon to say that all of the developments in the newly transnational criminological enterprise will be conditioned by the same set of processes. A wide range of criminality comes under this rubric. War crimes are not the same as international white collar crime; transnational traffic in stolen vehicles and fine art are different again and there are yet other types of crime. These different forms of criminality are policed by very different agencies and the ideological setting in which they operate is also different. We might, therefore, reasonably expect that the political processes that condition them will be different. Criminologists have a great deal of work to do as they open up the transnational domain for consideration. (...) The real danger is that the habits developed in the pursuance of this law enforcement effort will condition other forms of policing that are currently emerging in the transnational domain. (p.73).

C'est pourquoi un besoin réel existe de faire des études sur d'autres crimes pour voir si les résultats trouvés sur le trafic de drogue sont transférables aux homicides interétats, au terrorisme ou encore à des crimes comme le trafic humain ou le vol d'objet d'art, par exemple. De plus, nous avons étudié le point de vue des pays consommateurs de drogues, mais nous n'avons pas réussi à avoir accès à celui des pays producteurs de drogues. Il s'agit d'un problème important, mais peut-être explicable. En effet, les pays étudiés ont un intérêt particulier dans la répression, puisqu'ils en sont les joueurs majeurs. Ce sont ceux qui ont le plus de ressources à investir dans la coopération, puisqu'ils ne vivent pas de guerre et pas de

pauvreté extrême. Cela ne se limite pas aux pays d'Amérique du Nord, car « plusieurs pays membres de l'U.E. ont investi des ressources considérables dans le développement des technologies de l'information, la restructuration et la réforme administrative de leurs appareils policiers afin d'améliorer la coopération dans la lutte contre la criminalité internationale » (Gerspacher et Lemieux, 2005, p.467).

Un mot pour rappeler que le Canada ne se distingue pas particulièrement en ce qui concerne les propos tenus par les interviewés. Il s'agissait d'une limite possible à considérer, puisque la moitié des interviewés sont canadiens. Dans l'absolu, cela aurait donc pu amener un biais. Le Canada se trouve dans un contexte continental différent de celui des États membres de l'Union Européenne, car il fait parti du cadre continental nord-américain, étant le voisin direct des États-Unis. Il fait parti de l'A.L.E.N.A., avec les États-Unis et le Mexique. Il est donc fortement influencé par son voisin puissant. Toutefois, il reste que l'A.L.E.N.A. s'est avérée beaucoup moins puissant que l'U.E. et ses membres évoluent dans un environnement moins contraignant du point de vue normatif. On ne leur demande pas, comme dans le cas des pays européens, d'uniformiser leurs pratiques.

Contrairement à l'U.E., l'A.L.E.N.A. s'est restreint à l'économie. Le Canada est donc relativement libre de négocier des accords bilatéraux avec les États-Unis¹⁶⁶ et d'établir des initiatives de coopération ponctuelles (Alain, 2001). Toutefois, tout comme leurs collègues européens, et malgré que les accords semblent simples et directs, «canadian police officers complain about inefficiency, time consuming procedure and, on another level, directed much more by American standards than standards commonly accepted by both sides» (Alain, 2001, p.5). L'étude d'Alain (2001) montre que «in the end, cooperation agreements and information exchange mechanisms never replaced the informal networks that police officers have built

¹⁶⁶ «In contrast matters of police cooperation and intelligence exchange on the North-American continent appear to be much more straightforward. This is partly to do with the smaller number of partners involved; principally the US and Canada, and sometimes, but to a lesser extent, Mexico or other Latin American and Carribean countries (Mills, 1993). Canadian and US national police agencies, the FBI and the RCMP, share a common criminal intelligence network. Each national police agency has instant access to some data included in the Canadian system and into its American counterpart. What seems interesting about this information sharing system from a human-rights perspective, is that it follows pre-specified hierarchy levels: an American detective can access a certain level of info in the CPIC, and the same is true for an RCMP officer in the FBI system. To get access to more specific information—like an ongoing police inquiry in the partner's country—the police officer will then have to transmit an official demand through what is referred to as a diplomatic channel» (Alain, 2001, p.4).

over the years» (p.24). Dans ce contexte, il semble possible de considérer que peu importe la nationalité des interviewés, cela aurait amené les mêmes types d'analyses.

Toutefois, certains pays ont des idées différentes sur la façon de résoudre la problématique des drogues. En procédant à d'autres études du même genre que la nôtre, il sera possible de voir si les conclusions que nous avons tirées s'appliquent réellement à d'autres contextes. Nadelmann (1993) a clairement montré la forte tendance à adopter les approches et les règles des États-Unis, car il s'agit de l'État dominant la guerre à la drogue. Rappelons que même les pays de l'U.E. se sont vus plus ou moins contraints d'adopter la perspective des États-Unis.

Fukumi (2007), dans sa réflexion sur la façon dont la guerre à la drogue a été introduite dans la communauté internationale, a fini par considérer celle-ci comme une métanorme. Une métanorme serait toujours établie en utilisant la force et en punissant ceux qui ne s'y conforment pas. Fukumi (2007) explique :

Not only against violators of the norms, but also against anyone who refuses to punish the defectors. The way the US uses its economic and political power to lead drug-producing countries to control drugs makes drug prohibition a metanorm. (...) For weaker states, particularly drug-producing countries, non-compliance with drug prohibition and subsequent punishment would be costly because it could result in the cessation of US aid and trade benefits. In this respect, drug control becomes a policy by which a drug producing state can protect its economic interests. This is because a positive commitment to drug control would secure US support. However, this dependency on the US will prevent drug-producing states from deciding their own policies, and forces them to follow the dominant state's policies. (p.43).

Mais la problématique ne s'arrête pas là. Toujours selon Fukumi (2007), l'État dominant possède la capacité de ne pas tenir compte de ces normes. En clair, ils établissent des codes de conduite pour les autres, mais ne les appliquent pas à eux-mêmes. C'est pourquoi par exemple ils se permettent de ne pas respecter la souveraineté d'autres États, mais ne sauraient tolérer l'inverse. Pour reprendre l'expression de Deutsch (1968), ils possèdent "*the ability to afford not to learn*". Nadelmann (1990) avait d'ailleurs souligné que la lutte à la drogue tend à protéger les intérêts et valeurs des États les plus forts. Cela pourrait nous amener à nous questionner sur l'impact qu'aurait une diminution de l'emprise et du pouvoir des États-Unis (Wallerstein, 2003) sur la planète.

Une dernière mention à propos des objectifs que nous avons en tête en produisant cette thèse. Nous ne considérons pas nécessairement la répression comme la solution la plus efficace au problème des drogues. Dans le débat entre les grandes approches, soit la prévention, la légalisation des drogues et sa répression, nous ne voulions pas nécessairement apporter de support à la dernière¹⁶⁷. Il s'agit ici tout à fait d'une autre question. Dans cette thèse, nous avons pris pour acquis qu'il n'est pas possible d'éliminer la répression. Nous voulions donc mieux la comprendre, pour pouvoir mieux la positionner. Bien sûr, certains éléments de notre thèse pourraient laisser penser le contraire. Toutefois, il s'agit bien de comprendre plutôt que de juger les actions actuellement posées par rapport à la problématique des drogues. Dans un futur proche, les choses pourraient être amenées à changer, car la légalisation est de plus en plus mise de l'avant. Par exemple, en 2010, l'État de la Californie aux États-Unis est passé tout près d'un vote en faveur de la légalisation. Si cela avait fonctionné, la répression aurait pu être éventuellement reléguée au second plan. En attendant ce changement, cette thèse visait à comprendre et à proposer des moyens d'améliorer la coopération policière transnationale en matière de drogue.

¹⁶⁷ À notre avis, pour vraiment réussir à diminuer la problématique des drogues, il faudrait créer un partenariat entre les acteurs des diverses approches, plutôt que de les mettre en contradiction.

BIBLIOGRAPHIE

Adler, Patricia (1985). Wheeling and Dealing: An Ethnography of an Upper-Level Drug Dealing and Smuggling Community, New York: Columbia University Press.

Adrian, Charles R. et Press, Charles (1968). Decision Costs in Coalition Formation, The American Political Science Review, Vol. 62, No. 2, June, pp.556-63.

Alain, Marc (2001). «The trapeze artists and the ground crew» police cooperation and intelligence exchange mechanisms in Europe and North America: A comparative empirical study, Policing and Society, 11(1), pp.1-27.

Alegre, Suzie (2005). Mutual Trust : Lifting the Mask, in De Kerchove, Gilles & Weyemberg, Anne (eds.), La confiance mutuelle dans l'Espace pénal Européen/Mutual Trust in the European Criminal Area, Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, pp.40-45.

Anderson M. & J. Apap (eds.) (2002). Police and Justice Co-Operation and the New European Borders, Kluwer Law International : The Hague, The Netherlands.

Anderson M. & J. Apap (eds.) (2002). Preface: New European Borders and security co-operation: promoting trust in an enlarged European union. In Anderson M. & J. Apap (eds.) *Police and Justice Co-Operation and the New European Borders*. Kluwer Law International : The Hague, The Netherlands.

Anderson M. & J. Apap (eds.) (2002). Conclusion: Promoting Trust in an enlarged European Union. In Anderson M. & J. Apap (eds.) *Police and Justice Co-Operation and the New European Borders*. Kluwer Law International : The Hague, The Netherlands.

Anderson, M. (2002). Trust and Police Cooperation. In Anderson M. & J. Apap (eds.) *Police and Justice Co-Operation and the New European Borders*. Kluwer Law International : The Hague, The Netherlands.

Anderson, Malcolm, Den Boer, Monica, Cullen, Peter, Gilmore, William, Raab, Charles et Walker, Neil (1995). Policing the European Union: Theory, Law and Practice, Oxford: Clarendon Press, 331 pages.

Anderson, Malcolm (1989). Policing the world : Interpol and the politics of international police co-operation, Clarendon Press ; Oxford University Press, Oxford [England] : New York.

Arquilla, John et Ronfeldt (2001). Networks and Netwars: The Future of Terror, Crime, and Militancy, Washington, D.C.: Rand Corporation.

Axelrod, Robert (1997). The Complexity of Cooperation: Agent-Based Model of Competition and Collaboration, Princeton: Princeton University Press.

Axelrod, Robert (1986). An evolutionary approach to norms, American Political Science Review, December, p.1101.

Axelrod, Robert (1984). The Evolution of Cooperation, New York: Basic Books.

Axelrod, Robert (1970). Conflict of interest : A theory of divergent goals with applications to politics, Markham Pub. Co.: Chicago, 216 pages.

Bagley, B.M. (1988). Colombia and the War on Drugs, Foreign Affairs, Vol. 67, no 1, Fall.

Bateson, Patrick (1988). The Biological Evolution of Cooperation and Trust, in Gambetta, Diego (ed.), Trust: Making and Breaking Cooperative Relations, Basil Blackwell.

Bayley, N. (2008). Overseas Liaison Officers, in Brown, S.D. (ed.). Combating International Crime: the Longer Arm of the Law, London: Routledge-Cavendish.

Benghozi, Pierre-Jean (2001). Technologies de l'information et organisation: de la tentation de la flexibilité à la centralisation, Gestion 2000, vol 2, mars-avril.

Benyon, J., Turnbull, L., Willis, A., Woodward, R. et Back, A. (1993). Police cooperation in Europe: an investigation, Leicester: University of Leicester: Center for the study of public order, 351 pages.

Benyon, J., Davis, P, et Willis, A. (1990). Police Co-operation in Europe : A Preliminary Investigation, Report to the Commission of the European Community, Leicester, CSPO, 1990/08.

Bernardi, Alessandro (2007). Le rôle du troisième pilier dans l'eupéanisation du droit pénal : Un bilan synthétique à la veille de la réformer des traités, Revue de Science Criminelle et de Droit pénal comparé, 4, pp.713-37.

Bigo, Didier (2011). Pierre Bourdieu and International Relations: Power of Practices, Practices of Power, International Political Sociology, 5. pp.225-258.

Bigo, Didier (2005). La mondialisation de l' (in)sécurité? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d' (in)sécurisation, Cultures et Conflits, 58, pp.53-100.

Bigo, Didier (2003a). Les archipels des professionnels de l'(in)sécurité, in Fortmann, M., Macleod, A. et Roussel, S. (eds), Vers des périmètres de sécurité? La Gestion des Espaces Continentaux en Amérique du Nord et en Europe. Outremont : Athéna Éditions.

Bigo, Didier (2003b). Grands débats dans un petit monde : les débats en Relations Internationales et leur lien avec la sécurité, Cultures & Conflits, 19-20, pp. 7-48.

Bigo, Didier (2000). Liaison Officers in Europe : New Officers in the European Security Field, in J.W.E. Sheptycki (ed). Issues in Transnational Policing, London: Routledge.

Bigo, Didier (2000). La coopération policière avec les PECO : entre confiance et exigence, Les Cahiers de la sécurité intérieure, 41 (3), pp.141-174.

Bigo, Didier (1996). Polices en réseaux : l'expérience européenne, Presses de Science Po, Paris.

Bigo, Didier (1994). The European Internal Security Field: stakes and rivalries in a newly developing area of police intervention, in M. Anderson and M. Den Doer (eds), Policing Across National Boundaries, London: Pinter.

Binmore, K. et Dasgupta, P. (1986). Game theory : a survey, in Binmore, K. et Dasgupta, P. (eds.), Economic Organizations as Games, Oxford: Basil Blackwell.

Bittner, Egon (1985). The Capacity to Use Force as the Core of the Police Role, in Ellisten, Frederick A. and Feldberg, Michael (eds.). Moral Issues in Police Work, Rowman & Allanheld publishers: Totowa, NJ.

Bittner, E. (1970). The Functions of the Police in Modern Society, Rockville, Maryland: NIMH.

Blau, Peter M. (1964). The research process in the study of the dynamics of bureaucracy, in Hammond, Philip H. (ed.), Sociologists at Work, Boston: Basic Books.

Block, Ludo (2008). Combating Organized Crime in Europe: Practicalities of Police Cooperation, Policing: A Journal of Policy and Practice, 2(1), pp.74-81.

Block, Alan et Chambliss, William J. (1981). Organizing Crime, New York: Elsevier.

Blumberg, A. (1970). The Practice of Law as a Confidence Game: Organizational Cooptation of a Profession, in Niederhoffer, A. et Blumberg, A. (ed.), The Ambivalent Force, Waltham, Massachussets: Ginn, pp.279-92.

Boissevain, Jeremy (1974). Friends of Friends: Networks, Manipulators and Coalitions, Oxford : Basil Blackwell.

Boivin, Rémi (2010). Le monde à l'envers ? Vers une approche structurelle du trafic transnational de drogues illicites, Déviance et société, vol. 34, n° 1, pp. 93-114.

Bolduc, Nathalie et Lemieux, Vincent (1992). Les facteurs influençant la formation des coalitions, octobre 1992, cahier 92-08, Université de Montréal.

Bowling, Ben (2009). Transnational Policing: The Globalization Thesis, a Typology and a Research Agenda, Policing: A Journal of Policy and Practice, Vol.3, no.2, pp.149-160.

Brady, Hugo (2008). Europol and the Criminal Intelligence Model: A Non-State Response to

Organized Crime, Policing: A Journal of Policy and Practice, 2(1), pp.103-109.

Brannen, Julia (1988). The study of sensitive subjects, Sociological Review, 36`552-63.

Brewer, John D. (1990). Sensitivity as a Problem in Field Research : A Study of Routine Policing in Northern Ireland, American Behavioral Scientist, 33, pp.578-93.

Brodeur, Jean-Paul (2010). The Policing Web, Oxford University Press: Oxford.

Brodeur, Jean-Paul (2005). Le renseignement : distinctions préliminaires, Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice, janvier 2005, pp.15-43.

Brodeur, Jean-Paul (2000). Transnational policing and human rights, a case study, in Sheptycki, James (ed), Issues in Transnational Policing, Routledge, London.

Bruggeman, Willy (2006), Parliamentary Control: European Co-operation in the Field of Policing and Criminal Justice, presented at Public Seminar of the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs, European Parliament, Brussels, 18 December.

Burris, Scott; Drahos, Peter et Shearing, Clifford (2005). Nodal Governance, Australian Journal of Legal Philosophy, 30, pp.30-58.

Burton, John Wear (1972). World Society, Cambridge : Cambridge University Press.

Calderoni, Francesco (2008). Assessing Harmonization and Approximation of Organized Crime Legislation among EU Member States, PhD Dissertation, Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano, Italy.

Caplow, Théodore (1956). A Theory of Coalitions in the Triad, American Sociological Review, vol. 21, pp.489-493.

Carbonnier, J. (2001). Le droit est plus grand que la règle de droit, Flexible droit, 10^e éd.

Carpenter, T.G. (2003). Bad Neighbor Policy: Washington's futile war on drugs in Latin America, New York: Plagrave.

Cellard, André (1997). L'analyse documentaire, dans Poupart, Jean; Deslauriers, Jean-Pierre; Groulx, Lionel-Henri; Laperrière, Anne; Mayer, Robert et Pires, Alvaro P., La recherche qualitative : Enjeux Épistémologiques et méthodologiques, Gaétan Morin Éditeur : Montréal.

Chambliss, W. and Seidman, R. (1971). Law, Order and Power, Reading, Massachusett: Addison-Wesley.

Chertkoff, Jerome M. (1966). The Effects of Probability of Future Success on Coalition Formation, Journal of Experimental Social Psychology, vol. 2, no 3, pp.265-277.

Clark, Denis (2007). Covert surveillance and informer handling, in Newburn, Tim;

Williamson, Tom & Wright, Alan (eds.). Handbook of Criminal Investigation, Willan Publishing: Cullompton: Devon.

Clark, J. and Sykes, R. (1974). Some Determinants of Police Organization and Practice in Modern Industrial Democracy, in Glaser, D. (ed.), Handbook of Criminology, Chicago: Rand-MacNally, pp.455-94.

Cohen, S. (1979). Guilt, Justice and Tolerance: Some Old Concepts for a New Criminology, in Downes, D. et Rock, P. (eds.), Deviant Interpretations, Oxford: Martin Robertson.

Coldren, J.R. et Sabath, M. (1992). Multijurisdictional Drug Control Task Forces 1988-1990 : Critical Components of State Drug Control Strategies, Special Analysis Report of the Consortium for Drug Strategy Impact Assessment for the Bureau of Justice Assistance.

Cook, K. (1977). Exchange and Power in Networks of Interorganizational Relations, The Sociological Quarterly, 18: pp.62-82.

Courtin, Yan; Deunet, Patrick; Galy, Gilbert et Willem, Jean-Jacques (2000). La coopération au jour le jour, Les Cahiers de la sécurité intérieure, 41 (3), pp.175-189.

Cross, John G. (1967). Some theoretic characteristics of economic and political coalitions, The Journal of Conflict Resolution, vol 11, no 2, pp.184-95.

Csonka, Peter (2006). Les perspectives futures du droit pénal de l'Union Européenne, Revue internationale de droit pénal, 77, no.1-2, pp.347-50.

Dalton, M. (1959). Men Who Manage, New York: Wiley.

Das, Dilip K. et Kratcoski, Peter C. (2001). International Police Cooperation: A World Perspective, in Koenig, Daniel J. & Das, Dilip K. (eds.). International Police Cooperation: A World Perspective, Lexington Books: New York, NY.

Dasgupta, Partha (1988). Trust as a Commodity, in Gambetta, Diego (ed.). Trust: Making and Breaking Cooperative Relations, Basil Blackwell.

Davies, P.M. (1986). Some Problems in Defining and Sampling Non-heterosexual Males, University College Cardiff: Social Research Unit Working Paper, No 21.

Kenneth Culp Davis, Discretionary Justice, Urbana: University of Illinois Press, 1971, 4.

Deflem, M. (2002). Policing World Society: Historical Foundations of International Police Cooperation, Oxford University Press: Oxford.

Deflem, M. (2001). International Police Cooperation in North America: A Review of Practices, Strategies, and Goals in the United States, Mexico, and Canada, in Koenig & Das, D. (eds.). International Police Cooperation: A World Perspective, Lexington Books: New

York, NY.

Degenne, A. et Forsé, M. (1994). Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie, Paris, Armand Colin.

Deighton, Anne (2003). Vers un territoire sécurisé: la sécurité interne dans l'UE depuis le 11 septembre 2001, dans Fortmann, Michel, Macleod, Alex et Roussel, Stéphane, Vers des périmètres de sécurité? La gestion des espaces continentaux en Amérique du Nord et en Europe, Athéna Éditions, Montréal.

Den Boer, Monica (2010). Towards a governance model of police cooperation in Europe: the twist between networks and bureaucracies, in Lemieux, Frédéric (ed.), International Police Cooperation: Emerging issues, theory and practice, Willan Publishing: Portland, Oregon.

Den Boer, Monica et Bruggeman, Willie (2007). Shifting gear : Europol in the contemporary policing era, Politique européenne, 23 (3), pp. 77-91.

Den Boer, Monica (2002). Towards an Accountability Regime for an Emerging European Policing Governance, Policing and Society, vol 12, no. 4, pp.275-289.

Den Boer, Monica et Walker, Neil (1993). European Policing After 1992, Journal of Common Market Studies, 31, no 1, pp.3-28.

De Kerchove, Gilles & Weyemberg, Anne (eds.) (2005). La confiance mutuelle dans l'Espace pénal Européen/Mutual Trust in the European Criminal Area, Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.

Deutsch, K. (1968). The Analysis of International Relations, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall.

Don Ward, Michael (1982). Research gaps in alliance dynamics, Denver, Graduate School of International Studies of University of Denver, collection Monograph series in world affairs, pp.3-26.

Douglas, Dorothy (1972). Managing fronts in observing deviance, in Douglas, Jack D. (ed.), Research on Deviance, New York: Random House.

Dunn, J. (1984). The concept of trust in the politics of John Locke, in Rorty, R., Schneewind, J.B. and Skinner, Q. (eds.), Philosophy in History, Cambridge: Cambridge University Press.

Dupont, Benoît (2007). Les réseaux de sécurité dans la lutte contre le terrorisme : les limites de la pensée analogique, in David, C-P (ed.), Repenser le terrorisme : concepts, auteurs et réponses, Presses de l'Université Laval, Ste-Foy, pp.271-296.

Dupont, Benoît (2004). Security in the age of networks, Policing and Society, 14(1), pp.76-91.

Easterday, L.; Papademas, D.; Schorr, L. and Valentine, C. (1977). The making of a female researcher, Urban Life, 6, pp.333-48.

Ellisten, Frederick A. and Feldberg, Michael (1985). Moral Issues in Police Work, Rowman & Allanheld publishers: Totowa, NJ.

Elster, J. (1986). The norm of fairness, Chicago. Chicago University Press.

Emerson, R. (1983). Contemporary field research, Boston : Little, Brown.

Ericson, Richard (1993) Making Crime, (2nd ed.), University of Toronto Press: Toronto.

Ericson, Richard V. (1982). Reproducing order: A Study of Police Patrol Work, University of Toronto Press: Toronto.

Ericson, Richard V. (1981). Making Crime : A Study of detective work, Butterworth: Toronto.

Favarel-Garrigues, Gilles; Godefroy, Thierry et Lascoumes, Pierre (2009). Les Sentinelles de l'argent sale : Les banques aux prises avec l'antiblanchiment, La Découverte : Paris.

Fijnaut, C. (1993a). The Internationalisation of Police Cooperation in Western Europe, Arnhem: Gouda Quint.

Flore, Daniel (2005). La notion de confiance mutuelle: l'«alpha» ou l'«oméga» d'une justice pénale européenne?, in De Kerchove, Gilles et Weyembergh, Anne (eds.), La confiance mutuelle dans l'espace pénal européen, Bruxelles : Université de Bruxelles.

Fontanaud, Daniel (2007). Criminalité Organisée, Revue internationale de droit pénal, 77, pp.193-9.

Fooner, M. (1989). Interpol : Issues in World Crime and International Criminal Justice, NY: Plenum Press.

Fortman, Michel (2010). Des nouvelles de la bombe, Reportages Planète terre du C.E.R.I.U.M., 25 novembre 2010, http://www.cerium.ca/contenu38.html?id_mot=183

Fortmann, Michel, Macleod, Alex et Roussel, Stéphane (2003). Vers des périmètres de sécurité? La gestion des espaces continentaux en Amérique du Nord et en Europe, Athéna Éditions, Montréal.

Fox, J.C. and Lundman,R. (1974) Problems and strategies in gaining access in police organizations, Criminology, 12, pp.52-69.

Frattini, Franco (2005). Préface, in De Kerchove, Gilles et Weyembergh, Anne (eds.), La confiance mutuelle dans l'espace pénal européen, Bruxelles : Université de Bruxelles.

Frieden, Luc (2005). Introduction, in De Kerchove, Gilles et Weyembergh, Anne (eds) (2005). La confiance mutuelle dans l'espace pénal européen, Bruxelles : Université de Bruxelles.

Frontline (2010). Black Money, http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/blackmoney/view/?utm_campaign=viewpage&utm_medium=grid&utm_source=grid#morelink, page consultée le 15 décembre 2010.

Fukumi, Sayaka (2007). Cocaine Trafficking in Latin America : EU and US Policy Responses, Ashgate : Burlington.

Gambetta, Diego (1988). Trust: Making and Breaking Cooperative Relations, Basil Blackwell.

Gambetta, Diego (1988). Foreword, in Gambetta, Diego (ed.), Trust: Making and Breaking Cooperative Relations, Basil Blackwell.

Gambetta, Diego (1988). Can We Trust Trust?, in Gambetta, Diego (ed.), Trust: Making and Breaking Cooperative Relations, Basil Blackwell.

Gamson, W.A. (1961). A Theory of Coalition Formation, American Sociological Review, vol. 26, pp. 373-382.

Gerspacher, Nadia et Pujas, Véronique (2010). International police organizations : the missing link to effective cooperation, in Lemieux, Frédéric (ed.). International Police Cooperation: Emerging issues, theory and practice, Willan Publishing: Portland.

Gerspacher, Nadia et Lemieux, Frédéric (2010). A market-oriented explanation of the expansion of the role of Europol : filling the demand for criminal intelligence through entrepreneurial initiatives, in Lemieux, Frédéric (ed.). International Police Cooperation: Emerging issues, theory and practice, Willan Publishing: Portland.

Gerspacher, Nadia et Lemieux, Frédéric (2005). Coopération policière, marché de l'information et expansion des acteurs internationaux : le cas d'Europol, Revue internationale de criminologie et des police technique et scientifique, no 4, pp.461-478.

Ghestin, J. (2002). Le contrat: formation, LGDJ, no 181.

Goldsmith, A. and Sheptycki, J. (eds.) (2007b). Crafting Transnational Policing: State Building and Police Reform across Borders, Oxford: Hart.

Good, David (1988). Individuals, Interpersonal Relations and Trust, in Gambetta, Diego (ed.), Trust: Making and Breaking Cooperative Relations, Basil Blackwell.

Granovetter, Mark S. (1974). Getting a Job, Cambridge, MA: Harvard University Press.

Granovetter, Mark S. (1973). The strength of weak ties, American Journal of Sociology, 78,

pp.1360-80.

Gregory, F. (2000). Private criminality as a matter of international concern, in Sheptycki, James (ed), Issues in Transnational Policing, Routledge, London.

Gualtieri, C. (2007). Joint Investigation Teams: The Fight against Serious Cross-Border Organized Crime and Terrorism, ERA Forum, 8(2), pp.233–238.

Guille, Laure (2010). Police and judicial cooperation in Europe : bilateral versus multilateral cooperation, in Lemieux, Frédéric (ed.). International Police Cooperation: Emerging issues, theory and practice, Willan Publishing: Portland.

Guille, Laure (2009). Policing and Judicial Cooperation in Europe: Europol, Eurojust and the European Judicial Network: Master Pieces of the European Union's Puzzle in Justice and Home Affairs, Submitted for the Degree of PhD, University of Sheffield, School of Law.

Hall, S. et al. (1978). Policing the Crisis, London: MacMillan.

Haller, Mark H. (1990). Illegal Enterprise: A Theoretical and Historical Interpretation, Criminology, 28: 207-235.

Helmberg, Monika (2007). Eurojust and Joint Investigation Teams: How Eurojust can Support JITs, ERA Forum;8(2):245-251.

Hinde, R.A. (1982). Trust, cooperation, commitment and international relationships. Paper given at the meeting of Psychologists for Peace, Helsinki, August.

Hirschmann, A.O. (1984). Against parsimony: three easy ways of complicating some categories or economic discourse, American Economic Review, 74, pp.88-96.

Hobbs, D. (1988). Doing the Business, Oxford: Oxford University Press.

Hufnagel, Saskia (2009). Harmonisation and Regional Cooperation in Cross-Border Policing: Comparing European and Australian Frameworks, National Europe Centre Briefing Paper Series, Vol.1, No.2, December, ISSN 1837-4999.

Hunt, J. (1984). The development of rapport through the negotiation of gender in fieldwork among the police, Human Organization, 43, pp. 283-96.

Huntington, Samuel (1973). Transnational organizations in World Politics, World Politics, 25.

Innes, Martin R. (2007). Investigation order and major crime inquiries, in Newburn, T et al (eds). Handbook of Criminal Investigation, Willan Publishing: Portland, Oregon.

Innes, Martin R. (2003). Investigating Murder: Detective Work and the Police Response to Criminal Homicide, Oxford: Oxford University Press.

Isaac, G. (1989). Droit communautaire général, Droit Sciences Économiques, 2e édition, Masson.

Jackson, R. (1999). Sovereignty in World Politics: a Glance at the Conceptual and Historical Landscape, in Jackson, R. (ed), Sovereignty at the Millennium, Oxford: Blackwell, pp.10-31.

Jefferis, E.S.; Frank, J.; Smith, B.W.; Novak, K.J. et Travis, L.F. (1998). An Examination of the Productivity and Perceived Effectiveness of Drug Task Forces, Police Quarterly, 1 (3), pp.85-107.

Johnson, J. (1975). Doing field research, New York : Free Press.

Johnston, Les et Shearing, Clifford (2003). Governing Security: Explorations in Policing and Justice, Routledge: Londres.

Joutsen, Matti (2006). The European Union and Cooperation in Criminal Matters : The Search for Balance, HEUNI Papers, vol. 25, Helsinki: HEUNI.

Joutsen, Matti (2005). International Instruments on Cooperation in Responding to Transnational Crime. In P. Reichel, Handbook of Transnational Crime & Justice, Thousand Oakes : Sage publications, pp.255-274.

Kelley, E.W. (1968). Techniques of studying coalition formation, Midwest Journal of Political Science, vol.12, pp.62-84.

Kenney, Michael (2007). From Pablo to Osama: Trafficking and Terrorist Networks, Government Bureaucracies, and Competitive Adaptation, Penn State Press: University Park, Pennsylvania.

Keohane, Robert et Nye, Joseph (1974), Transgovernmental relations and international organizations, World Politics, 27.

Ker Muir, William Jr. (1977). Police: Streetcorner Politicians, University of Chicago Press: Chicago and London.

Klockars, Carl B. (1985). The Dirty Harry Problem, in Ellisten, Frederick A. and Feldberg, Michael (eds.). Moral Issues in Police Work, Rowman & Allanheld publishers: Totowa, NJ.

Kratcoski, Daniel J. & Das, Dilip K. (eds.) (2001). International Police Cooperation: A World Perspective, Lexington Books: New York, NY.

Komorita, S.S. (1979). An equal excess model of coalition formation, Behavioral Science, vol. 24, no 6, pp.369-81.

Komorita, S.S. (1974). A weighted probability model of coalition formation, Psychological Review, vol.81, no 3, pp.242-256.

LaFave, W. (1965). Arrest: The Decision to Take a Suspect into Custody, Boston: Little, Brown.

Lalman, David et Neuman, David (1991). Alliance formation and national security, International Interactions, vol 16, no 4, pp.239-53.

Laslett, Barbara and Rapoport, Rhona (1975). Collaborative interviewing and interactive research, Journal of Marriage and the Family, 37, pp. 968-77.

Laver, M. et Schofield, N. (1991). Multiparty Government. The Politics of Coalition in Europe, Oxford, Oxford University Press.

LeBoeuf, Marcel-Eugène (2004). L'expérience européenne: l'ouverture des frontières en Europe et l'application de la loi, La Gazette, Vol 66, No 1, pp.18-19.

Lee, Raymond M. (1993). Doing research on sensitive topics, Sage: London.

Leiserson, Michael (1970). Power and ideology in coalition behavior : an experimental study, in Groennings, Sven; Kelley, E.W. & Leiserson, Michael (eds.), The study of coalition behavior: theoretical perspectives and cases from four continents, New York: Holt, Rinehart and Winston, pp.323-335.

Lemieux, Frederic (2010). Chapter 1: The nature and structure of international police cooperation: an introduction, in Lemieux (ed.), International Police Cooperation. Emerging Issues, Theory and Practice, Devon, U.K.: Willan Publishing.

Lemieux, Frederic (2010). International Police Cooperation. Emerging Issues, Theory and Practice, Devon, U.K.: Willan Publishing.

Lemieux, Frédéric (2008). Assessing the Effectiveness of International Police Cooperation Systems, Conférence présentée au 15e congrès annuel de l'International Police Executive Symposium (IPES), Cincinnati, États-Unis, 11-16 mai 2008.

Lemieux, Frédéric (2006). Normes et pratiques en matière de renseignement criminel : Une comparaison internationale, Saint-Nicolas : Les Presses de l'Université Laval.

Lemieux, Vincent (1997). Réseaux et coalitions, L'Année sociologique, vol. 47, no 1, pp. 351-370.

Le Moigne, J.L. (1984). La théorie du système général, Paris, Presses Universitaires de France.

Lipsky, M. (1980). Street Level bureaucracy: Dilemma's of the Individual in Public Services, New York: Basic Books.

Locke, Richard et Kochan, Thomas (1995). Conclusion: The Transformation of Industrial

Relations? A Cross-National Review of the Evidence, in Locke, Richard; Kochan, Thomas et Piore, Michael (eds), Employment Relations in a Changing World Economy, Cambridge, Mass.: MIT Press, pp.359-384.

Lofland, J. (1971). Analysing social settings, Belmont, CA : Wadsworth.

Luhmann, Niklas (2006). La confiance: Un mécanisme de réduction de la complexité sociale, collection Études sociologiques, Economica : Paris.

Luhmann, Niklas (1988). Familiarity, Confidence, Trust: Problems and Alternatives, in Gambetta, Diego (ed.), Trust: Making and Breaking Cooperative Relations, Basil Blackwell.

Luhmann, Niklas (1979). Trust and Power, New York: Wiley.

MacBarnet, D. (1981). Conviction: Law, the State and the Construction of Justice, London: MacMillan.

MacBarnet, D. (1979). Arrest: The Legal Context of Policing, in Holdaway, S. (ed.), The British Police, London: Edward Arnold.

Maguire, M. (2003). Criminal Investigation and Crime Control, in Newburn, T. (ed.), Handbook of Policing, Cullompton: Willan Publishing.

Manacorda, Stefano (2007). La consolidation de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice : Vers une « mise à l'écart » du rapprochement pénal?, Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé, 4, pp.899-909.

Manacorda, Stefano (2005). Le mandat d'arrêt européen et l'harmonisation substantielle : Le rapprochement des incriminations, in Giudicelli-Delage, Geneviève & Manacorda, Stefano (eds.), L'intégration pénale indirecte : Interactions entre droit pénal et coopération judiciaire au sein de l'Union européenne, Paris : Société de législation comparée.

Manning, P.K. (1980; 2004). The Narc's Game: Organizational and Informational Limits on Drug Law Enforcement, MA: MIT Press: Cambridge.

Manning, Peter K. (1979). The Social Control of Police Work, in S. Holdaway (ed.), The British Police, London: Edward Arnold.

Manning, Peter K. (1979). Organization and Environment: Influences on Police Work, Paper presented to the Cambridge Conference on Police Effectiveness, Cambridge, England, 11-13 July.

Manning, Peter K. (1977). Police Work, Cambridge: Mass.: MIT Press.

Martin, John M. et Romano, Anne T. (1992). Multinational Crime : Terrorism, Espionage, Drug and Arms Trafficking, Studies in Crime, Law, and Justice, Vol 9.

- Mazur, Allan (1968). A nonrational approach to theories of conflict and coalitions, The Journal of Conflict Resolution, vol. 12, no 2, pp.196-205.
- McIllwain, Jeffrey, S. (1999). Organized Crime: A Social Network Approach, Crime, Law and Social Change, 32, pp.301-324.
- McConville, M., Sanders, A. and Leng, R. (1991). The Case for the Prosecution: Police Suspects and the Construction of Criminality, London: Routledge.
- McLaughlin, E. (1992). The Democratic Deficit : European Unity and the Accountability of the British police, British Journal of Criminology, 32, No 4, pp.473-488.
- Monet, J.C. (1993). Polices et sociétés en Europe, Paris : Documentation française, 338 pages.
- Monjardet, Dominique (1996), Ce que fait la police. Sociologie de la force publique, La découverte : Paris.
- Morgenthau, H. (1972). Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace, New York: Knopf.
- Morselli, Carlo (2009). Inside Criminal Networks, Springer: New York.
- Morselli, Carlo (2005). Contacts, Opportunities, and Criminal Enterprise, Toronto : University of Toronto Press.
- Morselli, Carlo et Kazemian, Lila (2004). Scrutinizing RICO, Critical Criminology, 12, pp.351-369.
- Morselli, Carlo (2001). Contacts, Opportunities, and Crime : Relational Foundations of Criminal Enterprise, thèse de doctorat, École de criminologie de l'université de Montréal, 244 p.
- Mouhanna, Christian (2001). Faire le gendarme : De la souplesse informelle à la rigueur bureaucratique, Revue française de sociologie, vol 42, no 1 (Janv-Mars 2001), pp.31-55.
- Moyser, George and Wagstaffe, Margaret (1987). Studying élites: theoretical and Methodological issues, in Moyser, George and Wagstaffe, Margaret (eds.), Research Methods for Élite Studies, London: Allen & Unwin.
- Muller, P. (1994). Politiques publiques, Paris : Presses Universitaires de France.
- Nadelmann, Ethan A. (1995). The DEA in Europe, in Fijnaut, C. et Marx, G., (eds) Undercover. Police Surveillance in Comparative Perspective, Den Haag, Kluwer Law International, pp.269-290.

Nadelmann, Ethan A. (1993). Cops Across Borders. The Internationalization of US Criminal Law Enforcement, University Park (PA), Pennsylvania State University Press.

Nadelmann, Ethan A. (1990a). Global prohibition regimes: the evolution of norms in international society, International Organization, 44, 4, pp.479-526.

Nelles, Ursula (2002). Definitions of Harmonisation, in Klip, André H. & van der Wilt, Harmen G. (eds.), Harmonisation and harmonising measures in criminal law, Amsterdam: Royal Netherlands Academy of Science.

Nilsson, Hans G. (2005). Mutual trust or mutual mistrust?, in De Kerchove, Gilles et Weyembergh, Anne (eds.), La confiance mutuelle dans l'espace pénal européen, Bruxelles : Université de Bruxelles.

Noaks, L. et Wincup, E. (2004). Criminological Research : Understanding Qualitative Methods, London : Sage Publications.

Occhipinti, John D. (2010). Chapter 9: Parallel paths and productive partners: the EU and US on counter-terrorism, in Lemieux (ed.), International Police Cooperation. Emerging Issues, Theory and Practice, Devon, U.K.: Willan Publishing.

Occhipinti, J.D. (2003). The Politics of EU Police Cooperation : Toward a European FBI?, Boulder (Colo.): Lynne Rienner Publishers, 286 pages.

Passas, Nikos (1999). Globalization, Criminogenic Asymmetries and Economic Crime, European Journal of Law Reform, Vol. 1, No 4, pp. 399-423.

Pearson, Geoffrey et Hobbs, Dicks (2001). Middle Market Drug Distribution, Home Office Research, Development and Statistics Directorate, November 2001, Home Office Research Study 227.

Peers, Steve (2004). Mutual recognition and criminal law in the European Union : Has the Council got it wrong?, Common Market Law Review, 41, pp.5-36.

Perras, Chantal et Lemieux, Frédéric (2010). Convergent models of police cooperation in anti-organized crime and anti-terrorism activities, in Lemieux, Frédéric (ed.). International Police Cooperation: Emerging issues, theory and practice, Willan Publishing: Portland.

Pierce, J.L. (1995). Reflections on Fieldwork in a Complex Organization: Lawyers, Ethnographic Authority, and Lethal Weapons, in Hertz, R. and Imber, J.B. (eds.). Studying Elites using Qualitative Methods, London, New Delhi: Sage Publications, pp.94-110.

Pirès, Alvaro P. (1997). De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales, dans Poupert, Jean; Deslauriers, Jean-Pierre; Groulx, Lionel-Henri; Laperrière, Anne; Mayer, Robert et Pires, Alvaro P., La recherche qualitative : Enjeux Épistémologiques et méthodologiques, Gaétan Morin Éditeur : Montréal.

Pitto, Emanuele (2005). Mutual Trust and Enlargement, in De Kerchove, Gilles & Weyembergh, Anne (eds.), La Confiance Mutuelle dans l'Espace pénal Européen/ Mutual Trust in the European Criminal Area, Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, pp.47-68.

Pound, R. (1960). Discretion, Dispensation and Mitigation : The Problem of the Individual Special Case, New York University Law Review, 35: p.925.

Poupart, Jean (1997). L'entretien de type qualitatif: considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques, dans Poupart, Jean; Deslauriers, Jean-Pierre; Groulx, Lionel-Henri; Laperrière, Anne; Mayer, Robert et Pires, Alvaro P., La recherche qualitative : Enjeux Épistémologiques et méthodologiques, Gaétan Morin Éditeur : Montréal.

Potter, Gary W. (1994). Criminal Organizations: Vice, Racketeering, and Politics in an American City, Prospect Heights: Waveland Press.

Programme of Measures to Implement the Principle of Mutual Recognition of Decisions in Criminal Matters (2001/C 12/02, OJ C 12 of 15/01/2001).

Raab, Jörg et Milward, Brinton, H. (2003). Dark Networks as Problems, Journal of Administration Research and Theory, 13, pp.413-439.

Rasolonjatobo, Nary; Simon, Benoît; Mas, Emelyne; Julien, Thibaud; Iddou, Thomas; Duprey, Aymeric (2008). Relations et conflits dans les relations entre les États-Unis, le Venezuela et les pays de la région andine au début du 21^e siècle : Analyse des facteurs de construction de conflits à l'intérieur de la région andine ainsi qu'entre des pays andins et les États-Unis, irenees.net, Paris, <http://www.irenees.net/fr/fiches/analyse/fiche-analyse-900.html>

Reaves, B.A. (1992). Drug Enforcement by police and Sheriffs' Departments, 1990, Washington, DC: US Department of Justice.

Renault, G.; Vanderborght, J; Van Outrive, Lode (1996). La collaboration policière internationale en Europe, Déviance et société, vol. 20, no 2, pp.173-192.

Reuter, Peter (1983). Disorganized Crime: The Economics of the Invisible Hand, Cambridge: MIT Press.

Ribeaux, Olivier and Birrer, Stéphane (2010). Iterative development of cooperation within an increasingly complex environment: Example of a Swiss regional analysis centre, in Lemieux, Frédéric (ed.). International Police Cooperation: Emerging issues, theory and practice, Willan Publishing: Portland.

Riker, W.H. (1962). The Theory of Political Coalitions, New Haven: Yale University Press.

Robertson, K.G. (1994). Practical Police Cooperation in Europe: The Intelligence Dimension. In Anderson, M & M. Den Boer (Eds.) Policing Across National

Boundaries, London: Pinter Publishers.

Ruggerio, V. and Nigel South (1995). Eurodrugs: drug use, markets and trafficking in Europe, UCL Press: London.

Sabatier, Magali (2001). La coopération policière européenne, Paris : L'Harmattan, 512 pages.

Savoie-Zacj, Lorraine (2000). L'analyse des données qualitatives : pratiques traditionnelle et assistée par le logiciel NUD-IST, Recherches qualitatives, Vol 21, pp.99-123.

Schalken, T. et Pronk, M. (2002). On Joint Investigation Teams, Europol and Supervision of Their Joint Actions, European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice, 10(1), pp. 70–82.

Scherrer, Amandine et Dupont, Benoît (2010). Noeuds ou champs? Analyse de l'expertise internationale sur la criminalité transnationale organisée et le terrorisme, Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice, 52 (2), April 2010, pp.147-172.

Scherrer, Amandine (2009). G8 against Transnational Organized Crime, Ashgate.

Schmitter, Philippe C. (2004). Neo-neofunctionalism, in Wiener, A. and Diez, T. (eds.), European Integration Theory, Oxford: Oxford University Press, pp.45-74.

Scott, W. (1998). Organizations: Rational, Natural and Open Systems, London: Prentice Hall.

Sharpe, K. (1998). Red light, blue light: prostitutes, punters and the police, Aldershot: Ashgate.

Sheptycki, James W.E. (2010). The constabulary ethic reconsidered, in Lemieux, Frédéric (ed.). International Police Cooperation: Emerging issues, theory and practice, Willan Publishing: Portland.

Sheptycki, James W.E. (2005). En quête de police transnationale. Vers une sociologie de la surveillance à l'ère de la globalisation, Bruxelles : De Boeck & Larcier.

Sheptycki, James W.E. (2002a). Accountability across the policing field : towards a general cartography of accountability for post-modern policing, Policing and Society, Vol. 12, no 4, pp.323-338.

Sheptycki, James W.E. (2002b). In Search of Transnational Policing. Towards a Sociology of Global Policing, Aldershot: Ashgate publishing.

Sheptycki, James W.E. (2000). Issues in transnational policing, Routledge, Taylor and Francis Group : London and New York.

Sheptycki, James W.E. (1997). Transnationalism, crime control and the European state

system, a review of the literature, International Criminal Justice Review, 7, pp.130-140.

Sheptycki, James W.E. (1996). Law enforcement, justice and democracy in the transnational arena; Reflexion on the war on drugs, International journal of the sociology of law, 24: pp.61-75.

Sheptycki, James W.E. (1995a). International police co-operation; a review of the literature, British Journal of Criminology, 35, 2: pp.302-306.

Sheptycki, James W.E. (1995b). Transnational Policing and the Making of a Postmodern State, British Journal of Criminology, 35, 4: pp.613-635.

Sieber, Joan E. and Stanley, Barbara (1988). Ethical and professional dimensions of socially sensitive research, American Psychologist, 43: 49-55.

Simon, Julian L. (2003). The Art of Empirical Investigation, Transaction Publishers: London.

Shklar, J.N. (1984). Ordinary Vices, Harvard: The Belknap Press.

Skolnick, Jerome H. (1985). Deception by Police, in Ellisten, Frederick A. and Feldberg, Michael (eds.). Moral Issues in Police Work, Rowman & Allanheld publishers: Totowa, NJ.

Skolnick, Jerome H. (1975), Justice Without Trial, Law Enforcement in Democratic Society, Second Edition, John Wiley and Sons, Inc., New York, 309 pages.

Skolnick, Jerome H. (1966). Justice Without Trial, New York: Wiley.

Spencer, John R. (2002). Why is the harmonisation of penal law necessary?, in Klip, André H. & van der Wilt, Harmen G. (eds.), Harmonisation and harmonising measures in criminal law, Amsterdam: Royal Netherlands Academy of Science.

Storbeck, J. (1995). La coopération des polices en Europe, Les cahiers de la sécurité intérieure, pp.175-180.

Strom, K. (1990). Minority Government and Majority Rule, Cambridge, Cambridge University Press.

Sudman, Seymour and Kalton, Graham (1986). New developments in the sampling of special populations, Annual Review of Sociology, 12, pp. 401-29.

Sudman, Seymour and Bradburn, Norman M. (1982). Asking Questions: A Practical Guide to Questionnaire Design, San Francisco: Jossey-Bass.

Sykes, Wendy and Collins, Martin (1988). Effects of modes of interview: experiments in the UK, in Groves, Robert M.; Biemer, Paul P.; Lyberg, Lars E.; Massey, James T.; Nicholls, William L. and Waksberg, Joseph (eds.), Telephone Survey Methodology, New York: Wiley.

Sykes, Wendy and Hoinville, Gerald (1985). Telephone Interviewing on a Survey of Social Attitudes: A Comparison with Face-to-Face Procedures, London: Social and Community Planning Research.

Tadic, Felicitas (2002). How harmonious can harmonisation be? A theoretical approach towards harmonization of (criminal) law, in Klip, André H. & van der Wilt, Harmen G. (eds.) Harmonisation and harmonizing measures in criminal law, Amsterdam: Royal Netherlands Academy of Science.

Taylor, I. (1980). The Law and Order Issue in the British and Canadian General Elections of 1979: Crime, Populism and State, Canadian Journal of Sociology, 5: pp.285-311.

Terré, F. (2002). Pitié pour les juristes, RTD, civ. 2002.247.

Thibierge, Catherine (2003). Le droit souple: Réflexion sur les textures du droit, Revue trimestrielle de droit civil, Octobre/Décembre, pp.599-628.

Tilley, Nick, Robinson, Amanda et Burrows, John (2007). The investigation of high-volume crime, in Newburn, T et al (eds). Handbook of Criminal Investigation, Willan Publishing: Portland, Oregon.

The European Commission, A Secure Europe in a Better World : European Security Strategy, 12 December 2003, Brussels : The European Community.

Thuderoz, Christian; Mangetin, Vincent et Harrison, Denis (1999). La confiance : approches économiques et sociologiques, Gaétan Morin.

Van der Wilt, Harmen G. (2002). Some Critical Reflections on the Process of Harmonisation, in Klip, André H. & van der Wilt (eds.), Harmonisation and harmonizing measures in criminal law, Amsterdam: Royal Netherlands Academy of Science, pp.77-86.

Van Kersbergen, K. and Van Waarden, F (2001). Shifts in Governance: Problems of Legitimacy and Accountability, Paper as part of Strategic Plan 2002-2005, Netherlands Organisation for Scientific Research, July.

Van Maanen, J. (1982). Fieldwork on the beat, in Van Maanen, J. (ed). Varieties of qualitative research, Beverly Hills, CA : Sage.

Van Maanen, J. (1981). The informant game : Selected aspects of ethnographic research in police organizations, Urban Life, 9, pp.469-94.

Van Reenen, P. (1989). Policing Europe After 1992 : Co-operation and Competition, European Affairs, 3/2, pp. 45-53.

Vermeulen, Gert (2002). Where do we currently stand with harmonisation in Europe?, in Klip, André H. & van der Wildt, Harmen G. (eds.), Amsterdam: Royal Netherlands Academy of

Science, pp.65-76.

Vinacke, Edgar W. et Arkoff, Abe (1957). An experimental study of coalitions in the triad, American Sociological Review, vol.22, no 4, pp.406-414.

Vitorino, António (2002). New European Borders and security co-operation: promoting trust in an enlarged European union. In Anderson M. & J. Apap (eds.) *Police and Justice Co-Operation and the New European Borders*. Kluwer Law International : The Hague, The Netherlands.

Vogel, Joachim (2002). Why is the harmonisation of penal law necessary? A Comment, in Klip, André H. & van der Wilt, Harmen G. (eds.), Harmonisation and harmonizing measures in criminal law, Amsterdam: Royal Netherlands Academy of Science, pp.55-64.

Von Neumann, J. et Morgenstern, O. (1944). Theory of Games and Economic Behavior. 1953 edition, Princeton, NJ: Princeton University Press.

Walker, Neil (2004). In Search of the Area of Freedom, Security and Justice: a constitutional odyssey, in Walker, Neil (ed.), Europe's Area of Freedom, Security and Justice, Oxford: Oxford University Press, pp.3-37.

Walker, Neil (2002). Policing and the Supranational, Policing and Society, vol 12, no 4, pp.307-321.

Walker, Neil (2002). The Problem of Trust in an Enlarged Area of Freedom, Security and Justice: A Conceptual Analysis. In Anderson M. & J. Apap (eds.) *Police and Justice Co-Operation and the New European Borders*. Kluwer Law International : The Hague, The Netherlands.

Neil Walker (1993). The International Dimension, in Reiner, Robert & Spencer, Sarah (eds.), Accountable Policing : Effectiveness Empowerment and Equity, London, pp. 113-117.

Walker, Neil (1992) Models of European Integration and Models of European Police Co-operation, ECPR Joint Sessions, Limerick (Colchester: ECPR).

Walker, Neil (1991). The United Kingdom Police and European Co-operation, Working Paper, Department of Politics, University of Edinburgh, pp. 402-3.

Wallerstein, Immanuel (2003). The Decline of American Power, The New Press : New York, London.

Wallerstein, Immanuel (2002). Le capitalisme historique, Paris : Édition La Découverte, Collection : Repères, no 29.

Warren, C.A.B. and Rasmussen, P. (1977). Sex and gender in field research, Urban Life, 6 : pp.349-69.

Weber, L. et Bowling, Ben (2008). Valiant Beggars and Global Vagabonds: Select, Eject, Immobilize, Theoretical Criminology, 12 (3), pp.355-375.

Weber, L. et Bowling, Ben (2004). Policing Migration: A Framework for Investigating the Regulation of Mobility, Policing and Society, 14 (3), pp.195-212.

Wichman, H. (1970). Effects of isolation and communication on cooperation in a two person game, Journal of Personality and Social Psychology, 16, pp.114-120.

Weick, K. (1969). The Social Psychology of Organizing, Reading, Massachussetts: Addison-Wesley.

Weyembergh, Anne (2006). Le rapprochement des incriminations et des sanctions pénales, Revue internationale de droit pénal, 77, pp.185-92.

Weyembergh, Anne (2005). Approximation of criminal law, the Cosntitutional Treaty and The Hague Programme, Common Market Law Review, 42, pp.1567-97.

Wildhaber, L. (1983) Sovereignty and International Law, in. Macdonald, R.St.J et D.M. Johnston (eds.), The Structure and Process of International Law : Essays in Legal Philosophy, Doctrine and Theory.

Williams, Bernard (1988). Formal Structures and Social Reality, in Gambetta, Diego (ed.), Trust: Making and Breaking Cooperative Relations, Basil Blackwell.

Willmer, M.A.P. (1970). Crime and Information Theory, Edinburgh: Edinburgh University Press.

Wilson, J. (1968). Varieties of Police Behavior, Cambridge, Mass.: Harvard University Press.

Winckler, John (1987). The fly on the wall of the inner sanctum: observing company directors at work, in Moyser, George and Wagstaffe, Margaret (eds.), Research Methods for Élites Studies, London: Allen & Unwin.

Zucker L. (1986). Production of trust : institutional sources of economic structure :1840-1920,Research in Organization Behaviour, 8, pp 53-111.

Sources internet :

-sur les dates d'adhésion des différents pays à Interpol : <http://www.interpol.int/Public/lcpo/Members/dates.pdf>, page consultée le 10 décembre 2009.

-sur les bureaux nationaux centraux de Interpol : <http://www.interpol.int/Public/lcpo/NCBs/default.asp>, page consultée le 10 décembre 2009.

Noble, Ronald K. (12 juin 2009). Official Launch of the INTERPOL/Canadian Police

Information Centre (CPIC) Interface,
<http://www.interpol.int/public/ICPO/speeches/2009/SGCanada20090612.asp>, page consultée
le 10 décembre 2009.

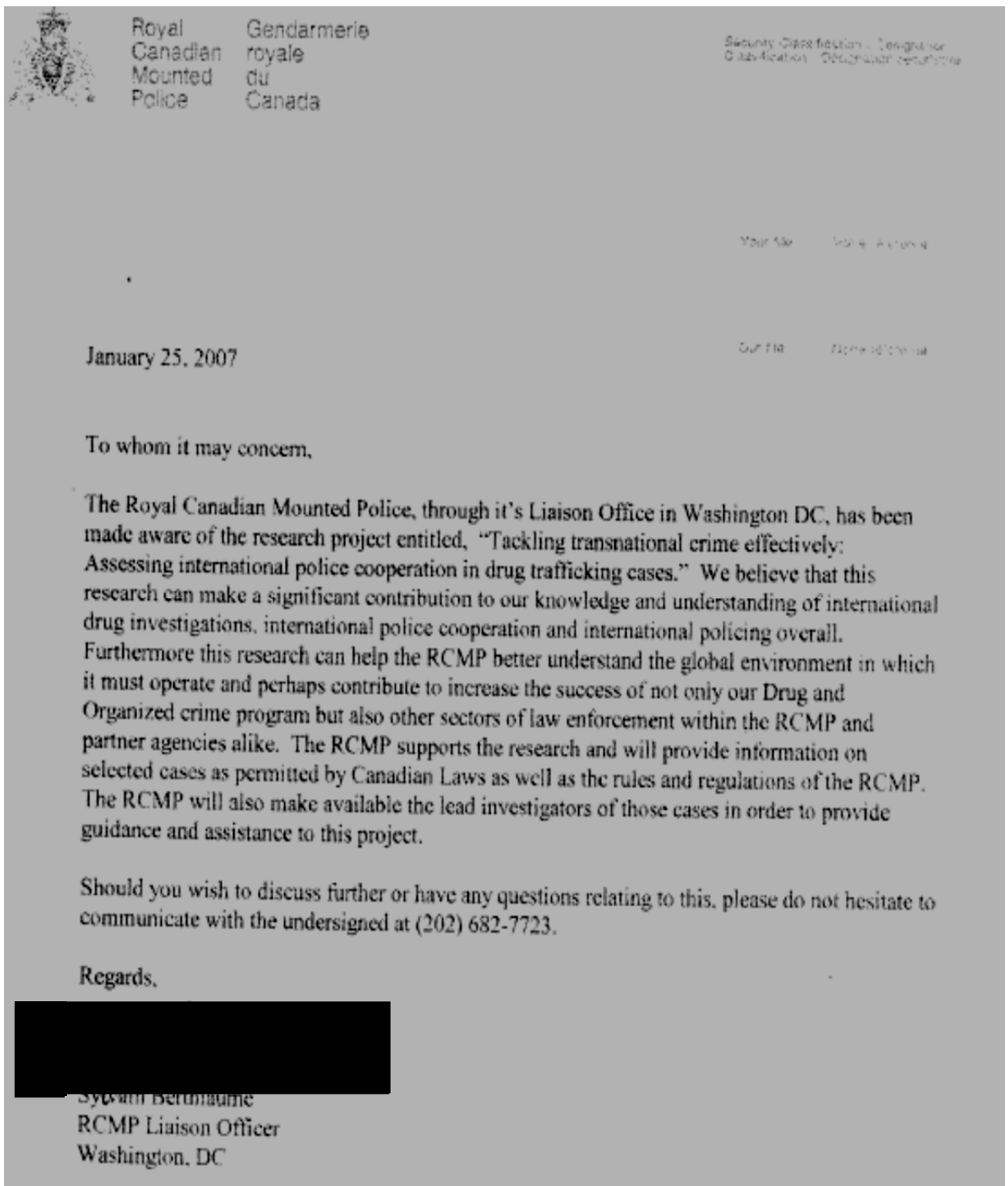
Sur la création de l'Interface Interpol-CIPC : <http://nouvelles.gc.ca/web/article-fra.do?m=/index&nid=458509>, page consultée le 10 décembre 2009.

Communiqué de presse de la GRC sur le projet Caverne : <http://www.rcmp-grc.gc.ca/qc/nouv-news/com-rel/2008/080617-fra.htm>, page consultée le 10 décembre 2009.

Jurisprudences

- R. c. Cook [1998] 2 R.C.S. 597
- États-Unis d'Amérique c. Dynar, [1997] 2 R.C.S. 462
- R. c. Hape, [2007] 2 R.C.S. 292, 2007 CSC 26
- R. c. Harrer, [1995] 3 R.C.S. 562
- Libman c. La Reine, [1985] 2 R.C.S. 178
- Schreiber c. Canada (Procureur général) [1998] 1 R.C.S. 841
- R. c. Terry, [1996] 2 R.C.S. 207

Annexe 1: lettre de support de la GRC



Annexe 2 : lettre de support de la France

Washington, January 22, 2007

Pascal Tocquec
Attaché of Europol in the USA
Delegation of the European Commission
2300 M Street NW
Suite 300
20037 Washington DC
+ 1 202 862 96 56

Subject: support to the research project "Assessing international police cooperation in drug trafficking cases" by Mrs. Gerspacher and Mr. Lemieux.

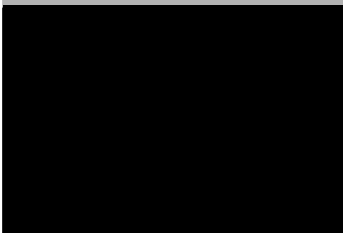
Dear Madam/Sir,

As a former investigator and expert in the fight against illicit drug production and illicit international drug trafficking, I would like to strongly support the research project entitled "Tackling transnational crime effectively: Assessing international police cooperation in drug trafficking cases" carried out by Nadia Gerspacher and Frederic Lemieux.

The questions they pose and the answers they will collect and process will certainly bring a significant contribution to the law enforcement community's knowledge and, in general, to a better understanding of international drug investigations, international police cooperation and international policing overall.

I have already contributed and pledged to continue contributing to the project by providing advises and information based on my experience. I am ready to stay in touch with the researchers in order to continue providing them guidance, contacts and information to help in making their project successful.

Pascal Tocquec,



Annexe 3 : lettre de support de la Hollande

POLITIE

- Korps Landelijke Politie Diensten
- Dienst Internationale Politiesamenwerking
- Groep Verenigde Staten

**Netherlands Police Agency
NCB-Interpol
Washington country office**

4200 Linnean Avenue, N.W.
Washington DC, 20008

Tel. (202) 274 2764/3
Fax. (202) 362 1720

To: George Washington University
Attn: Frederic Lemieux
Faxnumber: (202) 994-4742

Copy to:

Date: 1/25/2007

Our ref: VS-W/U200700052

Priority
normal
subject : Letter of support

Our file: 02.00-CORRESPONDENTIE

Number of pages incl. this page: 1

Dear Mme/Sir,

My organisation and I support the research project entitled: *"Tackling transnational crime effectively: Assessing international police cooperation in drug trafficking cases"*.

The questions that are posed and the answers that are sought will make a significant contribution to our knowledge and understanding of international drug investigations, international police cooperation and international policing overall.

Contribute to the project by providing information on cases and to stay in contact with researchers in order to provide guidance, contacts and information to help in the project's success.

Netherlands Embassy,
Netherlands Police Agency (KLPO) in the USA and Canada.

Annexe 4 : Courriel type envoyé par notre promoteur à des interviewés potentiels

Bonjour à tous,

Chantal Perras est étudiante et candidate au PhD à la faculté de criminologie de l'université de Montréal. Elle entreprend un projet de recherche sur le partenariat policier dans des enquêtes d'envergure internationale. Sylvain Berthiaume (dir IOB) ainsi que Derek Ogden (dir gen DEB à l'époque) ont déjà donné leur appui à la participation des membres de la G.R.C. qui ont travaillé dans le projet Calvette. Par contre cet appui ne nous dégage pas de notre secret professionnel concernant les techniques d'enquêtes, les informateurs et quelconques enquêtes toujours en cours.

Par l'entremise de ce message j'aimerais essentiellement vous inviter à collaborer au projet de recherche de Chantal. Vous êtes entièrement libre de le faire ou non. Michel Picard et moi avons déjà fourni des entrevues dans le cadre de ce projet d'étude et nous avons transmis le fruit de nos expériences d'avoir travaillé en partenariat policier autant au plan local qu'international. Chantal souhaiterait interviewer autant d'enquêteur/procureur que possible. J'ai pensé à chacun de vous pour le rôle spécifique que vous avez eu dans le succès du Projet Calvette.

J'ai joint le mémoire de maîtrise de Chantal pour votre intérêt personnel. Le sujet de cette recherche portait essentiellement sur l'opération Printemps 2001. Chantal aimerait explorer cette fois-ci le volet international.

Annexe 5: Questions-cadre pour les entrevues

La consigne de départ était très large et se lisait comme suit : *Parlez-moi de comment s'est déroulée l'enquête du Projet X au jour le jour*. Le cadre comporte quatre grandes dimensions. On débute tout d'abord en posant des questions d'ordre général sur l'environnement externe de l'enquête, c'est-à-dire les questions relatives au cas. En d'autres termes, on aborde la question de la mise en contexte, plus précisément les individus et les activités criminelles visées ainsi que leur évolution au fil de l'enquête. Voici un exemple de thèmes et de questions générales sur le cas :

- le contexte dans lequel l'enquête a été initiée?
- qui a pris la décision de commencer?
- qui était impliqué?
- qui s'est joint quand?
- est-ce que quelqu'un s'est retiré? Si oui, Pourquoi?
- quelles stratégies ont été utilisées?
- lesquelles ont été les plus importantes et pourquoi?
- qui les a proposé?
- quelles autres propositions ont été faites?
- lesquelles ont été retenues ou pas? Pourquoi?
- est-ce que quelque chose d'autre a changé pendant l'enquête, puisqu'elle a quand même duré longtemps?

Nous posons ensuite des questions spécifiques sur les structures. Par exemple :

- comment l'unité était structurée?
- qui commandait?
- nombre de personnes impliquées?
- provenant de où? Composition du « staff »?
- est-ce que cette structure existait déjà avant l'enquête? Si oui, comment y avez-vous eu recours? Pourquoi? Avantages? Inconvénients? Améliorations dans cette enquête? Est-ce qu'il y aurait moyen de faire mieux? Avez-vous fait des améliorations suite à cette enquête?
- pourquoi l'enquête a réussi selon vous? A-t-elle vraiment réussi? Qu'est-ce qui a moins bien été?

Le troisième thème est relatif aux agents et à leurs interactions. Voilà des exemples de questions intéressantes que nous avons posé pour aider à relancer et à réorienter les interviewés :

- type de personnes, de tâches nécessaires dans l'enquête?
- rôles des enquêteurs dans cette enquête?
- rôles des analystes dans cette enquête?
- rôles des procureurs dans cette enquête?
- déroulement général du travail?
- comment se déroulent les interactions entre enquêteurs?

- comment se déroulent les interactions entre analystes?
- comment se déroulent les interactions entre procureurs?
- comment se déroulent les interactions entre les individus provenant de corps policiers différents (mais dans le même pays) quels sont-ils ?
- comment se déroulent les interactions entre les individus provenant de corps policiers différents (et de pays différents) quels sont-ils ?

Le dernier thème concerne les connaissances acquises et produites dans l'enquête.

- conception au départ des individus/groupes sous enquête
- évolution de la conception? Quand? Comment? Pourquoi?
- augmentation des connaissances? Découverte de nouveaux éléments? Grâce à quoi?
- cela a changé quelque chose dans la méthode de travail adoptée dans l'enquête ou pas?
- si, oui, Quand? Comment? Dans quelles circonstances? Et pourquoi?
- quelle personne a travaillé sur ces nouvelles façons de faire?
- changement de la mentalité?
- comment se déroulait l'échange d'information ? Tensions? Mésententes? Quelles causes?

Annexe 6 : Informations sur les participants

Tableau 1: Information sur les participants

<u>Code attribué au participant</u>	<u>Information sur son statut</u>
AP	Agent de liaison français qui a travaillé au Venezuela et en Colombie
CK	Enquêteur canadien
GB	Enquêteur canadien, maintenant travaille à l'international
MM	Enquêteur canadien
H	Policier hollandais
CSU	Policier hollandais, chef
PP	Enquêteur canadien, maintenant travaille pour ICE, qui est un organisme opérant aux États-Unis
MP	Enquêteur canadien
SK	Procureure canadienne
H1	Enquêteur hollandais
YS	Enquêteur suisse
MF	Enquêteur canadien, informateur clé
FB	Procureur canadien
OCTRIS	Agent de liaison français
H(b):	Policier hollandais
B et C	Policiers français travaillant au Venezuela

*les participants sont énumérés en ordre d'apparition dans le texte. D'autres participants ont été interviewés mais nous ne nous sommes pas servis de leurs propos ou de leurs idées. Bien souvent, cela est dû à la répétition des idées par plusieurs participants.